

L'accueil des étrangers en Europe, les états généraux de l'opposition et le congrès du FN

Un défi pour les Douze

L'IMMIGRATION est l'un des sujets sur lesquels l'Europe est en retard, même si, à intervalle régulier, on souligne l'urgence de définir en la matière une politique commune. La France n'a pas le monopole des tensions sociales induites par l'immigration : on a vu ces dernières années des mouvements d'extrême droite naître un peu partout de la xénophobie; le Parti républicain, en RFA, n'a rien à envier de ce point de vue au Front national, même s'il n'atteint pas les mêmes scores dans les sondages; l'Espagne commence à s'inquiéter et l'Italie, pendant longtemps pays d'émigration, découvre à son tour depuis quelques mois le problème du racisme. C'est elle qui, après la Belgique et les Pays-Bas, demande aujourd'hui aux Douze, dont les ministres des affaires étrangères se sont réunis lundi à Luxembourg, de s'atteler enfin à l'élaboration d'une véritable politique européenne de l'immigration.

Tout y pousse : les Douze se sont donné pour objectif, dans l'acte unique, l'abolition des frontières internes de la Communauté en janvier 1993, ce qui suppose une attitude commune aux frontières extérieures, notamment en matière d'octroi des visas et de droit d'asile. Cinq d'entre eux (ceux du groupe de Schengen France, RFA, Benelux) qui avaient l'ambition d'aller plus vite en besogne et de supprimer les contrôles le 1er janvier dernier ont dû y renoncer pour cause d'impréparation. L'incertitude sur ce que serait la frontière orientale de l'Allemagne compliquait, il est vrai, leur tâche.

Le fait que le processus de l'unification allemande soit désormais engagé est un motif supplémentaire d'accélérer la réflexion à Douze. On vient d'apprendre, par exemple, que l'un des derniers cadavres légués par le précédent gouvernement allemand est un accord supprimant les visas entre la Turquie et la RDA.

D'autre part, l'obligation de visa imposée par les Occidentaux devient une aberration politique pour certains pays de l'Est. La République fédérale l'a déjà levée pour la Hongrie, l'Italie pour ce pays et pour la Tchecoslovaquie. La France y songe aussi, mais que faire si l'on veut éviter de nouveaux flux d'émigration en provenance de l'Est, notamment de Pologne et peut-être, de Roumanie ? Paris souhaite qu'une réponse collective soit trouvée par les Douze.

CE n'est pas, cependant, l'immigration en provenance des pays de l'Est qui constituera l'essentiel du problème auquel sont confrontés les Douze, mais les énormes potentialités du flux migratoire auquel il faut s'attendre en provenance des pays du Maghreb et de certains pays de l'Afrique francophone. La population de l'Algérie va pratiquement doubler d'ici le début du prochain siècle si aucun effort sérieux n'est enfin consenti dans le domaine de la limitation des naissances et la situation n'est guère meilleure au Maroc et en Tunisie.

N'y aurait-il pas urgence pour la C.E.E. et l'Union du Maghreb arabe à engager le dialogue et à mettre en lumière les méfaits du couple infernal démographie galopante et sous-développement ?

M 0147 - 4030 - 4,50 F



Le RPR et l'UDF proposent une « autre politique » de l'immigration

Les états généraux de l'opposition sur l'immigration se sont tenus samedi 31 mars et dimanche 1er avril à Villepinte (Seine-Saint-Denis). Les grands axes d'une « autre politique » de l'immigration ont été définis, mais la protection sociale des immigrés

reste une pomme de discorde avec les centristes. Au congrès du Front national à Nice, M. Jean-Marie Le Pen, a lancé une mise en garde à M. Michel Rocard qui convoque, mardi 3 avril à l'hôtel Matignon, une table ronde sur le racisme.

Les limites du consensus

par Robert Solé

L'immigration, ces dernières années, n'a jamais été absente du débat politique. Mais elle était réservée, en quelque sorte, aux périodes électorales. Le reste du temps, on enterrait le dossier — par tactique, par embarras ou par négligence, — laissant le Front national en faire ses choux gras. Cette attitude a eu des conséquences désastreuses pour la gauche comme pour la droite, qui viennent d'en prendre conscience presque simultanément.

Aujourd'hui, chacun tente, à sa manière, de rattraper le temps perdu.

Tandis que le parti de M. Le Pen tenait congrès à Nice ce week-end, l'opposition parlementaire battait le rappel de ses ténors pour des états généraux sur l'immigration. Et c'est aussi des immigrés qu'il devait être question mardi 3 avril, à l'hôtel

Matignon, au cours du sommet antiraciste organisé par le premier ministre.

D'une certaine façon, le Front national peut se frotter les mains : l'immigration est au cœur du débat politique, avec une tonalité nettement restrictive. Reste à savoir s'il pourra continuer longtemps à s'approprier le sujet.

Lire la suite page 12

Le congrès du Front national : « La parade du chef » ; « Le présidentiable permanent » ; Les états généraux de l'opposition : « Une autre politique de l'immigration » ; « La bonne méthode »... pages 10 à 12

Les émeutes contre la « poll tax » à Londres

La tapage de la mine Margaret



Lire l'article de notre correspondant DOMINIQUE DHOMBRES page 3

Les Van Gogh de Van Gogh

Les peintures et les dessins réunis aux Pays-Bas pour le centenaire de sa mort sont ceux auxquels le peintre était le plus attaché

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

Les expositions Van Gogh n'ont pas manqué depuis dix ans. Leur rythme s'est même accéléré à l'approche du centenaire. Toutes portaient sur des moments de l'œuvre. Le Musée d'Amsterdam, en 1980, présentait la période hollandaise. Le Metropolitan Museum de New York, en 1984, montrait largement la période d'Aries, et, devant le succès remporté, récidivait en proposant Van Gogh à Saint-Rémy et à Auvers.

Dans la foulée, le Musée d'Orsay, en 1988, évoquait Van Gogh à Paris. Les Hollandais ne pouvaient pas ne pas tenir compte de toutes ces manifestations en concevant leur hommage de 1990. Qu'allaient-ils pouvoir imaginer pour l'anniversaire ? Une rétrospective, forcément. Mais alors, comment faire événement quand deux de leurs musées, celui de la Fondation d'Amsterdam et le Kröller-Müller d'Otterlo, présentent en permanence des ensembles très importants de peintures de Vincent, qui, à eux deux, constituent déjà une formidable rétrospective ?

Il leur fallait donc trouver un angle d'approche original, et le moyen d'exposer des œuvres rarement montrées. L'angle original, ce serait le point de vue de

Van Gogh lui-même sur son travail. Les œuvres rarement montrées, ce seraient les dessins. On a donc réuni les tableaux auxquels Van Gogh accordait de l'importance, auxquels il était attaché, en s'appuyant sur son abondante correspondance avec Théo, sa sœur, ou Emile Bernard. L'idée de donner la parole à l'artiste, d'en faire en somme le

commissaire de son hommage, n'est pas mauvaise, c'est même un garde-fou qui évite les dérapages sur les terrains du marché et sauve d'un sentimentalisme forcené, puisqu'elle invite à revisiter l'œuvre en ne pensant qu'à la peinture et aux problèmes qu'elle posait à l'artiste.

GENEVIÈVE BREGRETTE

Lire la suite page 17 - section B

Une menace pour la croissance japonaise

La Bourse de Tokyo a chuté de 6,6 %

Malgré des interventions répétées de la Banque du Japon, le yen a poursuivi sa chute vis-à-vis du dollar lundi 2 avril. La Bourse de Tokyo a perdu 6,6 % en moyenne, la deuxième plus forte baisse dans son histoire depuis le krach d'octobre 1987. Les milieux industriels commencent à s'inquiéter de cette détérioration de la monnaie et de la Bourse.

TOKYO

de notre correspondant

La nouvelle année fiscale, qui a débuté au Japon dimanche 1er avril, s'ouvre dans un climat d'incertitude, alourdi par les sévères « corrections » subies depuis plusieurs semaines par la Bourse, une chute persistante du cours du yen par rapport au dollar, et la conviction que, à la suite du dernier relèvement du taux d'escompte, l'archipel a rejoint le groupe des pays où l'argent est cher. Incertitude et nervosité qui se sont encore traduites, lundi 2 avril, par une nouvelle chute des cours en Bourse et de la monnaie japonaise, qui a

franchi le seuil des 160 yens pour 1 dollar.

Les entreprises, et surtout les grands investisseurs en portefeuilles, telles que les compagnies d'assurance-vie, doivent établir leur stratégie pour les mois qui viennent. Les analystes diagnostiquent la fin d'une période (celle caractérisée par un yen fort, un marché boursier en flèche et des taux d'intérêt faibles), mais aucun ne s'aventure à prédire les conséquences de ces changements, et encore moins jusqu'où iront ces « corrections ».

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 24 - section C

L'union monétaire entre les deux Allemagnes

Le projet de la Bundesbank est critiqué à l'Ouest et à l'Est page 3

La crise lituanienne

L'épreuve de force se durcit entre Moscou et Vilnius page 4

Les Etats-Unis refusent le vin français

L'administration américaine a découvert un produit interdit dans les vins français et italiens page 23 - section C

Elections partielles

Quatre municipales, trois cantonales page 9

Mme Thatcher privatise l'électricité

L'équivalent britannique d'EDF va éclater en dix-neuf sociétés distinctes page 23 - section C

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Bonne brise sur les chantiers navals

La demande monte, les prix flambent. Mais les Européens, affaiblis, sauront-ils s'unir face à la concurrence japonaise ?

Les chômeurs et les rentiers

Privileges des diplômés et rigidité des statuts bloquent la régression du chômage.

La croissance à la recherche d'un second souffle

Un retournement en douceur est prévisible, et la réunification allemande n'aura d'effet dynamique qu'à moyen terme.

La chronique de Paul Fabra : « L'Eurofed et la Fed ».

pages 27 à 30 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section C

Un grand témoignage

GÉNÉRAL CHEVANCE-BERTIN

VINGT MILLE HEURES D'ANGOISSE

1940 - 1945

Un livre attendu
Des révélations inattendues

ROBERT LAFFONT

des livres nouveaux sur la vie

L'école française de la prévention de la délinquance

Vice-président du Conseil national des villes, M. Gilbert Bonnemaison est devenu l'ambassadeur itinérant du « modèle français » de prévention de la délinquance. Lors d'une récente visite aux Etats-Unis, le Prix international de la prévention du crime lui a été décerné par une fondation privée américaine.

Du Canada à l'Équateur, de la Grande-Bretagne à la Nouvelle-Zélande, l'expérience française devient une référence, ultime bouée de sauvetage face aux ravages de la drogue et à l'envoie de la violence urbaine.

Lire page 13 - section B

Enquête d'ERICH INCYAN

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2,10 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 90 fr. ; Canada, 2,25 \$; Australie/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 6 400 DL. ; Luxembourg, 90 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Singapour, 325 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل

La France et l'Europe

Une onde de choc venue de l'Est

par Raymond Soubie

L'HISTOIRE s'est mise en marche autour de nous. La contestation du communisme par les peuples qui lui étaient soumis, les coups portés au glorieux de l'Union Soviétique, le réveil des nationalités, la course vers l'économie de marché de pays jusqu'alors adeptes de l'appropriation collective des moyens de production, sont autant d'événements inouïs. Nous y assistons avec passion, car ils concernent notre patrimoine commun : la Vieille Europe. Ils parlent autant à notre cœur qu'ils fascinent notre esprit. Mais, dans le même temps, à l'intérieur de nos frontières, nous coulons des jours paisibles, à l'abri de ce consensus apparent que chacun constate. Nous parlons ou agissons comme si tous ces bouleversements devaient rester sans répercussion réelle sur notre vie nationale. Nous semblons considérer des phénomènes actuels - le déclin des idéologies, le désintérêt à l'égard du politique, la priorité à l'économie, la course au centre, la construction européenne - comme autant de données durables, aussi indestructibles que semblaient l'être, naguère, leurs contraires.

Et s'il en était autrement ? Si nous étions à notre tour pris dans le tourbillon des changements et des valeurs ? Si nous étions appelés à subir l'onde de choc de ce grand mouvement venu de l'Est ? On voit déjà en quels domaines cette hypothèse pourrait se vérifier.

Résurgence de l'identité nationale

Le bouleversement à l'Est, c'est, en plus de la recherche d'une liberté et d'un bien-être matériel accrues, une résurgence des identités nationales. Ce constat est vrai pour les anciennes démocraties populaires et plusieurs républiques musulmanes ou baltes de l'Union Soviétique. A tel point qu'on peut se demander si, éternel retour de l'Histoire, ces pays ou ces peuples ne finiront pas par se doter de régimes de type « national populiste » comme la plupart d'entre eux, à l'exception de la Tchécoslovaquie, en ont connu dans l'entre-deux-guerres.

Ces exemples, perçus et interprétés par notre conscience collective, exaltés par nos intellectuels, ne vont-ils pas avoir un effet d'entraînement sur notre sentiment national ? Les Français ont été longtemps - et sont toujours - principalement tournés vers eux-mêmes, se percevant comme l'un des pôles naturels de l'Univers, même si cette représentation de l'état du monde relève plus du mythe que de la réalité. Ils sont particulièrement attentifs à leurs propres humeurs, caprices et évolutions. Notre « franco-centrisme » traditionnel ne va-t-il pas être réveillé par le fracas et le choc des nationalités, ici ou là, en Europe ?

Déjà, avant même que ceux-ci ne se fassent entendre, la tentation existait. Comment expliquer autrement le poids historiquement considérable d'un PC jouant sur la fibre patriotique, l'attrait dont bénéficiaient longtemps le parti gaulliste, et plus récemment, les succès du Front national ? Cette vision hexagonale semblait, certes, dépassée par les exigences du marché unique et de la compétition économique avec nos concurrents. Les temps paraissaient favorables à une ouverture sur l'extérieur. Celle-ci entraînait, peu à peu, un consensus autour de valeurs qui étaient celles d'autres pays capitalistes, une banalisation de notre pensée. Elle débouchait sur ce que François Furet a justement appelé « la fin de l'exception française ». Cette évolution récente, si propice à nos entreprises, a eu les conséquences que l'on sait : un déclin des politiques, des intellectuels, de tous les héros habituels de nos débats qui étaient désormais privés de leurs idées traditionnelles. Mais est-il si sûr que nos bons vieux penchants aient définitivement disparu ?

Demain, sous l'effet des bouleversements à l'Est, nous assisterons

peut-être au retour de l'exception française et à la résurrection politique, sociale, intellectuelle de ceux qui retrouveront, avec leurs thèmes favoris, leur légitimité et leur vigueur d'antan. On voit bien, dans ce contexte, où serait l'avenir du parti gaulliste, voulu par ses militants et peut-être par ses électeurs : plus du côté de l'appel de Cochon et des valeurs d'un gaullisme « populiste » que de celui de l'évocation triomphante, comme en 1986, des mérites de l'économie de marché. On imagine facilement ce que serait un nouveau « génie du socialisme » et comment les combats actuels entre personnes et courants redeviendraient des joutes idéologiques. Devant le spectacle de l'effacement d'un empire, de l'effacement de la pensée marxiste, des tentatives qui seraient menées, ici ou là, pour passer du communisme au capitalisme, que d'exemples, de rêves et de tentations ! Que d'occasions de rebondir pour un débat politique, social, intellectuel, actuellement languissant !

Notre culture nationale, elle aussi, à la recherche de son identité, pourra puiser à de nouvelles sources ou en rejoindre d'anciennes. Notre prestige culturel est, certes, encore grand dans le monde. Mais est-il dû à des réalités objectives ou aux derniers rayons encore perçus d'un soleil couchant ? Quelques exceptions remarquables ne doivent pas nous dissimuler notre déclin, en ce domaine aussi. L'influence d'une culture dans le monde dépend principalement de trois facteurs : la domination de la langue - et on sait ce qu'il en est du français face à la langue universelle qu'est devenu l'anglais - la capacité de création, le poids économique.

En se banalisant, en rentrant dans le rang des pays de moyenne importance, malgré sa possession de l'arme nucléaire, en adoptant des valeurs dominantes déjà ailleurs, la France, qui ne pouvait sans doute pas faire autrement, a perdu beaucoup de son rayonnement. La culture est d'abord l'expression d'un génie et d'une tradition nationale forte. La résurgence des débats autour de notre identité, la confrontation avec d'autres identités européennes, peuvent être source de culture et de renouveau, même si l'ascendant incontesté d'autrefois est voué à n'être plus qu'un rêve.

La fin de la vulgate gaulliste

Autre choc prévisible : le sentiment nouveau d'une perte d'influence probable dans le monde et de la nécessité d'y adapter les instruments de la politique extérieure. Les Français ont toujours eu une certaine idée de la France. Cette représentation fut, au cours de ces dernières décennies, largement mythique. Nous avions exorcisé la défaite, terrible, de 1940 et jouions, dans la cour des grands, en nous donnant à nous-mêmes le spectacle d'une vraie puissance.

En Europe, l'Anglais nous paraissait étrange et insulaire, les pays du Sud, l'Italie et l'Espagne, sympathiques, mais point réellement sérieux, les Nordiques ailleurs. Restaient comme partenaires réels et responsables, les Allemands, et nous. A deux, nous étions le cœur de l'Europe occidentale. Cette alliance était pour nous un instrument de la survie de notre rôle historique. Situation d'autant plus agréable que la République fédérale n'était qu'une portion de l'Allemagne et se trouvait soumise à quelques limitations de souveraineté. Nous nous donnions l'impression délicate d'être son amie, mais aussi qu'elle n'était pas tout à fait notre égale. Nous n'avons, en outre, jamais pris d'engagement bien précis pour sa protection nucléaire.

La vulgate gaulliste, c'était cela : à l'abri du recours ultime de la protection nucléaire américaine, la France se voulait indépendante et forte, pratiquant un jeu de balance subtil entre l'Est et

l'Ouest, en dépit de son attachement fidèle à l'Alliance atlantique. Son engagement dans la construction de l'Europe ne lui a paru possible que parce qu'elle y jouait un rôle déterminant. Mais elle n'a jamais renoncé à l'affirmation et à la conduite d'une politique extérieure autonome.

Ces principes constants jusqu'à aujourd'hui, les voilà mis à rude épreuve. L'Allemagne réunifiée n'aura plus autant besoin de la France. Géographiquement et économiquement, elle sera le pays d'Europe le plus important, l'interlocuteur privilégié des Deux Grands, ou de ce qu'il en reste. Les jeux du passé seront plus difficiles. Le maintien de la construction européenne comme objectif central sera sans doute réaffirmé, mais de quelle Europe s'agit-il ? La France, très vite, ressentira l'angoisse d'être une puissance diminuée, même si son rayonnement d'antan était en grande partie illusoire. Bien que conservant l'arme nucléaire et l'influence que celle-ci lui donnerait dans un futur système de sécurité européen, elle éprouvera un grand malaise à être et à agir.

Un vieux démon : l'esprit idéologique

Retour à nos vieux démons : l'esprit idéologique, longtemps si ancré dans ce pays, peut avoir, à nouveau, de beaux jours devant lui. Son déclin, depuis des années, était lié à des causes bien connues. L'obsolescence des doctrines dominantes - souvenirs-nous des débats autour du marxisme et de ce qui est devenu - en était une. Une autre fut une conséquence de la crise : le réel l'emportait sur le rêve. Selon certains, avec l'effacement des régimes communistes, nous assisterons même à la fin de l'Histoire, au sens hégélien du terme : les principes libéraux d'organisation de l'économie et de la société l'auraient définitivement emporté sur tout autre. La querelle éternelle sur le meilleur gouvernement des hommes serait close. Le temps des luttes idéologiques serait définitivement révolu.

Comme cette analyse est naïve et erronée ! Les citoyens de notre pays, pour ne citer qu'eux, ont certes compris la supériorité de l'économie de marché. Mais ils ne l'accepteront jamais sans limites et sans réserves. Son triomphe même dans le monde d'aujourd'hui ouvre un débat, en même temps qu'il doit leur faire réfléchir, sur la société marxiste du terme : le régime capitaliste est le moins mauvais des systèmes, chacun en conviendrait. Mais comment l'améliorer ? Chacun va s'interroger et proposer sa voie.

Le retour du politique

Enfin, le regain du politique, de la politique et des politiques, actuellement bien dévalorisées, est sans doute pour bientôt. Quand sur des sujets aussi importants que l'identité nationale, la construction de l'Europe - et de quelle Europe ? - notre place dans un futur système de sécurité, notre réponse au défi économique de l'Asie du Sud-Est et à la poussée démographique de l'Afrique, un peuple a besoin de nouveaux repères, alors l'art politique est le seul à même de les lui apporter. Il retrouve sa vocation première : contribuer à la recherche du bien commun. Et quand il s'exerce dans une démocratie, il mérite le respect et le concours de chaque citoyen. La repolitisation du pays devient possible et nécessaire.

On le voit à ces quelques exemples : un nouveau cycle commence. Il est un peu menaçant, comme tout ce qui est imprévisible, mais il nous oblige à nous interroger sur ce que nous sommes réellement et ce que nous voulons. A tout prendre, pour nous, la fin de l'Histoire n'est pas pour demain.

► Raymond Soubie est directeur général du groupe de presse Liaisons et président du Théâtre des Champs-Élysées.

TRAIT LIBRE



Bibliographie

« Le Bazar des nouveautés », de Didier Pourquery

L'aventure des produits

DES nouveaux produits comme s'il en pleuvait ! Rien pour l'année 1988, ils étaient déjà plus de 5 000 à envahir les rayons des supermarchés européens. Une mise à côté des États-Unis, qui en absorbaient près du double. Quant aux marques, on les dépose à tour de bras : en France, leur nombre, pour la même année, dépasse allègrement la barre des 60 000. Fort de ces chiffres, et malgré le mépris hanté dans lequel on tient encore la production commerciale - au point où l'un de nos penseurs, et non des moindres, affirmait récemment que « Nouveau, ça ne veut rien dire », Didier Pourquery s'est lancé à la poursuite de ces nouveaux objets qui, du yaourt aux

cosmétiques, envahissent les linéaires de nos magasins.

Au cours de son enquête, cet ancien cadre mercatique (1) devenu journaliste passe en revue les opérateurs de la surprenante tribu des nouveautés. Une race étrange et discrète, agitée par la passion de la nouveauté qui, sans que l'on s'en aperçoive, « change notre vie en permanence ».

Pourtant, la valse du nouveau au milieu de tant d'euphorie créative génère quelques inquiétudes. Car, dans cette course à l'inédit, « malheur à celui qui n'aura pas trouvé l'un des 68 % de produits qui existeront en l'an 2000 et n'existent pas aujourd'hui ». Voilà le terrain. Et surtout voilà le défi.

Au diable les questions métaphysiques : le marché exige un renouvellement constant ! Et que ceux qui croient avoir saturé la société de consommation révisent leurs opinions : ladite société vise au contraire la vitesse supérieure et connaît une phase d'accélération exponentielle ! Curieusement, au moment où le processus s'emballe, les critiques se taisent et plus personne ne songe à réhabiliter les rêves des années 70.

Soldats de l'inventaire

On connaît les publicitaires, mais ils ne représentent que le sommet visible de l'iceberg de la nouveauté. La partie qui se joue dans les profondeurs est autrement plus alléchante, et c'est tout le mérite du livre de Didier Pourquery que d'en définir les contours. Embarqué dans cette expédition au long-cours, il décrypte les figures obligées du renouvellement. Jeu de piste infernal dans le sens où, aujourd'hui, « il ne peut plus exister de produit indifférent, universel, destiné à un public moyen : rester banal, c'est se condamner à déperir ». Face à l'uniformisation du monde des pâtes, Panzani opte pour le design et reconquiert ses parts de marché, tandis que le sucre penche du côté de la synthèse, en

tombant, lavé de tout soupçon, dans la tasse de l'amateur déculpabilisé. Même les vieux de la vieille, comme Pepsi ou Coca Cola, se soumettent sans broncher à cette inévitable cure de rajeunissement !

Machines de guerre

Ravagelement ou naissance, ces opérations délicates exigent le recours à d'éminents spécialistes qui œuvrent dans l'ombre. Parmi les héros de cette galerie de portraits hauts en couleur, on trouve des chercheurs tités, à l'image d'Arthur Fry, cet Américain père du Post-it, ces affilants marque-page autocollant qui fait un tabac sur le marché mondial ou de Guy Aznar, le parrain de la créativité en France, qui, depuis une vingtaine d'années, produit des idées non stop.

Mentionnons au passage les nombreux cabinets d'études qui ont mis au point de véritables machines de guerre destinées à traquer les réactions des consommateurs et les créateurs de noms de marque. Ces soldats de l'inventaire qui, au cœur du maquis des 900 000 appellations enregistrées officiellement, se débrouillent pour se glisser dans les interstices encore libres de ces listes interminables.

En mettant en scène ces personnages, l'auteur ne divulgue que rarement ses propres sentiments, mais on lui saura gré d'avoir proposé le roman de la nouveauté. En cette période de frilosité salariale, les chercheurs d'emploi auront de quoi se réjouir : l'aventure est encore au bout du produit.

BERTRAND RAISSON

(1) Arrêté du 18 février 1987 (Journal officiel du 2 avril 1987). Mercatique : spécialiste de la mercatique (en anglais marketing).

► Le Bazar des nouveautés, de Didier Pourquery, 302 pages, Editions Stock, 120 F.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Larroque (1982-1985)
Administrateur général : Bernard Wouts
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Solas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Télex 680572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-80-30-00
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Télex 261311 F MONDSIR

HENRI MONTANT

صلى الله عليه وسلم

ÉTRANGER

GRANDE-BRETAGNE : l'hostilité à la « poll tax » dégénère

Au moins cent trente personnes blessées après les émeutes de Trafalgar Square

Les responsables des principaux partis politiques britanniques ont accusé des mouvements extrémistes d'avoir provoqué les violences et les pillages qui ont fait dégénérer, samedi 31 mars, une manifestation contre la « poll tax » en émeute dévastatrice. L'impopularité générale de ce nouvel impôt n'a pas empêché M^{rs} Thatcher de répéter qu'elle n'avait aucune intention d'abandonner ses fonctions de premier ministre.

LONDRES

de notre correspondant

Une voiture de police est prise dans la foule des manifestants. Aussitôt les vitres volent en éclats, le conducteur reçoit un coup de manche de pioche, mais parvient à dégager son véhicule. Quelques minutes plus tard, un groupe de jeunes gens escalade un échafaudage près d'un immeuble en construction sur Trafalgar Square. Briques, bouteilles, boulets, barres de fer pleuvent sur les policiers, dix mètres plus bas. Ceux-ci reculent en désordre. Le feu est mis à l'échafaudage et se communique au bâtiment. Il faudra trois heures pour l'éteindre, car les premiers pompiers arrivés sur place ont été eux aussi bombardés de projectiles divers.

La grande manifestation populaire contre la Poll Tax, le nouvel impôt local qui prend effet le 1^{er} avril, a dégénéré samedi 31 mars en scènes d'émeutes racornées dans le centre de Londres. Cent trente personnes ont été blessées, dont 58 policiers. Il y a eu 341 arrestations. Des policiers à cheval ont chargé sans relâche les groupes qui se reconstruisaient à Trafalgar Square et dans les rues avoisinantes, ce qui explique que le bilan publié par Scotland Yard comporte aussi vingt chevaux blessés.

Le défilé avait commencé dans une atmosphère paisible et même familiale en début d'après-midi au parc de Kennington, dans le sud de Londres, à l'appel de la Fédération nationale anti-Poll Tax. Il s'agit d'une organisation récente, proche du mouvement communiste « Militant », exclu du parti travail-

liste, et qui invite tous les contribuables à refuser de payer le nouvel impôt. Tony Benn, un des chefs de file de la « gauche dure » du Labour, avait dénoncé, devant cette foule de quarante mille personnes, l'absence de tout représentant officiel de son parti. Les travaillistes sont opposés à la Poll Tax, mais ils ne vont pas jusqu'à prôner la désobéissance civile et le boycottage d'un impôt voté par le Parlement.

Il y avait là des gens venus en train ou en autocar de tout le pays, souvent avec femme et enfants. Il faisait beau. C'était un des premiers week-ends ensoleillés du printemps. A mesure que le cortège avançait vers Trafalgar Square, des badauds, des clients sortis des pubs avaient rejoint ses rangs, ce qui permet aux organisateurs d'affirmer que la manifestation a rassemblé au total près de 200 000 personnes.

Le premier incident a lieu devant le 10 Downing Street, peu après quatre heures de l'après-midi. Un petit groupe lance un assaut bref mais violent, à l'aide de pavés pris sur un chantier, contre les policiers qui gardent habituellement la résidence du premier ministre. Un gradé s'écroule, inconscient. Blessé à la tête, il était encore hospitalisé dimanche.

Ravages à Oxford Circus

Les unités anti-émeutes, en tenue spéciale, interviennent. Elles bloquent l'accès à Trafalgar Square et coupent le cortège en deux. Pendant les cinq heures qui suivent, la place elle-même, récemment restaurée et dominée par la célèbre statue de l'amiral Nelson en haut de sa colonne, va être le théâtre d'affrontements extrêmement violents. Les chantiers de construction voisins (le centre de Londres est en pleine rénovation) sont pillés. Les pavés, les outils, les cannettes de bière volent. Des voitures de police sont renversées et incendiées. Des policiers à cheval s'acharnent, à coups de longues lances de bois, sur des manifestants isolés.

Lorsque Trafalgar Square est enfin dégagé, des groupes se répandent dans tout le quartier, à Piccadilly Circus, Leicester Square et Soho. C'est l'heure de la sortie des théâtres. « Que se passe-t-il ? », demande un touriste américain.

Une mutinerie à la prison de Manchester aurait fait plusieurs morts

Plusieurs détenus auraient été tués par leurs camarades à la prison de Strangeways, près de Manchester, dans le nord de l'Angleterre, après que ceux-ci eurent pris le contrôle d'une grande partie des bâtiments et se furent emparés des clés. Au moins sept cents prisonniers étaient toujours barricadés ou retranchés sur les toits de l'établissement lundi matin 2 avril, mais les nombreux incendies allumés dimanche et qui ont ravagé la prison avaient été éteints.

LONDRES

de notre correspondant

Des détenus qui n'avaient pas pris part à l'émeute et avaient été évacués dimanche ont déclaré que douze prisonniers condamnés pour délits sexuels avaient été tués par les mutins après avoir été roués de coups et mutilés. La police n'a pas confirmé cette information mais a annoncé qu'une cinquantaine de personnes, dont plusieurs gardiens, avaient été blessées. Un hélicoptère a balayé les toits avec son projecteur pendant toute la nuit de dimanche à lundi. Aucun détenu n'est apparemment parvenu à s'échapper.

La prison de Strangeways, située à 1,5 kilomètre du centre de Manchester, a été construite en 1868 pour 970 prisonniers. Elle en abritait 1 640 lorsque l'émeute a éclaté, dimanche matin, pendant l'office célébré par l'aumônier anglican. Celui-ci a raconté qu'un détenu avait mis un couteau sous la gorge d'un gardien et que les prisonniers présents avaient alors saisi les trousseaux de clés, ouvert les cellules et pris le contrôle de la plupart des bâtiments.

Selon le quotidien populaire *The Sun*, les mutins ont pillé la pharmacie de la prison et, sous l'effet de diverses drogues, ont donné l'assaut de l'ailé où se trouvent les détenus condamnés pour viol, exhibitionnisme, ou violence sexuelle contre des enfants, ainsi que ceux qui ont demandé à être isolés et protégés au nom de l'article 43 du règlement des prisons. Ces prisonniers sont au plus bas de l'échelle, dans la hiérarchie non écrite des prisons, et sont souvent l'objet de sévices de la part des autres détenus.

« Comme des animaux »

Les mutins ont allumé des incendies, dont l'un a entièrement détruit la chapelle, et sont montés sur les toits, dont ils ont commencé à arracher le revêtement pour le lancer sur les policiers et les pompiers. L'un d'eux a crié aux journalistes que la vie était intolérable à Strangeways en raison des punitions et des mauvais traitements infligés par les gardiens, et que les prisonniers voulaient être traités comme des hommes et pas comme des animaux. Certains détenus restent enfermés vingt-trois heures par jour, à trois ou quatre dans des cellules sans toilettes, et le plénum n'est droit qu'à une douche par semaine.

M. David Evans, secrétaire général de l'Association des gardiens de prison, a affirmé que l'émeute, due à la surpopulation carcérale, risquait de se propager dans d'autres établissements. Strangeways avait récemment fait l'objet d'un rapport favorable du juge Tamm, inspecteur général des prisons britanniques, qui avait visité l'établissement en juillet 1989 et avait estimé que les conditions s'amélioraient.

D. D.

« C'est le grand peuple britannique qui se livre à une émeute », lui répond flegmatiquement un policier.

Malheur aux Bentley, Daimler, Jaguar et autres voitures de rêve gardées devant les théâtres et les restaurants. Elles sont martelées à coups de barres de fer, leurs places brisées. Les magasins de luxe de Regent Street subissent le même sort. Les vitrines sont pillées. Vêtements, fourrures, appareils photos disparaissent. Il ne reste pas une devanture intacte à Oxford Circus.

M^{rs} Thatcher : « Mon poste n'est pas vacant »

Scotland Yard a ouvert une enquête sur les circonstances de cette émeute. Quelques-uns des deux mille policiers de service samedi vont être interrogés, et des centaines de bandes vidéo et de photographies seront examinées. Dans ce genre d'affaires, la police prend son temps, mais elle est remarquablement efficace pour reconstituer les faits.

Scotland Yard a cependant immédiatement mis en cause les trotskistes du Socialist Worker's Party (SWP), ainsi que les anarchistes de l'organisation « Guerre de classes ». Le SWP a démenti. « Le défilé par ailleurs paisible de 40 000 manifestants a été complètement dévié par les agissements de 3 500 personnes qui ont attaqué la police par petits groupes avec ferocité et de façon répétée », a déclaré un porte-parole de Scotland Yard. On a certes vu quelques dragueurs noirs lors des premiers heurts, mais les casseurs de vitrines et les pillards de la fin de la soirée paraissent surtout avoir profité de l'occasion.

Toute la classe politique a dénoncé ces violences au cours du week-end. M^{rs} Thatcher les a jugées « absolument horribles et inacceptables ». Le secrétaire au Home Office (ministère de l'Intérieur), M. David Waddington, a accusé non seulement les trotskistes et les anarchistes, mais aussi les « hooligans » pris de boisson. Il considère que les hommes politiques qui appellent au boycottage de la Poll Tax « devraient avoir honte parce qu'ils ont une part de responsabilité dans ce qui est arrivé ».

Le leader travailliste, M. Neil Kinnock, a demandé que les coupables soient châtés, et son adjoint, M. Roy Hattersley, a réclamé des peines « sévères et exemplaires ». L'organisateur de la manifestation, M. Tommy Sheridan, président de la Fédération nationale anti-Poll Tax, a lui aussi regretté qu'« une journée aussi splendide ait été gâchée ».

L'émeute de Trafalgar Square a

quelque peu détourné l'attention de ce qui aurait dû être le grand événement du week-end, la contre-attaque de M^{rs} Thatcher après sa chute dans les sondages, la mise en cause de son autorité au sein de son propre parti et l'émergence de prétendants à sa succession. La Dame de Fer avait soigneusement préparé son discours pour la réunion annuelle, à Cheltenham, à 140 km à l'ouest de Londres, du Conseil central du parti conservateur.

M^{rs} Thatcher ne baisse pas les bras et il n'est pas question qu'elle s'en aille. « Il y a 650 candidats à mon poste (le nombre de parlementaires à Westminster, NDLR), mais celui-ci n'est pas vacant », affirme-t-elle. Elle entend donc poursuivre son combat. « J'ai assez de cœur au ventre pour cela. Vous aussi. Et, je le crois, la Grande-Bretagne aussi », conclut-elle.

C'est la grande question. La lassitude de l'opinion, après onze années de pouvoir de la Dame de Fer, est sans doute, davantage que la Poll Tax, l'élément essentiel de la crise actuelle. Les Britanniques ont trop entendu la même voix leur répéter les mêmes choses, ils ont trop vu le même visage à la télévision. Le nombre augmente, au parti conservateur, de ceux qui commencent à considérer M^{rs} Thatcher davantage comme un handicap que comme un atout pour les prochaines élections.

Les ambitions se font jour en conséquence. Celles de M. Michael Heseltine, ancien ministre de la défense, qui avait démissionné avec éclat en janvier 1986 sont connues. La surprise est venue de l'ancien président du parti, M. Norman Tebbit, qui a déclaré que si M^{rs} Thatcher déclarait forfait, il ne laisserait pas le champ libre à M. Michael Heseltine et tenterait lui aussi sa chance. M. Heseltine, pro-européen convaincu, appartient à l'aile modérée du parti, éprise d'une certaine justice sociale. M. Tebbit est au contraire héritier du Thatcherisme pur et dur.

Les exhortations de l'actuel président du parti conservateur, M. Kenneth Baker, à cesser ces « bavardages » n'ont pas rencontré jusqu'ici beaucoup d'écho, pas plus que sa remarque selon laquelle « une maison divisée contre elle-même est destinée à périr ». Il est vrai qu'on prête à M. Baker lui-même quelque espoir de briser un jour le leadership, ce qui nuit à la crédibilité de ses appels à l'unité derrière M^{rs} Thatcher. A tort ou à raison, la question de l'après-Thatcher est désormais publiquement posée.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'union monétaire entre les deux Allemagnes

Le projet de la Bundesbank est critiqué à l'Ouest comme à l'Est

BONN

de notre correspondant

Le conseil central de la Bundesbank a coupé un projet d'union monétaire entre la RFA et la RDA sur la base d'un taux de change de un deutschemark contre deux marks-Est, à l'exception des comptes d'épargne que chaque Allemand de l'Est pourrait changer au taux de un contre un jusqu'à concurrence de 2 000 marks-Est. (Lire également page 29 le point de vue de Emil-Maria Clausen.)

Eventuellement par une fuite dans la presse, ce projet a été confirmé samedi 31 mars par le président de l'Institut d'émission ouest-allemand, M. Karl-Otto Poehl, en marge du sommet des ministres européens des finances qui s'est tenu ce week-end à Galway, en Irlande.

Aussitôt, des voix se sont élevées aussi bien en RFA qu'en RDA pour le critiquer, tant il est vrai qu'il ne correspond pas tout à fait au message qu'a fait passer le chancelier Helmut Kohl durant la campagne électorale en RDA en laissant entendre que l'union monétaire se ferait bien sur la base de « un contre un ».

De fait, de nombreux analystes faisaient remarquer, après l'insolite victoire des conservateurs au scrutin du 18 mars en RDA, que les Allemands de l'Est avaient d'abord voté pour ce principe de « un contre un », moteur d'une amélioration rapide et substantielle de leur niveau de vie.

Certes, les ministres de l'économie, Helmut Haussmann (FDP), et des finances, Theo Waigel (CSU),

ont approuvé le projet de la banque centrale. De même, les milieux économiques et financiers en RFA indiquent presque unanimement qu'un taux de change de « un contre un » ne correspond pas à la puissance économique de la RDA dont la productivité est nettement inférieure à celle de la RFA.

Le chancelier Kohl est intervenu dans la polémique en déclarant qu'il « entendait tenir ses promesses » et « respecter ses engagements », mais, à aucun moment, il n'a fait référence au projet de la Bundesbank. En revanche, les partis d'opposition ainsi que plusieurs personnalités de la CDU, comme l'ancien maire de Berlin-Ouest, Eberhard Diepgen, et la fédération des syndicats DGB ont vivement critiqué ce projet, le qualifiant tantôt de « manœuvre d'intimidation », tantôt de « trahison » ou de « duperie électorale ».

M. Rainer Eppelmann, président du mouvement est-allemand Renouveau démocratique, l'une des trois composantes de l'Alliance pour l'Allemagne qui a remporté les élections en RDA grâce au soutien sans réserve du chancelier Kohl, ne s'est pas trompé sur la conséquence majeure qu'entraînerait la mise en œuvre de ce projet, en déclarant dimanche à une radio ouest-allemande : « Il suffit que l'union monétaire se fasse en ces termes et les Allemands de l'Est reprendront en masse le chemin de l'exil vers la RFA. » (Interim.)

« La bonne formule »

MM. Theo Waigel et Otto Poehl l'ont confirmé à leurs collègues, samedi 31 mars à Galway, la Bundesbank a recommandé au gouvernement fédéral de fonder l'union monétaire inter-allemande sur un taux de change de deux marks-Est pour un mark-Ouest.

« Je trouve que c'est la bonne formule », a commenté M. Waigel en rappelant cependant qu'une décision dans ce sens supposerait d'abord l'aval du gouvernement de Bonn, ensuite un accord négocié avec le nouveau gouvernement de la RDA. M. Poehl a fait observer que la Bundesbank avait tenu compte des réactions du marché lequel avait mal accueilli l'idée d'une unification monétaire avec un taux de change de un pour un. « L'exercice en

cours entre les deux monnaies allemandes exige une coordination plus étroite que jamais au sein du SME », estime M. Bérégovoy, qui a mis également l'accent sur l'importance des négociations à venir qui porteront sur les modalités d'application de la réglementation monétaire par l'Allemagne de l'Est.

Le ministre français a évoqué la réunion samedi prochain du G7 (les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés) pour indiquer qu'on y débattrait de l'évolution de l'économie mondiale, de ce qui se passe à l'Est, mais aussi de ce qui se passe au Japon où « la dépréciation continue du yen peut poser un problème commercial sérieux », a constaté le ministre.

Les Verts ouest-allemands ne s'opposent plus à l'unification

BONN

de notre correspondant

Après de longues querelles intestines sur le bien-fondé de l'unification de l'Allemagne, les Verts ouest-allemands, réunis en assemblée fédérale extraordinaire samedi 31 mars et dimanche 1^{er} avril à Hagen, ont adopté une ligne politique qui tient compte du sens de l'histoire, abandonnant la théorie des deux États pour celle d'une seule nation.

Mais s'ils ont décidé de participer au processus de restauration de l'unité allemande, les Verts sont restés divisés sur les moyens d'exprimer cette participation. Par 279 voix contre 172, les députés ont voté un préambule à leur programme en vue des législatives de décembre dans lequel

les thèses radicales des « fundis » (fondamentalistes) taillent des crupières à celles des « realos » (réalistes) et des partisans de la tendance modérée « Anbruch ».

Les Verts ont réclamé à l'unisson le retrait de l'OTAN et la suppression des armées ouest et est-allemandes, mais ont divergé sur une éventuelle alliance avec le Parti social-démocrate (SPD) au cas où une coalition SPD-Verts ravivait en décembre la majorité à l'Alliance actuelle des Unions chrétiennes CDU/CSU et avec le parti libéral FDP.

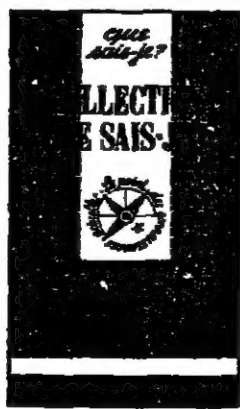
Ultime point de discord : les Verts n'ont pu décider s'il fallait ou non entretenir des rapports avec les transfuges du PC ouest-allemand DKP. (Interim.)

M. Giscard d'Estaing souhaite « une solidarité » franco-allemande en matière de défense

Interrogé, dimanche 1^{er} avril sur TF 1, sur le problème de la réunification allemande, M. Valéry Giscard d'Estaing a souhaité que la France « contribue à cette unification par sa compréhension et par l'acceptation de l'entrée de l'Allemagne de l'Est dans la communauté européenne ». Selon l'ancien président de la République, trois axes sont prioritaires pour manifester « cette solidarité ». L'union politique de l'Europe, son union monétaire - « il faut, a-t-il souligné, demander aux allemands qu'ils acceptent la création d'une banque centrale de l'écu » - et une union de défense. « D'abord, a-t-il expliqué, déclarer qu'il faut trans-

former le pacte atlantique en pacte euro-atlantique. Deuxièmement, déclarer que la France entrera dans ce pacte euro-atlantique. Troisièmement, déclarer que la France nouera avec l'Allemagne fédérale des relations particulières en matière de sécurité, sous la forme d'un traité ou d'un accord où nous avons à faire entrer en ligne de compte la préoccupation allemande concernant l'emploi des armes nucléaires en direction de son sol. Là, il peut y avoir une proposition française. En contrepartie, l'Allemagne fédérale doit accepter que la France puisse exercer certaines responsabilités de commandement en Europe. »

Tout ce que vous ne savez pas et que vous avez besoin de savoir vite est dans « Que Sais-Je ? »



« Que Sais-Je ? »

L'encyclopédie au format de poche. 2523 titres.

Pour recevoir gratuitement le catalogue complet de la collection « Que Sais-Je ? » écrire à la Direction de la Communication, Presses Universitaires de France, 90, bd St-Germain, 75006 Paris.

EUROPE

URSS : dégradation de la crise lituanienne

L'épreuve de force se durcit entre Moscou et Vilnius

Le parlement lituanien devait répondre lundi ou mardi 3 avril, probablement par une fin de non-recevoir, au message que lui a adressé samedi M. Gorbatchev, demandant qu'il « revienne sur sa décision illégale » de déclaration d'indépendance comme condition à l'ouverture d'un dialogue. La véritable épreuve de force s'engage donc, avec des menaces de rétorsions économiques, alors qu'un convoi de blindés traversait à nouveau Vilnius dimanche dans la matinée.

MOSCOU

de notre correspondant

C'est mardi, et peut-être même dès lundi 2 avril, que le Parlement lituanien devait répondre au message que lui a adressé samedi M. Gorbatchev, sèche ou conciliatrice, dilatoire ou cassante, la forme de cette réponse aura son importance mais, sur le fond, la fin de non-recevoir est plus que probable.

On voit mal en effet comment les députés lituaniens pourraient accepter de renoncer à leur déclaration d'indépendance, de « revenir » comme le leur a demandé M. Gorbatchev, sur cet acte illégal. Inévitablement, l'épreuve de force s'approfondit ainsi de jour en jour, mais cela ne signifie pas pour autant qu'on aille vers l'emploi de la force.

Trop de foyers de tensions couvent en URSS, et la désapprobation internationale, serait aussi trop forte. Recourir directement à l'armée serait courir le risque de ne plus savoir comment s'en passer ensuite, de devoir très vite l'appeler à la rescousse ailleurs et de se laisser, au bout du compte, entraîner dans un engrenage dont l'aboutissement serait trop clair.

Ce dérapage ne peut être exclu, mais la voie choisie, pour l'instant, par M. Gorbatchev, est autre. Elle consiste à s'en tenir au respect des lois et de la constitution soviétique en expliquant qu'on ne peut à la fois, agir en dehors d'elles et vouloir l'état de droit et qu'une République peut parfaitement demander son indépendance mais à la condition de ne pas se mettre, ce faisant, dans l'illégalité.

D'où l'affirmation constante, depuis deux semaines - et éventuellement force à l'appel - de la pérennité de la loi soviétique en territoire lituanien. Et d'où, maintenant, le spectre des sanctions économiques brandi dans le message au parlement lituanien, et dans l'appel aux citoyens de la république socialiste soviétique de Lituanie qui a suivi dimanche.

D'emblée, M. Gorbatchev y parle de « moment critique » et ajoute que « la tactique des ultimatum et actions unilatérales mettent en danger la sécurité et la vie normale » de tous les habitants de la Lituanie et la conclusion est parfaitement claire : « les actions dirigées lituaniennes, est-il dit, tentent



International Herald Tribune du 2 avril

de vous convaincre que leurs actions séparatistes n'auront pas de conséquences sur les liens économiques, scientifiques et techniques avec les autres républiques de l'Union soviétique. Ce n'est pourtant pas le cas car ces liens ne peuvent se développer normalement et porter leurs fruits que dans une atmosphère favorable de confiance et d'assistance mutuelle (...).

Le président, le Soviet suprême et le gouvernement de l'URSS, pour leur part, ne peuvent que constater, par M. Gorbatchev, l'absence de nombreux télégrammes et lettres (demandant) que la constitution soviétique soit défendue et (proposant) que soient prises des mesures économiques, politiques et administratives. Le chef de l'Etat cite à ce propos une résolution du parlement de Biélorussie demandant le retour à cette République de territoires attribués à la Lituanie en 1940, au moment de son annexion par l'URSS, et notamment de sa capitale, Vilnius (le Monde des 1^{er} et 2 avril).

« La situation est devenue dramatique »

Cette résolution n'a certainement pas été prise dans l'accord de Moscou mais le fait est aussi - on l'a déjà vu dans le Caucase - que les problèmes de délimitation de territoires entre actuelles Républiques soviétiques risquent de devenir très vite au moins aussi explosifs que les mouvements sécessionnistes.

C'est tous les dangers de séparations non négociées qu'évoque là M. Gorbatchev, qui termine en expliquant que « la situation est devenue dramatique », que « si la voix de la raison n'est pas entendue, les développements peuvent être de grave conséquence pour nous tous ».

ROUMANIE

Manifestation à Bucarest contre M. Iliescu

Quelques 3 500 à 4 000 personnes ont consacré dimanche 1^{er} avril pendant plusieurs heures le nom du président désigné Ion Iliescu devant le siège du gouvernement puis devant celui de la télévision roumaine.

Cette première grande manifestation antigouvernementale de la campagne électorale a contrasté avec la faible participation, samedi, aux commémorations organisées par le gouvernement et le Front de salut national pour le centième jour de la chute de la dictature, qui n'ont pas dépassé quelques centaines de personnes.

Pour la première fois, une partie des manifestants se sont également rendus devant le domicile personnel de M. Iliescu, boulevard des Aviateurs, pour chahuter sous ses fenêtres avant de rejoindre le reste de la manifestation devant la télévision. Passant devant le siège du Parti national-libéral (PNL), boulevard Nicolae Balcescu, les manifestants ont été salués par le secrétaire général du PNL, M. Radu Campeanu.

Réuni samedi en congrès, le PNL a élu M. Campeanu, rentré en

Roumanie en janvier dernier après dix-sept ans d'exil en France, au poste de président du parti et l'a proposé comme candidat aux élections présidentielles du 20 mai prochain.

En vue des élections législatives, également prévues le 20 mai, une coalition des partis d'opposition est en voie de formation face au Front de salut national (FSN), ce qui pourrait constituer une menace sérieuse pour le mouvement de M. Iliescu. M. Campeanu a indiqué que le PNL avait proposé au parti national paysan (PNP) et au parti social-démocrate (PSD) un accord pour constituer une coalition unie face au FSN, « ouverte également aux autres partis de l'opposition qui le souhaiteraient et auraient des idées similaires aux nôtres ». Le PNP et le PSD, a poursuivi M. Campeanu, « ont déjà exprimé leur accord de principe ». Des discussions commenceront cette semaine pour déterminer si la coalition peut aller jusqu'à une plate-forme commune ou se limiter à « un pacte de non-agression ». (AFP.)

Le message de M. Gorbatchev

Moscou. - Voici le texte adressé samedi 31 mars par le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, au Soviet suprême de Lituanie, tel que l'a rapporté l'agence officielle Tass : « L'actuelle direction lituanienne ne s'en remet pas à la voie de la raison. Elle continue de passer outre à la décision du troisième congrès extraordinaire des députés du peuple d'URSS et prend unilatéralement des décisions qui vont à l'encontre de la Constitution soviétique tout en défiant et en insultant ouvertement l'Union entière.

« Je tiens à déclarer à nouveau que cette voie est ruineuse et ne mènera qu'à une impasse.

« J'appelle les députés du Soviet suprême lituanien à comprendre cette vérité et à prendre leurs responsabilités historiques dans l'intérêt du peuple de Lituanie, Lituanien et non-Lituanien, de sa sécurité et de son bien-être, de l'avenir de la démocratie dans l'ensemble de notre pays et de la stabilité du monde.

« Je propose que le Soviet suprême lituanien annule immédiatement les lois illégales qu'il a adoptées, une telle mesure permettra de discuter de tous les problèmes de la seule façon acceptable, à savoir dans le cadre de la constitution de l'URSS ».

ESPAGNE : réunis en congrès à Séville

Les conservateurs se sont donné un nouveau président

Après une longue période de tâtonnements, les conservateurs espagnols ont enfin intronisé leur jeune et nouveau chef : M. José-María Aznar, trente-sept ans. Il a été nommé président du Parti populaire, lors du congrès que la principale formation d'opposition a tenu à Séville, les 31 mars et 1^{er} avril. Il succède au fondateur du Parti et « leader historique » de la droite espagnole, M. Manuel Fraga, qui a été élu au poste, essentiellement honorifique, de « président fondateur ».

MADRID

de notre correspondant

La nomination de M. Aznar met fin à un long et difficile processus de succession, qui aura duré plus de trois ans. C'est en décembre 1986, en effet, au lendemain d'un nouveau revers électoral, que M. Fraga avait annoncé sa décision de se retirer de la politique nationale. Le premier successeur désigné fut, trois mois plus tard, le jeune M. Antonio Hernandez Mancha. Mais son style populiste et peu consistant allait faire fuir l'électorat traditionnel de sa formation, sans pour autant en conquérir un autre. Le parti tombait alors en chute libre dans tous les sondages.

Aussi, M. Fraga allait-il reprendre les rênes de sa formation, en octobre 1988, pour préparer

lui-même une « succession ordonnée ». Après une nouvelle tentative manquée, avec M. Marcelino Oreja, l'ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe, dont le manque de charisme allait se révéler rédhibitoire, c'est M. Aznar qui était finalement choisi comme tête de liste de sa formation pour les législatives d'octobre dernier. Sans être exceptionnel, le résultat allait se révéler modérément satisfaisant : avec lui, le Parti populaire réussissait au moins à récupérer son niveau électoral d'avant la crise. Désormais investi de tous les pouvoirs, M. Aznar veut maintenant réaliser cette « période vers le centre » que n'ont pu réaliser ses prédécesseurs. Il a déjà voulu démontrer au congrès de Séville que son parti utilise désormais un langage nouveau et ce sont les concepts de « modernité » et de « rénovation » qui ont dominé la plupart de ses interventions publiques.

L'équipe de M. Aznar compte avant tout sur les élections municipales et régionales, prévues pour 1991, grâce auxquelles la droite espagnole espère enlever quelques bastions locaux. Les nouveaux dirigeants du parti populaire affirment vouloir éviter pour cela toute polarisation sur les problèmes trop idéologiques, comme l'avortement ou l'éducation. Ils entendent, au contraire, centrer leur campagne sur des thèmes plus porteurs pour l'électorat centriste, comme l'actuelle insuffisance des services publics et des infrastructures ou la nécessaire « professionnalisation » du secteur public.

THIERRY MALINIAC

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : face aux menaces arabes

Jérusalem tente de diversifier les voies d'immigration des juifs soviétiques

Les autorités israéliennes ont fait savoir, samedi 31 mars, qu'elles maintenaient leur offre d'assurer le transport des émigrants juifs soviétiques vers Israël en dépit de l'attentat perpétré, vendredi, à Beyrouth contre un diplomate polonais et son épouse, blessés dans le secteur musulman de la capitale libanaise.

JERUSALEM

de notre correspondant

Les voies de l'immigration sont multiples. Telle est, en gros, la réponse de l'Etat hébreu aux menaces que certains groupes terroristes arabes font peser sur l'immigration des juifs soviétiques en Israël. Le gouvernement compte sur l'amélioration continue de ses relations avec l'Europe de l'est pour diversifier les itinéraires et ne pas dépendre d'un seul pays-étape.

Les chiffres témoignent d'un flux constant : seize mille immigrants en provenance d'URSS depuis le début de l'année, et à croire une estimation prudente donnée de bonne source. Mais, faute de vols directs entre Moscou et Tel Aviv, le chemin de l'« alya » - la « montée » en Israël - passe toujours par une escale dans un des pays d'Europe de l'est que dessert l'Aeroflot puis, de là, dépend des services des compagnies européennes.

Multiples contacts avec l'Europe de l'est

Les récentes menaces du groupe « Jihad islamique pour la libération de la Palestine » à l'encontre de la compagnie nationale hongroise Malev ont mis à jour l'un des points sensibles de ce dispositif. Il a fallu une campagne d'une dizaine de jours de pressions diverses - notamment américaines - pour que Malev revienne sur sa décision de suspendre son service et reprenne une liaison momentanément arrêtée de crainte que le « Jihad » n'attaque ses avions.

Les autorités n'en sont que plus portées à diversifier les voies d'accès à Israël. M. Moshe Arens, le ministre des affaires étrangères, disait récemment : « nous sommes en contact - sur cette question -

avec tous les pays avec lesquels nous avons récemment renoué des relations ». La route de la Roumanie a toujours été utilisée, et la Pologne s'est aussi déclarée disponible, à croire les propos tenus la semaine dernière à New York par le premier ministre Tadeusz Mazowiecki. Berlin n'est plus exclu et, en dehors de l'ancien bloc soviétique, la Finlande pourrait également servir de relais - à la condition, dit-on à Helsinki, d'obtenir des assurances que les nouveaux immigrants ne soient pas installés dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Enfin, la presse israélienne parle de la possibilité d'une liaison maritime.

Personne ne prend les menaces de certaines organisations arabes à la légère. Les déclarations de M. Mazowiecki ont été immédiatement suivies d'un attentat à Beyrouth : un diplomate polonais et son épouse ont été blessés par balles, vendredi, lors d'une agression revendiquée par une « Organisation de l'action révolutionnaire » - front de la résistance arabe. Il y a quelques jours encore, la presse affichait à la « une » les propos du président tchécoslovaque, M. Václav Havel, selon lesquels son pays, du temps du régime communiste, avait livré mille tonnes d'un des explosifs les plus dangereux, le Semtex, à la Libye, fournisseur habituel des groupes terroristes.

La question des vols directs sera réexaminée lorsque le Congrès américain devra se prononcer sur la suspension de l'amendement Jackson-Vanik. Il s'agit de cette législation de 1974 privant l'URSS de certains avantages commerciaux - notamment la clause de la nation la plus favorisée - tant que Moscou ne respectait pas le droit à l'émigration des juifs soviétiques. Plusieurs responsables soviétiques n'ont pas caché, ces dernières semaines, que l'éventualité de vols directs avait été torpillée par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, lorsqu'il a prononcé son fameux discours de la mi-janvier sur la nécessité de garder les territoires pour accueillir une grande « alya ». En dépit des démentis de l'intéressé et de plusieurs tentatives de mise au point, l'impression est bel et bien que ses propos ont été perçus à Moscou comme une provocation.

ALAIN FRACHON

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogue sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-08

صلى الله عليه وسلم

LE GROUPE FRAMATOME DÉMANTELÉ ?

Le 27 mars, la CGE et DUMEZ annoncent leur projet d'échange de titres permettant à la CGE d'acquérir les 12 % du capital de Framatome et d'en prendre, de ce fait, le contrôle.

Ce projet d'accord nous fait craindre une mise en cause des choix stratégiques de notre Groupe.

En effet, quelles sont les intentions réelles de la CGE ou de son Président ?

- écarter le personnel en retirant aux actions portées par celui-ci leur droit de vote ?
- faire monter les enchères pour rendre plus difficile la reconstitution de l'actionnariat ?
- réduire les effectifs au point de mettre en péril les compétences technologiques et l'expérience indispensables à la sûreté des installations nucléaires ?
- substituer à une stratégie industrielle une simple logique financière ?

Nos inquiétudes s'appuient notamment sur :

- la mise en cause par la CGE de l'accord Framatome/Siemens-KWU à l'heure de la construction européenne ;
- le versement aux actionnaires de la totalité du bénéfice de l'exercice 1988 privant ainsi le Groupe de réserves indispensables lui permettant de se développer et de rester le numéro un mondial en matière de centrales nucléaires.

Nous réaffirmons notre attachement à la stratégie de notre Groupe qui repose sur trois principes :

- intégration de notre politique industrielle en matière nucléaire à la stratégie nationale définie par les pouvoirs publics, dans le respect des règles de sûreté ;
- développement d'un réseau de relations et d'accords internationaux confortant la prééminence française en Europe et dans le monde sur le marché des centrales et services nucléaires ;
- renforcement d'un patrimoine industriel diversifié par l'adjonction d'activités nouvelles de haute technologie.

C'est pourquoi, nous tenons à manifester solennellement notre opposition la plus déterminée à un projet pouvant conduire au démantèlement de notre Groupe.

APPEFRA

Association pour la Participation
du Personnel de Framatome à son Actionnariat
Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS-1A DEFENSE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

M. Mandela est disposé à rencontrer seul le président De Klerk

Le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a déclaré, dimanche 1^{er} avril, à Port-Elizabeth, qu'il était prêt à rencontrer seul le président sud-africain, M. Frederik De Klerk, la semaine prochaine, après une visite lundi et mardi dans la province du Natal. A l'issue de son plus grand meeting depuis sa libération le 11 février, M. Mandela a déclaré à la presse qu'il avait l'intention de discuter avec M. De Klerk de la montée de la violence dans le pays, précisant qu'il ne serait pas accompagné d'une délégation de l'ANC.

Après avoir annulé, vendredi, un meeting pour la paix qu'il devait tenir conjointement, lundi, avec M. Buthezi, le chef du mouve-

ment Inkatha, à Pietermaritzburg, au Natal, l'ANC avait annoncé qu'il avait décidé de reporter sine die sa toute première rencontre avec le gouvernement, qui devait avoir lieu le 11 avril au Cap.

L'ANC a justifié l'ajournement de la rencontre du Cap par ce que son vice-président, Nelson Mandela, a décrit comme le « massacre » par la police d'environ onze manifestants, lundi dernier à Sebokeng, près de Johannesburg. Pour ce qui est du meeting avec l'Inkatha, « l'atmosphère n'est pas idéale », avait affirmé l'un des dirigeants de l'ANC, M. Ahmed Kathrada.

Faisant état de la profonde préoccupation de l'ANC quant à « la vague d'oppression dont est victime

notre peuple », M. Mandela a déclaré à Port-Elizabeth que « les actions de la police contre des manifestations pacifiques en divers lieux du pays sont en contradiction directe avec les positions officielles prises par le gouvernement ». Il a ajouté que l'ANC continuera à œuvrer pour des solutions politiques. Dès que le gouvernement prendra des mesures positives pour faire cesser les brutalités policières, nous prendrons contact avec lui afin de fixer une nouvelle date » pour une rencontre.

Douze personnes ont, d'autre part, été tuées lors du meeting de Port-Elizabeth par une voiture qui est entrée dans la foule. Selon l'agence Sapa, il n'a pas encore été déterminé si le chauffeur avait agi délibérément. (AFP)

Crainces et rumeurs à Welkom dans l'Etat libre d'Orange

Les tentations de l'autodéfense chez les Blancs

WELKOM (Etat libre d'Orange)

de notre envoyé spécial

« Les noirs de la township de Thabong s'apprêtent à marcher sur Welkom », c'est la dernière rumeur qui court dans cette petite ville de l'Etat libre d'Orange plantée au milieu de champs arides qui ont fait sa fortune. Le major Johann Fouché, un des responsables locaux de la police, ne s'en alarme pas car il en a entendu bien d'autres depuis plusieurs semaines. « Hier, j'ai eu l'écho du bruit contraire : les blancs de Welkom vont attaquer Thabong », raconte-t-il d'un air plutôt amusé. Alors voguent les rumeurs et les bruits.

A force de jouer à se faire peur par agitateurs interposés, les deux communautés blanches et noires cinquante-huit mille habitants d'un côté et cent cinquante mille de l'autre - entretiennent aujourd'hui des relations marquées du sceau de la méfiance. Pour M. Bill Odendaal, maire de Welkom et membre du Parti National au pouvoir, « il n'y a cependant qu'un seul moyen de s'en sortir : se donner la main et abolir complètement l'apartheid ». Facile à dire.

Les habitants de Welkom ne sont pas encore vraiment remis de leurs émotions, en clair du boycottage des commerces blancs par la population noire qui a duré près d'une semaine et qui, aux dires de tous, fut un succès même si intimidé il y eut. Cette grève des achats avait été organisée à titre de représailles contre l'arrestation de dix-sept jeunes soupçonnés par la police d'empêcher la reprise des cours dans les écoles de Thabong.

Un mouvement de sécurité pour les Blancs

A cette agitation s'en ajoutent une autre plus ténace encore dans les puits miniers entre mineurs blancs aux commandes et mineurs noirs aux ordres. Le meurtre crapuleux d'une jeune femme blanche par son jardinier noir et l'assassinat d'un noir vêtu d'un tee-shirt aux couleurs du Congrès national africain (ANC) par six blancs portaient à son comble la tension entre les deux communautés.

Du côté de Thabong, de très jeunes enrégimés livrés à eux-mêmes et n'obéissant à aucune consigne particulière ont ainsi incendié des bâtiments publics et lapidé des véhicules. « Ces gens ont été apprivoisés jusqu'à un certain point et respirent aujourd'hui un air de liberté », explique M. Odendaal qui plaide les circonstances atténuantes. « Donnons-leur un peu de temps pour s'adapter aux changements en cours ».

Pas question non plus pour les

(Publié)

AFRIQUE :

L'AIGUILLON

GORBATCHEV

par J.-M. Kalfiche

La perestroïka n'est pas la cause des bouleversements qui ébranlent l'Afrique : elle ne fournit aucune leçon utile à ses dirigeants, si les difficultés auxquelles se heurte Gorbatchev démontrent qu'il est vain de prétendre « dépasser » les pesanteurs ethniques et d'ignorer complètement l'économie de marché. La perestroïka devrait simplement permettre aux Occidentaux d'écarter plus fermement les Africains à l'égard d'un monde d'illusions : les aider ne consiste pas à les précipiter dans des illusions inverses.

Dans le numéro de mars de *Géopolitique africaine* en librairie (diffusion Albin Michel) 12, rue de la République 75002 PARIS

« ultras » de Welkom, qui semblent avoir pignon sur rue, de rester sans réagir. N'a-t-on pas vu en ville, lors du boycottage, des militants du mouvement d'extrême droite AWB tirer des coups de feu en l'air et disperser sans ménagement des « agitateurs » noirs ? « Nous voulons éviter tout ce qui peut créer un climat de confrontation », affirme le maire qui, pour le moment, donne un peu l'impression de crier dans le désert.

Un « mouvement pour la sécurité des blancs » (BVB) a vu en effet le jour il y a quelques semaines pour combler de soi-disant lacunes dans le maintien de l'ordre. D'après ses responsables, il compterait déjà environ 2400 membres venus de tous les horizons politiques. « Ces vigiles ont le soutien de la population », reconnaît M. Odendaal, car ils ont su se montrer efficaces, notamment quand il s'est agi de tenir en respect les bandes de pilliers lors de la récente tornade qui s'est abattue sur Welkom et qui a endommagé plus de 2 700 maisons.

Ce mouvement que M. Adriaan Vlok, ministre de la loi et de l'ordre, venu enquêter sur place à la fin de « subversif » - et dont il a demandé l'autodissolution - a mis sur pied des patrouilles en uniformes. Composées de deux ou trois véhicules, elles circulent en ville à partir de 4 heures de l'après-midi et tout au long de la nuit ainsi que pendant les week-ends. « Lorsque les noirs voient ces convois de voitures sur le capot desquels flotte un drapeau rouge, ils prennent la poudre d'escampette », assure le major Fouché, car selon lui ils croient avoir affaire aux « loups blancs », les plus virulents des extrémistes de droite.

Quant à la majorité silencieuse mais non moins attentive à ce qui se passe alentour, elle a pris ces derniers temps des mesures de pré-

caution. C'est ainsi que les demandes de licence de possession d'armes qui sont pratiquement toutes honorées sauf cas d'antécédents criminels sont plus nombreuses que jamais : 91 en février et 436 en mars. « 90 % émanent de femmes au foyer », précise le major Fouché.

«Spirale de la violence»

Ici, comme ailleurs en Afrique du sud, les noirs élèvent le ton pour exiger de meilleures conditions d'existence. Les blancs qui vivent dans leur voisinage craignent de faire les frais de ces revendications. « Deux les mines, les emplois réservés aux blancs sont en voie de disparition et ceux auxquels ils étaient destinés craignent désormais la concurrence d'une main-d'œuvre noire moins exigeante en matière de salaires », note un médecin de Thabong.

M. Odendaal, qui a décrit lui-même dix-huit ans de carrière municipale, connaît donc bien son monde. Il ne se refuse pas de réunir autour d'une même table pour sortir de cette « malheureuse spirale de la violence » tous les représentants de la palette politique locale.

Avec le maire de Thabong, qui vient de mourir, « aucun contact n'était possible » car il aimait un peu trop la bouteille. Mais avec son probable successeur qui lui tient en grande estime, M. Odendaal espère bien faire de grandes choses : c'est à dire réconcilier deux villes jumelles, l'une blanche et l'autre noire, qui, pour l'heure, se regardent en chien de falaise et qui ont pourtant beaucoup à faire ensemble.

JACQUES DE BARRIN

ZIMBABWE : vainqueur des élections

M. Mugabe a les mains libres pour créer un parti unique

NAIROBI

de notre correspondant

Le président Robert Mugabe, chef de file de la ZANU-PF, le parti au pouvoir, a remporté une victoire écrasante lors des élections générales des 28, 29 et 30 mars. Avec plus de 78 % des suffrages exprimés, le numéro un du Zimbabwe se voit reconduire pour cinq ans à la tête de l'Etat. D'autre part, les candidats de la ZANU-PF obtiennent cent seize sièges de députés sur les cent vingt qui étaient à pourvoir. Le nouveau Parlement comptera, en fait, cent cinquante députés, trente étant nommés par le gouvernement c'est-à-dire par M. Mugabe. Celui-ci est donc désormais assuré du contrôle absolu sur l'Assemblée.

L'opposition doit se contenter de trois sièges : deux vont au ZUM de M. Edgar Tekere et un au ZANU-Ndonga, un petit groupe politique de moindre importance. Malgré sa défaite, le ZUM aura réalisé quelques bons scores locaux, totalisant parfois jusqu'à 40 % des suffrages.

Abstentions massives

Le succès du président Mugabe est cependant loin d'être satisfaisant. Car, sur les quatre millions huit cent mille électeurs inscrits, seulement la moitié (54 %) se sont déplacés pour voter, malgré la prolongation d'une journée du scrutin.

Selon la plupart des observateurs, il faut voir dans cette abstention massive un signe de défiance de la population vis-à-vis du régime, dont l'image s'est ternie ces dernières années, et alors que le pays s'apprête à fêter son dixième anniversaire.

Tandis que le président du Zimbabwe fait preuve d'une autoritarisme grandissant et que les membres de son gouvernement s'illustrent dans des affaires de corruption peu glorieuses, la crise économique fait monter le mécontentement. On ne voit guère, cependant, de solution de rechange à l'actuelle équipe au pouvoir. M. Mugabe, qui n'a jamais caché sa volonté d'instaurer un système de « parti-Etat », a désormais les mains libres pour réaliser ses rêves. Il pourra le faire dès l'arrivée à expiration des accords de Lancaster House, le 18 avril.

Commentant, dimanche, le résultat des élections générales, il a estimé qu'il avait reçu un « ferme mandat » pour mettre en œuvre tous ses projets, « y compris l'instauration d'un système de parti unique ». « Nous voulons être unis et travailler ensemble », a-t-il ajouté. Pourquoi devrions-nous être divisés ? Quant aux partis d'opposition, « ils peuvent continuer à exercer leurs activités en attendant la création d'un parti unique.

CATHERINE SIMON

ALGERIE : selon un ancien premier ministre

Des « opérateurs économiques » auraient touché 26 milliards de dollars en pots-de-vin

A force de ne parler de corruption que sous le manteau, il fallait bien qu'un jour ou l'autre quelqu'un osât publiquement prononcer son nom. C'est désormais chose faite puisqu'un ancien premier ministre, M. Abdelhamid Brahimi, et un parlementaire, M. Mohamed Falek, ont mis crûment les pieds dans le plat en évoquant celle qui régnerait aux échelons les plus élevés de l'appareil d'Etat. Pour l'instant, les instances gouvernementales gardent le silence.

ALGER

de notre correspondant

L'affaire a pris tournure lors d'une récente conférence de M. Brahimi, premier ministre de 1979 à 1988, devant les étudiants de l'Institut des sciences économiques du Caroubier. Discutant les réformes en cours, l'ancien chef du gouvernement affirmait que des « opérateurs économiques algériens » avaient touché 20 % de commissions sur tous les marchés d'Etat signés au cours des dix dernières années.

Et d'évaluer le montant des pots-de-vin ainsi distribués par les firmes

étrangères à vingt-six milliards de dollars, soit deux milliards de plus que l'actuelle dette de l'Etat ! Quelques jours plus tard, M. Mohamed Falek, député de Bir-Mourad-Rah, localité des environs d'Alger, demandait la constitution d'une commission d'enquête parlementaire. Depuis, il n'est pas un salon politique où avec gourmandise l'on ne s'échange mille anecdotes qui illustrent ces graves accusations.

Car, à tort ou à raison, peu d'Algériens mettent en doute les assertions de M. Brahimi. Bien avant que la libéralisation économique d'aujourd'hui ne favorise l'émargement de quelques belles fortunes, l'observation courante avait permis de constater l'envie récurrente de dignitaires du socialisme, entrepreneurs d'Etat ou responsables politiques. Les accusations d'aujourd'hui ne font donc que conforter des convictions déjà bien ancrées. Il ne se passe d'ailleurs pas de jour sans que Alger-Chabab, station de radio dont l'audience croissante doit beaucoup à son insolence, donne la parole à des auditeurs qui proclament le peu de confiance qu'ils ont dans l'honnêteté de certains de leurs dirigeants.

M. Abassi Madani, porte-parole du Front islamique du Salut (FIS), n'est lui-même pas en reste. Lors d'une réunion tenue le 30 mars devant quelque sept mille personnes, dans

l'ouest du pays, il a tout bonnement accusé le FLN d'être un « appareil de corruption » qui n'avait plus rien de commun avec le parti qui a « déclenché la guerre de libération nationale ».

Silence

officiel

Accusations publiques impensables il y a encore quelques mois, comme est incroyable le montant avancé des pots-de-vin. Personne ne peut pour l'instant confirmer ce chiffre astronomique, mais M. Brahimi est néanmoins cru sur parole : après tout, n'était-il pas premier ministre pendant la période concernée ? Il doit bien savoir de quoi il parle.

Les raisons de celui par qui le scandale arrive font en tout cas l'objet de commentaires serrés. S'est-il jeté de commentaires par la dynamique de la salle, comme le laissent entendre quelques-uns de ceux qui le connaissent, ou a-t-il voulu lancer un message politique à ses successeurs, comme inclinent à le penser d'autres ? Pourquoi parle-t-il maintenant et non lorsqu'il avait les moyens de sévir ? Et qu'en est-il aujourd'hui ? Autant de questions qui demeurent elles aussi sans réponses. M. Brahimi s'étant bien gardé de commenter ses premiers propos.

Sa discrétion n'a eu d'égale que celle du gouvernement, dont aucun démenti officiel n'est venu manifester l'indignation devant la mise en cause des « opérateurs économiques » concernés. Sans doute y a-t-il à vouloir de ne pas nourrir le polémisme. Mais le silence commence à peser plus lourd que d'éventuelles explications. Dans un commentaire paru samedi dernier, *El Moudjahid* exprimait ses inquiétudes quant à la tactique du non comment. Soulignant le « très vif écho » suscité par les déclarations de M. Brahimi, et après le coup de griffe de rigueur contre les « organes de la presse internationale, particulièrement outre-Méditerranée », qui par leur « tendance à la généralisation » visent à « jeter le discrédit et l'opprobre sur l'ensemble du corps des gestionnaires algériens », le quotidien demandait que toute la lumière soit « rapidement » faite. Rien n'indique que ce vœu soit bientôt exaucé.

GEORGES MARION

GABON

Le président Bongo réaffirme sa volonté de démocratisation

Alors que circulait à Libreville des tracts appelant à une grève générale le lundi 2 avril, le président Omar Bongo a réaffirmé, dimanche 1^{er} avril, sa volonté de poursuivre la démocratisation entreprise au Gabon pour lui permettre, après une « période d'apprentissage », d'aboutir au multipartisme. Le chef de l'Etat s'exprimait au « Club de la Presse » d'Europe 1, animé depuis Libreville par Jean-Pierre Elabbadi. L'actuelle expérience démocratique gabonaise « n'est pas motivée par les changements récemment

intervenus dans les pays de l'Est », a affirmé M. Bongo, les choses étant, selon lui, « sans commune mesure ».

Une conférence nationale se tient actuellement à Libreville, a-t-il rappelé, chargée d'élaborer un « rassemblement social-démocrate » qui devrait permettre à tous de faire « l'apprentissage du multipartisme ». A l'issue de cette conférence seront organisés un référendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution et des élections législatives et sénatoriales, a encore dit M. Bongo. (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

M. Hekmatyar serait exclu du gouvernement de l'opposition

Le président du gouvernement intérimaire sunnite (AIG), basé à Peshawar (Pakistan), M. Sibgatullah Mojaddedi, a déclaré son intention de nommer le chef politique du Jamiat-e-Islami, M. Surhanuddin Rabbani, au poste de ministre des affaires étrangères de l'AIG, ont indiqué, samedi 31 mars, des sources proches de ce gouvernement. M. Mojaddedi souhaiterait remplacer à ce poste M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti fondamentaliste Hezb-e-Islami, qui boycotte les réunions de l'AIG depuis août dernier. M. Hekmatyar avait, en outre, apporté son soutien à la tentative de putsch du 6 mars à Kaboul, menée par le général Shah Nawaz Tanzi, chef de file d'une tendance « dure » du parti communiste au pouvoir. La prise de position de M. Hekmatyar avait entraîné une levée de boucliers au sein de l'AIG, qui s'était dissocié de cette « alliance contre nature ». L'AIG a été formé le 23 février 1989 au Pakistan, quelques jours après le retrait soviétique d'Afghanistan.

Entre-temps, à Kaboul, le président Najibullah, qui a affirmé vouloir gouverner « au centre », a annoncé que les biens immobiliers saisis par son régime seraient restitués à leurs propriétaires afin d'encourager un retour des réfugiés. (AFP)

ÉTATS-UNIS

Mort du syndicaliste Harry Bridges

Harry Bridges, qui fut l'un des grands figures du syndicalisme américain, est mort, vendredi 30 mars, à son domicile de San Francisco, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Né en Australie, il était

entré aux Etats-Unis en 1920 en abandonnant le bateau sur lequel il servait comme matelot. Personnage haut en couleur et excellent orateur, il s'était attaché, dès 1922, à organiser les dockers de la côte ouest des Etats-Unis, menant de nombreuses grèves à la tête de leur mouvement, l'International Longshoremen's and Warehousemen's Union (ILWU). Son militantisme virulent et son attachement aux idées communistes avaient amené le Congrès américain à voter en 1940 son expulsion du pays en tant qu'« étranger indésirable ». La décision fut cependant annulée en Cour suprême. A l'annonce de la mort de Harry Bridges, le maire de San Francisco a ordonné la mise en berne des drapeaux dans la ville. (AFP)

HONDURAS

Les unités américaines en état d'alerte

Les soldats américains basés au Honduras ont été placés en état d'alerte après l'attaque d'un autocar dans lequel six d'entre eux ont été blessés, dont deux grièvement, samedi 31 mars, non loin de la capitale Tegucigalpa. Les militaires ont été blessés quand au moins trois hommes, vraisemblablement des rebelles d'extrême gauche, ont ouvert le feu sur l'autocar, qui transportait vingt-huit passagers et se rendait de la base américaine de Palmerola vers Tegucigalpa.

« Il s'agit d'une attaque surprise. Les forces américaines n'ont pas riposté », a déclaré un porte-parole du commandement sud américain à Panama. Une radio de Tegucigalpa, Radio-America, a affirmé qu'un correspondant téléphonique anonyme avait revendiqué l'attentat au nom du Front de libération patriotique Morazanista. Ce groupuscule d'extrême gauche a commis plusieurs attentats dans le passé : l'explosion d'une grande avenue blessant plusieurs soldats américains en juillet dernier. Environ mille deux cents militaires américains sont basés à Palmerola, au nord de la capitale. (Reuters)

Nouveau 60 hôtels des Pyrénées Méditerranée se groupent pour vous proposer des vacances à la carte. 6 forfaits : - ville + hôtels - rando confort - rando tonic - semaine romane - périgean - passeport grand sud

LES HOTELS DU GRAND SUD
Centre de Réservation
Tél. 68.35.48.64
B.P. 523
68005 Perpignan Cedex
Mithral 86.15 Grand Sud

صلى الله عليه وسلم

Vendu en pharmacie.

POLITIQUE

Les élections locales partielles

Quatre municipales

DROME : Romane-sur-Isère (1^{er} tour)

Inscr. 19 630 ; vot. 12 155 ; abst. 38,07 % ; suffr. expr. 11 859. Liste d'union de la gauche conduite par M. Etienne-Jean Lapassat, PS, 5 551 voix (46,80 %) ; liste d'union de la droite conduite par M. Georges Durand (app. UDF), dép., 4 380 (36,93 %) ; liste du FN conduite par M. Bernard Pinet, 1 928 (16,25 %). Il y a ballottage.

[A l'issue du scrutin administratif de Grenoble, qui avait validé l'élection de la liste de gauche conduite par M. Lapassat, le Conseil d'Etat avait annulé, le 7 mars dernier, l'élection de mars 1989 en raison de la distribution de la veille du scrutin d'un tract incitant en cause l'honorabilité du chef de file de l'opposition, M. Durand.]

M. Lapassat arrive en tête mais perd 899 suffrages et 4,09 points de pourcentage par rapport à mars 1989. L'érosion de M. Durand est beaucoup plus forte : - 1 843 suffrages et - 12,17 points. Ce recul s'explique par le score du FN, qui il y a un an n'avait pas présenté de liste, et qui cette fois obtient 16,25 % des voix, résultat supérieur à celui réalisé par le parti de M. Le Pen aux européennes de 1989.

Après le scrutin, M. Durand constatait que la gauche « est minoritaire dans la ville ». Le chef de file du Front remédiait en observant que « le marché est désormais entre les mains de M. Durand », et qu'il a proposé une alliance pour le second tour. Si aucun accord n'est conclu, M. Pinet est décidé à se présenter.

La liste conduite par M. Lapassat, maire socialiste sortant, l'avait emporté dès le premier tour des municipales de mars 1989 avec 6 450 voix (50,99 %) et avait obtenu 25 sièges (6 PC, 14 PS, 2 MRG, 6 div. g. et 2 écologistes). La liste conduite par M. Durand avait obtenu 9 sièges (2 UDF, 2 RPR et 5 div. d.) avec 4 223 voix (49,10 %). Il y avait eu 12 673 suffrages exprimés et 13 193 votants (soit 33,52 % d'abstention).

LA RÉUNION : Sainte-Marie (2^e tour)

Inscr. 11 127 ; vot. 8 718 ; abst. 21,63 % ; suffr. expr. 8 612. Liste conduite par M. Jean-Louis Lagourgue, div. d., 4 858 voix (56,40 %) ; 2^e élus : liste conduite par M. Daniel Jacot, div. d., 3 754 (43,59 %), 6 élus.

[M. Jean-Louis Lagourgue, directeur de la Caisse d'épargne de La Réunion et ancien président du conseil général, a très nettement battu l'autre candidat divers droite, qui, arrivé en troisième position au premier tour, a bénéficié du retrait et du déstabilisme de M. Axel Kichenin, div. g. Ce dernier, impliqué dans des affaires d'ingérence, avait été élu député de la Réunion en 1988, avait été réélu dans ses fonctions en mars 1989. Diverses irrégularités ayant toutefois écarté le scrutin, les élections avaient été invalidées, en janvier, par le Conseil d'Etat.]

La victoire de M. Lagourgue était prévisible après sa performance au premier tour, sur un scrutin qui semblait entre deux tours. Il avait rallié entre les deux tours le soutien de plusieurs formations politiques locales, dont le maire socialiste de Saint-Denis, M. Gilbert Amette. Le Parti communiste réunionnais, présent sur la liste de M. Kichenin au premier tour, avait demandé à ses élec-

teurs de ne pas reporter leurs suffrages sur M. Jacot.

Après le premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr. 11 149 ; vot. 8 566 ; abst. 23,16 % ; suffr. expr. 8 470 ; liste conduite par M. Lagourgue, 4 232 voix (49,96 %) ; liste de M. Axel Kichenin, div. g., 3 234 (38,18 %) ; liste de M. Jacot, 1 005 (11,86 %).

En mars 1989, les résultats avaient été les suivants : inscr. 11 161 ; vot. 8 525 ; abst. 23,61 % ; suffr. expr. 8 423 ; MM. Kichenin, 4 009 voix (47,58 %) ; Lagourgue, 2 439 (28,99 %) ; Barvas, RPR, 1 492 (17,71 %) ; Fayet, PCF, 282 (3,34 %) ; M. Varadin, div. g., 201 (2,36 %). Le conseil municipal était composé de 21 div. g., 4 PS, 8 div. d.]

SEINE-MARITIME : Grand-Couronne (1^{er} tour)

Inscr. 6 334 ; vot. 4 848 ; abst. 23,46 % ; suffr. expr. 4 713. Liste PS conduite par M. Bernard Franu, 2 947 voix (62,52 %) ; 2^e élus (13 PS, 11 div. g.) ; liste du PC conduite par M. Jean Salen, 1 766 (37,47 %) ; 5 élus (2 PC, 1 PS, 2 div. d.).

Le Conseil d'Etat avait annulé le 9 mars dernier le scrutin de mars 1989 au motif que, pendant les opérations de vote du second tour, des membres de la liste conduite par M. Franu (PS) s'étaient procurés les noms d'électeurs n'ayant pas voté pour les inscrire par téléphone à accomplir leur devoir électoral.

Le liste de M. Franu, sur laquelle figurent d'anciens élus de droite, a nettement emporté la liste de son prédécesseur communiste, M. Salen, maire de 1965 à 1989. Le ralliement de M. Barbey, chef de file des écologistes, il y a un an, à l'équipe de M. Salen, n'a pas été suivi par son électeur qui lui a préféré la liste socialiste.

Le succès de M. Franu confirme la percée du PS dans les communes de l'agglomération de Rouen aux dépens du PC et de la droite.

Le liste de M. Franu, président du SIVOM de l'agglomération, se trouve ainsi conforté à ce poste. Au second tour des élections de mars 1989, les résultats avaient été les suivants : inscr. 6 239 ; vot. 4 538 ; abst. 27,29 % ; suffr. expr. 4 415 ; liste du PS conduite par M. Franu, 2 048 voix (46,38 %) ; 2^e élus (13 PS et 9 div. g.) ; liste du PC conduite par M. Jean Salen, 1 937 (43,87 %) ; 6 élus (6 PC) ; liste écologiste conduite par M. Claude Barbey, 430 (9,75 %), 1 élu.

Le résultat du premier tour avait été les suivants : inscr. 6 239 ; vot. 4 430 ; abst. 28,99 % ; suffr. expr. 4 273 ; liste du PS, 1 892 voix (44,27 %) ; liste du PC, 1 605 (37,66 %) ; liste écologiste, 514 (12,07 %) ; liste d'union de la droite conduite par M. Jean Gervelle, 262 (6,13 %).

SEINE-ET-MARNE : Montesson-Forest-Yonne (1^{er} tour)
Inscr. 8 457 ; vot. 5 631 ; abst. 33,41 % ; suffr. expr. 5 514. Liste d'union de la gauche conduite par M. Alain Dréze (PS), 2 530 voix (45,88 %) ; liste divers droite conduite par M. Georges Murith, 855 (15,50 %) ; liste divers droite conduite par M. Chantal Janet (UDF), 439 (7,96 %). Il y a ballottage.

« Les mandataires frauduleux » auxquelles avaient eu recours pour obtenir leur inscription sur les listes électorales quatre candidats de la liste du FN, dont la tête de liste,

M. Prost, avaient conduit le Conseil d'Etat à annuler, le 9 mars dernier, les élections de mars 1989.

PS et PC présentaient dès le premier tour une liste d'union qui par rapport au total de la gauche du premier tour de 1989, perd 419 voix et 3,7 points de pourcentage, et 420 voix et 1,73 point par rapport au second tour. La droite qui, à l'issue de mars 1989, n'avait pas reconquis de liste d'union, totalise 38,61 % des voix. Elle perd, par rapport au premier tour de 1989, 218 voix et 0,85 point tandis que, par rapport au second tour, elle régresse de 705 voix et de 7,13 points.

Quant au FN, il progresse nettement : + 204 voix et + 4,57 points par rapport au premier tour de 1989 et + 444 voix et + 8,87 points par rapport au second tour.

Les résultats du second tour de mars 1989 avaient été les suivants : inscr. 8 597 ; vot. 6 322 ; abst. 26,11 % ; suffr. expr. 6 195 ; liste d'union de la gauche conduite par M. Dréze (PS), 2 950 voix (47,63 %) ; 25 élus (10 PC, 10 PS et 5 div. g.) ; liste d'union de la droite conduite par M. Claude Eymard Davaeray (RPR), 2 854 (45,74 %) ; 7 élus (1 UDF, 5 RPR et 1 div. d.) ; liste du FN conduite par M. Jacques Prost, 411 (6,63 %), 1 élu (1 FN).

Au premier tour, ils avaient été les suivants : inscr. 8 597 ; vot. 6 074 ; abst. 29,01 % ; suffr. expr. 5 947 ; liste d'union de la droite de M. Eymard Davaeray, 2 347 voix (39,46 %) ; liste PS conduite par M. Dréze, 1 604 (26,97 %) ; liste PC conduite par M. José Ruiz, 1 345 (22,61 %) ; liste du FN conduite par M. Prost, 651 (10,94 %).

RHONE : canton d'Oullins (2^e tour)

Inscr. 17 232 ; vot. 8 182 ; abst. 52,51 % ; suffr. expr. 7 948. MM. Gilles Lavache, UDF-CDS, 1^{er} adj. au maire d'Oullins, 4 076 voix (51,28 %), ELU ; Roland Bernard, PS, 2^e adj., 3 872 (48,71 %).

[L'union de l'opposition a parfaitement fonctionné à Oullins. Après avoir battu de 26 voix, au second tour des élections municipales partielles du 4 février dernier, la liste conduite par le socialiste Roland Bernard, maire sortant, M. Michel Terrot, député RPR, avait dû abandonner son mandat de conseiller général. Deux mois plus tard, dans un canton qui recouvre parfaitement les limites de la commune d'Oullins, c'est son premier adjoint, M. Gilles Lavache (UDF-CDS), qui lui succède, en battant cette fois de 204 voix M. Bernard.]

Ce dernier, ancien premier secrétaire de la fédération du Rhône du PS, avait en quelque sorte voulu jouer son va-tout dans ce « troisième tour » des élections municipales. Il a échoué une nouvelle fois face à un jeune candidat peu connu au sein même de l'agglomération lyonnaise, après avoir déjà été défait lors du précédent renouvellement cantonal en 1985 par M. Terrot.

Les résultats du premier tour de cette cantonale partielle étaient les suivants : inscr. 17 232 ; vot. 6 989 ; abst. 59,45 % ; suffr. expr. 6 933. MM. Lavache, 2 726 voix (39,31 %) ; Bernard, 2 480 (35,77 %) ; Jean Autef, PC, 675

Trois cantonales

(9,73 %) ; Gérard Durieux, FN, 556 (8,01 %) ; Bernard Chambon, Vots, 496 (7,15 %).

M. Terrot avait été élu au second tour des cantonales de mars 1985 avec 4 993 voix (52,24 %) contre 4 563 (47,75 %) au conseiller général sortant, M. Bernard, PS, sur 17 251 inscrits, 9 922 votants (soit une abstention de 42,48 %) et 9 596 suffrages exprimés.]

LA RÉUNION : canton de Saint-Denis-II (2^e tour)

Inscr. 9 916 ; vot. 4 147 ; abst. 58,17 % ; suffr. expr. 3 985. MM. Michel Chan-Liat, div. g., 2 585 voix (64,86 %) ; REELU ; René-Paul Victoria, RPR, 1 400 (35,13 %).

[Les électeurs du deuxième canton de Saint-Denis-de-la-Réunion, comme ceux du cinquième canton, étaient appelés aux urnes à la suite de l'invalidation des résultats du scrutin cantonal précédent par le Conseil d'Etat. M. Chan-Liat, sortant par la municipalité socialiste, n'avait pu être déclaré élu au premier tour faute d'avoir obtenu un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.]

M. Chan-Liat a conforté sa position d'un tour à l'autre tandis que l'électorat de son adversaire, supplanté du député apparenté RPR, M. Auguste Legros, s'est peu mobilisé.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr. 9 707 ; vot. 3 994 ; abst. 58,85 % ; suffr. expr. 3 815. MM. Chan-Liat, 2 181 voix (57,21 %) ; Victoria, RPR, 1 588 (30,36 %) ; Jean-

Claude Nubel, PCR, 301 (7,89 %) ; Karl Hoarau, sans étiqu., 130 (3,40 %) ; Mookeshand Becharry, sans étiqu., 43 (1,12 %).

En 1988, alors que M. Marcel Hoarau, conseiller sortant RPR, ne représentait pas, M. Chan-Liat (div. g.) l'avait emporté au second tour avec 2 098 voix (50,67 %) contre 2 042 (49,32 %) à M. Victoria (div. d.) sur 4 140 suffrages exprimés, 4 386 votants (soit 55,71 % d'abstention) et 9 724 inscrits.]

LA RÉUNION : canton de Saint-Denis-V (2^e tour)

Inscr. 7 887 ; vot. 3 768 ; abst. 52,22 % ; suffr. expr. 3 636. MM. Guy Zitte, div. d., 1 833 voix (50,13 %) ; REELU ; Sudel Fuma, PS, 1 813 (49,86 %).

[Comme dans le deuxième canton, l'abstention est supérieure à 50 % des inscrits. M. Zitte l'emporte avec seulement 10 voix d'avance et voit ainsi fondre l'écart de 244 suffrages qui le séparait de M. Fuma en 1989. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr. 7 889 ; vot. 3 181 ; abst. 59,67 % ; suffr. expr. 3 059. MM. Fuma, 1 396 voix (45,64 %) ; Zitte, div. d., 1 354 (44,36 %) ; Rémy Masson, div. g., 141 (4,60 %) ; Gabriel Garcia, PCR, 107 (3,50 %) ; Georges-Honorat Tcher, div. d., 61 (1,99 %).

Les résultats du second tour de 1988 avaient été les suivants : inscr. 7 060 ; vot. 2 720 ; abst. 61,47 % ; suffr. expr. 2 600 ; MM. Guy Zitte, div. d., 1 422 voix (54,69 %) ; Elu ; Sudel Fuma, PS, 1 178 (45,30 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



société nationale elf aquitaine

Forte croissance du résultat courant Dividende : 21 F/action

Le Conseil d'Administration de la SNEA réuni le 25 mars 1990, a arrêté les comptes consolidés du Groupe Elf Aquitaine et les comptes sociaux de la maison-mère pour l'exercice 1989.

1. COMPTES CONSOLIDÉS

En milliards de francs	1989	1988	1987
Chiffre d'affaires	140,8	126,1	127,4
Marge brute d'autofinancement (après exploration en charge)	23,8	19,5	15,0
Investissements	27,6	24,1	15,8
Résultat net consolidé (part du Groupe)	7,2	7,2	4,1
Résultat net par action, en francs	67,0	72,0	41,0

L'année 1989 est caractérisée par un résultat net égal à celui de 1988 malgré une dépréciation exceptionnelle de 3,1 milliards de francs, et par une marge brute d'autofinancement en progression de 22 % par rapport à 1988 et de 58 % par rapport à 1987.

Le chiffre d'affaires est en croissance en 1989 dans tous les secteurs et atteint 140,8 milliards de francs.

La croissance de la marge brute d'autofinancement, par rapport à 1988, tient pour l'essentiel à l'amélioration des résultats dans la branche pétrolière, tant en ce qui concerne les bruts que les produits raffinés.

Le résultat des activités courantes, avant éléments non récurrents, est en progression de plus de 50 %.

Les éléments non récurrents, outre la dépréciation exceptionnelle des actifs de Texasgulf aux USA pour un montant en part Groupe de 3,1 milliards de francs, comprennent, pour 1,0 milliard des plus-values exceptionnelles sur cessions d'actifs mobiliers et immobiliers dans les secteurs du raffinage distribution, de la chimie et dans le domaine financier, et une reprise d'impôts différés résultant de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés en France.

2. RÉSULTATS PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

En millions de francs	1989		1988		1987	
	MBA	R. NET	MBA	R. NET	MBA	R. NET
Exploration Production	12.303	2.929	7.828	1.461	9.645	3.884
Raffinage Distribution	1.342	482	914	(658)	45	(1.594)
Chimie	5.710	831	5.517	2.870	3.291	358
Hygiène Santé	1.517	510	1.505	550	1.181	886
Négoci Finance Holding	2.954	2.456	3.784	2.082	882	935
TOTAL	23.826	7.218	19.528	7.205	15.044	4.149

Pour la deuxième année consécutive, les productions commercialisables d'hydrocarbures sont en forte croissance et passent de 36 millions de Tép à 41 millions de Tép. Cette progression allée à la bonne tenue des prix du brut a permis un doublement du résultat net du secteur de l'exploration production.

Le raffinage distribution a vu son résultat s'améliorer sous l'effet des efforts de restructuration et du redressement - en cours d'année - des marges de raffinage.

En dépit d'un effritement progressif des prix, essentiellement dans la pétrochimie, à partir du mois de juin, le résultat de la chimie, avant prise en compte de la dépréciation des actifs de Texasgulf, et la plus-value liée à la cession de la société SIPLAST, ressort à 3.390 millions de francs pour 1989 contre 2.870 millions de francs en 1988.

En 1989 comme en 1988, les activités de santé, beauté et biotechnologies, regroupées dans SANOFI ont connu, dans l'ensemble, une nouvelle croissance de leurs chiffres d'affaires et de leurs résultats.

3. LES INVESTISSEMENTS

L'exercice a également été marqué par une croissance des investissements traduisant la volonté de développement du Groupe. Ils passent de 24,1 milliards de francs à 27,6 milliards de francs. En 1989, des acquisitions importantes ont été effectuées en particulier :

- dans le secteur exploration production : l'acquisition de 5 % de l'association NNPC/SHELL au Nigeria,
- dans la chimie : l'acquisition de la société américaine PENNVALT.

Les investissements ont pu être financés en grande partie par la marge brute d'autofinancement qui a atteint 23,8 milliards de francs.

L'augmentation de capital réalisée au mois de mai 1989 a contribué à l'accroissement des capitaux propres qui atteignent ainsi 62,9 milliards de francs (avant affectation du résultat) tandis que l'endettement long terme ne s'est que légèrement accru, passant de 20,8 milliards de francs à 22,0 milliards. La structure financière du Groupe s'est ainsi renforcée au terme de l'exercice.

4. LE DIVIDENDE

Le Conseil d'Administration a par ailleurs arrêté les comptes sociaux de la société-mère SNEA dont le résultat net s'élève à 2.927 millions de francs.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 1990 de fixer le dividende à 21 francs par titre de 10 francs de nominal, soit avec l'avoir fiscal, une rémunération globale de 31,50 francs par action.

Le montant ainsi distribué de 2.337 millions de francs, représenterait 32 % du bénéfice net consolidé et 80 % du résultat net dégagé au niveau de la société-mère. Compte tenu de l'augmentation de 11 % du nombre des titres entre le 31.12.88 et le 31.12.89, la distribution globale s'accroît de 335 millions de francs, soit 17 %. Ce dividende serait mis en paiement le 2 juillet 1990.

Pour information sur minitel, composez 36.16 - CLIFF.

Un grand Groupe pétrolier français se développant dans le monde entier.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel professionnel.

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.

Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

A.C.B.S.P.

PRÉREQUIS D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - ingénieurs - DEA, DES, IEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois, adapté en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America
17125 rue de Chaillot (92010 Paris), (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Taï Ming - Hong Kong, et aux USA : Ph.D.

Les tamouls

Le roi tamoul... (text partially obscured)

Le roi tamoul... (text partially obscured)

LAURENT LAFITTE

Le roi tamoul neuf ministres opposés à la répression

Le roi tamoul... (text partially obscured)

Le roi tamoul... (text partially obscured)

Le roi tamoul... (text partially obscured)

Le roi tamoul... (text partially obscured)

POLITIQUE

Le congrès du Front national

M. Le Pen lance un avertissement à M. Rocard

M. Jean-Marie Le Pen, qui avait été réélu président du Front national, la veille, par acclamation des délégués, a prononcé, dimanche 1^{er} avril à Nice, le discours de conclusion du huitième congrès du parti d'extrême droite dont le slogan était « la conquête du pouvoir ». Les quelques mille cinq cents délégués ont travaillé dans vingt-six commissions qui ont élaboré autant de motions adoptées en séance plénière.

L'écologie et le social, qui avaient été choisis comme thèmes centraux du congrès, ont fait l'objet de « colloques » respectivement présidés par M. Le Pen et par M. Bruno Mégret, délégué général. Ce dernier a été réélu au comité central en réalisant le cinquième score derrière M. Carl Lang, secrétaire général, MM. Roger Holindre, Bruno Gollnisch et Jean-Yves Le Gallou, mais juste devant M. Marie-

France Stirbois. Sur les cent militants formant cette instance qui, jusqu'ici, n'a joué aucun rôle, quarante-six sont de nouveaux élus dont certains ont bénéficié du soutien de membres du bureau politique. « On ne change pas une équipe qui gagne », a indiqué M. Le Pen devant ce comité central en lui demandant la reconduction pure et simple du bureau politique sortant, ce qui lui a été accordé à l'unanimité

moins deux abstentions dont celle du premier fédéral de Seine-Saint-Denis qui souhaitait précisément un « petit renouvellement ». A propos de la Seine Saint-Denis, M. Le Pen a répondu avec vigueur aux propos que M. Valéry Giscard d'Estaing avait tenus à Villepinte sur l'immigration à la convention organisée sur le sujet par l'opposition RPR-UDF. Le président du FN, il s'en est pris aussi à M. Michel Rocard, la veille

à deux jours du « sommet antiraciste » qui réunira à l'hôtel Matignon les représentants des partis représentés à l'Assemblée nationale, en mettant le premier ministre en garde contre d'éventuelles mesures répressives qui frapperaient le mouvement d'extrême droite et l'obligeraient à entrer, selon M. Le Pen, en « résistance nationale ».

« Les gens préfèrent l'original à la copie »

A propos des « états généraux » consacrés à l'immigration par le RPR, l'UDF et le CNR, M. Le Pen a notamment déclaré, dimanche après-midi 1^{er} avril : « M. Giscard d'Estaing est un homme qui ne manque pas de souffle. Oser prendre la parole sur l'immigration en 1990, alors qu'on est resté silencieux pendant si longtemps, que l'on a attendu qu'il y ait dans le pays plus de huit millions d'étrangers et que l'on a surtout attendu de voir les résultats électoraux du Front national, oui, cela exige du souffle. Il est vrai que M. Giscard d'Estaing est un homme de fond et qu'il ne désespère pas de recommencer une carrière. »

« Il me disait naguère : « M. Le Pen, nous avons les mêmes préoccupations, mais nous n'avons pas les mêmes valeurs. » Si j'ai bien compris son discours de samedi, il a maintenant les mêmes valeurs, mais pas les mêmes préoccupations. Nous avons les préoccupations de l'avenir de la France ; lui, il a les préoccupations de Valéry Giscard d'Estaing. Il préfère être élu sur nos idées, plutôt que battu sur les siennes. (...) M. Giscard d'Estaing n'a-t-il donc pas l'occasion de ren-

contrer quelquefois des Français du peuple ? Qui peut croire un seul instant à la manœuvre à laquelle il se livre ? A partir du moment où M. Giscard d'Estaing parle comme Le Pen, les gens préfèrent l'original à la copie. »

« Si le RPR et l'UDF, qui ont occupé le pouvoir à peu près à égalité avec la gauche, ont fait mal (dans le domaine de l'immigration), les socialistes ont fait pire. (...) Comment ces gens feraient-ils demain ce qu'ils n'ont pu ni voulu faire hier quand ils avaient la responsabilité du pouvoir ? Cela ne leur donne qu'un droit : celui de reconnaître que le Front national, dans ce domaine comme dans d'autres, a été le précurseur. »

Evocant ce qu'il ferait s'il exerçait le pouvoir, le président du Front national a souligné : « En 1974, le gouvernement de M. Chirac, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, avait pris une décision de bon sens. En s'apercevant qu'il y avait en France un million de chômeurs, il avait décidé d'intervenir dans l'immigration des travailleurs étrangers. J'en tire personnellement la conséquence que tous ceux qui

sont entrés depuis en France autrement que par la voie légale, c'est-à-dire par l'Office national d'immigration, sont entrés illégalement et qu'ils peuvent donc se voir constater tous les actes juridiques dont ils ont bénéficié par la suite. Je ne dis pas que tous ces actes seront annulés, mais tous seront soumis à vérification et à contrôle, car il ne serait pas acceptable que ce soit en violation de la loi qu'on se constitue une base juridique dans notre pays. »

Enfin, à propos des entretiens prévus le 3 avril à l'hôtel Matignon, au sujet du plan contre le racisme présenté par le gouvernement, M. Le Pen s'est demandé « si c'est M. Rocard qui a suggéré au président de France Plus l'idée d'assortir les condamnations prévues pour racisme d'une incapacité civique ». « Si une telle idée totalitaire a seulement effleuré l'esprit d'un responsable gouvernemental, a affirmé le président du Front national, je dois lui rappeler qu'il existe quatre droits de l'homme essentiels : la liberté, la sécurité, la propriété et la résistance à l'oppression. Si une mesure de ce type était appliquée à des délits politiques pour permettre à certains de conser-

ver leurs sièges de députés en interdisant aux patriotes de se présenter aux élections, à ce moment-là le Front national deviendrait la résistance nationale. »

La veille, M. Le Pen avait évoqué les différents non-lieux prononcés dans les affaires de fausses factures en disant : « Le Parti socialiste n'a été capable que d'offrir des solutions de compromis plus encore que de compromis. Le seul effort qu'il ait fait dans le domaine capital de la justice, c'est l'amnistie de ses propres amis compromis dans l'affairisme. Quel contraste entre les arguties juridiques sur lesquelles se fondent les poursuites engagées contre moi et l'abandon des poursuites dans l'affaire des fausses factures, l'amnistie de l'amnistie de M. Nuclé, en même temps que celle de M. Pasqua ! »

« Je te tiens par la barbichette, tu me tiens par la barbotzette. (...) Qui ne voit que la France est engagée sur la voie du déclin ? Un déclin qui peut se résumer en une formule : le sida politique, dont les initiales signifient Socialisme, Immigration, Drogue, Affairisme. »



Le « présidentiable » permanent

par Olivier Biffaud

L'immigration n'était pas inscrite formellement au programme du congrès du Front national. Il était pourtant difficile d'imaginer le tribun de l'extrême droite française face à son public sans qu'entre les deux s'insinuent volontairement ce sujet dans lequel ils communiquent jusqu'à la passion. Qu'y a-t-il de mieux que l'immigré pour parler, par antithèse, de la « question nationale », de la « préférence nationale », de la « fraternité nationale », du Front national en quelque sorte.

Des immigrés — pardon ! de l'immigration — M. Le Pen a donc parlé, et d'autant plus facilement que M. Giscard d'Estaing l'avait précédé, à la convention de Villepinte, en déclarant que « la France n'est pas un pays d'immigration » après avoir souligné que quinze des cinquante-deux millions de Français ont « une ascendance, proche ou lointaine, étrangère ».

Le président du Front national a donc fait mine d'être outré en qualifiant ce sommet RPR-UDF de « grossièreté de comportement », de « détournement médiatique » et de « hold-up de l'image ». Le one man show, c'est pour Le Pen : la corde au cou, c'est pour Giscard qui est resté « silencieux pendant si longtemps » sur le sujet. « Il m'a servi une belle telle ment haute que je suis obligé de la smasher », avait indiqué M. Le Pen, si peu dupe de l'outrage fait à sa théorie d'exclusion — mais si chagriné de celui fait à son triomphe dominical — qu'il ajoute à destination des imitateurs : « Les Français préfèrent l'original à la copie. »

Profitant de la conjoncture, ou plus exactement, comme les lutteurs, du mouvement de ses adversaires, ainsi qu'il se plaît à le dire, le dirigeant d'extrême droite se tourne vers Matignon après avoir avalé Villepinte. Il s'offre une petite provocation en remerciant M. Michel Rocard de « l'honneur » qu'il lui fait de ne pas l'avoir « convoqué » avec « la classe politique » pour parler de la lutte contre le racisme. Par avance, il met en garde le premier ministre contre une tentation, réelle ou supposée, dont il devine ou feint de croire qu'elle pourrait galvaniser ses troupes si d'aventure elle était mise en application.

Il s'agit de l'éventualité d'ajouter à l'arsenal répressif une peine d'incapacité civique dans le cas du délit avéré de racisme. Le racisme étant justement un délit et non pas

une opinion, un gouvernement pourrait effectivement considérer, conformément à son éthique politique, qu'il y a lieu de condamner plus lourdement les contrevenants en leur ôtant leur porte-voix électoral. Encore faudrait-il que l'éthique politique en question n'ait pas conduit ledit gouvernement à fermer les yeux sur d'autres délits qui ne méritent pas moins d'attention... M. Le Pen a beau jeu de dire que, dans cette hypothèse, il passerait du Front national à la « résistance nationale ».

La « présidentiable » qui sommeille toujours chez le chef du Front national exprime surtout son obsession politique pour la période de « conquête du pouvoir » qui, selon lui, s'ouvre devant son parti. Il rêve déjà de la prochaine course à l'Elysée. Le congrès de Nice en a été la preuve éclatante. M. Le Pen met toutes ses forces au service d'un seul but : tenir son parti en permanence sous pression, persuadé qu'il semble être qu'une échéance présidentielle peut intervenir à tous moments et, bien sûr, à celui où on l'attend le moins.

La parabole à la mode Front national voudrait que cette conviction soit attribuée au flair du marin qui sent venir les grains avant le commun des mortels. Malheur à ceux qui, plus prosaïques, imaginent qu'il faut bien trouver un « truc » pour tenir, car cinq ans sans qu'intervienne la seule élection susceptible de faire la bonne fortune de l'intéressé, c'est un peu long pour M. Le Pen et pour ses troupes impatientes.

Il faut donc dresser le chapeau pour être sûr d'être le premier à battre l'étranger. Il faut cibler ses futurs adversaires. A droite, pourquoi pas M. Giscard d'Estaing ? A gauche, pourquoi pas M. Rocard, si toutefois il conduit les socialistes à la victoire législative ? Dans la primaire opposant le « modèle » à la « copie », M. Le Pen a déjà donné la réponse des « Français d'abord ».

Le verdict final entre lui-même et le socialisme ne fait à ses yeux — est-ce vraiment étonnant ? — aucun doute. Ce sera la « grande alternance » ou le déclin politique. Car si aucun président de la Cinquième République n'a échoué jusqu'alors un second mandat, on n'a encore jamais vu un prétendant décrocher la timballe après trois échecs consécutifs comme des victoires.

La parade du chef

NICE

de notre envoyé spécial

Il jont et fait durer le plaisir de l'extase. Cela fait sept minutes que la salle, debout, l'acclame. Les bras levés au ciel, poings serrés, comme un joueur qui, du haut de la tinaie, dédie au public le pavois et la lance de sa victoire, il reste figé au bord de la scène. Les projecteurs lui offrent une auréole. Puis, dans un mouvement soudain, il se tourne vers la voile tricolore de la nef stylisée qui symbolise désormais sa certitude d'arriver à bon port et, bras tendus dans un autre geste d'offrande, il pousse son public au paroxysme de la joie.

Pendant que Freddy, l'ancien catcheur, son garde du corps, prie poliment les photographes de regarder les coulisses, il s'accoude un instant sur la demi-colonne blanche placée au centre de l'esplanade qui domine les trois flèches bleue, blanche et rouge pointées vers le cap indiqué à l'arrière-plan, en grosses lettres : « La France au pouvoir ». Il contemple l'amplicthéâtre, et son seul regard impose le silence. Alors, il s'avance vers le massif d'hortensias qui le sépare de ses compagnons et commence le « grand numéro » qu'il a promis aux journalistes.

Ce dimanche 1^{er} avril, à l'Acropolis de Nice, Jean-Marie Le Pen est en effet en représentation extraordinaire puisque le huitième congrès du Front national doit constituer « un tournant ». Et, aujourd'hui, rien ne saurait l'affecter. Il se sait fort et le montre. Peu importe que plusieurs des interventions de la matinée aient été juchées avec la volonté de polissage affichée la veille. Il a fait le son quand ces satanés journalistes, qu'il a invités à « un pacte » et qu'il a même fait applaudir, l'ont interrogé dans sa loge sur ce « changement de tonalité ». Quel changement de tonalité ? « Je n'ai pas vu de changement de ton. » Pourquoi confondre l'écume et les profondeurs ?

Qu'y a-t-il à redire aux propos du savant rédacteur en chef de la revue *Identité*, Jean-Claude Bardet, ce conseiller municipal de Nancy, qui pense, en se référant à l'ethnologue Claude Lévi-Strauss, que, dans toute société « l'exclusion n'est pas un mal mais une nécessité » et qui assure que « la défense de l'écologie et des lois de la nature passe aussi par le refus de l'immigration et du cosmopolitisme qui mettent en cause l'identité culturelle des Français et l'unité de la nation » ?

Faut-il vraiment s'étonner que le

directeur du Front national de la jeunesse, le fringant Martial Bild, ait exhorté les militants à « frotter le bazar dans les assemblées d'Harlem Désir » puisqu'il « est grand temps que la France française fasse entendre sa voix » ?

Faut-il donc fustiger Bernard Antony, alias Romain Marie, le chanteur des intégristes, sous prétexte qu'il a parlé de « réconciliation nationale et du social » et dit que « Hugues Capet se traduit Le Pen en breton » ?

Convient-il de fusiller l'ex-capitaine Pierre Sargent parce qu'il ose déclarer qu'il « préfère gagner une guerre sous un général allemand que la perdre sous un général français », et soutenir qu'il faut se méfier encore de Mikhaïl Gorbatchev parce que « sa femme porte le parfum qui s'appelle Opium » ?

Qu'y a-t-il de risible dans l'appel de Marie-France Stirbois : « Falons des héros français mais avec des Français » ? N'a-t-elle pas raison de souligner que c'est « à cette seule condition que notre pays pourra conserver son identité » ? Peu lui importe, désormais, ce que « l'établissement », ce qu'il prononce le mot avec compunction, à la française, pour ne plus parler d'établissement — pense de son Front national. Jean-Marie Le Pen, comme tous les grands professionnels de la scène, fait corps avec son public et il le sait, maintenant, que ce corps-là épouse souvent, un peu partout dans la France électorale, celui de ce peuple dont il se veut le chevalier « sans peur et, sur le plan public, sans reproche ». Les sempiternelles questions sur son alliance avec l'ancien Waffen-SS Franz Schnitzler l'ont laissé de marbre. Il a renvoyé les questionneurs à la réconciliation franco-allemande scellée par De Gaulle et Adenauer. Il s'est même permis un nouveau « calembour » aux dépens de Bernard Stasi, dont le nom évoque phonétiquement celui de la sinistre police de RDA : « Quel Stasi ? Quand on a un nom comme ça, on fait comme les partis communistes, on en change... » Personne n'a réagi.

« Le passeur d'eau »

Jean-Marie Le Pen débambule sur l'estrade comme un tranquille pêcheur au long court, jouant de toutes les facettes de son verbe dévastateur. Hier, il a joué la main sur le cœur et la nostalgie à la boutonnière en posant dans le mémorial : Dien-Bien-Phu, Bazeilles, Camerone, Vercingétorix, Jeanne d'Arc, tout y est passé, et la foule

chérie a chaviré quand il a fait sienne les fiévreuses paroles du chef vendéen La Rochejaquelein : « Si j'avance, suivez-moi ! Si je recule, tuez-moi ! » Aujourd'hui, il tire un feu d'artifice. François Brigneau, son vieux complice, pétrifié aux premiers rangs de l'assistance, se dit sans doute que ce « cher Jean-Marie » n'a jamais mieux incarné le héros de Verhaeren, le poète flamand qu'il citait un jour pour illustrer la légende du petit marin de la Trinité-sur-Mer devenu un si glorieux loup des mers politiques :

Le passeur d'eau, les mains aux rames,

A contre-flot, depuis longtemps, Luttait, un roseau vert entre les dents.

Jean-Marie Le Pen adore raconter des histoires. Il tient ça de son grand-père, qui avait bourlingué du Tonkin à Madagascar. Toutes les histoires et surtout la sienne. Celle d'un loup de mer dont l'équipage est depuis trop longtemps décrié : « Nous sommes las d'être humiliés. » Celle d'un chef de guerre qui mesure avec fierté le terrain conquis envers et contre tout. Il fait fuir Harlem Désir, Alain Juppé, sollicite la foule ravie pour obtenir d'elle le qualificatif que méritent à ses yeux « ces gens qui sont au pouvoir et qui sont des modèles d'iniquité » : « Mafia ! Mafia ! » Tantôt il converse avec la salle, comme s'il aimait une veillée estivale ; tantôt il joue les imitateurs, aux dépens, cet après-midi, de Valéry Giscard d'Estaing.

S'il ironise, sans la nommer, sur Simone Veil, cette « grosse Jeanne » des dernières élections européennes, il réveille de vieux réflexes : « Salope ! Au jour ! » s'écrie spontanément notre voisin de fauteuil, un délégué charentais. S'il déclare gravement qu'« il faut provoquer en France une véritable révolution », qu'il « souhaite pacifique », un délégué tourangeau déborde d'admiration : « Ça, c'est un homme ! »

Jean-Marie Le Pen ne doute plus, ne veut plus douter de sa bonne étoile. Tout son état-major est d'accord, les deux anciens piliers du Club de l'Horloge, Yvan Blot et Jean-Yves Le Gallou, transfuges du RPR et de l'UDF, l'ancien secrétaire général du GRECE, Pierre Vial, ancien grand maître de la « nouvelle droite » élu membre du nouveau comité central, tous ces intellectuels qui contribuent par leurs travaux, à rendre le Front national plus intelligent, en sont persuadés autant que Bruno Mégret, qui voit en lui un « homme d'Etat », et que Carl

Lang, qui lui voue le culte du « seul » homme incarnant « l'espérance de renaissance ».

Tous président que le regain des nationalismes à l'Est, et, à l'intérieur de notre pays, le discrédit des autres partis politiques ajoutés aux tensions produites par l'« invasion » de l'immigration, tout cela crée dès à présent les conditions de la prochaine alternance en faveur de leur chef. Pourquoi en douterait-il ? « Si nous sommes aussi pressés, c'est parce que la nation est en danger... » Il évoque, cette fois, la dangerosité de Bouvines. Sur l'écran géant apparue derrière lui, défilent les cartes postales de la douce France des menhirs, des clochers, des champs de coquelicots.

« Du fond des âges »

Le regard de Jean-Marie Le Pen croise peut-être celui du professeur Jean-Claude Martinez, le député européen qui a fait rire le congrès en racontant comment, au cours d'un récent voyage parlementaire en Papouasie-Nouvelle-Guinée, il a été mordu à la main... par une fougère éclose britannique en désaccord avec son programme... « Moi, dit le bateleur, si je suis de ceux qui préfèrent peupler la France de petits Français, cela ne veut pas dire que je ne suis pas gentil avec les petits étrangers. Je ne suis pas cannibale ! Je ne veux pas les manger à la broche. » Sur l'écran, c'est « Papy » Jean-Marie qui surgit en photo, tenant dans les bras un charmant bambin. L'image tombe à point.

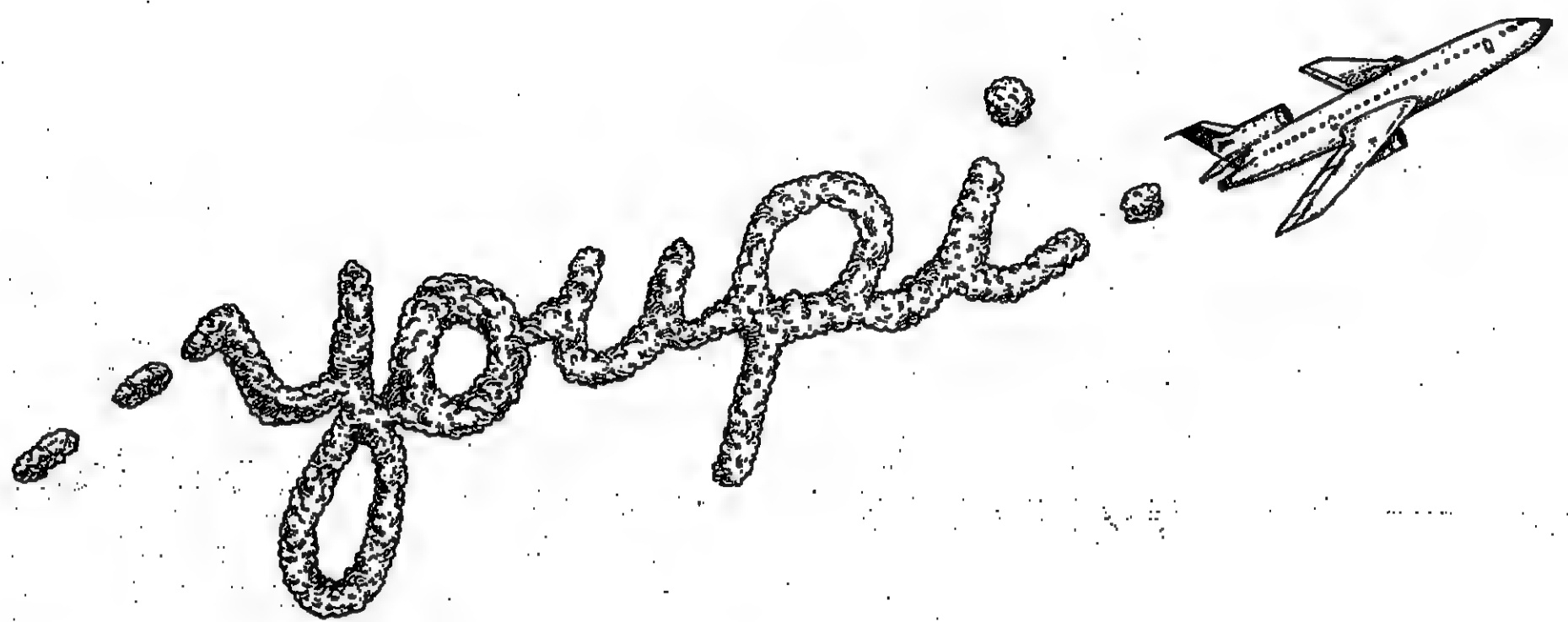
Voilà une heure et demie que le valeureux loup de mer raconte l'épopée solitaire qui va le conduire à l'en est certain parce que « du fond des âges les futures générations regardent vers nous » — à la proue de la France éternelle. Il tourne lentement le dos à ses fidèles en délire, se dirige d'une démarche chaloupée vers le fond de la scène, comme s'il allait s'enfoncer dans une brume imaginaire au-delà de laquelle l'attend la gloire suprême.

Des enfants endimanchés, en rangs par deux, envahissent sagement l'estrade pour lui offrir des fleurs blanches. Le prédicateur inspiré se ravise, revient au bord de la scène en multipliant les bisous sur les joues roses pour un charmant tableau final, à croquer.

ALAIN ROLLAT

صوتك من الامل

D'HABITUDE SI SERIEUX,
NOUS N'AVONS PAS PU NOUS EMPECHER DE FETER BRUYAMMENT
LE 5^{ème} ANNIVERSAIRE DU VOL PARIS-ATLANTA.



Notre vol Paris-Atlanta vient tout juste d'avoir 5 ans. Alors vous pouvez imaginer notre joie chez Delta Air Lines. Depuis le 2 Avril 1985, nous avons accompagné des milliers de gens de Paris à Atlanta, et à partir du 2 Juillet, nous en ferons autant de Paris à Cincinnati, et tout cela avec le meilleur service. C'est tout le sens de l'amour de notre métier. Nous sommes fiers de vous emmener vers 240 villes de l'Amérique du Nord grâce à des aéroports aussi modernes que pratiques. C'est notre métier, mais c'est également

notre passion depuis plus de 60 ans. Ce n'est donc pas un hasard si les indices de satisfaction des passagers américains désignent Delta Air Lines comme la meilleure compagnie aérienne des Etats-Unis et ce depuis 16 années consécutives*. On est amoureux de son métier ou on ne l'est pas. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92, à Lyon au (16) 78.38.17.59, à Marseille au (16) 91.56.61.08, à Nice au (16) 93.82.24.03, à Toulouse au (16) 61.21.13.26.



DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes

POLITIQUE

Les états généraux de l'opposition à Villepinte

Une « autre politique » de l'immigration

La convention des états généraux de l'opposition sur l'immigration s'est conclue, dimanche 1^{er} avril, par la publication d'un document de synthèse fixant les grandes lignes d'une nouvelle politique de l'immigration. Le consensus a pu s'établir entre toutes les formations de l'opposition sur une condamnation de la politique socialiste, sur la nécessité de lutter contre l'immigration clandestine, sur la réforme du droit d'asile, l'interdiction du droit de vote aux immigrés et l'urgence d'une véritable politique d'intégration. Tout au long de ces deux jours de travaux « à ciel ouvert », l'opposition s'est efforcée de tracer une voie entre la politique laxiste du gouvernement et les « thèses extrémistes » du Front National. Des divergences subsistent concernant la politique du regroupement familial et sur la proposition avancée notamment par M. Giscard d'Estaing d'un référendum sur la réforme du code de nationalité. Mais la différence la plus sérieuse entre les centristes et le reste de l'opposition porte sur la protection sociale des immigrés. Citant ces journées, M. Jacques Chirac a déclaré qu'il « lui semblait impératif de remettre en cause un système qui risque d'alimenter de plus en plus une immigration qui sera difficile de contrôler. » Sous les huées, M. Bernard Stasi avait défendu auparavant la thèse contraire. « Rester dans l'engrenage de la préférence nationale, a-t-il affirmé, c'est donner raison à La Pen. Ce n'est pas en nous alignant sur le Front National que nous gagnerons ses électeurs. Restons donc sur le terrain de nos valeurs ! »

La bonne méthode

par Daniel Carton

L'opposition viendrait-elle soudainement, après deux années d'ennemi, de se remettre sur le chemin de la reconquête ? Faut-il parler du sursaut de Villepinte, sursaut — coquin de sort — un 1^{er} avril ? Ces deux questions peuvent être posées au lendemain de cette convention des états généraux de l'opposition qui était à hauts risques. On avait en effet dit et répété qu'il y avait tout à craindre de ce rendez-vous. La première convention en janvier sur l'éducation n'avait rien démontré. Le thème de celle-ci était autrement plus redoutable : l'immigration, le sujet le plus délicat, le plus sensible qui soit posé à notre société, répété jusqu'à y avoir tabou par des responsables politiques coincés entre leurs principes et leurs calculs électoraux. Une convention enfin organisée à la date sans doute la plus mal choisie : en même temps que le congrès d'un Front national naturellement au aguerri, et à deux jours d'une table ronde à Matignon où on ne se serait évidemment pas plaint d'un faux pas.

Le pari a été tenu et plusieurs enseignements utiles peuvent être retenus. Cette convention a d'abord prouvé qu'il valait mieux débattre d'un tel sujet, le débat contenant une formidable vertu pédagogique. Tout ce qui a été dit au cours de ces deux jours n'était certainement pas exempt de critiques mais au moins la confrontation a-t-elle eu lieu. Cette convention a démontré ensuite que l'opposition gagnerait à conserver la saine froideur devant le phénomène La Pen. M. Giscard d'Estaing, qui a su s'imposer une nouvelle fois au cours de cette convention comme la véritable teneur morale de l'opposition, désirait ramener ce débat au centre. Cela a été, en partie, réussi.

Les fondements de la confédération

La plupart des thèses extrémistes du Front national, son langage simpliste ont été sévèrement condamnés, y compris par l'ancien chef de l'Etat à qui on avait pu reprocher

de dénoncer le droit d'asile. « Un nouveau cadre juridique et administratif s'impose. Il devra respecter les principes traditionnels du droit d'asile. » Une nouvelle réglementation devra définir les conditions de traitement des demandes d'asile, accélérer les processus de décision et organiser le contrôle des notifications de refus (éventuellement renvoyant les moyens matériels de l'OFRA) et des juridictions de recours, afin de permettre le traitement des dossiers en trois mois et non en trois ans (moyenne actuelle). Ceci permettrait de supprimer l'automatisme de délivrance immédiate du permis de travail pour les demandeurs d'asile. Elle pourrait alors être remplacée par une aide octroyée pendant le délai d'examen du dossier.

« Nous affirmons notre volonté de mieux contrôler les entrées sur notre territoire et de créer les conditions d'une vraie connaissance de l'immigration. » « (...) Le regroupement familial apparaît comme la première source d'immigration régulière en France. Longtemps considéré comme un élément de stabilisation, il pose par son ampleur des problèmes réels de logement, de scolarisation et d'encadrement social. Faute d'un contrôle suffisant de la part de l'Etat et des collectivités locales, il accroît les tensions et les manifestations de rejet dans certains centres urbains. Le problème est trop délicat pour être réglé en quelques phases définitives, mais il mérite d'être posé. Nous proposons de corriger l'automatisme du regroupement et de le réserver aux immigrés titulaires d'une carte de long séjour (dix ans) et de veiller à ce que les politiques de l'immigration ne soient pas détournées de leur vocation légitime qui est d'aider à la formation des cadres des pays en développement. Il faut donc conditionner le séjour des étudiants en France à un déroulement normal de cursus universitaire : le titre de séjour doit être renouvelé annuellement en tenant compte des résultats obtenus. »

« Nous proposons d'abroger les lois Joxe et de donner à l'Etat les moyens de définir plus strictement les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, ceci dans le respect de libertés fondamentales et dans la perspective d'une harmonisation poussée de notre législation avec celle de nos partenaires européens. Au-delà de cette étape il faut envisager la création d'une police européenne des frontières et prendre des initiatives permettant d'avancer plus rapidement la voie de l'harmonisation des critères de contrôle aux frontières de l'espace sur la voie de l'harmonisation des critères de contrôle aux frontières de l'espace européen. (...) »

« Nous voulons lutter contre le

détournement du droit d'asile. « Un nouveau cadre juridique et administratif s'impose. Il devra respecter les principes traditionnels du droit d'asile. »

« Une nouvelle réglementation devra définir les conditions de traitement des demandes d'asile, accélérer les processus de décision et organiser le contrôle des notifications de refus (éventuellement renvoyant les moyens matériels de l'OFRA) et des juridictions de recours, afin de permettre le traitement des dossiers en trois mois et non en trois ans (moyenne actuelle). Ceci permettrait de supprimer l'automatisme de délivrance immédiate du permis de travail pour les demandeurs d'asile. Elle pourrait alors être remplacée par une aide octroyée pendant le délai d'examen du dossier. »

« Nous affirmons notre volonté de mieux contrôler les entrées sur notre territoire et de créer les conditions d'une vraie connaissance de l'immigration. » « (...) Le regroupement familial apparaît comme la première source d'immigration régulière en France. Longtemps considéré comme un élément de stabilisation, il pose par son ampleur des problèmes réels de logement, de scolarisation et d'encadrement social. Faute d'un contrôle suffisant de la part de l'Etat et des collectivités locales, il accroît les tensions et les manifestations de rejet dans certains centres urbains. Le problème est trop délicat pour être réglé en quelques phases définitives, mais il mérite d'être posé. Nous proposons de corriger l'automatisme du regroupement et de le réserver aux immigrés titulaires d'une carte de long séjour (dix ans) et de veiller à ce que les politiques de l'immigration ne soient pas détournées de leur vocation légitime qui est d'aider à la formation des cadres des pays en développement. Il faut donc conditionner le séjour des étudiants en France à un déroulement normal de cursus universitaire : le titre de séjour doit être renouvelé annuellement en tenant compte des résultats obtenus. »

« Nous proposons d'abroger les lois Joxe et de donner à l'Etat les moyens de définir plus strictement les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, ceci dans le respect de libertés fondamentales et dans la perspective d'une harmonisation poussée de notre législation avec celle de nos partenaires européens. Au-delà de cette étape il faut envisager la création d'une police européenne des frontières et prendre des initiatives permettant d'avancer plus rapidement la voie de l'harmonisation des critères de contrôle aux frontières de l'espace sur la voie de l'harmonisation des critères de contrôle aux frontières de l'espace européen. (...) »

« Nous voulons lutter contre le

convient de lutter contre les « ghettos ».

Il faut donc s'atteler à une refonte globale du système de financement de la construction, et surtout de l'administration du logement social en France. L'objectif de cette réforme est de renforcer le rôle des collectivités locales. Les municipalités sont en première ligne pour résoudre les problèmes d'intégration. Elles doivent avoir leur mot à dire quant au nombre d'immigrés qu'elles accueillent sur leur territoire, afin d'éviter la constitution de ghettos et de permettre l'intégration à leur rythme spécifique. Cette réflexion doit être menée dans un souci de solidarité et d'équilibre entre les collectivités locales afin de parvenir à une répartition plus harmonieuse.

« La liberté religieuse doit s'exercer dans le cadre des lois de la République. (...) Les activités culturelles doivent être exclues de la compétence des associations relevant de la loi de 1901 et réservées aux seuls groupements régis par la loi de 1905. La création de lieux de culte doit se faire dans le respect du cadre législatif, de l'environnement culturel et du patrimoine architectural de la France. Un dialogue constructif et suivi entre les

Les limites du consensus

Suite de la première page

Jusqu'en septembre 1989, l'immigration figurait à la septième place parmi les préoccupations des Français. En février dernier, elle occupait la seconde place, à l'instar de M. Jérôme Jaffré, vice-président de la SOFRES. L'« effet tchador », évidemment, d'une manière générale, la peur de l'islam tend à remplacer la peur du communisme, même si huit Français sur dix reconnaissent ne pas être personnellement confrontés à des problèmes d'immigration. Si l'on se réfère au sentiment que les frontières ne sont pas contrôlées et que les immigrés sont de plus en plus nombreux, de moins en moins inévitables. Les thèses du FN exercent une attraction certaine sur une partie de l'opinion — plus large que l'électorat de M. Le Pen — mais ce parti apparaît comme porteur de solutions, et non comme porteur de problèmes. Celles-ci continuent d'être attendues des formations politiques classiques.

Ces dernières y voient désormais une « question capitale », un « enjeu majeur de la société française ». Cette prise de conscience, si elle n'est pas dénuée d'ambiguïté, n'est pas dénuée d'ambiguïté. D'une part, les responsables politiques sont persuadés que le sujet est trop grave pour être livré aux querelles partisans. Mais, d'autre part, ils sont tentés d'exploiter ce thème en or, auquel les électeurs restent infiniment sensibles. Gauche et droite s'accrochent donc de plus en plus à ce thème, cherchant un consensus ; elles soulignent à l'envi leurs désaccords, comme pour masquer leurs convergences.

Les quatre piliers du consensus

Au-delà des phrases creuses et des slogans, majorités et opposition partagent, en effet, quatre idées essentielles :

1/ Il faut stabiliser le nombre des immigrés : le Front national est aujourd'hui le seul parti à croire — ou à faire croire — que la France pourrait diminuer sensiblement le nombre de ses résidents étrangers par des renvois massifs dans les pays d'origine.

2/ Il faut favoriser l'intégration : tout le monde a adopté ce terme et milite pour une société aussi homogène que possible, qui ne serait pas une juxtaposition de communautés culturelles.

3/ Il faut s'attaquer aux causes de l'immigration : chacun convient que les déséquilibres économiques et démographiques exigent une aide beaucoup plus grande aux pays du tiers monde, étant entendu que c'est une œuvre de longue haleine qui ne peut être conduite par la France toute seule.

4/ Il faut trouver des solutions européennes : l'ouverture des frontières internes de la Communauté, en janvier 1993, suppose une plus grande cohérence des politiques et des législations des Etats membres.

Gauche et droite sont d'accord sur ces grandes lignes. D'accord aussi pour en débattre au Parlement, au cours des prochaines semaines. Mais elles divergent sur les moyens à mettre en œuvre pour assurer des rapports harmonieux entre Français et résidents d'origine étrangère. L'opposition refuse, notamment, le principe de débattre

des pouvoirs publics et les Français de confession musulmane devraient se nourrir dans des conditions permettant de mettre fin à la dépendance de certains musulmans de France vis-à-vis des puissances étrangères.

« On ne devient pas français sans le savoir ni le vouloir. (...) La nationalité doit être demandée par le jeune étranger ; elle n'est plus accordée automatiquement, même si elle ne peut être refusée. »

« Elle est conditionnée à une obligation de séjour préalable en France d'au moins cinq ans, ce qui offre certaines garanties de scolarisation et donc d'adaptation du jeune à la société française. »

Mais l'intégration implique aussi que le jeune étranger qui devient français accepte pleinement les devoirs attachés à cet état, notamment l'accomplissement du service national en France, ce qui entraîne la remise en cause des accords passés avec l'Algérie dans ce domaine.

Par ailleurs, il convient de s'opposer des maintenant à toute tentative communautaire qui viserait à instaurer sur le sol français des statuts personnels propres à certaines communautés. La loi en France doit être la même pour tous, le Code civil s'applique à tous.

Il doit être clair enfin que cette

du racisme, comme le souhaite le premier ministre. C'est prendre, selon elle, le problème à l'envers : il faut s'attaquer aux causes — à l'immigration — au lieu de chercher à « culpabiliser les Français ».

Regroupement familial et prestations sociales

Plusieurs passages du rapport concis des états-général de l'opposition pourraient être contestés par des socialistes. Par exemple, les mesures réclamées pour limiter le nombre des demandeurs d'asile n'apportent pas grand chose de nouveau. L'accélération des procédures est déjà appliquée depuis plusieurs mois, grâce à une nette augmentation de crédits. De même, toutes les mesures suggérées pour faciliter l'insertion des immigrés, combattre les « ghettos » dans certaines communes ou aider les pays d'émigration, sont, à peu de choses près, celles qui défendent le pouvoir en place... à défaut de pouvoir toujours les appliquer.

L'opposition arrivera, en revanche, au débat parlementaire avec une bonne dizaine de réclamations qui risquent de provoquer une levée de boucliers à gauche.

D'abord la lutte contre les immigrés irréguliers ou clandestins. Aux socialistes, qui avaient abrogé la loi Pasqua de 1986, on demande d'abroger... la loi Joxe de 1983, jugée trop laxiste. L'opposition veut, d'autre part, renforcer les contrôles d'identité et créer un fichier informatique pour mieux vérifier les visas.

Plus délicate encore est la proposition concernant le regroupement familial, c'est-à-dire l'autorisation pour un travailleur étranger de faire venir sa famille en France. Chaque année, près de trente mille personnes s'installent ainsi sur le territoire national. L'opposition voudrait réserver ce droit aux immigrés titulaires d'une carte de long séjour (dix ans) et faire en sorte que la polygamie soit exclue du bénéfice de cette procédure. M. Robert Pandraud, député RPR de la Seine-Saint-Denis, n'a-t-il pas affiché le public des états-général en citant une famille étrangère « de vingt-et-un enfants » ?

L'opposition reconnaît qu'aucun pays démocratique n'a de frontières complètement étanches. Pour lutter contre les flux migratoires, elle insiste donc sur « les appels d'air » que constituerait une législation française beaucoup plus attractive que celles d'autres pays. Le point-clé à ce propos est l'octroi des prestations sociales aux étrangers. Ne sont pas en cause celles qui donnent lieu à cotisations (comme l'assurance-maladie) mais les avantages sociaux financés sur le budget de l'Etat (comme les allocations familiales). A l'exception du CDS, qui refuse d'y toucher par principe, l'opposition veut les lier « à des conditions de durée de résidence, de nationalité et de réciprocité ». Les socialistes s'y opposent certainement.

L'opposition soulève une autre question taboue, en réclamant de nouveau une réforme du code de la nationalité. Elle s'appuie désormais derrière les conclusions de la commission des sages, présidée en 1987 par M. Marceau Long, et soutient deux idées principales : d'une part, le citoyenneté française ne doit pas

logique de l'intégration par l'acquisition de la nationalité interdit formellement d'admettre le principe du droit de vote étrangers en France. Le droit de vote doit rester un droit indissociablement lié à la citoyenneté française.

3) La France doit être en tête du combat pour le développement. L'immigration est principalement le produit de la misère, de la pauvreté et souvent de l'oppression qui sévissent dans les pays en développement.

Pour en réduire l'ampleur durablement, la seule voie envisageable est celle de l'implantation et la consolidation des mécanismes de l'économie de marché dans les pays considérés. La politique d'aide au développement de la France doit être pensée et organisée en tenant compte de cet impératif et des voies propres au développement de ces pays. (...) »

Il convient en outre de réactiver une politique d'aide au retour efficace et crédible qui contribuera au développement de l'économie des pays d'origine. (...) »

être donnée automatiquement à des enfants d'étrangers nés en France, mais faire l'objet d'un acte volontaire des intéressés ; d'autre part, les titulaires d'une deuxième nationalité — algérienne, en l'occurrence — doivent accomplir leur service militaire en France. M. Giscard d'Estaing y a ajouté son grain de sel. Pour lutter contre les mariages blancs n'ayant d'autre but que l'acquisition de la nationalité française, il propose de retirer cette nationalité au conjoint en cas de divorce dans un certain délai. On imagine assez mal le législateur s'orienter dans cette voie... D'une manière générale, le PS se résoudrait-il à une réforme du code de la nationalité, après l'avoir tant combattu quand M. Chirac était au gouvernement ?

Quelles mosquées ?

L'opposition est très à l'aise pour soulever la question du droit de vote des étrangers aux élections municipales. Chacun sait que la majorité des Français n'en veut pas. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle M. Mitterrand y a provisoirement renoncé. Le RPR se fait un plaisir d'enfoncer le clou, en réclamant un référendum, qui n'a pas plus de chance d'être organisé que le droit de vote d'être institué.

C'est en marchant sur des œufs, en revanche, que l'opposition traite la question de l'islam. Le document final des états-général ne s'oppose pas ouvertement à la mise en place d'une structure représentative soumise par le ministre de l'Intérieur. Il se contente de refuser l'octroi à quiconque d'un statut personnel étranger (pour le mariage, par exemple). Il demande aussi d'interdire à des associations de type 1901 d'avoir des activités culturelles, pour ne pas financer des mosquées avec des fonds venus de l'étranger. L'opposition ne dit pas « non » à de nouvelles mosquées ; elle dit simplement que « la création des lieux de culte doit se faire dans le respect du cadre législatif, de l'environnement culturel et du patrimoine architectural » de la France.

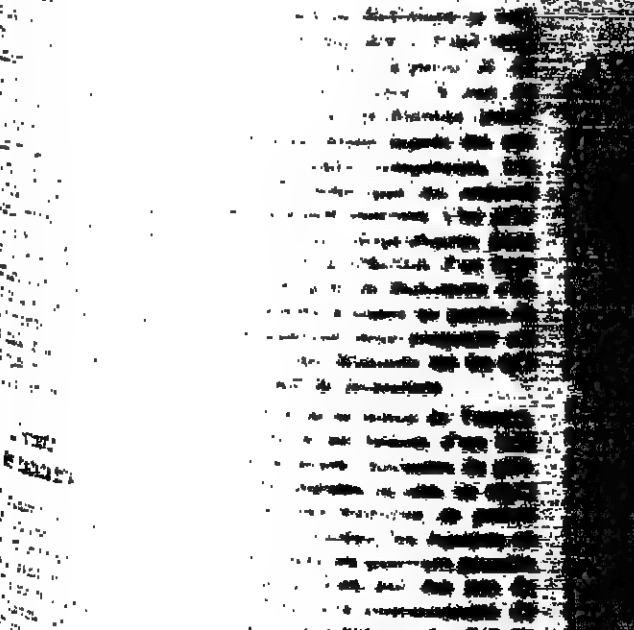
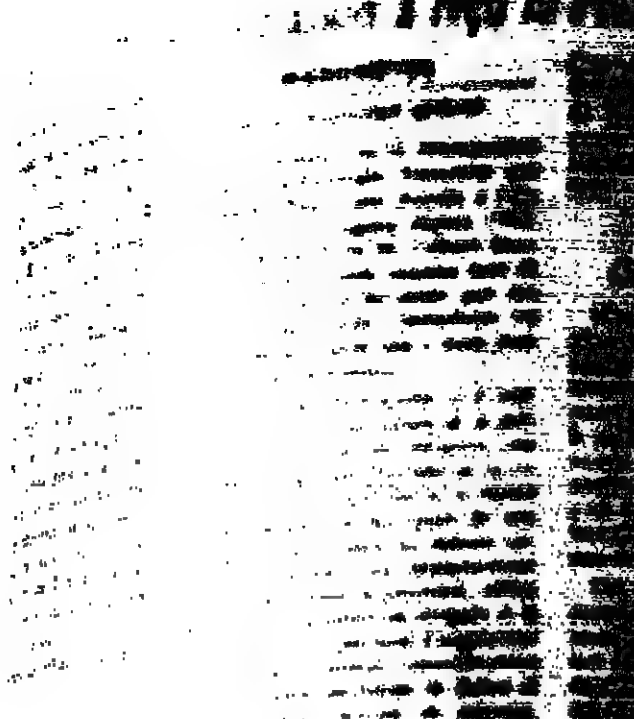
Majorité et opposition ne manquent donc pas de matière pour débattre de l'immigration au parlement. Des deux côtés, cette question complexe est mieux connue : les « experts » commencent à se multiplier. M. Giscard d'Estaing se consacrera volontiers comme l'un d'eux, après son discours de samedi, longuement préparé, qui se voulait texte de référence. On en retiendra surtout la volonté de « ramener le problème de l'immigration vers le centre de la société française », alors qu'il avait été « abandonné à deux extrêmes, celui de la haine et celui de l'idéologie ».

En clair, il s'agit d'arracher ce monopole à M. Le Pen. Cela a déjà commencé. On est en train de débattre du prix à payer, sous les regards attentifs d'une gauche qui ne sait trop encore sur quel pied danser.

ROBERT SOLÉ

M. François Perigot, président du CNPF, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 1^{er} avril a déclaré : « A partir du moment où nous demandons aux travailleurs immigrés d'acquiescer le reste de la main-d'œuvre française, je trouve tout à fait normal qu'ils jouissent des mêmes droits sociaux. »

L'Internationale de



صوتنا من الامل

14 Des instituteurs contre la pauvreté
15 Les incendies de Grèce

16 Les départs de la télévision privée espagnole
17 Les Van Gogh de Van Gogh

18 Querelles autour de l'Opéra Bastille
22 Goli : l'Open de La Grande-Motte

L'Internationale de la prévention de la délinquance

M. Gilbert Bonnemaison a reçu le Prix de la prévention du crime. A l'étranger, le système français fait école

Selon une récente étude du ministère suisse de la justice et de la police, ce sont les habitants des États-Unis qui vivent le plus dangereusement. Du 18 au 23 mars, M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national des villes et maire (PS) d'Épinay-sur-Seine, a conduit une visite d'étude sur la prévention de la criminalité à Washington, Baltimore, Charleston et New-York. Ce voyage fut l'occasion d'échanges avec les organisations américaines qui prônent une réforme de la politique de sécurité. Aux États-Unis, comme en Grande-Bretagne, en Australie ou en Amérique latine, « l'école française de prévention » devient en effet une référence.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La prévention de la délinquance est une technologie française qui s'exporte. Peu à peu, elle s'étend à l'ensemble de l'Hexagone depuis 1982, sous la houlette de M. Gilbert Bonnemaison, le modèle rayonne hors de nos frontières. A tel point que des maires américains, canadiens ou européens évoquent une « école française de la prévention ».

« La répression policière et le tout-carcéral, qui sont les piliers de la politique américaine de sécurité, ont échoué à maîtriser l'envolée de la criminalité aux États-Unis », a répété M. Bonnemaison au cours de son voyage. Comme pour lui donner raison, un rapport du département d'État américain a constaté, début mars, que le nombre de drogués et la criminalité ont continué d'augmenter malgré les sommes considérables investies dans les forces de police et dans la construction de prisons.

Dans ce contexte, la remise à M. Bonnemaison du Prix international de la prévention du crime, le 21 mars, par la fondation démocrate Milton-Eisenhower a valeur de symbole.

Consolidation des pouvoirs municipaux

Un coup de chapeau donné par les démocrates et les réformateurs américains à une approche globale de la sécurité. Un satisfait à une stratégie centrée sur les quartiers et fondée sur le partenariat entre les divers acteurs locaux : éducation, police, santé, emploi, logement. Si la prévention n'est évidemment pas une invention française, il y a bien un modèle français original pour la mettre en œuvre.

Des représentants de la Fédération canadienne des municipalités ont accompagné M. Bonnemaison dans son périple. Eux aussi vantent « le modèle français ». Un Conseil national de prévention va bientôt être créé

au Canada, qui regroupera quelque 500 villes. C'est la continuation du processus engagé lors de la conférence nord-américaine et européenne de Montréal organisée en octobre 1989 (Le Monde du 17 octobre).

L'Europe est, elle aussi, attirée par l'école française de la prévention. Les spécialistes français ont reçu des financements des Communautés européennes pour former des personnels d'un nouveau type, baptisés agents de développement local. Ces derniers sont d'ores et déjà à pied d'œuvre en Italie, en RFA, aux Pays-Bas et en Suède. Même l'Angleterre britannique s'y est mise : le Home Office a engagé un programme de « safer cities » (villes plus sûres) et un secrétariat d'État chargé de la prévention a vu le jour.

Le mouvement en faveur de la prévention s'est accompagné d'une consolidation des pouvoirs municipaux dans les pays concernés. Conférence américaine des maires (trois quarts de démocrates, un quart de

républicains), Fédération canadienne des municipalités et bientôt Fédération des maires du Maghreb (en cours de constitution) font écho à la Commission des maires de M. Bonnemaison. Celui-ci est aussi à la tête du Forum européen des collectivités territoriales pour la sécurité urbaine.

Le programme « Good House »

Cette sorte d'Internationale de la prévention a du pain sur la planche. L'été prochain à Cuba, M. Bonnemaison participera au sein de la délégation française à la session que les Nations unies consacreront à la prévention du crime. Fin 1990, les maires américains et canadiens travailleront de concert avec l'équipe française pour auditionner par le Conseil de l'Europe au sujet du crack et de la criminalité liée à la drogue. Secrétaire générale du conseil, Mme Catherine Lalumière prépare une charte urbaine pour l'Europe.

Enfin, la prochaine conférence internationale organisée par la Conférence des maires américains, la Fondation Eisenhower, la Fédération canadienne des municipalités et le Forum des collectivités territoriales européennes se tiendra les 18, 19 et 20 novembre 1991 à Paris. Thème de cette conférence : « La sécurité, les drogues et la prévention de la criminalité en milieu urbain ». « D'ici à l'an 2000, 70 % de la population mondiale vivra dans les villes. Il y a donc urgence à développer des politiques globales de l'urbain », ponctue M. Michel Marcus, directeur de la prospective et des relations internationales à la ville, organisme placé auprès du premier ministre. Les antipodes ont d'ores et déjà répondu présents. La Nouvelle-Zélande et l'Australie viennent en effet de créer un ministère de la prévention. Les Australiens se sont emballés pour ce qu'ils appellent, confusément dans l'entourage de M. Bonnemaison, le programme « Good House ».

ERICH INCYAN



Aux États-Unis, une « police communautaire »

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Murphy est l'un des rares « grands flics » américains à ne pas avoir construit sa renommée à coups de revolver. Ses lunettes d'intellectuel posées sur des cheveux blancs, son ton posé, tranchent avec l'image habituelle des « justiciers » en uniforme et autres gants pour débarrasser qui dégringolent leur arme avant même de discuter.

Irlandais comme tant de policiers new-yorkais, issu d'une famille où son père et ses oncles totalisent cent quarante années de service, Pat Murphy est considéré comme le maître d'œuvre de la modernisation de la police américaine. De ses débuts de carrière, quand il patrouillait à pied dans les rues d'Harlem, cet homme de soixante-neuf ans garde la nostalgie. « Times are changing... » Les policiers se sont retranchés dans leurs voitures, le crack a remplacé la piquette de vin blanc dans les quartiers pauvres. Mais Pat Murphy a pu jauger les vertus de l'histoire lorsqu'il était chef de la police, successivement, à Detroit, à Kansas-City, à Washington, puis à New-York. Il reste un des plus chauds partisans d'une police placée au service de la « communauté ». Cette vision réformatrice constitue le cheval de bataille de la Fondation de police, un organisme d'études et de lobbying qu'il a créé en 1971.

L'écoute des habitants

Les cent cinquante chefs de police de grandes villes américaines qui se sont réunis, en septembre 1989, à l'appel de la Fondation de la police ont souscrit à une proclamation qui marque un tournant dans l'approche de la lutte antidrogué aux États-Unis : « Les policiers n'ont ni les effectifs ni les moyens pour arriver tous les delinquants connus. Limiter notre action à des opérations répressives dans les quartiers pauvres nous soumet à des accusations de racisme et de discrimination sociale. Un programme antidrogué ne doit pas seulement impliquer les policiers, mais aussi les différents acteurs du quartier : école, services sociaux, Églises, justice, bénévoles... »

On est loin de l'obsession manico-répressive à laquelle a conduit la « guerre » contre les bandes de trafiquants qui, cependant, utilisent un armement surprenant dans certains ghettos urbains. Comme si les poli-

ciers s'étaient aperçus des limites d'une approche exclusivement fondée sur la force. Comme s'ils avaient qu'il est finalement dérisoire de troquer, ainsi que l'ont fait la plupart des services, leurs revolvers calibre 32 contre des calibres 38. Surtout, le désarroi des autorités américaines face à la drogue est tel — on parle de six cent mille héroïnomanes ou cocaïnomanes dans la seule ville de New-York — que la police communautaire a le vent en poupe. Le modèle est aujourd'hui repris par le ministère américain de la justice, qui cherche à le diffuser auprès des quelque 15 000 services de police disséminés à travers le pays.

Les policiers de Baltimore se sont moqués en « ombudsman ». Voici venu le temps du porte-à-porte et de l'écoute des habitants. A eux de régler les menus problèmes quotidiens en intervenant auprès des services municipaux compétents. Un coup de fil pour que les ordures ménagères soient enlevées. Une pression auprès des propriétaires pour qu'ils activent la rénovation d'un logement. Ce sergent de Baltimore s'en va donc sonner à toutes les portes de « son » quartier pour proposer ses conseils ou des délinquants sur un système efficace de protection.

Le blason de la police de Tampa, en Floride, avait besoin d'un bon coup de peinture. Accusées de provoquer des émeutes raciales, au cours desquelles des voitures de police avaient été brûlées, les équipes en patrouille dans les quartiers pauvres étaient accueillies par des jets de pierre. Plusieurs commissions de contrôle de la police par les citoyens ont depuis été instituées. Les représentants des citoyens ou des associations ont été consultés sur de nouvelles directives afin d'encadrer les activités policières. Ce sont les habitants eux-mêmes qui ont désigné les quartiers en proie aux dealers ; on espère qu'ils s'en trouveront moins choqués par les descentes massives et inopinées de la police. Enfin, une commission du recrutement des Noirs (un quart de la population de Tampa) et des Hispaniques pour diminuer la méfiance envers les policiers. La « déségrégation » est sensible, y compris aux plus hauts postes : les cinq des chefs de la police dans les six plus grandes villes sont aujourd'hui des Noirs. Pour la première fois, à Houston, une femme a récemment été nommée à la tête de la police.

Sous la pression de la lutte antidrogué, gagner la confiance des habitants emprunte parfois des chemins surprenants. A Washington, les policiers ont favorisé la création d'associations de locataires et, dit-on, ferment les yeux sur les cas des « latinos » en situation irrégulière. Car l'urgence est ailleurs : les contacts réguliers avec la population visent aussi à obtenir des informations sur les trafiquants, afin d'en finir avec le motus et bouche cousue en vigueur dans les ghettos, à population noire ou hispanique.

Les rues de la drogue

A Washington, aussi, des groupes d'habitants font des rondes aux alentours des « crack-boues », situées à dix minutes de la Maison Blanche. Ils sont en principe seulement armés de talkies-walkies dont la fréquence est reliée à celle de la police locale. A Baltimore, cent trente mille habitants se sont portés volontaires (« block watchers ») pour surveiller leur immeuble. Certains n'hésitent pas à photographier les dealers. Des écrivains préviennent que l'endroit est placé « sous surveillance ».

Dans les sordides quartiers du Bronx ou d'Harlem, aux immeubles ravagés par des incendies, puis détruits pour laisser la place à des terrasses vagues où s'entassent les débris, la peur du crime est si grande que l'usage est peu répandu et que les policiers ne peuvent plus leur gilet pare-balles. Des patrouilles mixtes policier-habitant font le guet dans les « rues de la drogue ». La police de New York a aussi tissé des relations suivies avec les quelque cent cinquante compagnies locales de sécurité privées. Et sait à l'occasion recourir aux expéditions répressives : place est alors faite à la TNT new-yorkaise la Tactical Narcotics Team, une équipe justement nommée qui ne fait pas dans la dentelle lorsqu'elle intervient avec ses armes d'assaut.

Demeure toutefois l'ambiguïté fondamentale de la police communautaire : certes, ce modèle exprime l'idée selon laquelle les réponses strictement policières ne suffisent pas à résoudre le problème de la drogue. Mais, dans le même temps, il continue de placer les seuls policiers au centre du dispositif de lutte contre la toxicomanie.

E. In.

Surpeuplement carcéral, récurrence, drogue...

Le désarroi des maires américains

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Les édiles américains sont à ce point préoccupés par les ravages du crack et l'explosion de la violence urbaine qu'ils adoptent volontiers des positions tranchées en matière de sécurité. La nouvelle équipe municipale de New-York paraît toutefois acquiesce à une démarche plus nuancée. « L'épidémie de drogue que nous connaissons plonge ses racines dans le manque de coordination entre les services municipaux : policiers, juges, professionnels de la santé et du logement, chacun travaille dans son coin », a expliqué à M. Bonnemaison le juge Milton Mollen, chargé de coordonner la lutte anti-criminalité par le maire démocrate de la ville, M. David Dinkins, élu en novembre 1989.

Le juge new-yorkais tient à un discours nettement opposé aux positions du précédent maire démocrate de la ville : M. Edward Koch ne considérait-il pas qu'il n'y avait point de salut hors la prison, la répression policière et la peine de mort ? Ne refusait-il pas de lier le développement de la criminalité aux problèmes de pauvreté et au désarroi de certains quartiers new-yorkais (Bronx, Harlem) ? M. Dinkins annonce une approche résolument réformatrice. Son, de

cloche comparable du côté de M. Charles Rangel, sénateur de l'État de New-York. Président de la commission sur l'abus et le trafic de stupéfiants, ce dernier dénonce le surpeuplement carcéral et l'ampleur du taux de récurrence (supérieur à 70 %) (1).

Jeune maire noir de Baltimore, dans le Maryland, M. Kurt Schmoke va plus loin que ses collègues libéraux. Dans cette ville, où un habitant sur dix serait un consommateur de drogue (cocaïne, héroïne), seulement un usager sur vingt peut trouver une place dans un programme de traitement. Les frais d'incarcération s'élèvent à près de 30 000 dollars (180 000 F) par an et par délinquant, commente M. Schmoke, et 80 % des détenus de Baltimore ont « plongé » pour des crimes liés à la drogue. Des chiffres que le maire compare au coût, bien moindre, du traitement d'un toxicomane par le secteur de la santé (1 500 dollars par an, soit 9 000 F). C'est pourquoi le maire de Baltimore prône la « dépenalisation » des drogues, afin de pouvoir contrôler leur commerce.

La proposition a provoqué un vif débat, dans les cercles politiques, qui transcende parfois les appartenances partisans : M. George Shultz, ex-secrétaire d'État du président Reagan, ne

s'est-il pas rangé aux arguments de la dépenalisation ? A l'inverse, le gouverneur de l'État du Maryland propose ce qu'il pense être une panacée antidrogué : le retrait de divers permis — dont le permis de conduire et le permis de travail nécessaire pour l'exercice de certaines professions (médecine, professions juridiques), — aux citoyens que les tests d'urine désignent comme des consommateurs de drogue...

S'il fallait un seul exemple de l'ampleur prise par la drogue outre-Atlantique, on le trouverait dans la capitale fédérale. Washington où la « guerre des bandes » pour le contrôle du trafic de drogue fait plusieurs morts par mois. Washington dont le maire noir est inculpé d'usage de drogue après avoir été pris la main dans le sac, à la mi-janvier 1990, par des agents du FBI qui s'étaient faits passer pour des trafiquants de cocaïne. M. Marion Barry n'a pas démissionné et, dans l'attente de son procès prévu en juin, il organise une collecte financière auprès de ses administrés pour l'aider à se défendre.

E. In.

(1) Environ 650 000 Américains sont en prison — record mondial d'incarcération, après l'Union soviétique et l'Afrique du Sud.

LES 100 PLUS BEAUX DISQUES BAROQUES

ESSENTIEL. Qui a (encore) peur de la musique baroque ? Pas les discophiles, à en juger par la richesse du catalogue. Au sein de cette moisson pléthorique, nous avons sélectionné pour vous les 100 « indispensables ».

DÉCAPANT. Pour faire de l'Orchestre de Lyon la phalange de ses rêves, Emmanuel Krivine réforme, recycle et rajoute les cadres. Après Lille, deuxième étape de notre grande tournée des orchestres hexagonaux.

EXEMPLAIRE. Directeur du Gewandhaus de Leipzig et citoyen militant, Kurt Masur a sauvé Leipzig du bain de sang. Il retrace pour nous les exaltantes « journées d'octobre ».

GLAMOUROUS. Avec son nouvel album, Liza Minnelli entre au Top 50. Pour la vedette de New York, New York, c'est une nouvelle ère qui s'annonce. Une interview exclusive.

Et François-René Duchable, le pianiste-ascète ; Jean-Claude Gallotta qui fait danser le cinéma ; le petit traité de savoir-vivre à l'usage du mélomane ; hi-fi : dix tuners au banc d'essai ; les disques, les livres, les petites annonces du mois.



Le Monde de la Musique
28 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

SOCIÉTÉ

Des instituteurs de Colombes se mobilisent contre la pauvreté

« La zone, c'est anticonstitutionnel »

Des instituteurs de Colombes (Hauts-de-Seine) n'ont pas attendu l'adoption, le 28 mars, par le conseil des ministres, du projet de réforme de la Constitution (le Monde du 29 mars) pour s'adresser directement au Conseil constitutionnel. Dans les zones d'éducation prioritaire, disent-ils, la Constitution n'est pas respectée.

Rien ne fait autant rire Ahmed Elouadi que la dernière lettre du propriétaire de l'appartement qu'il partage avec sa femme, leurs cinq enfants et quelques rats : « Sept personnes dans deux pièces, ce n'est pas admis au niveau de l'hygiène. Veuillez trouver une solution. » Un propriétaire plein d'humour. Cela fait cinq ans que la famille attend un logement HLM de la mairie de Colombes.

C'est trop drôle, c'est nerveux. Les deux pièces totalisent 25 mètres carrés. Elles dégouttent d'humidité pour 768 F par mois et autant de chauffage électrique. Lohna et sa sœur dorment sur le canapé. Les garçons, assis, chacun sur un fauteuil. Le petit dernier, un an à peine, les yeux fermés jusqu'au milieu des joues, a l'air de ne pas s'être encore habitué à la température.

Ahmed montre son bulletin de salaire d'ouvrier chez Citroën : 9 500 F par mois. « Près de 10 000 F et pas moyen de trouver un logement. » Les agences immobilières considèrent qu'il a trop d'enfants pour une seule pièce de païe. Pas de HLM, deux pièces trop insalubres pour percevoir l'allocation logement, pas assez d'argent pour avoir accès au marché immobilier, un rire qui grince : « On est coincés ».

Lohna a huit ans et, dans son cours élémentaire de l'école Buffon, les enfants répondent dans

un chœur enthousiaste que le quartier du Petit-Colombes : « C'est bien. » Il y a des « zoulous qui dérivent sur les murs », des voyous qui cassent les vitres d'escalier, c'est-à-dire des sauteries. L'an dernier, un participant au voyage de classe en Touraine s'est promené un peu parmi les classes gouillantes, et il a confié son sentiment à l'instituteur : « Je préfère la France. » Autrement dit, Colombes.

Les enfants des quartiers pauvres se promènent avec leur clef d'appartement autour du cou. Comme dit l'instituteur Alain Vidal, ils marchent « sur une seule jambe ». Et parfois, ils ont envie, à neuf ans, de lancer une table sur leur maître d'école, comme pour signifier à leur père qu'il pourrait rentrer plus souvent mais sans nécessairement frapper leur mère. A Colombes, les instituteurs ont fait un test. Au bout de deux ans, tous les enfants des écoles primaires qui vivaient de l'autre côté de l'avenue, en face des pavillons aux portes cassées, dans ceux où l'on ferme les volets pour aller faire une course en pleine journée, ceux-là, sans exception, savent nager. A Buffon, un sur deux s'obstine à ne pas savoir.

« Comme en Bretagne il y a cent ans »

Les instituteurs donnent aux élèves le numéro de téléphone de SOS-Femmes battues. Ils recommandent l'homéopathie, à tout hasard, en espérant que, grâce à elle, demain, les yeux des enfants qui dorment dans la pièce de la télé seront moins cernés que la veille. Ils écrivent sur les murs de leur classe que l'on vit aujourd'hui, dans les villages de Turquie, « comme en Bretagne il y a cent ans ». Ils

essaient jusqu'au chinois car, comme dit Alain Vidal, « il n'y a pas de dyslexiques en Chine ».

Puis un jour, ils se lassent de voir qu'un de leurs anciens élèves est devenu le « cad » du quartier, qui cache sa drogue dans un placard d'ascenseur comme si les petits ne le savaient pas.

« Citoyens-instituteurs »

De ressasser la statistique selon laquelle moins de 10 % des enfants des ZEP (zone d'éducation prioritaire) accèdent en terminale. Ils décident qu'ils sont avant tout citoyens et qu'ils n'ont pas besoin d'attendre cinq ans, la fin du septennat, pour savoir si les riches sont plus riches que les pauvres que les instituteurs des ZEP. Les instituteurs appelleraient cela la « nouvelle critique sociale ».

A Buffon, c'est arrivé le 14 novembre 1988, lorsque Fadia Zekkour a conduit ses enfants à l'école et demandé la permission de rester aussi, pour se réchauffer. Les enseignants se sont mobilisés. Ils ont découvert que 75 % des familles de l'école ne payaient pas d'impôt et que trente d'entre elles (sur trois cents enfants) vivaient dans des pavillons à l'abandon. Plusieurs instituteurs ont hébergé des enfants, ce qui a mobilisé l'opinion, puis renvoyé au ciel leurs cartes d'électeur, attachées à des ballons, pour accélérer les mesures de logement.

Vingt-cinq familles ont été reléguées grâce à la municipalité de Colombes et à la préfecture des Hauts-de-Seine, et une mère a avoué s'être levée la nuit pour aller voir si la nouvelle baignoire n'était apparue que dans son rêve. Il reste actuellement cinq

familles en attente, dont celle d'Ahmed Elouadi, l'homme qui rit, et celle de Moud Zebiri, qui emplit les récipients, de demande annuelle de HLM depuis 1977. D'autres familles ont déjà pris la place des relégués dans les deux-pièces libres que la mairie n'a pas été assez rapide pour murer. Et de nouveaux enfants aux vêtements remplis de l'odeur de moisi des taudis sont venus s'inscrire à l'école.

Après avoir appris, le 21 février, que trois postes d'enseignants étaient supprimés dans l'école — trois nouvelles ZEP ont été créées sur le département avec une redistribution des effectifs, — les « citoyens-instituteurs » de Buffon ont décidé d'appeler au Conseil constitutionnel. Motif : la Constitution n'est pas respectée dans les ZEP. Le droit à l'instruction n'est pas garanti dans les faits. Jusqu'à une réforme de la Constitution les instituteurs restent interdits de recours au Conseil. Mais les enseignants entendent être les premiers à profiter de la nouvelle disposition dès qu'elle entrera en vigueur. Et avant même que le conseil des ministres adopte le projet, une vingtaine d'instituteurs d'orthophonistes et le directeur de l'école ont lancé une pétition de soutien.

Quatre d'entre eux se sont rendus à Rennes, il y a deux semaines. Après un tour de passe-passe avec les badges, ils ont réussi à s'introduire dans les couloirs du congrès du PS. Et à obtenir une trentaine de signatures, dont celle de Roger Hanin. « Tout ce qu'on veut, explique Alain Vidal, c'est introduire dans la Constitution la notion de minimum d'urbanité. La zone, c'est anticonstitutionnel ».

CORINE LESNIES

A Sète

Saisie record de haschisch

MONTPELLIER

de notre correspondant

Trois mille soixante-cinq kilos de haschisch, la plus grosse quantité jamais prise en Méditerranée, ont été saisis vendredi 30 mars par les douaniers du port de Sète (Hérault).

Alertés depuis plusieurs semaines sur l'existence d'une filière importante mise en place entre le Maroc et les Pays-Bas, ceux-ci ont effectué un contrôle approfondi des véhicules sortant du car-ferry le Marrakech. Leurs recherches se sont rapidement portées vers deux camions transportant quarante tonnes d'orange, à bord desquels des panneaux visés cachèrent des sacs de toile de jute renfermant la drogue, à l'arrière des véhicules : une quantité évaluée à 210 millions de francs.

Les chauffeurs des véhicules, Johannes Stiger, trente-trois ans, et Anton Fortuna, quarante-deux ans, tous deux de nationalité néerlandaise, ont été interpellés et inculpés de trafic de stupéfiants.

JACQUES MONIN

Deux opérations anti-droge en Guyane et à Paris. — Les policiers de l'office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCTIS) ont saisi les 25 et 31 mars à Cayenne (Guyane française) 438 kilos de cocaïne pure lors d'une double opération qui s'inscrit parmi les plus importantes réalisées par des services français. La première opération a permis une prise de 78 kilos, le 25 mars, et l'interpellation de deux Brésiliens et d'un Péruvien. Le 31 mars, 360 kilos de cocaïne ont été saisis à bord d'un avion sur l'aéroport de Cayenne. Le pilote et un passager ont été interpellés, ainsi que deux trafiquants de nationalité péruvienne qui devaient réceptionner la drogue. La cocaïne était destinée au marché européen, selon les policiers.

En région parisienne, une dizaine de personnes ont été interpellées et 660 kilos de haschisch ont été saisis, vendredi 30 mars à Vincennes (Val-de-Marne), au cours d'une enquête menée par la brigade de répression du banditisme (BRB). Quatre hommes ont été placés en garde à vue dans les locaux de la brigade des stupéfiants, au siège de la police judiciaire parisienne.

JUSTICE

A la cour d'appel de Limoges

Le parquet se pourvoit en cassation contre un verdict d'assises juridiquement incohérent

Le procureur général de la cour d'appel de Limoges vient d'introduire un pourvoi en cassation : la cour d'assises avait sanctionné de six ans de prison un délit passible d'un maximum de quatre ans.

LIMOGES

de notre correspondant

Rebondissement juridique après une décision de la cour d'assises de la Haute-Vienne : une procédure, « exceptionnelle et rarissime », affirme-t-on dans les milieux judiciaires, a été introduite après de la chambre criminelle de la Cour de cassation, « dans l'intérêt de la loi », par le procureur général de la cour d'appel limousine.

Le 16 mars dernier, Hassan Chadly, vingt-huit ans, comparait devant les assises de la Haute-Vienne pour « tentative d'homicide volontaire » : il avait gravement blessé le 19 mai 1989 à coups de bar de Limoges. Crime passible de la réclusion criminelle à perpétuité. Verdict final : six ans de réclusion.

Pourtant, l'avocat de l'inculpé, M. Alain Chartier, avait réussi à convaincre les jurés qu'il s'agissait d'une banale querelle de bistrot qui allait tragiquement dégénérer ; il avait même obtenu de la cour d'assises qu'elle qualifie l'accusa-

tion en « coups et blessures volontaires avec armes ayant donné une incapacité totale de travail pendant plus de dix-huit jours » ; autrement dit, il ne s'agissait plus d'un crime mais d'un délit relevant du tribunal correctionnel et passible d'une peine maximale (article 309 du code pénal) de quatre ans de prison.

La cour d'assises, en l'occurrence, a donc apprécié qu'il s'agissait d'un délit et néanmoins condamné pour un crime. « C'est une grave erreur de droit », dit M. Alain Chartier, « une véritable bavure juridique ». Faut-il de vue apparemment incontestable puisque c'est le procureur général près de la cour d'appel de Limoges, M. Lucien Ramplon, qui a signé le pourvoi en cassation. « La jurisprudence », ajoute l'avocat de Hassan Chadly, « est extrêmement malgre pour ce cas de figure en matière de procès d'assises, et souvent ancienne ».

Quoi qu'il en soit, lorsque la chambre criminelle de la Cour de cassation aura rendu sa décision, l'affaire devra être renvoyée selon l'usage devant une autre cour d'assises. Qui devra décider si Hassan Chadly a commis un crime ou un délit ?

GEORGES CHATAIN

CIRCULATION

Les causes des accidents de la route

Code et bonne conduite

A chaque publication de statistiques catastrophiques sur l'hécatombe routière (10 000 morts par an en moyenne), on se demande pourquoi la France se situe, en la matière, parmi les pays les plus dangereux de la planète, pas très loin du Portugal et de la Turquie. Une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), réalisée par M. Françoise Boscher, apporte un début de réponse à ce mystère.

Elle fait apparaître un net décalage entre les intentions et les comportements qui tiennent au modèle culturel national. D'un côté, 90 % des personnes interrogées estiment qu'il est possible de diminuer le nombre des tués et des blessés de la circulation, mais 89 % jugent que c'est davantage à l'individu qu'à l'Etat d'intervenir pour y parvenir ; 81 % des Français sont d'accord avec les limitations de

vitesse, mais 72 % seulement sont favorables à un renforcement des contrôles de police pour faire respecter celles-ci.

Une opposition majeure se dessine entre ceux qui sont favorables à une répression des délits commis au volant parce qu'ils ne supportent plus l'insécurité routière et ceux qui y voient une atteinte à la liberté individuelle non moins insupportable. Ces derniers se recrutent parmi les gros rouleurs, les hommes, les jeunes, les célibataires, les diplômés et les Parisiens. Cette répartition forte proportion d'individualistes et de leaders « rebelles » entraîne une partie de la population des conducteurs à considérer le code de la route comme secondaire par rapport aux aspirations individuelles et à oublier que la vie d'aujourd'hui est menacée par les excès de vitesse.

AL. F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 30 mars 1990 :

UN DÉCRET

● Du 28 mars 1990 portant classement parmi les sites d'Ille-et-Vilaine de l'ensemble formé par les bords de la Rance.

DES ARRÊTÉS

● Du 28 mars 1990 relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat mars 1990 ;

● Du 20 mars 1990 modifiant l'arrêté du 27 décembre 1983 fixant le régime des bourses accordées par le ministère de la coopération et du développement aux étrangers boursiers du gouvernement français ;

● Du 27 mars 1990 portant approbation de la Convention nationale des médecins.

UN AVIS

● Relatif à l'indice national des prix qui s'établit à 181,1 en février 1990 (base 100 en 1980).

UNE LISTE

● Des élèves de l'Ecole supérieure du soudage et de ses applications ayant obtenu en 1989 le diplôme d'ingénieur ESSA ou le diplôme de technicien supérieur en soudage de cet établissement.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 1^{er} avril :

DES ARRÊTÉS

● Du 20 mars 1990 portant homologation de règlements du

Comité de la réglementation bancaire ;

● Arrêté du 26 mars 1985 relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs à usage locatif bénéficiant de subventions ou de prêts aidés par l'Etat ;

● Arrêté du 14 mars 1990 modifiant l'arrêté du 21 mars 1978 relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs en accession à la propriété financés au moyen de prêts aidés par l'Etat ;

● Arrêté du 14 mars 1990 modifiant l'arrêté du 21 mars 1978 relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements-foyers à usage locatif bénéficiant de subventions ou de prêts aidés par l'Etat ;

● Arrêté du 14 mars 1990 modifiant l'arrêté du 24 février 1978 relatif aux caractéristiques techniques et aux prix de revient des immeubles bâtis, améliorés ou acquis et améliorés avec l'aide de l'Etat pour y aménager des logements locatifs ;

● Arrêté du 14 mars 1990 modifiant l'arrêté du 13 mars 1979 relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des immeubles bâtis, acquis et améliorés avec l'aide de l'Etat pour y aménager des logements en accession à la propriété.

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

Entreprises, institutions, jeunes, parient sur l'avenir et gagnent ensemble en prouvant que qualité et créativité vont de pair grâce à DEFI Jeunes.

DEFI Jeunes a établi les contacts entre plus de 3 000 jeunes, les directions départementales jeunesse et sport, 3 000 entreprises, 150 associations.

DEFI Jeunes aide les jeunes à réaliser des projets originaux dans tous les domaines.

DEFI Jeunes : un dispositif en pleine évolution.

Aujourd'hui : le ministère des DOM-TOM, le ministère du travail de l'emploi et de la formation professionnelle, le ministère de l'agriculture et de la forêt, le secrétariat d'Etat chargé des droits des femmes, la délégation aux rapatriés, le conseil général de l'Essonne, la ville de la Rochelle, l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, la société Air France, la société Seiga Mitsubishi France et la Banque régionale d'escompte et de dépôts s'associent au Secrétariat d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports pour développer l'opération DEFI Jeunes et fonder le premier

GROUPEMENT NATIONAL
POUR L'AIDE A L'INITIATIVE DES JEUNES

Le 28 mars 1990, six projets déjà primés dans l'année ont été récompensés au plan national lors de la III^e Nuit des Défis au Théâtre de l'Empire à Paris. Cette manifestation montrera combien les attentes sont réciproques et les réussites possibles lorsque les contacts sont établis.

AVEC NOUS, METTEZ LE CONTACT !

DEFI
Jeunes

(1) 48 285 285

DEFI JEUNES TIENT TOUT PARTICULIÈREMENT A
REMERCIER LES 3 000 ENTREPRISES LOCALES QUI ONT
CONTRIBUÉ DEPUIS TROIS ANS AU SUCCÈS DE L'OPÉRATION EN
SPONSORISANT LES PROJETS DES JEUNES DE 18 A 25 ANS.

صوتنا من الامم

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Un incendie difficilement maîtrisé

Sept mille hectares de pinèdes ravagés dans le Médoc

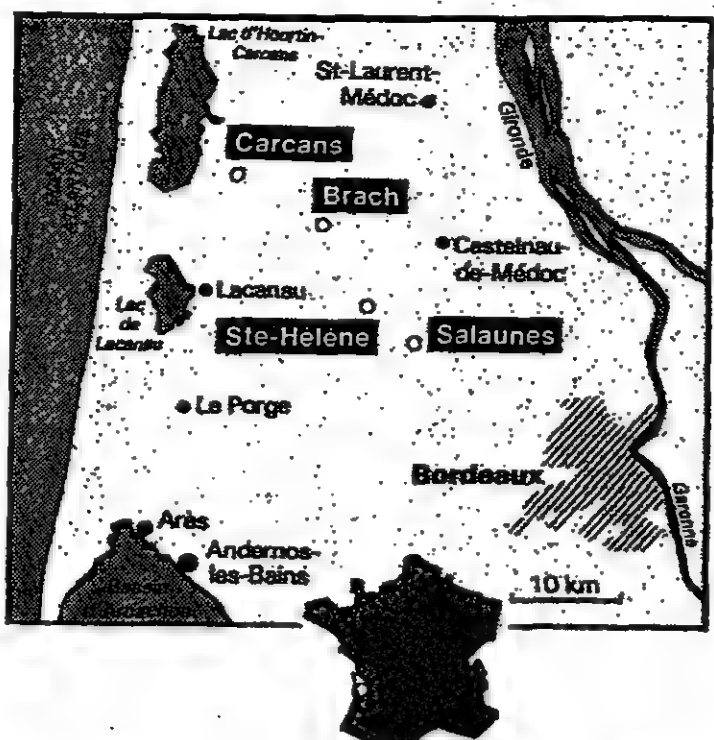
BORDEAUX

de notre correspondant

Le feu a ravagé 7 000 hectares de forêt en Médoc durant le week-end. L'incendie, dont on ne connaît pas encore l'origine, s'est déclaré samedi 31 mars vers 15 heures, en pleine forêt de pins à Salernes, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Bordeaux. Attisé par des vents tourbillonnants et nourri par les broussailles sèches, le feu s'est très rapidement propagé sur un front de 25 kilomètres. Il a gagné les communes de Sainte-Hélène, Brach, puis Carcans. Il a coupé plusieurs routes, dont la route départementale Bordeaux-Lacanau. A Sainte-Hélène, une cinquantaine d'habitants ont été évacués pendant quelques heures pour parer à tout danger.

Cent vingt unités de sapeurs-pompiers (un millier d'hommes environ) ont lutté pendant plus de vingt-quatre heures avant de réussir à contenir le feu. Il a fallu appeler en renforts des unités des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, de la Dordogne, de la Charente, de la Vendée, des Deux-Sèvres, de la Vienne, de l'Indre, du Gers, ainsi que les sapeurs-pompiers forestiers de Brigueoles (Var). On attendait également, des renforts de Lyon.

Dimanche, vers 22 heures, le PC de lutte contre l'incendie considérait que le feu de Salernes était « maîtrisé », mais il restait sous haute surveillance. Entre-temps, d'autres foyers, une trentaine, selon la préfecture de la Gironde, s'étaient déclarés. Deux d'entre eux ont pris des proportions inquiétantes, dimanche après-midi. Au Barp, au sud de Bordeaux, 500 hectares de pinèdes ont brûlé.



A Saint-Christophe-de-Double, à la limite de la Gironde et de la Dordogne, le feu s'est étendu à 200 hectares de feuillus. Ce foyer était considéré, dimanche, comme le plus difficile à juguler.

Le premier bilan de l'incendie de Salernes est beaucoup plus lourd que celui qui a détruit, en juillet 1989, 3 800 hectares de forêt dans le même secteur. Le feu s'était déclaré entre Le Porge et Lacanau. La décision fut prise, après ce

GINETTE DE MATHIA

La Commission de Bruxelles se penche sur la pollution en RDA

M. Klaus Töpfer, le ministre ouest-allemand de l'environnement, était le 29 mars, à Bruxelles afin d'examiner avec la Commission européenne la politique à mettre en œuvre pour lutter contre la pollution en RDA. C'est l'un des dossiers les plus difficiles que pose à la Communauté l'intégration de l'Allemagne de l'Est, estime M. Carlo Ripa di Meana, le commissaire compétent.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Sur le terrain de l'environnement, l'élargissement de la Communauté à l'Allemagne de l'Est ne se présente pas comme la meilleure affaire. La RDA, pays asphyxié, compte parmi les plus pollués d'Europe, comme le témoigne un rapport établi par les services de M. Ripa di Meana. Une période de transition de plusieurs années sera nécessaire pour porter les normes en matière d'environnement au niveau communautaire, et cet effort, qui exigera des dépenses de plusieurs centaines de milliards de marks (1 DM = 3,50 F), n'est pas envisageable sans une aide extérieure massive.

« Sa voisine et grande sœur, la RFA, est évidemment mieux placée que quiconque pour la lui apporter », note ingénument le rapport de la Commission. Vu l'étendue des dégâts, il reste à voir si la RFA ne jugera pas nécessaire de faire appel au concours du budget européen. Le problème n'est pas uniquement financier mais est aussi industriel : « La lutte contre la pollution implique une véritable restructuration de l'économie : des usines chimiques, des centrales thermiques, devront être fermées ; de nouvelles installations, plus performantes et mieux équipées contre la pollution, créées. Ainsi,

certaines milieux ouest-allemands envisageront favorablement de remplacer une partie de la production d'énergie à base de lignite par de l'énergie nucléaire », observent les experts de M. Ripa di Meana.

Des déchets venant de l'Ouest

En dépit d'une législation en matière d'environnement ancienne et complète, mais malheureusement peu appliquée, la crise écologique est profonde, au point d'avoir des répercussions significatives sur la santé et sur l'espérance de vie. La pollution de l'air est catastrophique, surtout dans le sud industrialisé du pays, en raison du rôle capital du lignite dans la production d'énergie (70 % de l'énergie primaire). La combustion du lignite, compte tenu de la vétusté des centrales, dégage, outre des poussières, une « énorme quantité » de dioxyde de soufre (SO₂) : plus de 5 millions de tonnes par an, soit 300 kilos par habitant, alors que la moyenne dans la CEE est de 70 kilos.

La chimie des chlorures, dont les installations remontent parfois aux années 30, contribue aussi au rejet de SO₂. Si bien qu'au bout du compte, la moitié de la population vit dans des régions où les seuils normaux de tolérance sont largement dépassés, avec les effets néfastes qu'on devine sur la santé, sur le climat (brouillard) et sur l'état des forêts.

Autre source spécifiquement allemande de pollution de l'air relevée par les experts bruxellois : les moteurs deux temps des 3,5 millions de voitures, Trabant ou Wartburg. Selon le rapport, « une seule de ces voitures émet autant d'oxyde de carbone que cent voitures ouest-allemandes équipées de catalyseurs ».

La RDA dispose de quatre centrales nucléaires, où la sécurité est « notablement insuffisante ». Comment y remédier ? Les réacteurs

étaient d'origine russe, le concours d'experts soviétiques sera nécessaire pour l'améliorer. La pollution de l'eau, aussi grave que celle de l'air, affecte les deux tiers des rivières. Les stations d'épuration sont en nombre insuffisant, généralement vétustes, et les industries sont mal équipées pour traiter leurs rejets. L'agriculture contribue, de manière croissante, à la dégradation du milieu par l'abus d'engrais et de pesticides. Il faudrait, explique-t-on, 30 milliards de Deutschmarks pour réduire de moitié la pollution de l'Elbe, le fleuve qui draine les trois quarts du territoire est-allemand.

La RFA se débarrasse de ses déchets en RDA : elle en livre, contre de bons et rétrocessions Deutschmarks, 4 millions de tonnes par an, qui sont déversées dans d'immenses dépôts - l'un d'entre eux près de Lübeck serait le plus vaste d'Europe - mal équipés et dangereux pour les sols comme pour les eaux des alentours. Quoi qu'il en soit, la RFA est sérieusement affectée par le mauvais état de l'environnement en Allemagne de l'Est et a donc un intérêt direct à ce que la situation s'y améliore. Aussi finance-t-elle déjà deux programmes d'assainissement pour un montant supérieur à 1,2 milliard de Deutschmarks.

PHILIPPE LEMAITRE

EN BREF

o Miraflores CRS. - Le tribunal administratif de Rennes vient de juger que la mutation, en 1986, dans cette ville, du chef du service central des compagnies républicaines de sécurité (CRS), M. Serge Gondel, sur décision du ministre de la Sécurité de l'époque M. Robert Pinquand, était « illégale ». L'administration ne pouvait considérer qu'elle répondait à l'intérêt du service. Au titre du préjudice subi, le tribunal a accordé 200 000 F à M. Gondel, réintégré à la tête des CRS par M. Pierre Joxe en 1988.

SCIENCES

Le lancement du télescope spatial américain avancé

Prévu à l'origine pour le 12 avril, le prochain lancement de la navette américaine Discovery vient d'être fixé au 10 avril, en raison de l'excellent enchaînement des opérations de préparation en vol. Une fois n'est pas coutume, c'est donc avec deux jours d'avance sur le programme initial que sera mis en orbite le télescope spatial Hubble, malgré les inévitables aléas de dernière heure : une quarantaine de moustiques se sont ainsi introduits la semaine dernière dans l'abri où attendait le télescope et ont mené la vie dure aux techniciens de la NASA chargés de les capturer.

D'une valeur de près de 2 milliards de dollars, Hubble, conçu par la NASA avec la collaboration de l'Agence spatiale européenne (ESA), sera le premier télescope spatial de l'histoire (le Monde du 7 mars). Retardé de plusieurs années par les déboires de la navette américaine, son lancement devrait permettre d'observer les cosmos avec une acuité cinquante fois supérieure à celle des télescopes terrestres. (UPI, Reuters.)

Cinq ans après l'obtention du droit de vote

Le nombre d'élus étrangers diminue dans les conseils municipaux néerlandais

Alors que quarante-six résidents étrangers avaient été élus conseillers municipaux (dans trente-cinq 35 communes) en 1986, ils ne sont plus que trente-six (1) à avoir réussi l'épreuve des urnes lors des élections municipales qui ont eu lieu le mercredi 21 mars aux Pays-Bas. Ce scrutin était le deuxième auquel les non-nationaux majeurs, et habitant aux Pays-Bas depuis cinq ans sans interruption, pouvaient participer à la fois en tant que candidats et électeurs, en vertu du droit de vote qui leur a été accordé en 1985.

AMSTERDAM

de notre correspondant

La baisse du nombre des élus est un effet direct de la déroute électorale subie par le Parti du travail dans les listes accueillant quarante-cinq étrangers placés en position éligible. Seulement dix-huit d'entre eux ont été élus. En conséquence, la proportion de socialistes parmi les conseillers municipaux non néerlandais tombe à un sur deux contre neuf sur dix depuis 1986. Corollaire : les autres formations politiques sont désormais mieux représentées. Neuf étrangers ont été élus sous la bannière du Parti chrétien-démocrate, huit sous celle du Parti vert-gauche (communistes, socialistes, pacifistes et radicaux), un au titre du parti de centre gauche Démocratie 66.

Bien que la couleur politique des élus locaux immigrés soit ainsi plus représentative de l'aréo-ciel politique néerlandais, le scrutin du 21 mars n'a pas mis en lumière une participation accrue des étran-

gers à la vie publique. Au contraire, selon le Centre néerlandais pour les étrangers (NCB), les Surinamiens se sont abstenus à 75 %, les Marocains à 70 % - bien que le roi Hassan II n'ait pas réitéré la consigne d'abstention qu'il avait donnée en 1986 - et les Turcs à 50 %.

Il est vrai que les partis politiques n'ont accordé qu'une attention lointaine à ce groupe de citoyens qui ne représentaient, avec 300 000 voix environ, un potentiel électoral d'appoint. Le NCB estime que les immigrés ont boudé les urnes pour exprimer « leur déception à l'égard de ce que les partis ont fait au cours des quatre dernières années ».

Autrement dit, l'intégration politique n'est pas un substitut à l'intégration socio-économique. Malgré les lenteurs de celle-ci, les autorités néerlandaises veulent pousser les feux de la première : une commission des réformes constitutionnelles étudie la possibilité d'élargir le droit de vote des étrangers aux élections provinciales et nationales.

Un résultat positif de la participation des non-Néerlandais au dernier scrutin a tout de même été obtenu : neuf élus étrangers siègeront à Amsterdam, Utrecht, La Haye et Rotterdam où vivent 30 % des immigrés. Jusqu'à présent, aucun Turc ou Marocain ne pouvait se prévaloir du titre de conseiller dans l'une des quatre plus grandes villes du pays. Cette « poussée » a cependant été rejetée dans l'ombre par l'élection, dans ces mêmes quatre villes, de neuf conseillers défendant des idées xénophobes.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Dix-huit Turcs, onze Surinamiens, trois Moluques, deux Marocains, un Yougoslave et un Italien.

En Dordogne

Un site préhistorique transformé en musée

LES EYZIES

de notre envoyé spécial

« M^{me} Patauf », assise sur une grosse pierre accueillie, depuis le 31 mars, les visiteurs du tout nouveau musée de site de l'abri Patauf aux Eyzies. Cette jeune femme de pierre a été modelée d'après les restes mis au jour dans ce site préhistorique, un abri dans une roche occupé de 32 000 à 17 000 avant Jésus-Christ environ. Retrouvée avec un nouveau-né serré contre elle, cette jeune femme de seize ans environ est morte probablement, avec le bébé, des suites de son accouchement.

Le site de l'abri Patauf, découvert au dix-neuvième siècle, a été fouillé de 1958 à 1964 par Hallam L. Movius, professeur à l'université Harvard. Il appartient au musée national d'histoire naturelle de Paris et il vient d'être transformé en musée de site, en grande partie grâce aux crédits

donnés par le conseil général de Dordogne.

Inauguré le 31 mars, par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie (et par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, élu de Dordogne), en présence de M^{me} Movius et de sa famille venue tout exprès des Etats-Unis et d'Australie, ce nouveau musée est double. D'une part, les fouilles de l'abri Patauf, mis hors d'eau par une toiture et des murs, ont été nettoyées et aménagées. Ainsi les visiteurs marchant sur un petit circuit peuvent-ils comprendre la stratigraphie et voir, par des moulages et des dessins, les paysages et les trouvaux qui caractérisent les quatorze niveaux d'occupation. En outre, deux petits films projetés sur la roche même de l'abri évoquent fort bien la vie préhistorique que nos lointains ancêtres menaient à cet endroit.

D'autre part, le petit musée installé tout à côté présente les pièces-outils, os d'animaux et les restes de « M^{me} Patauf » - trouvés pendant les fouilles. Sont expliqués les climats, les paysages et la faune de chaque époque d'occupation. Est bien visible, grâce à un judicieux miroir, un joli bouclier sculpté en bas-relief sur la voûte de pierre du musée probablement par les Solutréens vers 17 000 ans avant Jésus-Christ, découvert fortuitement pendant les travaux d'aménagement.

YVONNE REBEYROL

► Ouvert du 1^{er} février jusqu'au 30 juin et du 1^{er} septembre au 31 décembre, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 tous les jours, sauf le lundi. Du 1^{er} juillet au 31 août de 9 h 30 à 19 h. Entrée : 20 F.

COMUNIONE E LIBERAZIONE

IDENTITE CATHOLIQUE ET DISQUALIFICATION DU MONDE

S. ABBRIZZESE

Préface de Jean Seguy

La première exploration objective du mouvement « Comunione e Liberazione ». Ce livre montre les liens du mouvement avec le contexte politique et social de la société italienne actuelle. Enfin, il éclaircit les enjeux à l'intérieur desquels le mouvement se situe et analyse les effets dans la société italienne et l'Eglise catholique.

coll. Sciences humaines et politiques

256 pages 1987

cerf

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE

Catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 46-46-80-28

ROUMANIE

DESTINATION LIBERTÉ

OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN 36, avenue de l'Opéra 75002 PARIS - Tél 47 42 27 14 - 47 42 25 42 - (minitel) 56 16 - OTROUMIA

Monastères moldaves, villages de bois ancestraux, le delta du Danube et son univers mystérieux. Plus que jamais, la Roumanie peut satisfaire toutes les envies !

Sur les bords de la mer Noire, 2 semaines : 4.100 F
Circuit-Découverte, 1 semaine : 3.990 F
Cure Ana Aslan, 2 semaines : 5.350 F
Prix tout compris, à partir de...

COMMUNICATION

Menacé par le vote du Sénat sur les coupures publicitaires

M. Berlusconi accepte de négocier avec M. De Benedetti à propos de Mondadori

Pour la première fois depuis l'ouverture il y a trois mois des hostilités entre les deux plus flamboyants « condottieri » d'Italie, M. Silvio Berlusconi « le roi des ondes », en apparente position de faiblesse dans le duel acharné pour le contrôle de Mondadori, a proposé, samedi 31 mars, à son adversaire « l'ingénieur » Carlo De Benedetti un cessez-le-feu et des pourparlers de paix.

ROME

de notre correspondant

« Donnons un peu d'espace à la négociation, plaide aujourd'hui, le patron de la Fininvest, et voyons s'il existe la possibilité d'un accord ». M. De Benedetti qui préside entre autres, aux destinées du groupe Olivetti ne dit pas non.

« La Fininvest, ajoute M. De Bene-

detti, triomphant, n'a pas voulu prendre acte de sa défaite » et c'est pourquoi elle a, selon lui, demandé le report au mardi 3 avril de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui devait avoir lieu au cours de ce week-end. En clair, depuis la « remise en liberté » mercredi 28 mars des titres détenus par « L'Ingegnere » et bloqués depuis des semaines dans un « noyau dur » contrôlé par M. Berlusconi (le Monde du 30 mars), ce dernier aurait compris qu'il n'avait plus la majorité dans le capital global de la Mondadori et qu'en conséquence il risquait d'en perdre publiquement la présidence.

Même accueillie avec ironie, l'offre de négociation de M. Berlusconi met en selle, en tout cas, un « grand vizir » de la finance italienne, M. Enrico Cuccia. Théoriquement à la retraite, il continue dans la coulisse, de piloter la première banque d'affaires de la péninsule, Mediobanca, « Juge de paix », arbitre ou plutôt véritable des deux machines du capitalisme transalpin.

de l'après-guerre, le vieux financier sicilien, qui déclinait autour de 2 % de la Mondadori, propose étonnamment la déposition de la proie qu'ils se disputent si éperduement. Au « roi de la télé » la maison d'édition en tant que telle, à « l'ingénieur » l'ensemble de son secteur presse c'est-à-dire les premiers périodiques de la péninsule (L'Espresso, Panorama, etc.), plus une superbe galerie de quotidiens parmi lesquels, l'étoile du journalisme populaire, la Repubblica (sept cent mille exemplaires).

Plus financier que politique

« L'hypothèse avancée par Mediobanca, déclarait, samedi 31 mars, à la Stampa, M. De Benedetti nous paraît la mieux qualifiée pour résoudre un problème qui n'est pas seulement politique, mais surtout financier. » En clair, même si le directeur-fondateur de la Repubblica, M. Eugenio Scalfari s'élevait depuis des mois à l'issue du débat au niveau purement politique, « l'ingénieur »,

qui est d'abord et avant tout un maître international de la finance, se charge de ramener l'affrontement sur le terrain des affaires. « C'est une question de prix, a d'ailleurs ajouté le patron d'Olivetti, pour notre part, il y a des mois que nous sommes prêts à traiter. » Samedi et dimanche, les lieutenants des deux grands duellistes se sont retrouvés dans le salon de M. Cuccia à Rome sur - cela ne s'invente pas - la « via dei philodrammatici ».

Un motus vivandi pourrait être d'autant plus rapidement trouvé que le « tar » de la télévision privée, hier intraitable, se bat aujourd'hui, sur un autre front, autrement dangereux pour son empire : l'interdiction de la publicité télévisée pendant la projection de films. Il semble donc vouloir faire la part du feu pendant qu'il est encore temps, et recentrer son attention sur la bataille parlementaire en cours. L'interdiction votée récemment par le Sénat n'a pas encore valeur de loi et doit être soumise d'ici quelques semaines (on parle de juin 1990) à la Chambre des députés. En attendant les tractations entre les différents partis de la coalition gouvernementale, pro et anti-pub vont bon train. Dernières propositions du ministre anti-Berlusconi, M. Oscar Mazzi, interdiction au moins ce qu'on appelait jadis « la réclame » dans les œuvres télévisées de « grands auteurs ». Beau débat en perspective.

PATRICE CLAUDE

Les débuts de la télévision privée espagnole
Canal Plus Espagne ne sera lancé que le 2 juillet

MADRID

de notre correspondant

La chaîne de télévision privée Canal Plus Espagne a obtenu un report de la date prévue pour le début de ses programmes. Le gouvernement espagnol l'a en effet autorisée, vendredi 30 mars, à ne commencer à émettre que le 2 juillet prochain, soit trois mois après le délai qui avait été initialement fixé lors de l'octroi à l'automne dernier des trois canaux privés. Cette chaîne compte, parmi ses principaux actionnaires Canal + France, ainsi que la société éditrice du quotidien El País. C'est le 1er mars dernier que l'administrateur délégué de la chaîne M. Juan-Luis Cebrian (ex-directeur d'El País) avait

formulé cette demande. Il avait fait valoir que le délai de six mois imparti était très court, ce qui était toutefois vrai pour les deux autres chaînes qui ont, pour leur part, respecté les délais. Des multiples arguments juridiques d'accompagnement, destinés à étayer cette requête, le gouvernement en a essentiellement retenu un : le retard mis par la mairie à accorder la licence de construction pour les installations de Canal Plus à Madrid.

Cette décision a suscité la colère du puissant groupe de presse Zeta, qui avait lui aussi postulé, mais sans succès, à l'octroi d'un canal. Ses responsables ont annoncé qu'ils allaient présenter un recours qui semble toutefois avoir peu de chance d'être accepté.

T.H.M.

Telecinco restructure son capital

La maison d'édition espagnole le Anaya, qui s'était affrontée sans succès à M. Silvio Berlusconi au sein de la société de télévision privée espagnole Genévision-Telecinco a cédé sa part de 25 % du capital de la chaîne à la société Tele Futuro. Tele Futuro dépend de la société Tildio appartenant à M. Javier de la Rosa, l'homme de confiance en Espagne du groupe public irakien KIO (Kuwait Investment Office).

De son côté, l'industriel Juan Fernandez Montiel qui s'était allié à Anaya lors de son offensive contre

« Sua Emittenza » au début de l'année (le Monde du 13 janvier) a cédé 5 % du capital de la chaîne privée à la société Promociones Calle Mayor, regroupant des hommes d'affaires d'Émiratman qui détiennent déjà 10 % du capital de Telecinco. Les 10 % restant entre les mains de M. Fernandez Montiel doivent encore trouver un repreneur.

Le gouvernement espagnol a déjà donné son feu vert, vendredi 30 mars, aux deux premières opérations, conformément aux exigences de la loi espagnole sur les télévisions privées.

Premier groupe américain à investir dans la radio française

Emmis prend 15 % du capital de Maxximum

Le groupe américain Emmis Broadcasting s'appête à prendre 15 % du capital de la radio Maxximum, le réseau musical lancé à l'automne par RTL en modulation de fréquence. L'accord prévoit également une option sur 5 % du capital complémentaire afin d'atteindre d'ici peu le seuil de 20 % qu'un actionnaire étranger ne peut dépasser. Emmis - qui est en importance le deuxième groupe américain axé sur la radio et est le cinquième opérateur derrière Capital Cities ABC, CBS, Westinghouse et Infinity Broadcasting Corporation - devient ainsi la première société américaine à mettre un pied dans la radio française.

Le changement intervient à l'occasion d'une augmentation de capital de Maxximum, dont la répartition deviendra, dans un premier temps, la suivante : 71,2 % pour RTL, 15 % pour Emmis, 12,9 % pour Bayard Presse, le reste étant détenu par les

militaires et la Guilde du Raid. L'accession de Emmis à 20 % de ce capital ne devrait pas faire descendre RTL en dessous des 66,6 %.

Basé à Indianapolis, Emmis - qui a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 110 millions de dollars et emploie huit cents salariés - possède dix stations en FM et une station en ondes moyennes, leurs formats allant du rock à l'information sportive. Quatre de ces stations figurent parmi les cinq radios leaders dans leurs marchés respectifs, le meilleur exemple étant celui de KPWR, première à Los Angeles. Son arrivée en France ne devrait pas changer le sort - ni le format - de Maxximum dont les responsables - notamment M. Eric Hauville, son directeur - sont en relation étroite depuis de nombreux mois avec Emmis qui fait office de consultant sur le programme français.

« Ce sera pourtant un gros atout », assure M. Rémy Sautter,

vice-PDG de RTL. « Emmis nous donne en effet accès à l'expertise américaine en matière de programmation informatisée ou en matière de sondages et de consultation des auditeurs ; accès également à l'information de première main sur l'évolution des formats musicaux aux États-Unis et à des échanges et visites de personnels. »

Emmis pourrait cependant ne pas s'arrêter à la France et observe avec intérêt l'évolution du paysage audiovisuel dans les différents pays d'Europe, notamment à l'Est. L'accord conclu autour de Maxximum prévoit en tout cas pour Emmis et pour la CLT (Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion) « un droit de premier refus » sur leurs projets réciproques de développement radiophonique en Europe.

ANNICK COJEAN

L'ACP a diffusé sa dernière dépêche

Mise en liquidation judiciaire vendredi 30 mars, l'Agence centrale de presse (ACP) a fermé définitivement ses portes le 31 mars à minuit. La dernière dépêche de la deuxième agence de presse française, fondée en 1951 à l'initiative de quotidiens de province (le Monde du 31 mars) a été probablement l'une des plus courtes de son histoire : « Fin du service de l'ACP. » La trentaine de journa-

listes, techniciens et employés présents dans les locaux de la rue du Sentier à Paris avaient décidé de « faire sobre ». L'avenir des cent dix salariés de l'agence - dont soixante-dix journalistes - demeure incertain, seul un très petit nombre d'entre eux ayant retrouvé du travail. Quant aux clients de l'ACP qui ne disposaient que de ses dépêches, ils ont été « basculés » sur le « fil » de

l'Agence France-Presse (AFP). Dans un communiqué, le PDG de cette dernière, M. Claude Moisy, rappelle que « l'AFP n'a ni souhaité ni recherché la disparition de l'ACP ». M. Moisy s'est en effet déclaré choqué par les déclarations de M. Robert Maxwell, actionnaire majoritaire de l'ACP, qui attribuait à l'AFP une part de responsabilité dans la fermeture de l'agence (le Monde daté 1-2 avril).

Vous trouvez normal d'avoir le choix entre un fourgon et un fourgon ou un fourgon et un fourgon ?

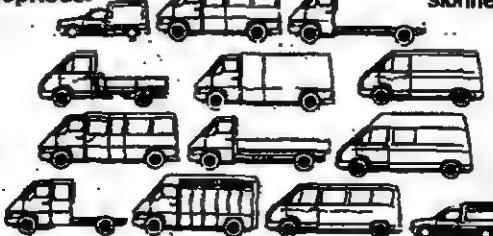


Nous, non.

La gamme Renault véhicules utilitaires compte plus de 80 modèles différents.

Il est des choix qui n'en sont pas et d'autres qui se résument à trois fois rien. La gamme des véhicules utilitaires Renault compte plus de 80 modèles différents au service de toutes les entreprises.

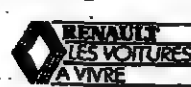
Véhicules de série ou adaptations complémentaires (frigorifique, ambulance, voiture de pompier...), les utilitaires Renault constituent la réponse la plus adaptée à chaque utilisation professionnelle.



Garantie anti-rugosité Renault 6 ans. Découvrez financièrement. RENTREZ-VOUS.

RENAULT EXPRESS, TRAFIC ET MASTER.

Des centaines de votre profession.



صوكا من الامال

CULTURE

ARTS

Les Van Gogh de Van Gogh

Suite de la première page

Van Gogh a d'ailleurs si bien formulé dans ses lettres les problèmes que lui posaient la peinture, décrivant les motifs qui le captivaient, les couleurs de ses paysages, soulignant ses préoccupations du moment, revenant sur des œuvres anciennes, comparant, évaluant ses progrès, jugeant sévèrement sa production, la rangeant selon deux catégories : les études d'une part, les tableaux de l'autre.

Ce sont les œuvres se rattachant à cette deuxième catégorie qui sont réunies à Amsterdam, celles que le peintre estimait assez abouties pour être montrées et qu'il expédiait à son frère. Ce sont les Van Gogh de Van Gogh, en somme. Il y en a cent trente-trois, des *Managers de pommes de terre* au *Champ de blé aux corbeaux*, en passant par le *Pont de Langlois* japonais, les vergers en fleurs du printemps d'Arles, le *Café la nuit* et sa terrible nuit des rouges et des verts, la *Chambre*, paisible comme un Vermeer, les champs houleux, les tournesols et la *Nuit étoilée*.

Les œuvres les plus célèbres sont donc presque toutes là. Comme quoi Van Gogh ne se trompait pas sur la qualité de son travail. On s'en réjouit, bien sûr, comme on se réjouit aussi de voir figurer dans ce florilège quelques œuvres un peu moins fréquentes, telles que *Nature morte à la Bible*, une vanité sans crâne, peinte en 1885 à la manière de Hals, avec des noirs profonds comme ceux de Manet, dans laquelle le peintre a placé, à côté de la Bible ouverte, un bouquet écorné : la *Joie de vivre* de Zola. On cette autre nature morte avec des citrons, des poires ou des coings, de 1887, dont Van Gogh a aussi peint le cadre pour exalter, au-delà de leurs limites, *l'harmonie en jaune* du blé et des fruits dorés comme les blés à venir de Saint-Rémy-de-Provence.

Succession de tableaux majeurs

Les tableaux de blés couchés par le vent, hantés par la figure lointaine du faucheur mort, sous les ciels flamboyants ou ourlés de nuages, ont été placés dans la proximité de la *Chambre à Arles*, dont les trois versions sont exposées. C'est le grand moment de l'exposition, pas tellement pour la présence des trois chambres — une seule suffit pour que l'on s'imprègne de la grande paix qui y règne, à peine troublée par la couverture rouge du lit — mais parce que le regard passant de la chambre aux blés peut mieux que partout ailleurs saisir la formidable maîtrise des moyens d'expression contraires poussés presque à bout.

L'exposition, pourtant, déçoit un peu, malgré la force des œuvres réunies. Justement peut-être parce qu'elle est faite d'une succession de tableaux majeurs, et qu'il n'y a pour les porter ou pour surprendre pratiquement pas de ces choses modestes, marginales ou mal fichues qui permettent de saisir le mouvement de l'œuvre, de suivre le progrès des recherches, de comprendre sur quoi le peintre peut buter. Elle nous prive des débats en Hollande et aussi de beaucoup d'autopourtraits sur lesquels Van Gogh ne s'est guère étalé. Alors que par ailleurs la patronne du



Train en Provence, juin 1888

Café de la Gare nous apparaît cinq fois, deux fois en Madame Ginoux et trois fois en Arlesienne. De gros efforts ont été faits pour rassembler les versions existantes d'un même tableau, comme les trois versions de la *Chambre* ou les deux *Pont de Langlois*. Les spécialistes vont ainsi pouvoir affiner leurs connaissances et tout à loisir tenter de déterminer lequel est le premier-né de ces jumeaux ou triplés, ce qu'on ne sait pas toujours. Sans doute interloqué, le simple visiteur de son côté pourra s'arrêter à rechercher les différences, qui parfois sont minimes, parfois flagrantes, mais peut-être pas essentielles.

Malgré cette tentative pour sortir des sentiers battus, reste l'impression d'une exposition plutôt conventionnelle, plutôt froide, voir prise de gel dans ce frigo qu'est le musée, construit pourtant tout spécialement pour abriter la collection donnée par la famille de Van Gogh à l'État néerlandais ; et qui, sans le respect que l'on doit à son illustre concepteur, Gerrit Rietveld, est une erreur, que les travaux de rénovation ne font pas oublier : reblanchi, un peu plus aseptisé, ouvert comme une place publique, il ne favorise guère les relations intimes entre visiteurs et œuvres.

Des thèmes populistes

L'environnement, on le sait bien, compte dans la perception que l'on a d'une exposition. Or l'environnement des dessins, au Musée Kröller-Müller, est beaucoup plus vivable. Mais ce n'est tout de même pas la seule raison pour laquelle il faut y aller en priorité. L'événement est là, dans le rassemblement de quelques deux cent-cinquante œuvres sur papier, dessins et aquarelles, soit près du quart de la production. Cette fois on entre vraiment dans l'œuvre : les thèmes, les motivations, les obsessions, les références, la réflexion, les recherches de compositions équilibrées et d'expression juste par l'ombre, la lumière, le trait. Depuis les dessins d'après *l'Anglais* ou le

Seméur, de Millet, au tout début de 1881.

On y voit comment, naviguant entre ville et campagne, glèbe et marécage, ouvriers et paysans, églises et fabriques, Van Gogh se saisit d'abord de thèmes populistes

aux dessins sombres de Hollande, mais c'est pourtant d'Arles, de Montmajour et de Saint-Rémy que datent les plus formidables œuvres. Où à coups de plumes taillées dans des roseaux, l'artiste met en ordre le grand désordre de la nature et de

et d'un paysage en pleine mutation, puis sort de l'illustration, se concentre sur la figure humaine, isolée, étudiée comme type. La rue, le poids de la vie sur les épaules, les poings sur le front des hommes accablés, les usines, la soupe populaire, la nurserie, Sien, la prostituée que l'artiste avait voulu sauver ; la misère, la mélancolie, le pain bien gagné en creusant la terre, les ciels bas, la route qui défie en perspective accablée et le vide, tenait vague de la vie devant soi entre le premier plan et le lointain, et déjà les corbeaux pour pointer l'espace. Au héraut de Nuenen, là où commence l'exposition des peintures, on en est déjà à quelques semaines-quinze dessins de Bruxelles, d'Enten, de La Haye, de Drenthe.

Puis c'est le tournant d'Anvers et de Paris. Après les moissonneuses, on découvre Vincent s'appliquant à dessiner des nus d'après des statues antiques et des modèles vivants, ce qu'il ne sait absolument pas faire, et se saura jamais faire, mais il veut apprendre à l'académie, passage obligé susceptible de le débarrasser de la terre qui lui colle aux pieds, de sa rusticité. C'est aussi le moment où l'on commence à voir la couleur participer des compositions, et non plus s'ajouter en rehaut, par exemple dans les toits rouges de la banlieue de Montmartre, et les feuilles se faire claires, sous le coup de la découverte de l'impressionnisme. On peut de tout cœur adhérer

ses sentiments. A coups de signes graphiques différenciés : haubours, pointillés, virgules, en secteurs bien délimités, selon chaque élément du paysage pris dans un langage-écriture inventé. Qui annonce tantôt l'Art nouveau, tantôt la vague expressionniste.

Pour des raisons d'éclairage avant tout, on ne peut guère se permettre de confronter des peintures et des dessins. Mais on peut toujours rêver d'une exposition montrant l'articulation des deux disciplines pratiquées par Van Gogh. Les cent kilomètres et plus qui séparent les deux expositions de Hollande ne permettent pas tellement de cerner les relations de chacune avec l'autre, si les moments de dépendance, ni ceux d'évasion. Après la visite du Kröller-Müller, on est en tout cas sûr que si Van Gogh avait comme objectif la peinture, que s'il dessinait parfois faute de tubes de couleurs, ou bien pour décrire et faire connaître ses tableaux, le dessin n'en a pas moins aussi été pour lui un terrain de recherches spécifiques, magnifiquement poussées.

GENEVIEVE BRECHETTE

Centenaire Van Gogh. Peintures : Van Gogh Museum, Paulus Potterstraat 7, Amsterdam. Dessins : Rijksmuseum Kröller-Müller 6730 AA Otterlo. Jusqu'au 29 juillet. Pour accéder aux expositions, les Français doivent passer par la FNAC (guichets ou minitel, 3615 BILLET ou 3615 FNAC).

Auvers l'appelle Vincent

Van Gogh est mort à Auvers-sur-Oise, où il avait trouvé refuge. Cette petite ville à l'environnement miraculeusement préservé s'apprête, elle aussi, à lui rendre hommage

Jean-Pierre Bequer, maire d'Auvers-sur-Oise et député du Val-d'Oise, décoche un argument imparable pour vendre sa commune. « *Amsterdam à la toile*. A Auvers, nous avons les sites où Vincent a posé son chevalet : l'église, la maison du docteur Gachet, les champs. » Il faudra donc faire escale à Auvers pour comparer les paysages brossés par Van Gogh pendant les derniers jours de sa vie avec leurs modèles. L'exercice est facile et réserve des surprises. Auvers et ses alentours sont restés intacts, comme si le coup de feu tiré au soir du 27 juillet 1890 avait tout figé.

Auvers est un superbe anachronisme, à peine croyable pour une commune de 6 000 habitants à 35 kilomètres de Paris, à quelques minutes de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et de la zone industrielle de Saint-Quen-l'Aumône. Les Auversois ont défendu leur patrimoine avec intrépidité. Poliment, devant les promoteurs toujours plus pressants. Ferme ment quand il le fallait, à coup de pétitions assassines contre un projet d'autoroute.

D'entrée, la fracture entre les deux mondes est rude. Sur la route, la rumeur s'apaise, les enseignes et les supermarchés disparaissent. La campagne a brusquement remplacé la banlieue. Il plane un curieux sentiment d'isolement.

Comment imaginiez-vous Auvers ? Toute petite, rassemblée au fond d'une vallée, bordée par des plaines à perte de vue. Manqué. Les tableaux de Vincent — ici, tout le monde l'appelle par son prénom — sont trompeurs. Auvers est une ville-couloir étendue sur 8 kilomètres.

Mais où sont donc l'église, l'école, la mairie, la maison du docteur Gachet ? Auvers ne se laisse pas prendre comme ça. Encore une course le long de l'Oise, une petite montée à gauche et voici la route des peintres. Une toile géante se déroule du cimetière à Pontoise. Tous les paysages peints par Van Gogh pendant les deux derniers mois de sa vie sont là.

Eparpillées les vastes étendues blondes coiffées d'un ciel bas, le clocher carré, l'éclaircie, les fermes et même les corbeaux. Du cimetière, le guide montre l'endroit où le peintre s'est suicidé, en bordure de la forêt.

Comment imaginiez-vous les Auversois qui se défendent contre « l'avancée de Paris » ? Des vestales. Encore manqué : Auvers ne se livre pas au culte de Van Gogh. On protège les paysages, c'est un patrimoine. Les édiles répètent à l'envi que Van Gogh n'est que l'un

des enfants adoptifs du pays. Daubigny, Pissarro, Corot, Millet, ont été séduits par la lumière diaphane, la falaise et l'Oise. Aujourd'hui, la commune met la dernière main à onze ateliers d'artistes dans la forêt, près de la route des peintres.

Les amateurs de souvenirs en seront pour leurs frais. Inutile de chercher l'église enfoncée dans une boule de neige, des tournesols en pot ou une oreille coupée en plastique. Vendue dans un petit salon de thé, le seul point de vente, la verroterie locale est du meilleur goût : tee-shirts, broches, cartes postales un peu défranchies, et posters magnifiques. « *Auvers n'est pas Lourdes ou le Mont Saint-Michel* ! »

Il y a d'ailleurs peu de traces de l'artiste. Quelques pancartes, la tombe, un unique lit de lierre où reposent Vincent et Théo, les deux frères, le parc Van Gogh et la statue de Zadkine. Le sculpteur l'a imaginé en Don Quichotte harnaché de son cheval, armé de sa palette. Il y a bien une rue Van Gogh, mais c'est une vilaine ruelle, tout près du chemin de fer, loin du quartier des peintres, des vallées et de l'église. La chambre du peintre, ne sera pas visible. Rachetée par un particulier, l'Auberge Van Gogh est en cours de rénovation masquée, par une hideuse bache verte. Auvers ne possède aucun tableau et n'a pas la jouissance de la dernière demeure du peintre.

A part cette regrettable verrue, ce petit bout de terre qui résiste à l'envahisseur célébrera donc Van Gogh de façon très chic, sans la moindre toile à se mettre sous la dent, juste un dessin. Qu'importe ! Au traditionnel festival de musique — dix ans cette année — viendront s'ajouter des expositions, des projections et des « pèlerinages » sur les lieux de création du 20 mai au 29 juillet (1). Une célébration chic mais chère. Auvers a dépensé 7,5 millions de francs, le quart du budget prévu pour l'exposition d'Amsterdam. Auvers attend 150 000 visiteurs. Ils étaient 20 000 en 1989. L'envahisseur finira bien par arriver. Mais il ira coucher ailleurs. Auvers n'a pas encore d'hôtel. Il s'en ouvrira l'année prochaine.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) « Un été à Auvers ». Tél. : 34-48-04-48.

Dix pépinières en Europe

A l'initiative d'Eurocréation, quarante jeunes artistes séjourneront plusieurs semaines dans six pays de la Communauté

Quarante jeunes artistes européens de moins de trente-cinq ans seront sélectionnés à la fin du mois de juin par un jury international pour résider de trois à six mois dans l'une des dix premières « pépinières européennes » qu'a créées pour eux l'Agence française des jeunes créateurs européens, Eurocréation.

Ce projet, annoncé au début de l'an passé (*Le Monde* du 6 février 1989), a vu à Eurocréation la candidature de plus de soixante villes de l'Europe communautaire et d'au-delà. Après un an de discussions, Eurocréation a retenu les dossiers de dix villes dans six pays. Pour la France, Béthune a choisi d'accueillir six artistes sur « l'introduction de la photographie dans le travail de création, qu'il s'agisse d'installation, de sculpture ou de peinture ». Grenoble s'ouvrira aux arts plastiques (4 places) et Marseille à « l'image, au son et aux nouvelles technologies » (4 places). Niort recevra six résidents sur le thème « art et environnement ».

Initiative française

La République fédérale d'Allemagne et la ville de Dortmund pour « l'art et l'environnement et installations » recevra quatre artistes, et celle de Francfort deux pour « nouveaux médias et vidéo ». En Grande-Bretagne, Glasgow accueillera cinq artistes et arts plastiques. An Portugal, Lisbonne recevra deux pensionnaires pour « l'écriture de scénarios et la réalisation de produits courts pour la télévision ». Le Grand-Duché de Luxembourg ouvrira dans sa

capitale sa pépinière à deux artistes désirant se consacrer à « l'écriture de scénarios de films et téléfilms ». Enfin l'Italie et la ville de Naples recevront six artistes spécialisés dans le « photoreportage ».

Le coût du programme « pépinières-Eurocréation », seule initiative qui ait vraiment retenu l'attention des ministères de la culture de l'Europe communautaire à Blois les 3 et 4 novembre 1989, s'élève à 4,7 millions de francs, hors coûts d'équipement, à la charge des villes invitées. La Communauté, pour 1,2 million de francs, le ministère de la culture français et la Caisse des dépôts pour 1 million chacun, l'Unesco et la Fondation Franco-Liberti ont associés dans cette aventure nouvelle.

« Les artistes sélectionnés, explique Jean-Michel Djan, inventeur de cette idée et directeur général d'Eurocréation, disposeront de toutes les facilités matérielles et recevront une somme de 4 000 à 12 000 euros pour mener à bien leurs projets. Ils devront s'insérer dans le cadre local en collaborant avec les villes, les musées, bibliothèques, cinémathèques et réseaux professionnels de l'environnement immédiat de la pépinière ».

Née en France, cette initiative se veut européenne. « Ma priorité est la recherche de partenaires européens non français même si, sans la France, rien n'aurait été possible », souligne Jean-Michel Djan. Dès 1991, nous comptons ouvrir trois nouvelles pépinières dans trois nouveaux pays : Anvers, en Belgique, Moscou, en URSS, et Cracovie, en Pologne. »

Les jeunes artistes intéressés pourront retirer leur dossier de candida-

ture dès le 1^{er} avril. Le contenu de ce dossier est fonction de la discipline mais devra comporter, outre un curriculum vitae et une déclaration d'intentions, la signature de deux « parrains ». La clôture des inscriptions aura lieu le 15 mai 1990. Après une réunion des jurys nationaux de présélection, le jury international prendra sa décision du 2 au 6 juillet. Le 1^{er} octobre, les pépinières recevront les artistes sélectionnés, dont les travaux pourraient faire l'objet d'une présentation globale chaque année.

OLIVIER SCHMITT

Renseignements : Eurocréation, 3, rue Debelleyme, 75003 Paris. Tél. : 48-04-51-52.

DANSE

20 H 45

DU MER. 4 AU VEN. 13 AVRIL

JEAN-CLAUDE GALLOTA

GROUPE EMILE DUBOIS

LES MYSTÈRES DE SUBAL

création

LOC. 42.74.22.77

2 PL. DU CHATEAU PARIS 4^e

LYON - IZMIR :

1060 F*

Avion Aller Retour.

3615: CHARTER

LYON: 78.37.47.87

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

LA TURQUIE AVEC JUMBO :

2250 F*

Jumbo auto Avion A/R + voiture pendant une semaine.

Dijon: 80.30.27.88

Grenoble: 76.87.40.49

Et toutes agences de voyages.

MUSIQUE

Querelles autour de l'Opéra-Bastille

La nouvelle équipe administrative, en charge du nouvel Opéra parisien (dont l'ouverture définitive a eu lieu le 17 mars dernier) a-t-elle dû tout inventer pour le transfert de Garnier à la Bastille? Ou l'équipe de Garnier avait-elle préparé le terrain, notamment en ce qui concerne la réduction des effectifs? Je suis arrivé le 13 janvier 1989, nous déclarait Dominique Meyer, directeur général de l'Opéra Bastille, dans « Le Monde Arts-Spectacles » du 15 mars. Il n'y avait pas de budget, pas de plan de répartition des effectifs... Jean-Philippe Saint-Genoux, qui a été directeur général du Théâtre national de l'Opéra de Paris de 1984 à 1989, nous a fait parvenir les précisions suivantes :

« Dès juillet 1988, les autorités de tutelle de l'Opéra (ministère de la Culture et ministère des Finances) ont été saisies de projets de budget offrant un choix entre une ouverture à l'automne 1989 (scénario prévu par les pouvoirs publics, mais trop tendu techniquement et financièrement) et une ouverture retardée à l'automne 1990 (qui pouvait permettre un rodage technique des installations et une mise en place sérieusement négociée de l'organisation du travail). A la même époque, les bases d'une nouvelle convention collective ont été élaborées en conséquence. Enfin, à l'été 1988, un plan d'emploi prévisionnel a été établi en fonction des besoins de l'Opéra de Paris aux besoins des salles Bastille, Garnier et Favart, a été négocié avec les organisations syndicales et mis en œuvre. Il aboutissait à la suppression de 130 emplois environ. On ne peut donc laisser dire que cette adaptation date de 1989. »

Tout était donc prêt, dès juillet 1988, pour qu'un processus calme et budgétairement maîtrisable puisse conduire à une ouverture de ce grand projet, à une date à fixer définitivement par les pouvoirs publics. Malheureusement, cette préparation n'a pas été mise à profit. Au contraire, le dernier semestre de 1988 a été marqué par un acharnement des autorités de tutelle ministérielles à s'entre-déchirer et à s'entêter dans des stratégies de vindicte personnelle à l'égard de certains des acteurs du dossier.

Le résultat fut, en effet, qu'à la suite de discussions diverses et de nominations avortées ou improvisées, aucune décision n'avait été prise au début de l'année 1989.

Dans ces conditions, il est légitime et trop facile de déclarer qu'on a réglé les problèmes au février 1989 en retardant l'ouverture de l'Opéra, en renouant à une négociation raisonnable et équilibrée avec les personnels (il n'y a toujours pas de convention collective) et en faisant passer la maîtrise budgétaire des opérations au dernier rang des préoccupations.

Il serait plus honnête, avant de proclamer son autosatisfaction, de présenter un bilan budgétaire de cette ouverture précipitée suivie d'une fermeture, et de dévoiler les conséquences, à court et à moyen terme, de la non-négociation d'une

nouvelle convention collective du travail qui contraint quotidiennement à des rapports de force « au pied du mur » obligant à des concessions pour que le spectacle ait lieu coûte que coûte. »

D'autre part, le slogan adopté par l'administrateur général de la Bastille, Georges-François Hirsch, pour résumer les options du nouvel établissement lyrique parisien (« L'Opéra autrement ») suscite lui aussi des protestations. C'est en effet sous ce label, les guillemets en moins, qu'avait été présentée cet été à Avignon une expérience centrée sur la création lyrique contemporaine. L'équipe qui a fondé ou pris part à cette initiative (de Claude Samuel et Georges Aperghis à Rolf Liebermann ou Alain Crombecq) a adressé à M. Hirsch une lettre ouverte dont voici l'essentiel :

« C'est en constatant les pesanteurs de la discipline la plus onéreuse et la plus problématique du monde que nous avons décidé de tester des

structures plus souples, des répertoires différents, une approche pédagogique spécifique, et que cette démarche a permis, dans un premier temps, de faire découvrir de jeunes compositeurs d'opéras » dans le cadre du dernier Festival d'Avignon.

Certes, comment pourrions-nous ne pas être flattés qu'une institution aussi prestigieuse que la vôtre emprunte un simple vocable à notre modeste entreprise.

Pourtant que vous appliquiez aujourd'hui ce slogan à l'Opéra Bastille (conférence et dossier de presse), même avec une petite astuce typographique (Opéra, « autrement »), alors que vous pratiquez bien naturellement l'art lyrique en structure ouverte, avec la collaboration de stars internationales et répertoires académiques, est, d'une certaine façon, par rapport au contenu que nous donnons à la formule, pour le moins surprenant. A moins qu'un jour la salle modulable rende réalisable une telle démarche à l'Opéra Bastille. »

Annulation d'une représentation des « Troyens »

La colère du samedi soir

Foule aux guichets de l'Opéra Bastille, samedi 31 mars, vers 17 h 45. Non qu'une seule place fût encore à vendre pour l'intégrale des Troyens de Berlioz, programmée de 18 heures à 24 heures. Mais l'on savait, par un communiqué distribué dès 17 heures à l'entrée, puis par différentes annonces, dont celle de Pierre Bergé, copieusement hué, qu'à la suite du débrayage des personnels techniques, la représentation était annulée. Quelques centaines de spectateurs frustrés tentaient donc déjà de se faire rembourser leur place et arrêtaient, avec une patience déconcertante, que les fonds parvenaient aux caisses.

« Scandaleux, intolérable... » certes, ailleurs, dans le foyer, le colère grondait. « L'opéra en France, c'est décidément de la merde, qu'est-ce qu'on est venu faire ici », s'interrogeait d'une voix égarée. Il semble qu'une association des spectateurs lésés « se soit spontanément constituée. Et il est vrai que, pour des lycéennes venues spécialement de province ou de l'étranger, le préjudice, chambre d'hôtel comprise, était considérable. Mais l'atmosphère aux abords du bâtiment, dans cette belle soirée ensoleillée, restait dans l'ensemble bon enfant. Et certains n'ayant pas tardé à chercher une séance de cinéma de remplacement, il ne

restait plus un Parisien au kiosque d'à côté. Les syndicats des personnels techniques avaient déposé un préavis de grève dès le 20 mars, et fait parvenir simultanément un cahier de doléances à la direction, l'accusant de n'avoir su régler ni les problèmes salariaux ni ceux posés par les conditions de travail dans un bâtiment inachevé. Des heures supplémentaires resteraient impayées et des contrats de travail non confirmés. Une réunion avec la direction a lieu ce lundi 2 avril à dix heures. Les syndicats ont en tout cas suspendu leur action jusqu'à mardi.

Les Troyens, bénéficiant de ce cours répit, seront donc joués dans leur version intégrale ce lundi 2 avril, aux horaires prévus samedi. L'intention des spectateurs lésés qui n'auraient pas pu, ou pas voulu se faire rembourser, ou le rôle de Cassandra qu'elle assure normalement dans la première partie la Prise de Troie, Grace Bumbury chantera le rôle de Dido dans la seconde partie de l'œuvre, les Troyens à Carthage, rôle dans lequel son amie Shirley Verret n'avait pas reçu que des éloges. Et si tout va bien, la même Grace Bumbury retrouvera le rôle de Cassandra dès mardi. Il est des artistes que les circonstances exceptionnelles survolent. A.R.

CINÉMA

Grand écran

Avec « les Maîtres de l'ombre » Roland Joffé aborde une fois de plus un tournant de l'histoire : la bombe

Spécialiste des grands débats de l'histoire, Roland Joffé, après le Vietnam (« Le Déchirement ») et la conquête de l'Amérique par les Jésuites (« Mission »), traite de la bombe atomique, depuis le moment où la décision est prise d'accorder des milliards de dollars au projet jusqu'au premier essai réussi. Il n'oublie pas les états d'âme des scientifiques et de quelques militaires. Il le fait avec un soin louable du détail, et un sérieux impressionnant. Le sujet sans doute ne prête pas à rire, mais un peu d'humour ne fait jamais de mal, notamment au cinéma. Témoin, un film comme « L'Effet des héros », qui finalement glorifie les valeurs américaines, mais savait donner vie aux personnages.

Ici, on a affaire à des mannequins portant chacun son étiquette : savant tourmenté, gandin, mauvais mari bon père, sacrifiant son amour à son devoir... Oppenheimer, Dwight Schultz, Général viétien, avec l'œil bien de Paul Newman — non moins tourmenté, mais persuadé de sauver le monde libre. Jeune scientifique naïf, pucier, écrivant un journal intime destiné à son père : John Cusack. L'infirmité blonde et sésamée dont il est amoureux. Mais il mourra irradié dans d'atroces souffrances juste au moment où enfin l'essai nucléaire est réussi. Il y a aussi quelques militaires consciencieux, une femme amère, celle d'Oppenheimer, plusieurs savants pittoresques.

On a beaucoup polémique sur l'exactitude des péripéties (« Le Monde » du 8 février). Ce n'est pas si important. Ce qui l'est c'est cette impression déplorante d'assister à un cours de vulgarisation historique-scientifique, assés par des profs qui s'agrip-

pent aux poncifs de bonne conscience, par flemme de chercher sinon la bonne réponse, du moins la bonne question. Enfin, puisqu'on sait que Hiroshima et Nagasaki ont effectivement été détruits, il n'y a pas de suspense.

Le temps passe lentement, pourtant Roland Joffé ne laisse pas sur le spectateur grand écran. Visages immenses en gros plan sur fond de vastes paysages. Pluies torrencielles s'abaissant au moment où les états d'âme tournent au tragique. Couche de soleil. Trains filant dans la

prairie. Avions décollant au crépuscule... C'est son style qui se révèle inefficace, seulement grandiloquent.

Il aurait fallu qu'on puisse s'intéresser aux personnages. Les acteurs ne sont pour rien dans cet ennui pesant. Ils jouent comme ils le feraient pour un polar à thèse, un drame psychologique, un film de propagande générale. Ils font ça sérieusement. Ils « jouent bien ». Il aurait fallu qu'ils se montrent aussi vertigineux que l'expérience qu'ils sont censés faire connaître.

COLETTE GODARD

Un écolier iranien

« Où est la maison de mon ami », du cinéaste Abbas Kiarostami, est un produit du nouveau cinéma iranien

Un écolier s'aperçoit qu'il a pris par erreur le cahier de classe d'un copain, qui risque alors d'être renvoyé. Il veut le lui rapporter, mais l'autre habite loin, ailleurs. La recherche va durer des heures.

Un nouveau cinéma iranien existe. On le sait car le Sept lui consacre actuellement un cycle — parmi les films présentés, « Où est la maison de mon ami » de Kiarostami, tourné en 1987, plusieurs fois primé — l'an dernier à Locarno et à Cannes, — est un conte sur l'amitié enfantine qui, par certains aspects, fait penser à l'univers de Luigi Comencini. On ne saurait parler d'influence, car par-dessus le thème de l'enfance, la réalité de la campagne iranienne, pauvre, isolée,

vient, admirablement intégrée à l'action, vous prendre à la gorge.

Les villages sont dispersés. Quelle difficulté pour aller, à pied, à l'école, pour communiquer d'une bourgade à l'autre ! Les femmes accablées de besoins ménagers, les hommes imbus de leur autorité, n'écoutent pas ce que disent, ce que demandent les enfants. Cette « surdité » des adultes, la solitude qui en résulte pour les gamins, c'est le véritable sujet du film. L'errance de l'écolier prend un caractère initiatique. De bizarres personnages sortent de la nuit, puis s'effacent. L'affaire du cahier devient un suspense (avec de l'humour) et se termine, discrètement, sur une note sensible. C'est beau, attachant.

JACQUES SICRIER

DISQUES

De la tradition allemande

Beethoven : Intégrale des symphonies, par l'Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire, sous la direction de Charles Brasseur, Charles Schüricht (direction) : cinq disques compacts économiques EMI-VS M.

Brahms : Intégrale des symphonies, par l'Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire, sous la direction de George Szell (direction) : trois disques économiques CBS « Maestro ».

Le disque a ceci de bon qu'il permet de fixer l'art des plus grands interprètes dans les meilleures conditions : le travail de fournir que permet le studio donne la possibilité aux musiciens de reproduire sans cesse leurs interprétations afin de les rendre aussi proches que possible de leurs exigences artistiques. Mais le disque a ceci de périlleux qu'il peut imposer des interprétations comme étant des références en dehors de laquelle il n'est point de salut. Des références changeant d'ailleurs en fonction de l'implantation des marques de disques dans chaque pays. En France, dans l'Europe du Nord, par exemple, Wilhelm Furtwängler est universellement considéré comme le grand modèle beethovenien et brahmien, le dépositaire de la Tradition germanique, avec un grand T, alors qu'en États-Unis, s'il est apprécié, on lui préfère George Szell (pour ne rien dire de Toscanini et de Bruno Walter). Les raisons tiennent à des problèmes d'affinités collectives et surtout au fait qu'EMI (l'éditeur du chef allemand) est solidement implanté en Europe quand CBS et RCA le sont davantage aux États-Unis.

Et d'ailleurs doit-on vraiment considérer Wilhelm Furtwängler comme le seul modèle à suivre dans l'interprétation des symphonies de Beethoven ? La réédition par EMI de l'intégrale enregistrée en France par Carl Schüricht, à la fin des années cinquante, et celle des symphonies de Brahms enregistrées par Szell pour CBS à Cleveland à la fin des années soixante, remettent quelques pendules à l'heure en ce qu'elles proposent une vision radicalement différente de la musique allemande. Une vision tout aussi licite.

Le style de « Furt » est majestueux, grandiose (parfois à la limite de la grandiloquence), irrigué par cette sentimentalité héritée du romantisme qu'on retrouve aussi chez le pianiste Edwin Fischer ou chez Claudio Arrau, quand celui de Schüricht et de Szell, plus alusif et rigou-

reux sur le choix des tempos et le respect du rythme, paraît nettement plus en phase avec l'idée que l'on se fait aujourd'hui de Beethoven. C'est qu'en fait ces chefs héritaient d'une « tradition » qui puisait ses sources au cœur même du dix-neuvième siècle : Furtwängler était fidèle à l'esthétique de direction inventée par Wagner, Schüricht et Szell, à l'art plus classique et objectif de Mendelssohn que Felix Weingartner maintiendra vivant jusque dans les années quarante. Il est d'ailleurs tout à fait instructif de constater que les interprétations de Nikolaus Harnoncourt et Frans Brüggen ne sont pas si éloignées que cela de celles de Schüricht et de Szell, alors qu'il est impossible à un chef de suivre aujourd'hui l'exemple de Furtwängler sans prendre le risque de passer pour un malheureux épigone. Ce que l'on admire chez ces deux grands chefs, c'est la clarté du discours, la logique des enchaînements, la poésie, la simplicité, la grandeur sans pathos, la beauté des sonorités qu'ils tirent d'orchestres brillants.

ALAIN LOMPECH

Instrumentistes français au Japon

Pour la première fois de son histoire, le Conservatoire s'est en quelque sorte déplacé à Kyoto, l'ancienne capitale du Japon

KYOTO

de notre envoyé spécial

L'Académie de musique française de Kyoto a réuni, depuis le 4 mars jusqu'au 3 avril, les plus grands noms de la musique française, qui ont dispensé leur enseignement à cent quarante étudiants japonais. Il s'agit de Jean-Pierre Penetier (piano), Christiane Eda-Pierre (chant), Pierre Doukan et Roland Daugareil (violin), Bruno Pasquier (alto), Alain Meunier (violoncelle), Raymond Guiot (flûte), Pierre Pierlot (hautbois), Michel Arrigon (clarinette) et Pierre Thibaud (trompette).

Ces artistes doivent donner par la suite cinq concerts dans les meilleures salles du Japon. Les programmes ont été élaborés de manière à rendre hommage à chacun d'eux, et s'est ainsi constitué

un ensemble de chambre d'un luxe singulier composé de solistes de classe internationale. Ils interpréteront des pièces rarement entendues au Japon, tels que le curieux « Septuor pour trompette, piano et cordes » de Saint-Saëns, ou la « Suite pour clarinette, violon et piano », tirée par Stravinski lui-même de son « Histoire du soldat ».

L'Académie de musique française de Kyoto a pu être mise sur pied grâce aux efforts conjugués de M^{me} Yoko Mori, violoniste, professeur-assistant au Conservatoire national supérieur de Lyon, et de M. Michel Wasserman, directeur de l'Institut franco-japonais du Kansai, à Kyoto. Elle bénéficie de l'aide et des subventions du journal Asahi, du ministère français de la Culture, de la municipalité de Kyoto, de la société Suntory et d'Air France.

A l'origine de cette initiative, il y a la « dent » de M^{me} Mori à l'égard de la France, où elle travaille depuis vingt ans. Lorsque je rejoins au Japon, nous dit-elle, je constate que les étudiants sont souvent très avancés techniquement mais qu'ils manquent de contacts, notamment avec ces grands instrumentistes à vent qui font la fierté de l'école française. J'ai voulu avec cette académie mettre une graine dans le sol japonais. Pourquoi pas, plus tard, l'ouvrir à des interprètes coréens ou chinois ?

D'un budget global de deux millions de francs, cette initiative annuelle, qui dépend à la fois de subventions et de ses recettes (notamment celles des concerts), reste fragile. « Dans le contexte morose des relations franco-japonaises, estime M. Wasserman, elle témoigne toutefois de l'image positive que conserve la France dans le domaine de la culture, ce qui explique que de grands groupes financiers ou de presse japonais aient accepté de s'associer sur une base paritaire à des organismes français pour mettre sur pied au plus haut niveau artistique une manifestation qui constitue probablement une première en dehors des frontières de l'Hexagone. »

L'été prochain, l'Académie de musique de l'université d'Hiroshima mettra également à l'honneur l'école française d'interprétation. Seront invités Pierre-Yves Artaud et Brigitte Vandome.

PHILIPPE PONS

INTOLERANCE

Un film de D.W. Griffith avec accompagnement d'orchestre
« Suite symphonique » d'A. Duhamel et P. Janssen
Orchestre de l'île de France, dirigé par Jacques Mercier

4, 5, 6, 7 avril
à 20 h 30
8 avril à 15 h

LOCATION
47.21.18.81

VANTIERRE AMANDIERS

Avec le soutien de la Fondation GAN pour le soutien au CNR

Les Femmes

GRANDE SAÏLE

CONCERT GRATUIT - BERLIOZ

Orchestre de Paris - Garde Républicaine

Réservation aux guichets - Renseignements : 43.23.90.90

THÉÂTRE D'OPÉRA - 48.73.74.63

DÉFENSE

A titre expérimental

Des appelés du contingent serviront dans un corps de défense de la sécurité civile

Une formule nouvelle du service national, qu'on appelle le service actif de défense, sera expérimentée, à compter d'avril, au sein d'un corps de défense de la sécurité civile créé au ministère de l'Intérieur et au ministère de la Santé. Cette expérimentation concerne, dans un premier temps, quatre centres interdépartementaux de coordination opérationnelle de la sécurité civile (à Metz, Lyon, Bordeaux et Valence), quatre services départementaux d'incendie et de secours (dans les Yvelines, l'Isère, l'Indre-et-Loire et le Morbihan) et les hôpitaux publics de l'Isère, de l'Allier et du Lot-et-Garonne. Au total, deux cent vingt-cinq appelés du contingent seront touchés par cette mesure, soit quarante-cinq par appel sous les drapeaux d'une fraction du contingent. Si la formule devait être retenue à l'issue de ce texte,

on considère qu'un service actif de défense intéresserait vingt mille jeunes par an.

Cette expérimentation devrait durer trois ans et se limiter à la protection des populations (incendie, secours, SAMU). Les recrues suivront une instruction de base de deux mois dans les unités d'instruction et d'intervention de sécurité civile de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loire) et de Brignoles (Var) avant d'être affectées auprès des préfets des départements concernés, pour y recevoir un emploi dans leurs services de destination.

Le corps de défense de la sécurité civile a été créé officiellement par un décret de septembre 1972. Un nouveau texte en préparation précisera les modalités de son fonctionnement, c'est-à-dire son organisation sous l'autorité du directeur de la sécurité civile et ses diverses missions.

BIBLIOGRAPHIE

« Le Pouvoir sans visage », de Pierre Marion

Règlements de comptes

Beau sujet : le « lobby » ou le « complexe » militaro-industriel. Signature prestigieuse : un ancien directeur, pendant dix-sept mois, des services secrets français. Pourquoi donc le livre de M. Pierre Marion, joliment intitulé *Le Pouvoir sans visage*, laisse-t-il autant le lecteur sur sa faim ? Comme si l'ouvrage sur un thème aussi explosif en France restait encore à écrire. Comme si la réflexion esquissée par l'auteur demeurait ouverte à des contributions ultérieures, qui seraient plus documentées.

La thèse de M. Marion est tout d'une pièce : de l'industriel à l'ingénieur (d'Etat) de l'armement en passant par l'officier, il y a connivence, réseau occulte, pour détourner les processus de décision politique et tirer profit d'un contrôle législatif inopérant et d'un pouvoir judiciaire inexistant. Il y a partout des « complexes » militaro-industriels. Mais c'est en France, où la démocratie ne trouve pas son compte en raison de la « dérive monarchique » de la République, que le phénomène.

A partir de là, l'auteur, qui a été fasciné par le monde de l'ombre et des manipulations, laisse libre cours à certains de ses fantasmes. Car, derrière le « lobby », il y a forcément des marionnettistes qui tirent les ficelles. Le voilà, donc, qui condamne indistinctement la toute-puissance des grands corps de l'Etat (toutes catégories confondues), le « club » (dont il eût à souffrir, dit-il, des chefs militaires) et la « caste » (qu'il ne porte pas dans son cœur, même si elle est issue, comme lui, de Polytechnique) des ingénieurs de l'armement et jusqu'à certains journaux accusés d'être « l'auxiliaire » de cette nouvelle hydre.

Parce qu'il a longtemps travaillé à l'aérospatiale avant de diriger les services secrets entre juin 1981 et novembre 1982, M. Marion réserve ses foudres les plus acérées au monde de l'aéronautique, et il fait du groupe Dassault sa bête noire.

Un sujet escamoté

On aurait aimé que l'auteur regardât plus attentivement — sans se contenter d'y fustiger l'exemple du seul pouvoir syndical — du côté des arsenaux chers (à tous points de vue) à la marine et du côté des usines d'armement terrestre (qui ont les armées de la France comme clients « captifs »). M. Marion n'insiste pas. Il est vrai que le chef d'état-major de la marine, en ayant voulu s'opposer pour ses porte-avions à l'achat du *Rafale* auquel il préférait un avion américain, a récemment administré la preuve contraire à la thèse du livre, à savoir qu'il arrive qu'il y ait désaveu de la pression des industriels par les militaires.

Bien sûr, que d'une analyse serrée de ce que l'auteur appelle « les nouveaux militaristes » ou « la schizophrénie militaire » en France le *Pouvoir sans visage* prend souvent l'allure d'un livre d'humour par lequel M. Marion réglerait quelques comptes et d'où ne sont pas exemptes de graves erreurs sur les faits d'autant plus surprenantes qu'elles émanent d'un homme censé avoir eu, dans le passé, des renseignements de première main.

Pourtant, le sujet est réel et préoccupant. Mais il est à peine ébauché, voire escamoté. Alors, l'auteur donne parfois l'impression d'excuser de leurs vraies responsabi-

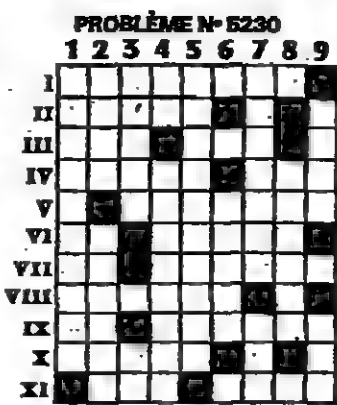
tés les hommes politiques, comme s'ils étaient un bouchon sur la crise des vagues ballottés au gré des vents et soumis, finalement, à des influences contradictoires qu'ils ne chercheraient même pas à maîtriser.

Cette courte vue des choses est d'autant plus regrettable que M. Marion sait, lorsqu'il s'en donne la peine, décrire avec justesse pourquoi le « complexe » en question coûte aux contribuables plus cher qu'il ne leur rapporte. Mais cette économie-là des armes ne tient qu'une vingtaine de pages, fort bien venues du reste, sur les deux cent soixante-dix du livre.

JACQUES ISNARD

« Le Pouvoir sans visage », de Pierre Marion. Calmann-Lévy, 120 F.

MOTS CROISÉS



Horizontalement

1. Ce qu'est parfois le bon berger. — 2. Quand il n'y en a aucun, on ne peut pas s'abstenir. — 3. Se lance dans les retransmissions. Plein quand ça fait trop. — 4. Un pic à la hauteur, Saint-Louis, par exemple. — 5. Un reste du patron. — 6. Un. Qui semble sortir d'un trou. — 7. Pronom. Peut être une planche de salut. — 8. Fait monter comme les couleurs. — 9. Dans une série d'interdictions. Pointes d'aiguilles. — 10. Il faut s'y mettre pour avancer. — 11. Se mouille. N'est pas à compter.

Verticalement

1. Moment où l'on apportait la salade. — 2. Sa femme eut le tort d'être trop regardante. Quand ils

sont armés sont amenés par de vrais cochons. — 3. Mauvais jour. Symbole. — 4. Conjonction. On n'en faisait aucun à un chevalier. — 5. On n'a en plein dans l'os. — 6. Qui évoque les grandes grèves. — 7. Peut se vanter d'avoir du nez. Peut blesser quand il est tranchant. — 8. Mlle, a de fortes mandibules. — 9. On la suit quand elle est arrêtée. Est-ce qu'il est pour celui qui regarde.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 5229

Horizontalement
1. Dépenses. Dollar. — 2. Idolâtres. Ruine. — 3. Posa. Traversins. — 4. Elargie. Réa. — 5. Na. Algérie. Boss. — 6. Stérilisation. — 7. Erg. Onis. Lisa. — 8. Sereine. Est. — 9. Saül. Austère. — 10. Octobre. Nél. — 11. Ornithologiste. — 12. Lue. Entrent. — 13. Lira. la. Dû. Epée. — 14. An. Cor. Nérol. — 15. Récure. Sens. Elster.

Verticalement

1. Divorce. Dessous. — 2. Edition. Etui. — 3. Posa. Traversins. — 4. Elargie. Réa. — 5. Na. Algérie. Boss. — 6. Stérilisation. — 7. Erg. Onis. Lisa. — 8. Sereine. Est. — 9. Saül. Austère. — 10. Octobre. Nél. — 11. Ornithologiste. — 12. Lue. Entrent. — 13. Lira. la. Dû. Epée. — 14. An. Cor. Nérol. — 15. Récure. Sens. Elster.

ÉCHECS

Début du Tournoi zonal de Lyon

Le Tournoi zonal européen «1-B» débute mardi 2 avril au Palais des congrès internationaux de Lyon. Cette compétition est une première étape sur le chemin qui mènera au titre de champion du monde, en 1993. A l'issue de cette épreuve, seul le vainqueur sera qualifié pour l'étape suivante : les tournois interzonaux.

Pour entamer ce nouveau cycle, quatorze concurrents vont s'affronter jusqu'en 15 avril. Cinq Français : l'ex-champion du monde junior Joël Lautier, actuellement le plus jeune grand maître du monde (dix-sept ans le 12 avril), avec un niveau «Elo» de 2.500 points ; le grand maître Olivier Renet (2.520), ainsi que les maîtres internationaux Gilles Miralès (2.460), Jean-René Koch (2.425) et Jean-Luc Seret (2.405). Cinq Néerlandais, John van der Wiel (2.550), Paul Van Der Sterren (2.515), Jeroen Piket (2.495), tous grands maîtres, Marius Kuijij (2.490) et Joris Brenninkmeijer (2.475), maîtres internationaux. Deux Belges : Luc Vanin (2.455), maître international, et Richard Meulders (2.520), maître FIDE. Un Luxembourgeois : Norbert Stoll (2.235).

Selon les organisateurs, un sixième Français maître international Manuel Apicella (2.390) pourrait remplacer un représentant de Monaco, dont le nom n'a pas été indiqué jusqu'à présent.

CARNET DU MONDE

Naissances

Sylvie et François MONTARRAS, Carine et Hugo, ont la joie d'annoncer la naissance de Thomas.

le 19 mars 1990.

Mariages

Jean et Elise BIANCHI, Gérard et Claude ECHAUDMAISON, ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants.

Caroline et Bertrand-Pierre, qui a été célébré à Megève (Haute-Savoie), le samedi 31 mars 1990.

5, les Hauts-de-Viroflay, 78220 Viroflay, 38, avenue Gambetta, 94700 Maisons-Alfort.

Décès

M^{me} Annick Chauvel, M^{me} Edouard Briot et son fils, M. et M^{me} Armand Chauvel, leurs enfants et leur petite-fille, M. et M^{me} Jean-Paul Chauvel et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Armand CHAUVEL, chevalier de l'Ordre du Mérite,

survécu le 30 mars 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Lille, le 2 avril, à 14 h 30, au cimetière des dominicains, 7, avenue Salomon, suivie de l'inhumation au cimetière de Lille-Est.

281, rue du Ballon, 59800 Lille.

Le conseil de l'Ecole de la cause freudienne a la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 27 mars à Paris, de

D^r Paul Lemoine, psychanalyste, ancien président de l'ECF.

An nom des membres de l'Ecole, le conseil adresse à M^{me} Genevieve Lemoine, leur collègue, ainsi qu'à sa famille, ses condoléances éternelles.

ECF, 1, rue Huyant, 75006 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Abbé MOULLESSEHOU, ancien député de Tiencon,

survécu le 22 mars 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pieuse pensée pour lui.

La famille Passavant de France, la famille Passavant des Etats-Unis, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Louise PASSAVANT,

survécue le 18 mars 1990.

La cérémonie religieuse a été célébrée au temple Sainte-Marie, rue Saint-Antoine, dans la plus stricte intimité. Inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de lettre une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JACQUES GAUTIER

ipigénie: Boucles d'oreilles email noir, dessin email blanc création signée

JACQUES GAUTIER

OMAI: Eau de parfum originale

36, rue Jacob 75006 Paris.

Tél.: 42-60-84-33

Le doyen Et le personnel de la faculté de droit, de sciences économiques et de gestion de Rouen, ont la très grande tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Nicole PORQUET, maître de conférences à la faculté de droit, de sciences économiques et de gestion de Rouen,

survécue le 29 mars 1990, au terme d'une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 avril, à 10 h 45, en l'église paroissiale de Boissière-la-Croix (Seine-Maritime).

Emmanuel et Sylvie Quenun, leurs filles, Elise et Chloé, Agnès, David, Béatrice, Blaise, Urbain Quenun, ses enfants, leurs époux et leurs enfants.

Les familles Quenun, Fadonougbo et Hamon, font part du décès de

M^{me} Genevieve QUENUN, née Fadonougbo,

le 1^{er} février 1990, dans sa soixante-dixième année, à Cotonou (Bénin).

Les obsèques et les cérémonies religieuses ont eu lieu les 8, 10 et 11 février à Cotonou.

4, square d'Amiens, 75020 Paris.

Le ministère de l'Agriculture et de la forêt, Le directeur général de l'alimentation, Et l'ensemble du personnel, ont le regret de faire part du décès de

M. Charles VAN UYTVEN, documentaliste,

survécue le 26 mars 1990.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 30 mars, en l'église Saint-Antoine des Quinze-Vingts.

Anniversaires

Pour le septième anniversaire du rappel à Dieu de

M^{me} Etienne della SUDDA, née Genevieve Billon,

une messe sera célébrée le vendredi 6 avril, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Erratum

On nous prie de rappeler le décès de

Philippe BOUSQUET.

La famille nous prie de préciser qu'il fallait également lire de la part de M. et M^{me} Roland Moret

Le service religieux sera célébré en l'église de Servais (Hainaut) le mardi 3 avril à 15 heures, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille.

Communications diverses

Radio-Shalom (94.8), « La lettre et l'esprit », mardi 3 avril, de 20 heures à 20 h 30, émission spéciale sur Paul Cézanne.

L'Amiral et le Cercle Bernard-Lazare: Alexandre Adler, Joseph Rovas, université Paris-VIII, Adam Rayski, président de l'Amiral, exposent les problèmes liés à la réaméricanisation de l'Allemagne. Débats dirigés par Henry Bulawko. Jeudi 5 à 20 h 30, rue St-Claude, 75003.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-86-03.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME

s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du journal.

7, rue de Valenciennes, 75013 Paris. Tél. 42-47-86-03. Télécopieur: 42-53-06-91.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 87 F

Allocations et allocations 77 F

Communications diverses 90 F

Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

ROBLOT

ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

N°VERT 05.45.22.27

PERMANENCE 24 HOURS 24 H

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 08 Tél.: (1) 42-47-87-27 Télécopieur: (1) 45-23-08-81

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 48-60-30-00 Télécopieur: (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Dirigé de la société : ont été à compter du 10 décembre 1984.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} Genevieve Beuve-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037

Renseignements sur les microfilms ou les bandes vidéo (1) 42-47-88-41

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS 11, rue Jean-Marcel, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 390 F	1 380 F	1 980 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse détaillés ou provinciaux : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

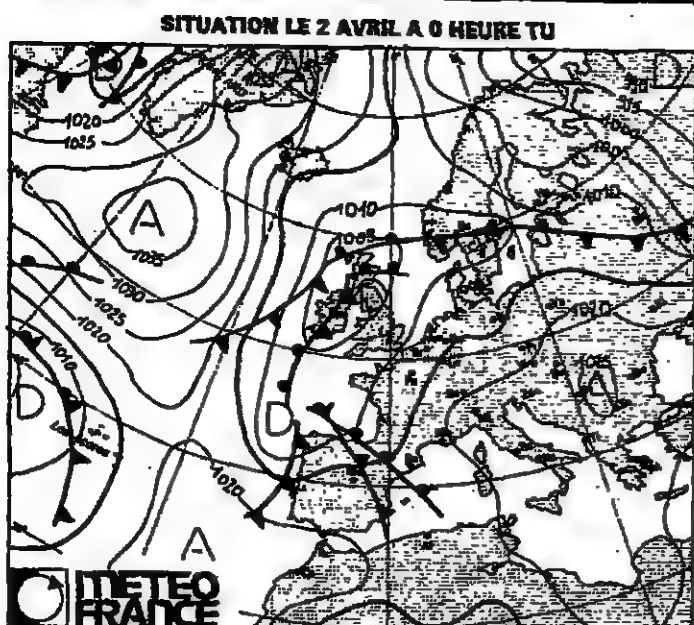
Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 2 avril à 0 heure et le mercredi 3 avril à 24 heures.

Une perturbation atlantique aborde la France cet après-midi et le traversera demain avec un refroidissement. Les pluies associées seront importantes au passage du front et prendront un caractère orageux sur l'est du pays. Des orages localement fortes se produiront sur tout le Sud-Est.

Mardi : pluie et froid.

Le matin, des pluies se produiront de la Bretagne aux Ardennes et se renforcera au cours de leur progression vers l'est. Des orages localement fortes et orageuses tomberont sur le Sud-Est. Sur le reste du pays le temps sera très nuageux.

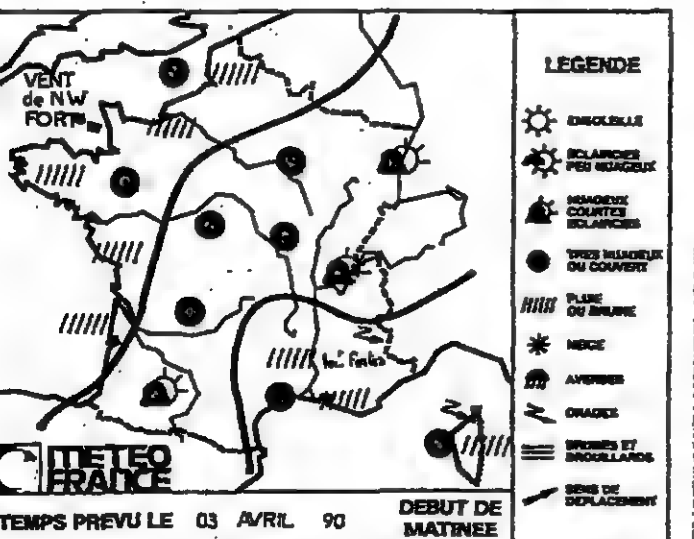
L'après-midi des pluies modérées à fortes se produiront du bassin aquitain à l'Alsace et au nord-est du pays et elles auront un caractère orageux.

Des éclaircies se développeront sur la Bretagne. Les orages méditerranéens se limiteront à l'extrême Sud-Est. Ailleurs, le ciel sera très nuageux à couvert.

En soirée des éclaircies se développeront de l'Aquitaine au Nord-Picardie. Des pluies localement fortes, voire orageuses, se produiront sur tout l'est du pays.

Sur la Manche et la Bretagne le vent de nord-sud fort à fort fort (50/60 km/h) - et renforcera l'impression de froid. Le vent de sud-sud-est moderne en Méditerranée et se renforcera au cours d'après-midi dans la vallée du Rhône avec des pointes jusqu'à 100 km/h.

Les températures minimales font le plus souvent de 6 à 8 degrés et atteindront 10 à 11 degrés près de la Méditerranée. Les maximales font de 10 à 12 degrés sur le moitié nord, 12 à 15 degrés sur le moitié sud et localement 15 à 18 degrés près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés		le 1-4-1990 à 6 heures TU et le 2-4-1990 à 6 heures TU		le 1-4-1990	
FRANCE		TOURNAI		LONDRES	
ALGER	21 7 N	TOULOUSE	20 10 C	LUXEMBOURG	19 7 N
ANGERS	20 10 N	STRASBOURG	20 12 C	MADRID	14 7 P
BORDEAUX	22 10 N	PARIS	20 12 C	MILAN	14 7 P
BRETAGNE	20 10 N	LYON	20 12 C	MEXICO	22 12 N
CAN	19 7 C	AMSTERDAM	19 7 D	MILAN	19 6 D
CHARENTAIS	20 10 N	ATHÈNES	19 10 D	MONTREAL	10 2 P
CLERMONT-FR	20 9 C	BARCELONE	19 10 D	MOSCOW	6 -3 D
COCHIN	20 10 N	BELGRADE	19 11 C	NEW-YORK	9 6 C
DIJON	20 10 N	BERLIN	20 5 D	OSLO	12 6 P
LYON	20 10 N	BRUXELLES	20 5 D	PALMA-DE-MAJOR	15 13 P
LYON	20 10 N	LE CAIRE	19 12 D	PARIS	20 12 P
MARSEILLE	20 12 N	CHYPRE	19 12 D	RIO-DE-JANEIRO	28 23 D
NANCY	20 10 N	DURBAN	24 20 D	ROME	18 6 S
NANTES	20 10 N	GENÈVE	20 10 D	SINGAPOUR	34 27 P
NICE	20 10 N	HONGKONG	26 21 D	STOCKHOLM	14 3 P
PARIS-MONT	22 11 N	ISRAËL	14 10 D	SYDNEY	24 18 N
PARIS	22 11 N	LEIPZIG	14 10 D	TOKYO	22 12 N
RENNES	20 10 N	LISBONNE	16 11 A	VALENTIA	19 4 D
STRASBOURG	20 10 N	LONDRES	20 10 C	VIRGIE	15 7 D

* = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Données établies avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi sauf dimanche-jour. Signification des symboles : > Signal dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 2 avril

TF1		0.05 Canal +		LA SEPT	
20.40	Feuilleton : Raid contre la Mafia. Avec Michel Piccolo (5 ^e épisode). Un dossier volé.	20.30	Cinéma : L'île des décapités. Film américain de James S. Clark (1964). Avec Lilla Kays, Larry Dornell, Carlos Romero.	20.30	Court métrage : Tango. De Zsigmond Ryssz.
22.15	Magazine : Santé à la Une. Thème : Miel.	22.10	Flash d'informations.	20.40	Documentaire : Jour après jour. D'Irene Kamenka.
23.45	Magazine : Miroir sport.	22.10	Magazine : Lundi sport. Football : à 22.25, Mag max, de Didier Roussan ; à 23.25, Basket professionnel américain. Cinéma : Ma vie de chien. ■■	21.00	Cinéma : La boulangère de Monceau. ■■
0.20	Journal, Météo et Bourse.	0.25	Film suédois de Lars Hestert (1985). Avec Anton Glazius, Manfred Serner, Anki Liden (v.o.).	21.30	Cinéma : La carrière de Suzanne. ■■
A2		LA CINQ		22.30	Court métrage.
20.40	Variétés : Coups de cœur. Entretien présenté par Sheila. Avec Jane Birkin, Florent Pagny, Alex Méryer, Kader Belab, Bros, John Trivolta, Pierre Bachelet, Marcel Azaou, Marie-Claude Pietraglia, Jean-Louis Aubert, le Ballet Kirov, Sylvie Joly, Valérie Parry, Zouk Machine, Laurence Serrail, Les Ballets du Lido.	20.40	Téléfilm : L'agonie des lèches. De Leslie Link Glatzer, avec Powers Boothe, Paul La Mar.	23.00	Documentaire : Dégâts de la folie ordinaire (1). De Mirella Aupiais, Henri Faricot et Luc Goyer.
22.15	Magazine : Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ? Présenté par Christine Ockrent. Invité : François Segal.	22.40	Un ex-policier alcoolique au secours de sa fille kidnappée par une organisation raciste. Série : Vendredi 13.	FRANCE-CULTURE	
23.10	Informations : 24 heures sur la 2.	23.30	Spécial Rallye de Tunisie. De Pierre-Luc Séguin.	20.30	L'histoire en direct. Les Parisiens sous l'Occupation. 2. L'ennemi du décor.
23.25	Météo.	0.00	Journal de minuit.	21.30	Dramatique. Un oiseau pour Buffon, de Gene Caban.
FR 3		M 6		22.40	Cote d'amour.
20.35	Cinéma : En cas de malheur. ■■ Film français de Claude Autant-Lara (1958). Avec Jean Gabin, Brigitte Bardot, Edwige Fenech.	20.35	Cinéma : La loi du survivant. ■■ Film français de José Giovanni (1968). Avec Michel Constantin, Alexandra Stewart.	0.05	Du jour au lendemain.
22.40	Journal et Météo.	22.20	Téléfilm : La voie Jackson (2 ^e partie, inédit). Guy Marchand, premier de cordée.	0.50	Musique : Coda. Les home's studios.
23.05	Magazine : Océaniques. Mon frère Jacques, par Pierre Prévert (1 ^{er} partie).	23.50	Musique : Boulevard des clips. Six minutes d'informations.	FRANCE-MUSIQUE	
		0.10	Magazine : Jazz 8. De Philippe Adler.	20.30	Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de la Grande Salle de l'Académie royale de San Fernando à Madrid) : œuvres de Ennio, Urolo, Andriani, Gabriel, Badjous, Penelope, Ponca, Tordella, Escobar, Garcimuno, Francisco de la Torre, Lagarto et anonymes, par le groupe Sema de Madrid, dir. Pepe Rey. A 23.30, Virtuoses, virtuoses : concerto pour piano et orchestre n° 2 en fa mineur op. 21, de Chopin. A 23.07, Lieder de Mahler, concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur op. 83, de Brahms. Nylasoria, le magazine des oubliettes ; Valses.

Mardi 3 avril

TF 1		FR 3		LA 5		
14.25	Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.	14.30	Documentaire : L'enracinement. Bernard Clavel ou Besson la vertu, de Pierre Bouché.	13.40	Série : Barretta.	
15.15	Série : Tribunal.	15.03	Feuilleton : Colorado.	14.40	Série : Le renard.	
15.45	Variétés : La chance aux chansons.	15.05	Magazine : Télé-Caroline.	15.45	Série : Borgeas.	
16.15	Série : Vivement lundi.	17.30	Feuilleton : Guillaume Tell.	16.40	Dessins animés.	
18.45	Club Dorothée. Joyce ; Moe tendres années ; Série : Capitaine Stedler ; Le clip : Les juus.	17.55	Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.	18.50	Journal images.	
17.55	Série : Hawaii, police d'Etat.	18.03	Magazine : C'est pas juste.	19.00	Magazine : Reporters.	
18.50	Avs de recherche.	18.30	Jeu : Questions pour un champion.	19.40	Dessin animé : Mami.	
18.55	Feuilleton : Santa-Barbara.	19.00	Le 19-20 de l'information.	20.30	Drôles d'histoires.	
19.25	Jeu : La roue de la fortune.	De 19.10 à 19.30, le journal de la région.	20.05	Jeu : La classe.	20.40	Cinéma :
19.55	Diversitément : Pas folles, les bêtes !	20.30	INC.	20.35	Les planqués du régiment. □	
20.00	Journal, Météo et Tapie vert.	20.35	Magazine : La marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada.	22.05	Série : China beach.	
20.40	Sport : Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe (Demi-finale, match aller) : Monaco-Glasgow, en direct de Moscou.	22.05	Thème : L'adulte à l'enfance. Adolescents, parents, comment le vit-on ?	23.05	Spécial Rallye de Tunisie.	
22.40	Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Dechevaux.	23.15	Magazine : Ciné Cinq.	23.25	Magazine : Réussites.	
0.35	Journal, Météo et Bourse.	0.00	Journal de minuit.			
A2		CANAL PLUS		M 6		
14.05	Série : Les cinq dernières minutes. Les loges de crime, de Claude Loursau, avec Jacques Debary, Marc Eyraud.	13.30	Cinéma : Les parapluies de Cherbourg. ■■ Film français de Jacques Demy (1963). Avec Catherine Deneuve, Ninô Castelnuovo, Anne Vernon.	13.25	Série : Cosby show (rediff.).	
15.40	Après-midi show. Émission présentée par Thierry Baccaro. Invité : Linda de Saut.	15.00	Pochettes surprises. Question de peu, d'Alain La Bretonne ; Rudolph, de Francesco Geronzi.	13.55	Feuilleton : Dynastie.	
17.05	Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Catrol.	15.30	Cinéma : Roméo et Juliette. ■■ Film français de Collopy Serrau (1968). Avec Daniel Auteuil, Fanny Richard, Pierre Vancier.	14.45	Musique : Boulevard des clips. (et à 1.00 : 8.00).	
17.25	Magazine : Giga.	17.25	Caboul cadin. Croq-nous show ; La comte Mordicus ; Super Mario Bros et princesses Zelda.	17.25	Informations : M 6 info (et à 18.25).	
18.30	Série : Mac Giver.	18.30	En clair jusqu'à 20.30.	17.30	Série : L'homme de fer.	
19.25	Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Présenté par Patrick Laffont.	18.15	Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dan.	18.30	Série : Incroyable Hulk.	
19.55	Diversitément : Mieux-roux !	18.30	Top 50.	19.25	Série :	
20.00	Journal et Météo.	19.20	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes.	19.54	Six minutes d'informations.	
20.40	Les dossiers de l'écran : Cet enfant est le mien. Téléfilm de David Green, avec Lindsay Wagner, Chris Sarandon. Deux couples se disputent une fille.	20.30	Cinéma : L'homme au pistolet d'or. ■■ Film britannique de Guy Hamilton (1974). Avec Roger Moore, Christopher Lee, Britt Ekland.	20.00	Série : Cosby show.	
22.20	Débat : L'adoption. un enfant pour une famille ou une famille pour un enfant ? Avec Hélène Dorville, secrétaire d'Etat chargée de la famille, Catherine Bonnet, pédiopédiatrice, mère adoptive, Marie Brunet, enfant adoptée, Simone Chalon et Pierre Verdier, membres du Conseil supérieur de l'adoption ; Claude Hertz, médecin du monde ; Joël Coutant, acteur abandonné ; M ^{re} et M ^{re} Pierre André, parents adoptifs de deux colombiennes.	22.30	Flash d'informations.	20.35	Téléfilm : Une fille de glace et de feu. De Randy Bradshaw, avec Christine Hirt, Colin Fournier.	
23.30	Informations : 24 heures sur la 2.	22.35	Cinéma : Barry Lyndon. ■■ Film britannique de Stanley Kubrick (1975). Avec Ryan O'Neal, Marisa Berenson, Patrick Magee (v.o.).	22.20	La passion du patrimoine artistique. Magazine : Ciné 85.	
23.45	Météo.			22.30	Cinéma : Trinité, prépare ton cercueil ! □ Film italien de Ferdinando Baldi (1968). Avec Terence Hill, Horst Frank, George Eastman. Six minutes d'informations.	
23.50	Magazine : Du côté de chez Fred. L'avenir de Hongkong.			0.00		
				LA SEPT		
				14.30	Méthode Victor : Anglais.	
				15.00	Concert : Réurrection, 2 ^e symphonie, de Gustav Mahler.	
				16.30	Documentaire : Le Facteur Cheval, ou le songe devient réalité. De Claude et Clotis Provost.	
				17.00	Danse : Les chaises. Ballet de Maurice Béjart.	
				18.00	Cinéma : Le cycliste. ■■ Film italien de Mohsen Makhmalbaf (1988).	
				19.30	Court métrage : Le Chœur.	
				20.00	Documentaire : Elisabeth Schwarzkopf. D'Alain Bensou.	
				21.05	Documentaire : Claude Berlioz rencontre Liszt. Claude Mouchaud d'art (3).	
				22.05	Documentaire : Les années de la réussite. D'Antoine Gallien et Alain Denez.	
				22.35	Magazine : Imagine.	

Audience TV du 1^{er} avril 1990 (BAROMETRE de l'Écran / SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	42,3	7,7	Pub	8,2	1,9	3,2	2,7
19 h 45	48,9	19,5	Mag	6,2	1,8	2,3	2,7
20 h 15	63,0	23,0	Journal	10,2	4,1	4,1	4,0
20 h 55	67,4	31,4	Lady Mafiosa	3,5	2,7	7,9	4,7
22 h 08	60,5	20,7	Lady Mafiosa	4,6	2,5	10,3	5,2
22 h 44	34,5	17,8	Sans police	2,0	2,5	4,7	1,9

LA SEPT

14.30	Méthode Victor : Anglais.
15.00	Concert : Résurrection, 2 ^e symphonie, de Gustav Mahler.
16.30	Documentaire : Le Facteur Cheval, ou le songe devient réalité. De Claude et Clotilde Provost.
17.00	Danse : Les chaises. Ballet de Maurice Béjart.
18.00	Cinéma : Le cycliste. ■■ Film italien de Mohsen Makhmalbaf (1988).
19.30	Court métrage : Le Chœur.
20.00	Documentaire : Elisabeth Schwarzkopf. D'Alain Benoit.
21.05	Documentaire : Claude Berli rencontre Léo Castelli, marchand d'art (3).
22.05	Documentaire : Les sentiers de la réussite. D'Antoine Gallien et Alain Chassat.
22.35	Magazine : Imagines.
23.00	Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.
23.45	Jazz soundies collection.
23.50	Documentaire : Kaitax en Chine (4).

FRANCE-CULTURE

20.30	Archipel science. L'avenir de la famille.
21.30	Tchad, être jeune après les troubles (rediff.).
22.40	Nuits magnétiques. Portraits-groupes.
0.05	Du jour au lendemain.
0.50	Musique : Coda. Les home's studios.

FRANCE-MUSIQUE

20.30	Concert (donné le 9 février 1989 au Centre Pompidou) : celui qui est couronné, de Lacot ; Médus pour tri à cordes, de Martin ; Trajectoires de Bonnet, par l'Ensemble InterContinental, dir. : Peter Eotvos ; sol. : Ashley Standford, contre-ténor, Jacques Chastant, violon.
22.30	Galaxie des treizièmes.
23.07	Club d'archives. Hommage à Kathleen Ferrier ; Edwin Fisher, en concert à Lucerne.

SPORTS

GOLF : Open de La Grande-Motte.

Une violence phénoménale

Brett Ogle, un Australien de vingt-cinq ans, a remporté l'open AGF doté de 2 millions de francs à La Grande-Motte (Hérault), dimanche 1^{er} avril. Ogle a signé une dernière carte de 70 (2 en dessous du par) pour un total de 278 (10 en dessous) sur le parcours long de 6 161 mètres, dit « les Flamants roses ».

La puissance explosive fascine. Dans le golf, les drives sont des déclarations d'intention, des gestes aussi apparemment machos que les services d'un Boris Becker dans le tennis. Le drive est pourtant nettement moins décisif sur les fairways que l'engagement de l'Allemand sur le gazon londonien. En effet, même après avoir décoché un coup d'une longueur inouïe depuis le tee tout reste à faire. Et, un peu comme au billard américain, la seule sécheresse centrée de la frappe compte moins que le positionnement stratégique de la balle pour le coup suivant.

L'Australien Ogle, longiligne (1,90 mètre) et osseux, possède un long jeu qui déborde d'une confiance proprement phénoménale. « Je n'ai jamais vu un golfeur taper dans la balle avec une telle violence », déclarait, samedi, l'irlandais Des Smyth, partenaire abasourdi de l'Australien lors de la troisième journée. A ses côtés, je me sentais comme un gamin. Les drives de 300 mètres, il est vrai, impressionnent. Pour l'Australien, la clé technique des frappes d'exception se trouve surtout dans la vitesse des bras.

Cette vitesse-là imprègne la tête du club à vitesse au point d'impact. J'ai également un swing avec un arc très ample qui fait l'effet d'un fouet dans la traversée de la balle. Nous avons mesuré à l'ordinateur la vitesse de la tête du driver à l'impact. Alors que la moyenne pour les professionnels est de l'ordre de 145-kilomètres-heure, la moyenne tourne autour de 175 kilomètres-heure avec une pointe à 182. Même Greg (Norman) aurait du mal à l'égaliser », explique le vainqueur originaire de Sydney.

La référence est de taille et elle s'impose à tout golfeur Australien qui se respecte. Norman est un champion authentique, mais d'autres, comme l'Américain Davis Love ou le Japonais Jumbo Ozaki ou encore le puncheur de poche gallois Wootnam, possèdent le même don sans pour autant pouvoir s'engouffrer jusqu'ici de titre majeur. Ogle, comme Norman, fait partie donc du cercle de ceux qui la frappe dynamique constitue un

des éléments les plus spectaculaires et apparemment débridés d'un jeu où le calcul est omniprésent.

La liberté n'est bien sûr qu'apparente. Posséder la puissance n'est pas en abuser. Au contraire. Celui qui n'est pas contraint de s'employer à fond, qui en garde sous le pied, maîtrise mieux le jeu long. Le traquenard de la force de frappe est celui de la montée intensive d'adrénaline. Pour l'avoir oublié à Troon l'année dernière, Norman lui-même a propulsé sa balle lors des barrages dans un bunker qu'il croyait hors de sa portée. Ce qui devait être l'estocade pour ses adversaires se transformait en geste de harcèlement pour son auteur, rendu momentanément aveugle par la victoire toute proche.

Ce ne fut pas le moins admirable des qualités d'Ogle sur le parcours technique de La Grande-Motte, avec ses greens tout en pentes et ses obstacles d'eau, d'avoir su déployer sa puissance avec intelligence alors que la perspective de son premier titre européen le rendait, avouait-il « très nerveux ». Sans doute a-t-il appris à quel point mettre KO un tracé astucieux, il ne suffit pas de frapper sous tous les angles.

MARC BALLADE

FOOTBALL : la préparation de la Coupe de monde en Italie

Des chantiers meurtriers

Le retard accumulé sur les chantiers de la Coupe du monde de football, organisée en juin en Italie, entraîne un moindre respect des règles de sécurité. Une vingt-quatrième victime est à déplorer à Turin, où les ouvriers du bâtiment devraient observer, mardi 3 avril, une grève de protestation de quatre heures.

ROME

de notre correspondant

Jour « J » moins soixante-six. Deux mois avant le coup d'envoi de la quatorzième Coupe du monde de football, l'Italie fait ses comptes, pleure ses morts et déplore ses retards. « Depuis le début des travaux, affirme à la veille du week-end M. Carmelo Conte, ministre des zones urbaines, il y a eu 677 accidents du travail dont 24 mortels. » Parce que les chantiers ont été, comme à l'accoutumée, ouverts trop tard, parce que beaucoup d'entre eux, au fil des mois, furent arrêtés, parfois des semaines entières, pour cause de découverte archéologique, d'erreurs de calcul, de querelles politiques locales, de bureaucratisme, de manifestations écologiques, de manque de fonds, de grèves, ou d'incidents divers, parce que les entrepreneurs n'ont pas toujours été bien choisis, parce que, enfin et surtout, l'Italie

adore travailler dans la précipitation, les hommes ont mis les bouchées doubles et ignoré les règles de sécurité.

Le taux moyen d'accidents mortels dans le bâtiment italien est d'ordinaire de 0,23 %. « Pour le Mondial, affirme encore le ministre au quotidien romain Messaggero, il a été assigné 3,29 % ». Sombre bilan pour un événement qui devrait être une fête. La pire est que ces sacrifices sur l'autel du calcio national n'aient même pas permis de finir les travaux à temps. « Seul miracle, affirme encore M. Carmelo Conte, un dixième des 148 chantiers en cours ne pourront être terminés avant la date du 8 juin. » Que les tifosi se rassurent pourtant, il ne s'agit pas des stades, dont la réfection ou la construction devraient être terminées à temps. Milan, Turin, Gênes, Udine, Vérone, Florence, Bologne, Naples, Bari, Cagliari... C'est promis, les pelouses seront prêtes pour le spectacle.

A Palerme, les trente tonnes de poutrelles neuves qui se sont mystérieusement effondrées en août dernier, tuant quatre ouvriers, ont été, après trois mois d'abandon sur la pelouse, remontées au-dessus des gradins. A Rome, les travaux ont pris beaucoup de retard, mais les responsables furent tous surs. En prêt pour le 8 juin, « où dans les heures qui suivront », l'essentiel est que les dizaines de milliers de supporters attendus au « bal posse » pour participer à la fête mondiale du foot ne se

rendent pas compte de l'état de chaos engendré par leur passion. Pour ce faire, le gouvernement a pris la décision de fermer pour la durée des matches tous les chantiers qui n'auraient pu être terminés à temps. De toute façon, il n'est pas question de demander à l'Italie du calcio de travailler normalement pendant la Coupe.

Faire bonne figure

Au besoin, quand une avenue de Rome ou de Bari n'aura pu être élargie à temps, lorsque le creusement d'un passage souterrain, comme à Vérone, aura dû être abandonné, ou quand les dizaines de kilomètres de métro « ultra-rapide » promis à Palerme ou Naples auront été ramenés à deux ou trois kilomètres seulement, voire carrément abandonnés au profit d'un immense parking, comme à Milan, les municipalités dévieront le trafic des visiteurs, et surtout leurs regards, loin des chantiers. Le mot d'ordre est de ne montrer aux visiteurs et aux touristes que « l'Italie qui marche ». Tant pis si le prix à payer pour cet accès de dignité mal comprise se décline, pour les résidents comme pour les autres, en longues heures d'attente dans les embouteillages.

A Palerme, où il avait été décidé de moderniser l'aéroport, avant d'annuler purement et simplement le projet devant l'ampleur de la tâche à entreprendre, les autorités ont promis d'accorder « un véritable statut de VIP à tous les tifosi » qui voudront bien faire quand même le voyage. Formalités douanières réduites au strict minimum et couloirs spéciaux de circulation sur les quarante kilomètres qui mènent du tarmac des Airbus au fameux stade de la « La Favorita ». A Naples, où une enquête de la magistrature est en cours pour déterminer si oui ou non la Camorra, la mafia locale, a pu s'introduire dans les circuits d'adjudications de travaux, et du même coup alourdir les coûts, on vient de découvrir que les autorités locales avaient « oublié » de prendre en compte, dans leur budget initial, le coût des technologies spéciales de sécurité pour les spectateurs. Pas de problème : une enveloppe de plusieurs milliards de lires supplémentaires vient d'être accordée par l'Etat.

Cinq années de préparation et 23 000 millions de francs dépensés jusqu'ici, c'est-à-dire cinq fois plus que prévu au départ par le budget national. Rien à dire, quand il s'agit de foot l'Italie n'est pas trop regardante. L'essentiel est de faire « bonne figure ». Pas d'inquiétude, « Nous y arriverons », disait récemment M. Luca di Montezemolo, président d'Italie 90, le comité organisateur de la fête, mais ce sera à la manière italienne, c'est-à-dire au dernier moment... »

PATRICE CLAUDE

CYCLISME : Tour des Flandres

Fignon contré par Argentin

Le Tour des Flandres, la première et la plus caractéristique des classiques belges avec ses pavés incommensurables et ses côtes abruptes, dont le célèbre mur de Grammont situé à seize kilomètres de l'arrivée, a rarement réussi aux coureurs français. Deux figures au palmarès : Louis Bobet en 1955 et Jean Forestier l'année suivante.

Cette épreuve ingrate, préfigurant l'arrivée à Paris-Roubaix, n'avait séduit ni Jacques Anquetin, ni Bernard Hinault, ni Laurent Fignon, qui fut champion du monde en 1986, devient ainsi à trente ans le leader d'une Coupe du monde qui débute et dans laquelle le porteur du maillot arc-en-ciel, Greg LeMond, malade, brille par son absence.

J. A.

Les résultats

ATHLÉTISME

Cross de Vannes

1. Nourkar (G-B) les 10 km en 28 min 7 s ; 2. Kororis (Ken.), à 2 s ; 3. Cholmo (Ken.), à 3 s ; 4. Nyangichia (Ken.), à 26 s ; 5. Arpin (ASA), à 32 s.

Record de l'heure

Bernard Hovine a battu le record de France de l'heure en parcourant 20,607 kilomètres, samedi 31 mars, à La Flèche (Sarthe). Dans la même course, le Portugais Diogo Castro a écroulé de 1 mètre par le record du monde avec 20,943 kilomètres.

BASKET-BALL

Championnat de France (Trente-neuvième journée)

Racing Paris b. Antibes 94-91
Tours b. Montpellier 119-106
Villeneuve b. Avignon 84-81
Limoges b. Saint-Quentin 89-80
Nantes b. Nanterre 107-97
Pau-Orthez b. Reims 87-85
Moulhouse b. Lorient 91-90
Cholet b. Gravelines 84-83

Classement. - 1. Limoges, 67 ; 2. Antibes, 60 ; 3. Cholet, 59 ; 4. Pau-Orthez, 58 ; 5. Moulhouse, 57 ; 6. Nantes, Villeneuve, 55 ; 7. Saint-Quentin, 51 ; 8. Reims, 50 ; 9. Racing Paris, Gravelines, Monaco, 49 ; 10. Tours, 47 ; 11. Reims, Monaco, 46 ; 12. Lorient, Avignon, 42 ; 13. Caen, 39.

BOXE

Championnat du monde des super-welters

L'Espagnol John Mugabi, sacré champion du monde pratiquement sans combattre face au Français René Jacquot au mois de juillet 1989, a subi une trépanation dentaire par KO au premier round, samedi 31 mars, lors d'un combat à Tampa (E-U), face à l'Américain Terry Norris. Surmontré le terrible, ce boxeur de vingt-deux ans a justifié sa réputation par un crochet gauche fait de sa garde lors du round d'observation.

FOOTBALL

Championnat de France (Vingt-neuvième journée)

Cannes b. Lyon 1-0
Marseille b. Lille 4-1
Nantes et Monaco 0-0
Auxerre b. Brest 3-1
Toulon et Saint-Etienne 1-1
Moulhouse et Bordeaux 0-0
Toulon b. Nice 2-1
Paris-SG b. Caen 3-1
Metz et RP 1-0
Montpellier b. Sochaux 2-0

Classement. - 1. Bordeaux, 45 ; 2. Marseille, 43 ; 3. Monaco, 36 ; 4. Sochaux, 34 ; 5. Lyon et Paris-SG, 33 ; 6. Auxerre, 31 ; 7. Nantes, 30 ; 8. Metz, Saint-Etienne, Cannes, Brest et Caen, 29 ; 9. Toulon, 28 ; 10. Lille et Montpellier, 27 ; 11. RP, 26 ; 12. Moulhouse et Nice, 24.

Deuxième division (Vingt-neuvième journée)

Strasbourg b. Nancy 1-0
Alès b. Strasbourg 2-1
Lorient b. Caennais et Nîmes 1-1
Montpellier b. Montpellier 1-0
Reims et Avignon 1-1
Dijon b. Lens 1-0
Amiens et Guingamp 1-1
Orléans b. Chamois 2-0
Red Star 93 b. Grenoble 1-0

Classement. - 1. Nancy, 45 pts ; 2. Strasbourg, Nîmes et Alès, 36 ; 3. Brest, 35 ; 4. Montpellier, 34 ; 5. Reims, 31 ; 6. Avignon, 29 ; 7. Amiens et Dijon, 27 ; 8. Guingamp, Lorient et Lohans-Catzenberg, 26 ; 9. Chamois, 25 ; 10. Orléans, 23 ; 11. Grenoble, 22 ; 12. Red Star 93, 21 ; 13. Metz, 20.

Groupes B
« Les Hauts de la Roche » : 1. Valenciennes b. Dunkerque 1-0
« Orteil et Laval » : 1. Rouen b. Lens 0-0
« Gungamp b. Brest » : 1. Angers b. Guingamp 2-0
« Abbeville b. Tours » : 1. Saint-Saurin b. Lorient 3-0

Classement. - 1. Reims, 39 pts ; 2. La Havre et Valenciennes, 38 ; 3. Rouen, 35 ; 4. Laval, 34 ; 5. Brest, 32 ; 6. Nîmes, 31 ; 7. Caen et Angers, 30 ; 8. Lens, 29 ; 9. Lorient, 28 ; 10. Saint-Saurin, 24 ; 11. La Roche-Sur-Yon et Lorient, 23 ; 12. Tours, 22 ; 13. Caen, 20.

HOCKEY SUR GLACE

Championnat du monde B

Après une première victoire, jeudi 29 mars, face à l'Autriche (4-1) lors du tournoi de qualification, samedi 31 mars, en battant la RDA (3-2), les Allemands ont confirmé leur bonne disposition en triant les Pays-Bas (4-2).

Classement. - 1. France, 6 pts ; 2. Suisse et Italie, 5 ; 3. Pologne, 4 ; 4. Autriche et RDA, 1 ; 5. Pays-Bas et Japon, 0.

RUGBY

Championnat de France (Trente-neuvième journée)

« Châlons b. Grenoble 15-6
« Toulon b. Brest 24-15
« Dax b. Colomiers 37-17
« Auch b. Toulon 19-18

Classement. - 1. Dax, 37 pts ; 2. Grenoble, 33 ; 3. Colomiers, 29.

Poule 2

Montpellier b. Grenoble 15-9
Brest b. Bayonne 43-3
Biarritz b. Vainon 15-9
Racing b. Bourgoin 16-15

Classement. - 1. Brest, 33 pts ; 2. Racing, 32 ; 3. Montpellier, 31.

Poule 3

Béziers b. Hagenau 24-6
Agen b. Cognac 38-9
Nîmes b. Lorient 28-6
Toulon b. Nice 23-9

Classement. - 1. Toulon et Agen, 34 ; 2. Béziers, 32.

Poule 4

Brive b. Perpignan 33-9
Toulouse b. Tarbes 54-10
Castres b. Rungis 21-18
Narbonne b. Toulon 50-18

Classement. - 1. Toulouse, 36 pts ; 2. Narbonne, 31 ; 3. Brive, Tarbes et Castres, 27.

TENNIS

Coupe Davis (Journée de lundi)

« Australie b. Nouvelle-Zélande 3-2
« Espagne b. Tchecoslovaquie 4-1
« Autriche b. Italie 5-0
« Argentine et RFA 2-2

Le dernier simple a été interrompu par l'obscurité alors que l'Argentin Alberto Tomba menait 7-5, 6-2, 3-3 face à Carl Line Sued.

SKI-ALPINISME : le grand défi

Le marathon des neiges

Parti de Chamonix, le deuxième Grand Défi de ski-alpinisme s'est terminé après six jours de course à travers les Alpes, samedi 31 mars aux Menuires (Savoie). A l'issue de quelque trois cents kilomètres de montées et de descentes à ski où se sont succédés dix-neuf parcours chronométrés, c'est l'équipe professionnelle de la Toussuire qui s'est imposée en 8 h 32 min 38 s, devant celles de Flaine (à 4 min 16 s) et d'Avoriaz (à 39 min 24 s).

LES MENUIRES

de notre envoyé spécial

Si un exploit athlétique et technique est réalisé dans un cadre naturel exceptionnel, peu propice à la performance, et si celui-ci s'étale sur plusieurs jours ou plusieurs semaines, on l'appelle aventure sportive. Le Grand Défi entre dans cette catégorie. Pendant les six longues journées de ce raid de ski-alpinisme les participants ont bravé, contre chrono-mètre et fatigue, les Alpes et ses pentes. Armés de skis, de piolets, de crampons, de peaux de phoque, de tout l'attirail nécessaire à la survie en haute montagne, ils ont gravi des cols noyés dans les nuages, longé des arêtes inextricables dominées des vallées perdues, traversé des mers de glace balafrees de crevasses béantes, bivouaqué dans le froid et la neige.

Conquérants de l'inutile ? Pour eux, les sommets ne sont qu'un point de passage obligé pour avoir droit à la glisse extrême sous la pression du chrono-mètre. Dans ces conditions de lutte contre des pentes sans fin et contre le temps, les coureurs produisent un nouveau type de ski. Finies les grandes courbes que l'on tricote de plaisir en godaillant dans la poudre, finis les arrêts pour décou-

vrir des muscles sollicités à outrance et récupérer son souffle que l'altitude meurtrit. Au sommet de ces pentes vertigineuses commence le règne du ski fou.

Descendre les couloirs entre deux parois rocheuses comme s'il s'agissait d'un simple parcours de slalom géant, dévaler les grandes combes avec de longues courbes et la vitesse d'un expert, grimper malgré les crevasses et les rochers toujours présents, des pans entiers de versants dans la position de recherche de vitesse des descentes, réaliser pendant des kilomètres le pas de patient pour rejoindre le point d'arrivée au fond de la vallée, le tout dans la neige fraîche, tel est le plaisir du grand défi.

Une course de stations

« La technique de descente à ski des skieurs alpinistes a beaucoup évolué en quelques années explique Thierry Olivier, membre de l'équipe de Courchevel. Lors des premiers raids alpins, personne n'était capable de dévaler à une telle vitesse des pentes aussi difficiles et aussi longues. Cette année, les premières équipes ont réussi à imposer des cadences et à appliquer une technique que l'on n'aurait même pas pu soupçonner l'année dernière. » Avec la médiatisation du raid Blanc, première épreuve du grand défi, et du Grand Défi, et compte tenu des retombées que peut représenter une victoire pour une station de sports d'hiver, les équipes se sont entraînées sans relâche.

Sur les cinq coureurs de l'équipe victorieuse, trois sont des anciens membres de l'équipe de France. Directement inspiré par les nouvelles techniques de glisse inventées pour l'utilisation du sent et du monoski, le ski-alpinisme est essentiellement à base de longues courbes. Celles-ci réduisent l'effort musculaire, augmentent la vitesse de descente et

facilitent la perte de dénivelé. « Le plus dur pour les coureurs dans ce type d'épreuve c'est l'intensité de l'effort et l'absence de temps de récupération », explique Philippe Baed, l'un des médecins du Grand Défi. « Sollicités du matin jusqu'au soir ils ont très peu de temps de récupération. Dans ces conditions, il leur est extrêmement difficile de garder toute la lucidité que requièrent les pentes qu'ils doivent descendre. »

Discipline récente le ski-alpinisme de grand raid a bien failli disparaître. Les deux dernières éditions du Raid Blanc ont été un fiasco. Organisation défectueuse et application litigieuse des règlements ont démobilisé les équipes et les sponsors. Cette année, trois semaines avant le départ, Thierry Sabine Organisation (TSO) a annulé l'épreuve : seulement quinze équipes sur les trente-cinq attendues s'étaient inscrites. Alors que l'épreuve avait déjà été annulée l'année dernière pour cause de manque de neige, les organisateurs du Grand Défi étaient cette année encore obligés de reporter leur raid alpin initiallement programmé pour janvier. Courant mars, l'absence de neige dans les Dolomites où devait se courir la première partie du Raid contraignait les organisateurs à se rabattre sur le massif du Mont-Blanc.

« Dans la vie, il faut être ténu », commente après six jours de course et dix-neuf épreuves spéciales Alain Gaimard, organisateur de l'épreuve. « Le manque de neige ne doit pas dicter sa loi aux moniteurs. Si la neige est absente, on va la chercher sur les sommets. » Tout au long de l'épreuve, l'organisation a jonglé avec les équipes. Annulant, modifiant, raccourcissant, inversant les spéciales en fonction des conditions météorologiques et de l'état d'enseignement des pentes. En réussissant là où TSO avait échoué, Alain Gaimard et son équipe ont prouvé que les grands raids alpins pouvaient vivre.

PIERRE-YVES GRAVIER

du 1^{er} au 30 avril

NEUBAUER fantastique!

Votre 605 (tous modèles) financée en 37 mois à coût 0*



PEUGEOT

NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
7, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎ 47.66.02.44
10, rue Carnot 75017 PARIS ☎ 42.70.67.60
4, rue de Chateaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

صوتك من الراحل

24 L'union économique et monétaire
24 Auchan interdit à Montpellier

25 Le système bancaire ouest-allemand
27 à 30 Champs économiques

44 Marchés financiers
45 Bourse de Paris

BILLET

Le vin, un goût de Perrier...

Depuis quinze jours, toutes les expéditions de vins français à destination des États-Unis sont bloquées, parce que les autorités américaines ont découvert dans ces vins un fongicide non autorisé de l'autre côté de l'Atlantique. Il s'agit de la procymidone, fabriquée par Sumitomo au Japon et utilisée en France, notamment depuis 1977, pour combattre les moisissures et les champignons qui affectent la vigne, essentiellement l'autopiose, voisine du botrytis, qui frappe souvent les cépages Cabernet-Sauvignon et Ugni Blanc, dans l'ouest et le sud-ouest.

Un porte-parole de la Food and Drug Administration (FDA), organisme chargé de contrôler, entre autres, la qualité des produits alimentaires, a déclaré, dimanche 1^{er} avril, que le blocage des expéditions en provenance de France avait été décidé parce que les traces minimales de procymidone avaient été détectées dans ces vins. Sans doute, le taux de fongicide relevé respectait les tolérances européennes et ne présentait pas de risque pour la santé des consommateurs. Mais l'utilisation de ce produit étant prohibée aux États-Unis, des traces, même minimes, de procymidone sont inacceptables pour la FDA.

L'affaire embarrasse fort le ministère de l'Agriculture où l'on parle de « quantités de produits aussi petites que dans l'affaire Perrier », et encore ne s'agit-il pas de benzène. Certains voient dans ce blocage un nouvel épisode de la bataille de réglementation à laquelle se livrent les États-Unis et la Commission de Bruxelles, une série de produits étant autorisés d'un côté et non de l'autre et vice versa. Ils y discernent également un relent de protectionnisme, qui pourrait, tout de même, coûter cher, car l'autopiose gagne, en France comme en Italie, et en l'absence d'accords il faudrait, en hâte, trouver un nouveau fongicide. De délicates négociations sont en cours pour sortir de l'impasse. Certes les vins français et aussi italiens, ne sont pas interdits d'importation aux États-Unis, c'est la procymidone qui l'est.

F.R.

INSOLITE

Blé et béton

Les agriculteurs sont une espèce en voie de disparition en Ile de France, plus que dans toute autre région. Les experts qui ont préparé le Livre blanc servant de base aux initiatives du gouvernement et des collectivités locales estiment que d'ici à 2010, l'urbanisation va dévorer, au bas mot, 1 500 à 2 000 hectares par an, soit 3 à 5 fois la surface actuelle de Paris.

Le monde agricole a tiré la sonnette d'alarme devant M. Nallet le 31 mars à Dourdan, dans l'Essonne. Le quintal de blé en Ile-de-France est plus cher que partout ailleurs, à cause de la spéculation foncière et de la lourdeur des impôts, déclarent-ils en s'insurgeant. Il faut, afin de bénéficier des subventions de la CEE pour les zones dites « péri-urbaines », décréter l'Ile-de-France « région fortement urbanisée ». On s'en serait douté... Et pourquoi pas inverser la notion d'« agriculture sinistrée par la ville », version moderne du rat des villes et du rat des champs ? Pour l'heure, l'Ile-de-France, c'est aussi, heureusement, les grandes plaines riches et fertiles de la Beauce, de la Brie, le revenu agricole y est loin du SMIC...

Une spectaculaire opération de mise sur le marché

M^{me} Thatcher donne le coup d'envoi à la privatisation de l'électricité

Le gouvernement britannique a donné samedi 31 mars le coup d'envoi à la privatisation la plus ambitieuse jamais tentée à ce jour : celle de l'ensemble du secteur électrique britannique. Une opération majeure tant par le montant escompté de la vente (entre 10 et 12 milliards de livres, soit de 100 à 120 milliards de francs), que par sa complexité et l'ampleur des enjeux : la compétitivité de l'industrie britannique, la survie du charbon et l'avenir du nucléaire.

La première étape du processus, fort complexe, qui doit se terminer l'an prochain, avant les prochaines élections, a été franchie à la veille du week-end. Réunis à Londres pendant trois jours, le baron et l'arrière-baron du secteur de l'électricité britannique ont contresigné une masse de quelque 700 contrats. Le puissant CEBG, l'équivalent britannique d'EDF, a été éclaté en 19 sociétés distinctes, qui seront pour la plupart privatisées par étapes d'ici à l'automne 1991.

Les premières sociétés à être proposées au public seront les douze compagnies de distribution régionales, chargées d'assurer la vente du courant au client final. Puis, en février 1991, viendra le gros morceau : les deux sociétés de production concurrentes, National Power et Powergen. Enfin, ferme-

ront la marche, en juin 1991 les deux sociétés de production écossaises, Scottish power et Scottish hydro electric.

Resteront dans le domaine public, d'une part, la compagnie chargée de gérer le réseau et d'assurer la transmission entre les producteurs et les distributeurs, National grid, et, d'autre part, les deux sociétés gérant les centrales nucléaires, Nuclear electric et Scottish nuclear.

Après avoir envisagé un plan de privatisation globale, le gouvernement de M^{me} Thatcher a en effet été contraint de reculer : la City ayant fait savoir que la rentabilité du nucléaire était pour le moins aléatoire, compte tenu de la vétusté des centrales et du coût énorme prévu d'entretien de ces installations d'ici à la fin du siècle, le secteur, qui assure environ un cinquième de l'électricité britannique, a été écarté de la privatisation.

De plus, Londres a obtenu la semaine dernière de Bruxelles la permission d'accorder 2,5 milliards de livres (33 milliards de francs) de subventions aux compagnies exploitant les centrales atomiques, et de prêter une taxe spéciale sur les factures d'électricité, l'ensemble devant permettre aux compagnies nucléaires de rester compétitives.

Malgré la privatisation, la libéralisation complète du secteur électrique ne sera pas totale avant longtemps. Le gouvernement a en effet préféré limiter les risques en imposant une période transitoire

de trois ans qui limitera la liberté des tarifs et la concurrence au niveau de l'approvisionnement.

D'ici à 1994, seuls les gros utilisateurs de courant (plus de 1 mégawatt par établissement) seront autorisés à s'approvisionner auprès de compagnies situées en dehors de leur région. En contrepartie de cette garantie, les compagnies de distribution régionales se sont engagées à ne pas augmenter leurs tarifs plus vite que le rythme de l'inflation jusqu'en 1995.

Par ailleurs, pour sauvegarder les débouchés du charbon britannique, menacés par la privatisation, le gouvernement a incité les deux grandes compagnies productrices de courant, National Power et Powergen, à conclure un contrat de trois ans avec British coal, qui leur garantit un prix inférieur à celui pratiqué jusqu'ici, bien que supérieur aux cours mondiaux. Une manière de repousser au-delà des élections l'inévitable fermeture des mines britanniques, peu compétitives face au charbon importé, et surtout par rapport aux nouvelles centrales à gaz.

A terme, il est en effet inévitable que la privatisation modifie profondément les sources d'approvisionnement du courant britannique. « La prédilection du CEBG pour les grosses centrales nucléaires ou au charbon apparaît déjà comme les reliques d'un âge révolu », écrit le Financial Times.

VERONIQUE MAURUS

An « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Perigot : la compétitivité avant la lutte contre les inégalités

« Il faut déplacer le problème des inégalités sur celui de la compétitivité globale des nations », a affirmé M. François Perigot, président du CNPF, dimanche 1^{er} avril au « Grand Jury RTL-le Monde ». « Il s'agit de savoir, a-t-il souligné, si la France sera capable de résister à l'Allemagne, au Japon, aux États-Unis, à la Corée du Sud. Si nous ne sommes pas compétitifs, il faut, avant de se préoccuper d'inégalités et de partage, redresser notre compétitivité ».

« Lorsque nous abordons la problématique de la répartition et des inégalités, a poursuivi M. Perigot, il faut se souvenir des conseils du président de la République, qui a écrit, dans sa Lettre à tous les Français, que nous étions en « guerre économique ». « Faisabilité, a-t-il affirmé, je ne vois pas ce que l'on peut changer aujourd'hui sans risquer de démotiver ceux qui sont les ressorts de la croissance française. » Le président du CNPF a rappelé son opposition à l'intégration de l'outil de travail dans la base de calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune : « Je ne l'ai pas fait pour défendre les riches, mais pour défendre ceux qui ont investi tout ce qu'ils ont dans leur entreprise. Réintégrer l'outil de

travail dans la base de l'impôt sur la fortune serait économiquement une erreur ».

M. Perigot s'est également efforcé de dédramatiser la dénonciation par le CNPF de l'accord sur le financement de la retraite complémentaire à soixante ans (le Monde daté 1^{er} et 2 avril) : « Il n'y a pas de menace précise aujourd'hui sur la situation des gens qui partent en retraite à soixante ans. (...) Nous avons dénoncé un accord afin de clarifier les choses. (...) Pendant sept ans, l'Etat a accepté d'assurer un tiers de la dépense complémentaire qui était la conséquence de la retraite à 60 ans. Aujourd'hui, l'Etat veut se retirer. Nous ne l'acceptons pas. Nous acceptons de continuer à honorer nos engagements, mais nous demandons de nous asseoir autour d'une table avec l'Etat pour regarder ensemble la façon de gérer le système ».

M. Perigot s'est défendu de chercher une « mauvaise querelle » au gouvernement. A propos de l'accord sur le travail préalable, le président du CNPF a souligné : « Les parlementaires restent parfaitement souverains de prendre ou de ne pas prendre notre accord, mais s'ils le prennent, nous leur demandons de le prendre tel qu'il est. »

D'après les enquêtes menées auprès des chefs d'entreprise

L'Allemagne fédérale compte sur une croissance de plus de 4 % en 1990

Théo Weigel, ministre de l'économie de RFA s'attend pour 1990 à une croissance d'au moins 4 %. Les enquêtes d'opinion réalisées auprès des chefs d'entreprise confirment cet optimisme.

BONN

de notre envoyé spécial

La République fédérale aborde dans les meilleures conditions économiques l'aventure de l'unification. Celle-ci, sans qu'on s'en dissimule les difficultés, est envisagée avec autant plus de confiance que la prospérité actuelle donne le sentiment à beaucoup en RFA que l'opération pourra être maîtrisée. Les milieux économiques ouest-allemands ont le souci évident d'associer leurs partenaires des Douze à leur succès économique et à la convalescence de leur attachement à la construction communautaire.

A l'automne, les instituts de conjoncture annonçaient pour 1990 une croissance de l'ordre de 2,5 %, une performance qui n'aurait rien de digne compte tenu du très haut niveau d'activité atteint l'an passé. Ils prévoient maintenant au mieux un point de plus et cela en dépit du léger tassement du début d'année, considéré comme un simple ajustement. En décembre 1989-janvier 1990, les commandes de produits manufacturés ont progressé de 4,2 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente, le chiffre étant de 7,6 % pour les biens d'équipement. La huitième année de croissance consécutive s'engage donc sous les meilleurs auspices.

Parmi les dix sept mille chefs d'entreprise sondés par le DIHT (1) en février 1990, 52 % d'entre eux considèrent la conjoncture comme étant « bonne » et 42 % « satisfaisante ». Quant aux prévisions pour 1990, « elles témoignent d'une confiance dans l'avenir économique depuis longtemps », indique le rapport de la DIHT. Cet optimisme s'est renforcé au cours des derniers mois : en février 1990, 40 % des chefs d'entreprise tablent sur une amélioration conjoncturelle.

La confiance ambiante est pour une bonne part fondée sur une analyse des perspectives à long terme - les effets bénéfiques du marché unique européen combinés à ceux de l'ouverture à l'est - ce qui accroît le sentiment de sécurité des chefs d'entreprises. Conséquence : ceux-ci manifestent que ceux de l'attente d'accroître leurs capacités de production et de modernisation.

Les experts sont unanimes : l'investissement devrait demeurer cette année encore le principal moteur de l'expansion. Et la fièvre touche tous les secteurs, y compris ce qui est

nouveau, celui du bâtiment, en plein réveil. « L'état dernier encore, on considérait la faiblesse de la construction comme structurelle, en raison de la démographie, d'aujourd'hui, c'est complètement oublié », observe M. Erwin Blum, un économiste du BDA, l'organisation patronale. L'arrivée massive des réfugiés, les immenses besoins de l'est, là encore bouleversent les idées reçues (au point qu'il manque aujourd'hui 1,7 million de logements en RFA, selon l'Institut IFO).

La demande externe demeure très forte, en particulier celle provenant

biens d'équipements - machines-outils, matériel électrique - ainsi qu'à leurs fournisseurs. L'industrie automobile doit certains à y a un an démentement la surcapacité est en plein boom et la forte relance de la consommation des ménages attendue en 1990 ne peut que l'amplifier. Cette vive reprise de la consommation s'explique par une série de facteurs : une réforme fiscale favorable aux contribuables, des revenus en hausse rapide en raison de la création d'emplois, des hausses de salaires, l'arrivée en 1989 d'environ neuf cent mille réfugiés en RFA, enfin après l'union monétaire, l'aug-

ment de disparaître : dans le sondage de la DIHT, 26 % des entrepreneurs interrogés annoncent leur intention d'embaucher du personnel supplémentaire en 1990. La revendication des syndicats en faveur d'une nouvelle réduction du temps de travail de trente-sept heures et demi à trente-cinq heures par semaine n'en est, on le devine, que plus mal accueillie par les milieux d'affaires. « Le vrai danger est que les revendications sociales à l'Ouest », souligne M. Franz Schoser.

Le syndicat des métaux qui, en RFA, donne le ton, réclame, en outre, des augmentations de salaires de l'ordre de 7 %. « Ce serait peut-être supportable par les grands industriels, mais certainement pas pour les PME », affirme M. Philipp von Waldorf.

Personne ne semble se préoccuper vraiment de l'inflation, il est vrai encore raisonnable - surtout du fait de la baisse des produits importés (-2,1 % en février) - ni de la baisse des taux d'intérêt. « L'industrie est liquide, les marges sont élevées, les taux d'intérêt ne la gênent pas », estime un haut fonctionnaire du ministère de l'économie.

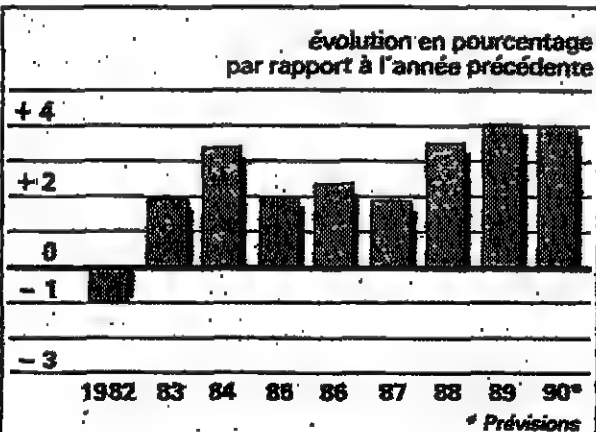
Bref, une situation exemplaire qui

explique pourquoi l'unification avec la RDA n'est le plus souvent perçue que sous son angle positif : « Dix-sept millions de consommateurs et un pays où il faudra beaucoup investir », comme dit M. Von Waldorf. « Si nous ne faisons pas d'erreur, la situation doit pouvoir être maîtrisée », juge notre interlocuteur du ministère de l'économie qui chaque semaine reçoit des délégations est-allemandes chargées de préparer avec ses services la prochaine intégration.

Un optimisme fondé sur la fermeté patibulaire : « Beaucoup voient la dévaluation comme une chance qu'on ne peut pas laisser passer. C'est une affaire de cœur aussi. Nous voulons les aider, nous voulons que ça marche », résume fort bien M. Franz Schoser.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) DIHT : Deutscher Industrie und Handelsrat, la conférence des chambres d'industrie et de commerce allemandes.
(2) La part des États-Unis dans le commerce extérieur ouest-allemand qui dépassait 10 % voici quelques années a été ramené à 7-8 %, soit à peine 2 à 3 points de plus que la zone.



Les instituts de conjoncture allemands, unanimes, voyaient récemment encore l'année 1990 comme légèrement moins bonne que 1988 et 1989. Les dernières estimations, par exemple de l'IFO de Munich ou du Rapport des Cinq sages, prévoyant une croissance de 3,5 %. Mais depuis, tirée par la réévaluation, l'économie galope à un rythme plus proche de 4 %.

de l'Europe occidentale qui absorbe désormais plus de 70 % des exportations allemandes. En quelques années les États-Unis sont devenus un marché moins bien important pour les industriels ouest-allemands (2) si bien que le ralentissement conjoncturel qui s'y profile n'inquiète guère, moins en réalité que celui qui affecte le Royaume-Uni.

Investissements records

« Si l'on a récession aux États-Unis, elle ne viendra pas chez nous », assure catégoriquement M. Philip von Waldorf, un des dirigeants du CDU Wirtschaftsrat, un club de chefs d'entreprises proche du parti du chancelier Kohl. Les résultats à l'exportation devraient être du même ordre que ceux de l'année 1989, c'est-à-dire excellents avec pour la balance commerciale un excédent record de 135 milliards de marks. L'essor des investissements et des exportations bénéficie en premier lieu aux fabricants de

mentation de la demande en provenance de la RDA.

L'appareil industriel sera-t-il capable de suivre ? M. Erwin Blum, du BAD, explique que les problèmes de capacités de production (utilisées à près de 90 %) ne se posent pas dans les mêmes termes qu'il y a quelques années : les nouvelles technologies ont introduit plus de souplesse, sans compter que l'importance des investissements effectués permet de faire face à une demande accrue. « En 1989, nous avons connu le taux d'investissement par rapport au PIB le plus élevé de toute l'histoire de la République fédérale. Le vrai problème c'est celui de la pénurie de main-d'œuvre et singulièrement d'ouvriers qualifiés », explique-t-il. Le chômage recule malgré l'arrivée massive des réfugiés. Cependant, ceux-ci aussi qualifiés soient-ils, sont le plus souvent peu familiarisés avec les nouvelles techniques : les machines-outils à commandes numériques sont peu nombreuses en RDA.

Le problème d'emploi n'est pas

JOURNÉE PORTES OUVERTES

L'ISG VOUS INVITE LE SAMEDI 7 AVRIL 1990 À VENIR DANS SES LOCAUX RENCONTRER SES PROFESSEURS, SES ÉTUDIANTS, SES ASSOCIÉS, QUI RÉPONDENT À TOUTES VOS QUESTIONS CONCERNANT L'INSTITUT.

Rendez-vous Samedi 7 avril 11h00-18h00 au 8, rue de Lotz - 75116 PARIS



INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
8, rue de Lotz - 75116 Paris
Téléphone : 45 83 40 00
MÉTROPOLIS 35 16 125

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Le conseil des ministres des finances sur l'union économique et monétaire

M. Delors s'inquiète de l'hostilité persistante des Allemands à l'égard de l'écu

Après avoir confirmé que la conférence intergouvernementale chargée de définir le contenu de l'Union économique et monétaire (UEM) commencerait effectivement ses travaux en décembre, les ministres des finances des Douze, dont la réunion « informelle » était organisée samedi 31 mars dans un superbe château-hôtel de l'ouest de l'Irlande, ont rapproché leurs points de vue sur quelques-unes des principales dispositions qui caractériseront l'UEM. Ils l'ont fait apparemment sans trop de difficultés. Néanmoins, l'ambiance de cette réunion n'a pas été excellente, comme en témoignent en particulier le « mécontentement » manifesté sur tel ou tel point par M. Jacques Delors, président de la Commission, qui n'a pas apprécié certaines des positions exprimées par M. Theo Waigel, le ministre allemand.

CALLWAY

de notre envoyé spécial

C'était la première fois que les ministres parlaient de façon approfondie du contenu de l'UEM. Leurs échanges de vues se concentraient sur deux questions : les moyens à mettre en œuvre pour assurer une nécessaire discipline budgétaire et le partage des rôles dans l'application de la politique monétaire extérieure. Deux thèmes qu'ils ont abordés après avoir réaffirmé à l'unanimité quelques principes de base : l'UEM doit assurer la stabilité des monnaies, et donc

des prix ; la future banque centrale commune ou Eurofed qui aura la responsabilité de la politique monétaire, devra bénéficier d'un statut lui assurant une indépendance effective par rapport aux gouvernements.

La stabilité monétaire, objectif prioritaire, exclut des déficits budgétaires excessifs, et il convient donc d'appliquer entre les Douze une surveillance multilatérale efficace afin d'éviter les dérapages de l'un ou de l'autre. La difficulté est de s'entendre sur le caractère plus ou moins contraignant de cette discipline collective, mais on s'oriente vers une solution moyenne.

Exclusion du réajustement

Le futur traité indiquera, cela est acquis, qu'il ne peut y avoir dans l'UEM de financement monétaire des déficits publics et, d'autre part, que la Communauté et ses États membres n'ont nullement l'obligation d'apporter leur concours financier à un partenaire insuffisamment vertueux. La politique budgétaire fera l'objet de concertations approfondies entre les Douze et, en cas d'inquiétudes à l'égard d'une politique jugée trop audacieuse, de recommandations mises en garde susceptibles d'être rendues publiques.

Faut-il aller au-delà ? Certains (la RFA notamment) suggèrent l'adoption dans les législations nationales, voire dans le traité, de règles dont l'objet serait d'inciter les gouvernements à la prudence, à l'image de ce qui existe en Allemagne où, selon la loi, le déficit ne peut dépasser le montant des investissements financés par des moyens budgétaires. Cependant, selon le rapport du comité monétaire

taire soumis aux Douze, une majorité de ses membres estimerait même nécessaire que le conseil des ministres puisse prendre des « sanctions » pour faire rentrer dans le rang les pays prodigues : la suspension de certains paiements communitaires, le recours devant la Cour de justice et même l'exclusion du réajustement du processus d'intégration ! « Cela ne passera pas, l'idée que la politique économique se résume à la dialectique monnaie-budgétaire n'est pas bonne », a commenté M. Delors. Même écho chez M. Bérégovoy, le ministre français, pour qui l'exercice d'une discipline budgétaire collective doit rester « un processus politique » et qui trouve l'idée de sanctions « pas très raisonnable ».

S'agissant de la future politique monétaire extérieure de la communauté (vis-à-vis du dollar ou du yen par exemple), plusieurs participants ont estimé qu'un arrangement acceptable pour tous pourrait être trouvé sans difficulté : les décisions stratégiques resteraient de la compétence des ministres des finances, mais l'exécution de cette politique et notamment les interventions sur le marché seraient assurées par les banques centrales.

Les réserves des Britanniques

Au grand dam de M. Delors, M. Waigel a fait preuve de scepticisme à l'égard de faire de l'écu la future monnaie unique de la Communauté. « C'est là une réticence lourde de sens, cette hostilité à l'égard de l'écu est dangereuse. C'est pour des raisons politiques qu'il faut développer l'écu et on ne peut le faire sans porter ombrage au DM. Le Parlement européen partage mon opinion. Cette

manière de freiner l'initiative. Je me trouve bien mal payé de la confiance que j'ai faite preuve à l'égard des Allemands depuis le début de l'année », a déclaré M. Jacques Delors.

Faut-il chercher une date-butoir - le 30 juin 1991 - à la conférence intergouvernementale, comme vient de le suggérer M. François Mitterrand ? La question, apparemment, n'a pas été abordée en Irlande, mais pourrait être évoquée au conseil européen extraordinaire qui se réunira le 28 avril, à Dublin. Les Douze y délibéreront également de l'opportunité d'élargir le champ de la conférence intergouvernementale à la mise en place d'une union politique avec deux solutions alternatives, qui paraissent devoir l'emporter, de convoquer sur ce thème politique et institutionnel une seconde conférence intergouvernementale.

Même si c'est moyennant des gracieux, la marche vers l'union économique et monétaire continue et, phénomène nouveau qui mérite d'être relevé, sans que les Britanniques cherchent désormais à y faire obstruction. On est loin de la réunion des ministres des finances de S'Agar en avril 1989, où M. Nigel Lawson, le précédent chancelier de l'Échiquier, tentait de « casser » l'engagement pris dans le rapport du comité Delors. Ayant perdu la bataille de la fixation de la date de la conférence intergouvernementale, les Britanniques participent activement aux travaux, de même qu'ils participent à ceux de la conférence intergouvernementale ; « mais leur réserve reste entière », constate M. Bérégovoy.

PHILIPPE LEMAITRE

La taxe ouest-allemande sur les camions divise la CEE

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le vote par le Bundestag, le 29 mars, d'une loi imposant, à compter du 1^{er} juillet prochain, une taxe aux camions utilisant le réseau routier de l'Allemagne fédérale, a jeté le trouble au conseil des ministres des transports de la CEE, qui était réuni le même jour. M. Van Miert, commissaire chargé du secteur, a estimé que l'affaire devait être portée devant la Cour européenne de justice.

Le projet de Bonn date de plusieurs mois. En le soumettant au scrutin du parlement ouest-allemand, le gouvernement de M. Helmut Kohl a franchi un pas décisif. Cette accélération a passablement irrité les collègues de M. Zimmermann, ministre des transports de RFA. La délégation belge, surtout, a rappelé que, lorsque son pays avait, il y a deux ans, un projet comparable, tous ses partenaires - y compris les Allemands - avaient crié au scandale. Aujourd'hui, l'assaut n'a pas été aussi rude. Parce que M. Zimmermann, en faisant appel à « la compréhension » de ses partenaires à l'égard de la République fédérale, confrontée aux problèmes de la réunification, a su atténuer le mécontentement ?

De toute façon, le dossier allemand n'est pas aussi mauvais qu'il y paraît, car les Allemands ont pris la précaution de prévoir une baisse de la taxe à l'essai pour les véhicules nationaux et la création d'une seconde, applicable à tous les utilisateurs du réseau de RFA et égale à la différence entre le prélèvement perçu actuellement sur les camions immatriculés dans ce pays et celui qu'ils acquitteront au 1^{er} juillet 1990. Cet artifice convaincra-t-il les juges de Luxembourg ?

Il est clair, en effet, que les transporteurs allemands seront toujours assujettis au même niveau de fiscalité, mais leurs concurrents de la CEE paieront, en plus de la contribution dans leur pays d'origine, la vignette d'un montant annuel compris entre 1 250 et 9 000 marks, selon les catégories de véhicules.

MARCEL SCOTTO

La Bourse de Tokyo a chuté de 6,6 %

Suite de la première page

La plupart s'entendent pour penser que le yen va continuer à perdre de sa valeur par rapport au dollar pendant encore plusieurs semaines. On ne semble pas s'attendre à Tokyo à de grands résultats de la prochaine réunion du G7 (samedi 7 avril à Paris), étant donné le peu d'empressement que manifesteront les Américains, qui s'emploient à combattre leur hausse des prix, ou les Allemands de l'Ouest, préoccupés par l'union monétaire avec la RDA. Jusqu'où descendra le cours du yen par rapport au dollar ? Plus personne ne semble d'accord sur le niveau du « plancher » de stabilisation de la monnaie japonaise ou à partir duquel la tendance à la baisse pourrait se renverser.

En revanche, le coup de fouet aux exportations auquel conduit la dépréciation du yen paraît appelé à accélérer la tendance à la baisse des relations commerciales, précisément à un moment où l'irritation provoquée par les négociations sur les obstacles structurels avec les États-Unis, dont la quatrième session commence lundi 2 avril à Washington, semble s'aggraver.

Alors que la Banque du Japon continue d'affirmer que le cours actuel du yen est sans rapport avec les données fondamentales de l'économie, le quotidien *Nihon Keizai* estimait récemment que cette dissociation pourrait difficilement se maintenir. Le journal soulignait notamment la tendance qui lui paraît « irréversible » à la réduction de l'excédent de la balance des paiements. Le relèvement du taux d'escompte du 21 mars intervient en outre, poursuit le quotidien, alors que les entreprises ont des difficultés à trouver des financements, ce qui pourrait casser la tendance à l'investissement productif, moteur de l'expansion économique.

Si les situations boursière et monétaire semblaient jusqu'à présent sans incidence sur la bonne santé de l'économie, de récentes déclarations de dirigeants économiques indiquent que cet optimisme se dégrade. Ainsi pour M. Ishihara, président de la Chambre de commerce, « l'avenir de l'économie est incertain » et pour M. Suzuki, président de la Fédération des employeurs (Nikkeiren), « la chute du yen et la hausse des taux d'intérêt conjugués à l'aug-

mentation des prix du pétrole pourraient conduire à une dégradation plus rapide que prévu de la croissance ».

Ces mises en garde, encore peu alarmistes, et le ton généralement négatif de la presse tranchent avec les commentaires que l'on peut recueillir dans les milieux d'affaires. La thèse du « dégonflement » d'une économie surchauffée continue à prévaloir, et les dirigeants d'entreprise ne modifient pas leurs orientations : le refroidissement en cours laisse prévoir une croissance de 4 %, jugée généralement compatible avec les données fondamentales qui ressortent des comptes nationaux. Pour beaucoup, la chute de la Bourse était inévitable. Elle a été rendue brutale par la dépréciation du yen et la proximité de la clôture de l'exercice financier, qui a conduit les investisseurs à un attentisme provoquant une forte contraction du volume des transactions.

« L'avenir de l'économie est incertain »

De manière symptomatique, les entreprises ne semblent pas modifier leur programme d'investissement : le secteur manufacturier devrait enregistrer des résultats supérieurs de 10 % à ceux de mars 1989 et poursuivre une politique active d'investissement destinée, entre autres, à pallier la pénurie de main d'œuvre. Selon une enquête de la Long Term Credit Bank, les investissements productifs devraient augmenter globalement au cours de l'année fiscale 1990 de 9 % (et de 11 % dans le secteur manufacturier).

Quant aux investissements à l'étranger (47 milliards en 1989 dont 40 % aux États-Unis et 16 % en Europe), ils devraient se poursuivre au même rythme malgré l'affaiblissement du yen. La force de la monnaie japonaise n'a fait qu'encourager une orientation dictée par d'autres considérations (délocalisation de la production et meilleure rémunération des opérations d'investissement en portefeuille ou des placements immobiliers). La dépréciation du yen a rendu ces opérations moins attrayantes mais elle ne modifie pas les raisons fondamentales de celles-ci.

Sans doute, les grands investisseurs institutionnels, tels que les

compagnies d'assurances, auront-ils en 1990 moins de capitaux à investir en raison des pertes enregistrées sur les marchés locaux (le Trésor américain risquant d'être le premier à ressentir les effets de cette rétraction : les Japonais ont acheté en 1989 plus d'un tiers des bons d'État américains, contribuant ainsi à combler une bonne partie du déficit budgétaire), mais le flux de capitaux japonais à l'étranger devrait globalement se poursuivre, en s'orientant toutefois davantage vers les marchés boursiers européens. Dans son ensemble, « l'économie japonaise a connu ces dernières années des changements structurels importants, dont la délocalisation de la production est un élément, et il n'est pas possible de retourner en arrière », estime un économiste de la banque Dai-ichi Kangyo.

Si, pour l'instant, la santé économique du Japon ne semble pas affectée, comment s'explique l'atmosphère de morosité qui semble s'installer à Tokyo ? Simples lendemains d'une période d'euphorie ? Effet psychologique de la chute du yen (qui au demeurant est loin d'être catastrophique pour tout le monde : les premières entreprises dont les cours remonteront en Bourse seront celles, exportatrices, qui en profitent) ?

Les bouleversements de ces dernières semaines ont mis à bas un certain nombre de mythes, dont celui rassurant du « Japon Inc. ». Les discussions devenues publiques entre le ministère des finances et la nouvelle direction de la Banque du Japon et l'impudence de celle-ci à influencer le cours du yen malgré ses interventions massives ont confirmé que les forces du marché étaient désormais plus déterminantes que les directives des bureaucrates.

Pour l'homme de la rue, la crédibilité de ceux-ci est fortement érodée et les objectifs de gouvernement semblent confus. Cette perte de confiance intervient à un moment où se fait durement sentir l'absence d'un scénario capable de définir de nouvelles orientations. L'actuel climat de malaise, contrastant avec une situation économique globalement bonne, est appelé à se poursuivre tant qu'un cabinet considéré comme étant de transition n'aura pas été remplacé par une équipe disposant de plus de poids. La victoire des conservateurs aux élections de février a rendu M. Kaifu plus difficile à déloger : une « stabilité » qui paradoxalement entretient une incertitude défavorable, entre autres, au yen.

PHILIPPE PONS

SOCIAL

Un succès pour le syndicat de M. Krasucki

La CGT a bien mobilisé sur « la défense de la Sécurité sociale »

Le thème de la Sécurité sociale est sans doute, syndicalement parlant, celui qui paraît le plus porteur. La CGT en a fait une nouvelle démonstration samedi 31 mars en parvenant à mobiliser avec succès militants et sympathisants autour de la « défense de la protection sociale ». Certes, les égrégories n'ont pas fait aussi bien que le 22 mars 1987 - sur les mêmes mots d'ordre, ils avaient fait défiler 200 000 personnes à Paris - mais ils ont tout de même parvenus à rassembler, ont-ils affirmé, 150 000 manifestants à Paris (20 000 selon la police) et 100 000 à Lyon comme à Marseille (20 000 à 25 000 selon les forces de l'ordre).

D'autres défilés ont eu lieu à Nancy, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Lille, Montpellier et Rouen avec le soutien de la Fédération des mutuelles de France, d'associations d'immigrés et d'organisations telles que le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES) ou le MRAP. Au total, les organisateurs revendiquent 450 000 manifestants (120 000 selon la police).

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a ouvert la manifestation parisienne en affir-

mant que « la santé, la sécurité et la prévoyance sociale, la retraite, sont gravement attaquées, fortement amoindries, et de lourdes menaces pèsent sur ces droits pourtant essentiels ». Même si cette journée représente à coup sûr une réussite, la CGT aura des difficultés à lui donner des suites significatives à court terme. Mais sa démonstration montre que la protection sociale est un sujet très élitique et que toute réforme devra être introduite avec la plus grande prudence. Le gouvernement, qui a prévu prochainement un débat parlementaire sur l'avenir des retraites, aura sans nul doute reçu le message.

J.-M. N.

Négociations au point mort

FO et la CGT veulent amplifier la grève des PTT

Chaque syndicat est resté, samedi 31 mars, sur ses positions lors de la réunion du comité technique paritaire ministériel chargé d'examiner la réforme des PTT. Alors que la CFDT et la CFTC participaient pendant sept heures à cette réunion, proposant deux amendements, FO et la CGT ont quitté la séance avant son terme après avoir demandé le retrait pur et simple du texte.

La CGT, qui a lancé il y a quinze jours une grève générale dans l'ensemble du pays, continuait lundi 2 avril au matin à

mobiliser peu de grévistes. La journée du mardi 3 avril devrait permettre de mesurer les capacités de mobilisation : FO, également opposé au projet de réforme, a lancé pour ce jour-là une grève générale. Samedi, dans un communiqué, FO renouvelait son « pressant appel » à la grève tandis que la CGT décidait, pour le lundi 2 avril (jour de l'examen du texte par le conseil supérieur des PTT) « de la poursuite et de l'amplification de la grève dans l'unité la plus large pour le jour-même et le lendemain mardi 3 avril ».

INDUSTRIE Le PDG de Delattre-Levivier inculpé d'abus de biens sociaux

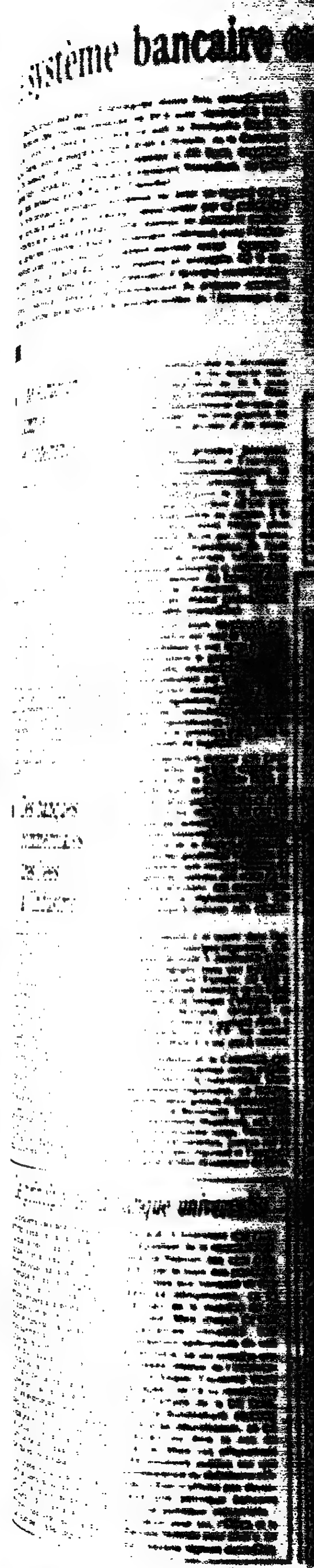
Delattre-Levivier est aujourd'hui sous administration judiciaire provisoire. Le tribunal de commerce de Paris, saisi en référé par le comité central d'entreprise, a décidé, le 30 mars, de confier à M. Jean-Pierre Adam les rôles de cette société spécialisée dans la maintenance industrielle. Depuis le 23 février dernier, M. Jacques Pendaries, le patron de la Société industrielle et financière Bertin, qui a repris en 1986 cette ancienne filiale de Creusot-Loire (2 500 salariés, 1 milliard de francs de chiffre d'affaires) est sous les verrous.

Le président de la SIFB fait l'objet d'une inculpation pour abus de biens sociaux à la suite d'une plainte déposée il y a un peu plus d'un an par le comité central de l'entreprise. On lui reproche d'avoir détourné une partie de l'abondante trésorerie de Delattre-Levivier au profit des caisses de la Financière Bertin. La justice a prononcé cinq autres inculpations concernant, entre autres, l'ancien syndic de Creusot-Loire, M. Alain Pernot, et des partenaires de M. Pendaries.

EN BREF

Le Fonds monétaire international menace d'exclure le Liberia. - Le Fonds monétaire international (FMI) a adopté vendredi 30 mars une motion menaçant le Liberia d'exclusion s'il ne réglait pas ses arriérés de paiement, qui s'élevaient à 395,58 millions de dollars (2,3 milliards de francs environ), avant le 30 août prochain. Dix autres pays ont, comme le Liberia, accumulé des retards de remboursement auprès de l'organisme international, mais le petit État africain est pour l'instant le premier à avoir reçu un tel avertissement. - (AFP)

Pearson achète le plus grand parc d'attractions britannique. - Le groupe Pearson, propriétaire du *Financial Times*, des *Echos*, des porcelaines Royal Doulton, etc., a annoncé vendredi 30 mars l'achat à l'homme d'affaires John Broome d'Alton Towers, le plus grand parc d'attractions de Grande-Bretagne, pour 63,5 millions de livres (590 millions de francs), financé par une augmentation de capital. Alton Towers, un parc de 140 hectares dans le centre de l'Angleterre a réalisé un bénéfice avant impôt de 3 millions de livres.



AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊT

Le système bancaire ouest-allemand à la veille de la réunification

La réunification des deux Allemagnes donne lieu, actuellement, à une offensive des grandes banques de RFA pour reconquérir leurs positions d'avant la séparation, que ce soit la Deutsche Bank, la Dresdner Bank, dont le siège d'origine était à Dresde, ou la Commerzbank. Par ailleurs, un conflit récent a opposé la DG Bank, important établissement coopératif, à plusieurs banques françaises, au point de créer des tensions entre Paris et Francfort.

Ces événements donnent l'occasion de jeter un regard sur le système bancaire de RFA, qui frappe l'observateur par sa puissance et sa cohérence et aussi sa spécificité, puisqu'un puissant secteur privé de banques commerciales étroitement imbriqué avec l'industrie coexiste avec un non moins puissant secteur social - épargne - coopération, qui recueille 60 % des dépôts et accueille 50 % des crédits. Ce système, appuyé sur un gisement d'épargne considérable et ancien, a permis d'assurer le financement du premier appareil industriel d'Europe, en attendant la reconstruction de l'Allemagne de l'Est.

Une structure simple et cohérente

Le système bancaire ouest-allemand s'organise autour de trois grands secteurs : les banques commerciales, les caisses d'épargne et les banques coopératives. Les banques commerciales sont des organismes de droit privé (sociétés anonymes, SARL et sociétés de personnes), tandis que les caisses d'épargne sont dotées d'un statut de droit public, et que le crédit coopératif repose sur une base mutualiste.

Ces caractéristiques reflètent la physiologie historique de chaque secteur : « capitaliste » pour les banques commerciales, orientées, à l'origine, vers la grande industrie et les fortunes privées ; « publique » pour les caisses d'épargne, « sociale » pour le crédit coopératif. Il est à noter que ces deux derniers réseaux, s'adressant plutôt à la clientèle de masse et aux PME, collectent, ensemble, entre 60 % et 70 % des dépôts et distribuent 40 % à 45 % des crédits, ce qui leur confère un poids important dans l'économie allemande.

Des banques commerciales très liées à l'industrie

Le principe de la banque universelle, simultanément collectrice de dépôts, prêteuse, prestataire de services et actionnaire, conduit à des relations privilégiées entre établissements de crédit et entreprises industrielles et commerciales : la même banque cumule les rôles et devient la « Hausbank » (la banque maison) pour une entreprise, petite ou grosse. Cette situation explique que les banques commerciales sont intimement liées aux grandes sociétés, soit par leur présence aux conseils d'administration, soit par des prises de participation souvent importantes. Elle est souvent critiquée outre-Rhin par les hommes politiques, qui voudraient limiter l'influence des banques : la fusion entre MBB et Daimler-Benz sous l'égide de la Deutsche Bank, a relancé le débat, désormais permanent. Les

banques commerciales ne détiennent qu'environ 23 % du marché bancaire, un peu plus de 30 % avec leurs filiales hypothécaires. Elles sont traditionnellement divisées en quatre groupes : les trois grandes, les régionales, les privées et les étrangères.

Les trois grandes banques, Deutsche, Dresdner et Commerzbank, dominent incontestablement la scène financière allemande. Bien que les statistiques de la Bundesbank ne leur accordent qu'une part relativement faible du marché, 9 % environ, avec leurs filiales elles atteignent 17 %, ce qui rend mieux compte de l'importance de leurs prestations de services. Actives dans le domaine industriel et commercial, elles sont surtout des banques d'entreprises et disposent, presque seules, d'un réseau international, indispensable aujourd'hui.

Mais avec leurs nombreux guichets répartis sur tout le territoire, elles proposent à une large clientèle de particuliers la gamme complète des produits, renouvelant le crédit à la consommation par leurs formules de découvert automatique. Enfin, elles sont également actives dans le secteur de l'immobilier, avec leurs filiales hypothécaires : la Deutsche Bank tient la première place pour le financement du logement.

Cette dernière occupe une position de leader, avec 30 % de la Deutsche Bank et de 70 % de la Commerzbank. Elle est aussi plus rentable et plus active sur les marchés, ce qui lui confère un sentiment de supériorité : pour beaucoup, elle commande l'évolution de la finance allemande, soit comme gardienne vigilante de l'orthodoxie, soit comme moteur de changement, comme elle vient de le faire en préchant des assouplissements de la réglementation des OPA, jusqu'à présent très restrictive.

La première à se lancer dans l'assurance et l'épargne-logement, elle est aussi la seule à dimension européenne engagée dans une politique d'expansion en Europe, où elle a racheté la filiale italienne de la Bank of America, la banque d'affaires britannique Morgan Grenfell et cherche vivement « quelque chose » en France : le CCF lui aurait convenu, mais il n'est pas à vendre.

La Dresdner et la Commerzbank, aux deuxième et troisième rangs, s'efforcent de suivre le mouvement. Dans les banques régionales, on trouve, d'abord, deux grands établissements bavarois, la Bayerische Vereinsbank et la Bayerische Hypothekbank, aux cinquième et sixième rangs. Véritables banques universelles, assises sur le particularisme régional et l'essor de la région la plus dynamique de RFA,

Le principe de la banque universelle

Le système bancaire ouest-allemand présente cette caractéristique, à peu près unique en Europe, d'être presque totalement universel, sans le compartimentage et les privilèges de toute nature qui marquent encore certains systèmes. Point de distinction entre banque de dépôt et banque d'affaires : les établissements, de quelque nature qu'ils soient, sont habilités et disposés à tout faire. Il n'existe aucun circuit privilégié pour la collecte de l'épargne, comme en France par exemple avec les avantages fiscaux attachés aux livrets de Caisse d'épargne et du Crédit mutuel. La seule contrainte est le contrôle de la puissance publique, qui est bicéphale.

La tutelle du système bancaire, au sens large, est exercée par l'Office de surveillance des banques (BAK), émanation du ministère des finances. La Banque fédérale d'Allemagne (Bun-

desbank) n'intervient que pour la régulation de la masse monétaire, la fixation des taux d'intérêt, par le biais des pensions accordées aux banques et des réserves obligatoires, et le maintien de la stabilité de la monnaie. Mais chacun de ces organismes conserve une conception spécialisée de ses attributions, ce qui entraîne une faiblesse relative de l'intervention publique, l'autorité étant partagée : on l'a vu récemment dans l'affaire de la DG Bank, dont la Bundesbank déclarait vouloir se désintéresser, ce qui n'aurait pu être le cas en France. Mais cet effacement des pouvoirs publics est une conséquence du libéralisme officiel : l'État n'affiche pas davantage une politique bancaire qu'une politique industrielle : « Chacun pour soi, l'Office et la Banque fédérale pour tous », tel est l'axiome régnant outre-Rhin.

elles ont pu, en vertu d'un privilège historique, intégrer, dès le départ, le crédit hypothécaire dans leur activité (70 % de valeur des crédits).

La Bank für Gemeinwirtschaft appartenait, autrefois, aux syndicats ouvriers, mais à la suite de la faillite de leur groupe immobilier, Neue Heimat, elle a été cédée, en 1986, aux assurances Anstalt München. La Berliner Handels und Bank (BHF) est une prestigieuse banque d'affaires, tandis que la Berliner Bank est la banque régionale de Berlin.

Les banques privées, enfin, sont une spécialité de la RFA : sous forme de sociétés de personnes, très riches, avec des noms prestigieux (Oppenheim, Merck, Finck, Warburg, Fugger, Thurn und Taxis), elles se concentrent sur l'intermédiation et la gestion de fortunes.

Les puissantes caisses d'épargne

Les Sparkassen, nées au dix-huitième siècle, donc bien avant les banques, codifiées au dix-neuvième siècle et autorisées à émettre des chèques dès 1909, ont pour vocation initiale, avec leurs 582 caisses, leurs 17 800 guichets et leurs 258 000 salariés, la collecte de l'épargne, 40 % du total en RFA. Ces caisses sont des établissements bancaires publics, présidées et contrôlées par les autorités locales, avec un ressort territorial étroitement limité.

Aucune activité ne leur est interdite, sauf les opérations spéculatives. Elles sont coiffées par onze

centrales de virement régionales, les Landesbanken ou « Giro », qui ont accès au marché monétaire et aux opérations internationales. Ces « Giro » émettent des obligations hypothécaires et des emprunts, et jouent le rôle de banques centrales des Länder (régions). Les trois plus grosses sont la Westdeutsche de Düsseldorf, la Bayerische de Munich et la Norddeutsche de Hanovre-Brunswick.

Les caisses d'épargne sont regroupées en fédérations, à l'activité régionale puis nationale, avec un président prestigieux, M. Helmut Geiger.

Le crédit mutuel

Troisième ensemble bancaire du pays, le crédit coopératif est issu, au dix-neuvième siècle, du mouvement Raiffeisen pour la mutualité agricole, et Schulze-Delitzsch pour la mutualité artisanale et ouvrière (banques populaires). Traditionnellement, les banques Raiffeisen sont celles des campagnes, et les banques populaires celles des villes, mais cette distinction s'efface. Banques universelles, elles accordent des crédits courts et longs aux particuliers et aux entreprises. Comme les caisses d'épargne, elles sont coiffées par cinq établissements régionaux, les DG, et un établissement national, la DG Bank, avec un bilan cumulé de plus de 1 600 milliards de francs.

Ajoutons trente-sept établissements spécialisés, dont trente-trois pour le crédit hypothécaire, notamment la Depfa, les caisses d'épargne-logement (25 % du marché), certains organismes spéciaux, l'Aka et la KfW (pour le financement des investissements collectifs), et de nombreuses banques étrangères, dont l'importante filiale de la Société générale à Francfort, et on aura sous les yeux un système bancaire très solidement structuré, prêt à supporter le choc d'une fusion économique et monétaire.

FRANÇOIS RENAUD

LES PARTS DE MARCHÉ DES DIFFÉRENTS TYPES D'ÉTABLISSEMENTS EN RFA

	en % des dépôts		en % des valeurs mobilières		en % des crédits	
	1978	1988	1978	1988	1978	1988
Les 3 grandes (Deutsche, Dresdner, Commerz)	12,8	10,1	7,2	6,5	9,6	9,2
Banques étrangères	0,3	1,5	1,6	4,9	0,8	2,6
Autres banques	11,5	9,5	10,4	7,3	12,1	11,9
Banques hypothécaires	7,2	10	1,4	1,5	18,5	18,3
Banques coopératives	17,1	20,5	18,8	24,2	11,9	13,9
Caisses d'épargne	42	40,3	51,8	50,3	37,8	37,3
Poste	3,4	2,9	5,0	3,1	1,4	1,1
Divers	5,9	5,2	3,8	2,2	7,9	5,7

COMMERCE

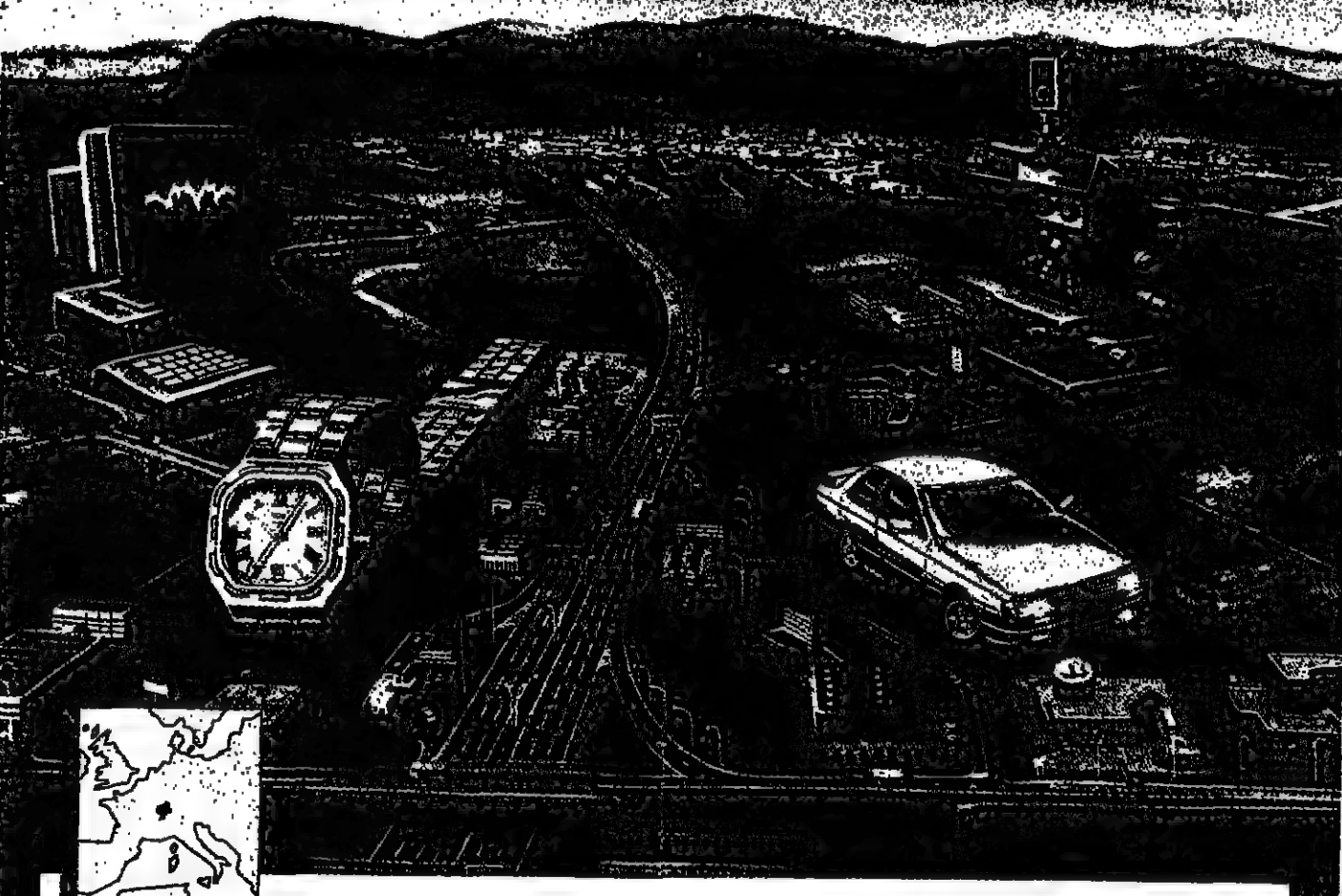
Auchan ne pourra pas s'implanter dans la banlieue de Montpellier

MONTPELLIER

La commune de Montpellier a refusé l'implantation d'un magasin Auchan dans la banlieue de la ville. Le conseil municipal a voté à l'unanimité la mise à l'index de ce projet. Cette décision intervient après que le maire, Jean-Claude Gaudin, a refusé de signer le permis de construire. Le projet d'Auchan consistait à créer un hypermarché de 15 000 m² sur un terrain de 2 hectares, à proximité de la route nationale 101. Le maire a déclaré que ce projet était incompatible avec l'urbanisme de la commune et qu'il risquait de nuire à l'environnement. Le conseil municipal a également décidé de créer une zone de protection de l'environnement autour du terrain concerné.

Le projet d'Auchan a été soumis à une enquête publique. Les habitants de la commune ont exprimé leur opposition au projet. Ils craignent que l'hypermarché ne crée des nuisances sonores et de circulation. Ils souhaitent également protéger le patrimoine naturel de la zone. Le maire a déclaré que la commune était attachée à son environnement et qu'elle ne pouvait accepter un tel projet. Le conseil municipal a décidé de maintenir sa décision de refus.

ATERRISSEZ DANS LA PRECISION...



LE DOUBS, une authentique culture industrielle illustrée par quelques grands noms du département : PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, SOPAD-NESTLÉ, ALCATEL à Pontarlier, DUPONT DE NEMOURS, SUPERFOS à Besançon... Mais le DOUBS, c'est surtout un savoir-faire, celui des microtechniques, une force d'innovation qui a donné naissance à un maillage de PMI dynamiques, et fait du département du DOUBS le pays de la précision.

Si vous recherchez une implantation, le DOUBS possède des atouts sérieux : situation géographique sur les grands axes de développement de l'Europe (TGV, autoroute, etc.), main-d'œuvre professionnelle expérimentée, chercheurs de haut niveau.

Du choix de la localisation à l'aide au financement, l'Agence de Développement Economique du Doubs (A.D.E.D.) peut vous conseiller, vous aider concrètement grâce à une équipe de professionnels motivés et compétents.

L'A.D.E.D., votre partenaire pour réussir en douceur votre atterrissage dans la précision.

Pour toute information, envoyez votre carte de visite ou téléphonez à l'A.D.E.D., vous recevrez le GUIDE D'INVESTISSEUR pour vous permettre de tout connaître sur le pays de la précision.

LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS... LE DOUBS

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU DOUBS

HÔTEL DU DÉPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARE D'EAU, 25031 BESANCON CEDEX FRANCE - TEL. : 81.83.24.31 - TÉLEX : AGINDEV 361184 F - TÉLÉCOPIE : 81.82.01 40

CONSEIL GENERAL DU DOUBS

BANQUE SOFINCO

COMPTES CONSOLIDÉS 1989

Le Conseil d'Administration de la Banque Sofinco, filiale de Crédisuez, réuni le 28 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Thierry de La Boullerie, a arrêté les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1989.

ENCOURS GÉRÉS : 24,2 MILLIARDS DE FRANCS
FINANCEMENTS NOUVEAUX : 15,4 MILLIARDS DE FRANCS

Les financements de crédits du Groupe Sofinco se sont élevés à 15,4 milliards de francs pour l'exercice écoulé, ce qui représente une progression de 12,4 % par rapport à 1988. L'encours des crédits à la clientèle géré par le groupe s'élève à 24,2 milliards de francs au 31 décembre 1989, soit une progression de 21,7 % par rapport à décembre 1988. Le total du bilan consolidé du groupe passe de 20,8 milliards de francs à 25,2 milliards de francs, soit une progression de 21 %.

RÉSULTATS : + DE 150 MILLIONS DE FRANCS

Le résultat net consolidé atteint 152,2 millions de francs, en progression de 12,1 % par rapport à 1988. Pour ce qui concerne la Banque Sofinco seule, le résultat social a été arrêté à 129,6 millions de francs, en progression de 11,6 % par rapport à 1988. Dans un environnement très concurrentiel fortement marqué par l'érosion des marges et par la hausse des taux de refinancement, l'augmentation du résultat s'explique par l'accroissement du volume de production et l'amélioration de la productivité, avec un encours géré par agent de 13 millions de francs, en progression de 41 % sur 2 ans. Sur la même période, le ratio des charges d'exploitation rapportées à l'encours a décliné de 27 % pour s'établir à 4,7 % en 1989.

Au total les fonds propres consolidés s'élèvent après distribution à 1,458 milliard de francs dont 500 millions de francs de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée. Sur la base du résultat consolidé de l'exercice 1989, la rentabilité des capitaux propres (T.S.D.I. exclus), s'établit à 17,35 % après impôt.

Il sera proposé à la prochaine assemblée des actionnaires de distribuer 71,4 millions de francs de dividende, le solde étant affecté aux réserves et au report à nouveau; sur cette base le dividende par action ressort à 27 francs ou 40,50 francs avec l'avoir fiscal, soit une progression de 22,7 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

SOFINCO S'INTERNATIONALISE

Le Groupe Sofinco a cette année encore élargi son champ d'intervention d'une manière sensible, avec notamment une entrée à hauteur de 49 % avec Crédisuez dans le capital de Agos Service, société italienne, filiale du groupe Ferruzzi, exerçant des activités proches du métier de la Banque Sofinco.

En outre, le Conseil d'Administration a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires, le renouvellement des mandats d'administrateur de : Jean Arvis, Gérard Billard, Pierre Delage, Bernard Egloff, Thierry de La Boullerie, Christine Morin Postel et Philippe Pontet. Il proposera également la nomination comme nouvel administrateur de Christian Maurin, Directeur Général de la Banque Sofinco.

CRÉDISUEZ

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

Le conseil d'administration de la Société de gestion du crédit mutuel a décidé dans sa séance du 8 mars 1990 de réaliser les fusions de fonds communs de placement suivantes :

LE 24 AVRIL 1990 - CM SECURITE

absorbé par

CM SECURITE 2

LE 25 AVRIL 1990 - CM ASSOCIATIF

absorbé par

CM ASSOCIATIF 2 ET CM ASSOCIATIF 3

- Absorption par CM Sécurité de CM Sécurité 2

CM Sécurité procédera à l'émission de parts nouvelles attribuées aux porteurs de parts CM Sécurité 2. La parité d'échange sera déterminée sous contrôle du commissaire aux comptes sur la base des comptes arrêtés le 19 avril 1990. Les demandes de souscription et de rachat seront suspendues du 13 au 24 avril 1990. Les porteurs de parts de CM Sécurité 2 pourront, du 22 mars au 5 juillet 1990, obtenir sans frais le rachat de leurs parts.

Le nombre de parts, comportant des millions, sera arrondi au millionne supérieur en faveur des porteurs, la Société de gestion du crédit mutuel prendra en charge la totalité des arrondis et remboursera le fonds des montants correspondants.

- Absorption par CM Associatif de CM Associatif 2 et 3

CM Associatif procédera à l'émission de parts nouvelles attribuées aux porteurs de parts CM Associatif 2 et 3. La parité d'échange sera déterminée sous contrôle du commissaire aux comptes sur la base des comptes arrêtés le 19 avril 1990. Les demandes de souscription et de rachat seront suspendues du 13 au 25 avril 1990. Les porteurs de parts de CM Associatif 2 et 3 pourront, du 22 mars au 6 juillet 1990, obtenir sans frais le rachat de leurs parts.

Le nombre de parts, comportant des millions, sera arrondi au millionne supérieur en faveur des porteurs, la Société de gestion du crédit mutuel prendra en charge la totalité des arrondis et remboursera le fonds des montants correspondants.



BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

Le conseil d'administration, réuni le 26 mars 1990 sous la présidence de M. Charles FROISSART, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Avant consolidation, le total du bilan se situe à 6,196 milliards de francs (6,289 milliards de francs en chiffres consolidés), soit une croissance de plus 17 % sur 1988.

Le produit net bancaire atteint 209 millions de francs (contre 264 en 1988) avant consolidation et 322 millions de francs (contre 286) après consolidation.

Le bénéfice net consolidé se maintient à près de 45 millions de francs, soit à un chiffre très proche du niveau atteint en 1988, le bénéfice avant consolidation se situant à 25,6 millions de francs (contre 34 en 1988 et 22 en 1987). On note une contribution accrue des filiales, bancaires ou immobilières, au résultat consolidé.

Il sera proposé à l'assemblée de fixer le dividende au titre de l'exercice 1989 à 4,50 francs (plus avoir fiscal de 2,25 francs) par action de 12,50 francs nominal, contre 4 francs (plus avoir fiscal de 2 francs) au titre de l'exercice 1988.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

GFC

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

Le conseil d'administration du GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION, réuni le 28 mars 1990, sous la présidence de M. Roger Papez, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Le patrimoine de la société, qu'il s'agisse d'appartements, de bureaux ou de commerces, est entièrement occupé et les mouvements de locataires sont relativement faibles : 12 % en 1989 pour les logements et 3 000 m² environ pour les bureaux.

La société a poursuivi activement sa politique de réajustement de son patrimoine en vue d'atteindre progressivement la proportion de 25 % des surfaces en bureaux et locaux commerciaux.

Le rythme des ventes a été soutenu dans les résidences de Chilly-Mazarin et Massy le Lac, où 110 logements ont été vendus, la vente du programme d'Argenteuil se poursuivant plus lentement avec 14 logements vendus en 1989.

Les investissements dans les programmes de bureaux sont en cours de réalisation : l'immeuble de la rue d'Amsterdam à Paris est en voie d'achèvement et en cours de location. Les immeubles d'Issy-les-Moulineaux (5 400 m² utiles) seront livrés pour l'été 1991, et l'immeuble de Suresnes (2 700 m² utiles), récemment engagé, sera construit pour le fin de l'année.

Les recettes locatives de l'exercice (157,8 millions de francs) ont progressé de 10,4 %, le résultat net après dotation aux comptes d'amortissements et de provisions à concurrence de 23,4 millions de francs s'établit, en hausse de 18,9 %, à 127,5 millions de francs. Le résultat hors plus-values ressort à 101,7 millions de francs, en augmentation de 7,9 %.

Le conseil proposera à l'assemblée un dividende de 22,75 F par action contre 21,50 F pour l'exercice précédent (+ 3,8 %).



DES LOYERS EN PROGRESSION DE PLUS DE 10,8 %

Le conseil d'administration, réuni le 29 mars sous la présidence de M. André Mouly, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

M. le Président a souligné qu'au cours de l'année le programme d'investissement s'est élevé à 134 MF environ : 31 082 mètres carrés de locaux ont été mis en exploitation sur différents sites et 11 774 mètres carrés de locaux étaient en voie d'achèvement au 31 décembre 1989.

La situation commerciale du patrimoine fait apparaître d'excellents taux d'occupation. Les émissions de loyer pour l'exercice se sont élevées à 223,2 MF, en progression, hors éléments exceptionnels, de 10,6 % sur l'exercice précédent.

Au 31 décembre 1989, le résultat courant connaît une nouvelle progression et s'établit à 154 938 000 francs contre 143 263 000 francs pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 21 juin 1990, la distribution d'un dividende global de 130 325 847,25 francs, représentant 83,09 % des bénéfices soumis à obligation de distribution, ce qui permettra de servir un dividende de 47,65 francs aux actions composant le capital social, soit une progression de 7,08 %.

L'assemblée générale ordinaire sera appelée à proposer aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.



Groupe Finindus

Les conseils d'administration de la Banque Finindus et de la Banque Gallière, réunis le 22 mars 1990, ont arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Pour l'ensemble des deux banques, l'activité peut se résumer ainsi :

- Les dépôts de la clientèle sont de 3 594 millions de francs, en progression de 16 % par rapport au 31 décembre 1988. Les crédits distribués s'élèvent à 2 070 millions de francs, en progression de 2 %.

Le bénéfice net après impôt de la Banque Finindus est de 19 237 822,60 F (+ 85 %) y compris plus-values à long terme.

Celui de la Banque Gallière s'élève à 5 180 287,84 F (+ 15 %).

B.C.E.N. - EUROBANK

Le conseil d'administration de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord - Eurobank - s'est réuni le 26 mars 1990, sous la présidence de M. Bernard Dupuy, pour arrêter les comptes de l'exercice 1989 qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 15 mai 1990.

Le président Dupuy a indiqué que les résultats de 1989 sont dans l'ensemble satisfaisants. Le produit d'exploitation bancaire net s'établit à F 432,5 millions contre F 396 millions en 1988, soit une progression de 9 %.

Ce chiffre témoigne du bon niveau d'activité générale de la banque en dépit d'une conjoncture internationale instable, et d'une baisse totale du bilan qui s'équilibre à F 36,5 milliards contre F 40,5 milliards l'an dernier.

Le conseil d'administration, suivant les recommandations de la direction générale, proposera à l'assemblée du 15 mai 1990 une dotation de F 229,8 millions aux comptes de provisions sur risques souverains (créances sur pays à dette restructurée). Le pourcentage global de couverture de ces risques atteindra ainsi un taux proche de 50 %.

Après ces importantes provisions, en augmentation de F 44,2 millions sur l'exercice 1988, le bénéfice net de l'exercice 1989 s'établit à F 19 millions.

En plein accord avec les actionnaires de la banque, cet effort de provisionnement sera poursuivi à l'avenir, conformément aux recommandations des autorités de tutelle.

Enfin, évoquant les profondes mutations en cours en URSS et dans les pays d'Europe centrale, le président Dupuy a estimé que ces évolutions doivent offrir à la banque des opportunités nouvelles de développement qui seront exploitées avec la prudence habituelle, mais favorisées aussi par la connaissance et l'expérience que la Banque commerciale pour l'Europe du Nord - Eurobank - possède sur ces pays.

79-81, boulevard Haussmann, Paris (8^e).

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

1989 CONFIRMATION DES BONS RESULTATS

Le Conseil d'Administration de la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE, réuni le 28 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Paul Alibert, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le total du bilan s'élève à 77.048 millions de francs, contre 67.290 à fin 1988 (+ 14,6 %).

Les crédits distribués à la clientèle atteignent 44.874 millions de francs en croissance de 24,4 %.

Les fonds propres (part du Groupe avant distribution) représentent 2.236 millions de francs contre 1.956 millions en 1988 ; s'y ajoutent les emprunts participatifs ou subordonnés qui atteignent 1.466 millions de francs.

Le produit net bancaire (y compris les produits accessoires) s'élève à 2.137 millions (+ 6,3 %) et les frais généraux (y compris amortissements) à 1.044 millions (+ 4,1 %), traduisant une amélioration de la productivité (ratio FG/PNB 48 % contre 51 %). Après provisions, le résultat net part du Groupe s'établit à 350 millions de francs contre 332 en 1988.

La dotation effectuée aux provisions pour risques souverains porte le taux de couverture à 56 %.

La structure du résultat (marges sur intérêts en baisse de 11,6 %, commissions et plus-values en hausse de 56,2 %) est significative de l'évolution du Groupe dans le sens des orientations retenues par son plan d'orientation à moyen terme : financements bancaires spécifiques, activités d'intermédiation, activités de haut de bilan et gestion de patrimoine.

La contribution aux résultats du Groupe UIC-SOFAL, spécialisée dans le financement de la construction, reste importante, bien qu'en réduction par rapport à l'exercice précédent marqué par la réalisation de plus-values sur cessions d'immeubles.

Hors le Groupe UIC-SOFAL, le résultat de la Banque consolidé avec celui de ses filiales spécialisées (BUE Suisse, sociétés de portefeuilles, sociétés d'intermédiation, SICOM), s'établit à 214 millions de francs à fin 1989.

Au 31 décembre 1989, le Groupe employait 1.820 personnes contre 1.853 à la fin de 1988. Au niveau de la Banque proprement dite, les effectifs sont passés de 1.203 à 1.036, induisant une réduction sensible des frais généraux (en baisse de 4 %).

4, rue Gaillon 75107 PARIS Cedex 02

Tél. (1) 42 66 70 00 - Télex 210942 BUE - Télécopie : 42 66 78 90

صوتنا من الامم

CHAMPS ECONOMIQUES

Bonne brise sur les chantiers navals

La demande monte, les prix flambent
Mais les Européens, affaiblis, sauront-ils s'unir face à la puissance japonaise ?

C'est pas tout à fait comme le boom du transport aérien, mais quand même la marine marchande mondiale semble sortie de la boue. Les mécanismes s'enchaînent et s'expliquent aisément. Le transport maritime reflète la santé de l'économie. Fin de la guerre du Golfe ou accélération des échanges de biens industriels entre l'Europe et l'Extrême-Orient ? Ou, au contraire, événements de Chine de juin dernier ou cyclone Hugo sur les Antilles ? La demande de transports maritimes s'accroît ou marque le pas. Comme l'an dernier — après une bonne année 1988 — la croissance dans les pays de l'OCDE s'est révélée satisfaisante, les échanges par mer ont augmenté substantiellement : plus 6,1 %, un pourcentage qui exprime les tonnes chargées multipliées par les milles parcourus. Pétrole, fer, gaz, charbon, voitures, marchandises diverses, la quasi-totalité des secteurs sauf les céréales ont bénéficié d'une conjonction soutenue.

Conséquence directe : les taux de fret, c'est à dire les tarifs des acheteurs maritimes de marchandises, ont augmenté. Du coup, les armateurs parviennent mieux qu'avant à amortir leurs navires. Comme la flotte mondiale avait depuis cinq ans, à cause du marasme, pris un sérieux coup de vieux et qu'il faut bien la renouveler — même si les experts disent savoir prolonger la vie d'un pétrolier jusqu'à une vingtaine d'années, — voilà que les chantiers navals voient revenir les clients. Ils veulent profiter de l'embellie et demandent à prendre livraison le plus vite possible de leurs navires.

Des commandes par centaines

Selon les dernières statistiques du bureau de classification des Lloyd, publiées à Londres, le tonnage construit en 1989 a progressé de 21 % par rapport à 1988. Et quand on compare le stock du carnet de commandes mondial à la fin de l'an dernier par rapport à décembre 1988, c'est à un bond de 34 % qu'il faut s'attendre en 1990. Les courtiers norvégiens Framleys prévoient pour leur part un accroissement de la flotte mondiale supérieur à 2 % par an au moins jusqu'à 1993.

« Attention, met en garde le comité central des armateurs de France dans son dernier rapport.

Les commandes de navires porte-conteneurs, notamment de la part d'armateurs allemands et danois, représentent le chiffre impressionnant de 6,3 millions de tonnes, annonçant un nouvel accroissement de capacité très certainement supérieur à celui de la demande prévisible de transports maritimes. Le fragile équilibre actuel sur les dessertes transatlantiques assurées par ces navires porte-conteneurs sera sans doute remis en question à cause

d'une injection importante de tonnages de navires très performants. Les industries du transport et de la construction navale obéissent à des cycles. En période de marasme, le marché s'engorge de navires inutilisés, les armateurs vendent leurs bâtiments en masse aux ferrailleurs indiens, pakistanais ou d'Asie du Sud-Est. Les chantiers navals se battent à coups de prix de dumping, provoquant des faillites, pour décrocher des commandes. Puis,

progressivement, le marché s'assainit et quand la demande internationale repart, face à une offre qui s'est au fil du temps contractée, les prix du fret et des navires grimpent, tout le monde recherchant des bâtiments disponibles. Et les armateurs, craignant que la hausse du coût de construction ne s'accroisse encore, passent par centaines des commandes. Puis, lorsque celles-ci se traduisent par des livraisons effectives, pour peu que

la conjonction mondiale se soit ralentie, le risque d'engorgement, de surcapacité et de déflation, au moins dans certains secteurs, réapparaît.

Mais aujourd'hui, on est solidement agrippé à la partie ascendante de la sinusoïde et les cales des chantiers sont pleines à craquer. Logiquement, les prix internationaux, fixés par référence aux prix japonais, flambent. Un pétrolier de 250 000 tonnes vaut 76 millions de dollars au lieu de 49 millions deux ans plus tôt. Même dérapage pour un porte-conteneur de 2 500 boîtes : 42 millions de dollars au lieu de 32.

Plus que jamais, les constructeurs navals du Japon et de la Corée du Sud restent les maîtres du monde et la récente alliance du géant nippon Mitsubishi (qui exploite plusieurs grands chantiers) avec l'allemand Daimler a fait passer un frisson glacial dans le dos des constructeurs européens les plus puissants comme le français Alstom ou l'allemand Howaldtswerke. Le Japon a accru l'an dernier sa suprématie, rasant des cales et livrant 40 % du tonnage mondial tandis que la Corée après avoir enregistré des difficultés très importantes, à cause d'un dumping effréné, restait bon second, en régressant toutefois de 29 % à 23 % de la part mondiale. Très loin derrière, viennent la Chine, Taiwan, la Yougoslavie et pour l'Europe des Douze, la RFA, le Danemark et l'Italie.

scandinaves), des porte-conteneurs de taille moyenne et des navires de pêche industrielle (un créneau où les entreprises françaises et espagnoles, par exemple, ont acquis une solide réputation).

Contrairement à bien d'autres industries, la construction navale — parce que sans subventions publiques elle est gravement déficitaire — est restée longtemps à l'écart des alliances entre firmes de deux ou plusieurs pays européens. Mais les choses, sous la pression toujours exacerbée de la concurrence d'Extrême-Orient, sont peut-être en train de changer. C'est ainsi qu'Alstom et l'allemand Bremer Vulkan se sont rapprochés il y a quelques jours pour proposer — aux marines militaires d'Asie du Sud-Est notamment — des programmes communs de corvettes. Les chantiers civils allemands (il n'y a pas en RFA d'arsenaux, comme en France) sont en effet depuis longtemps très actifs dans les constructions de bâtiments militaires, notamment à l'exportation.

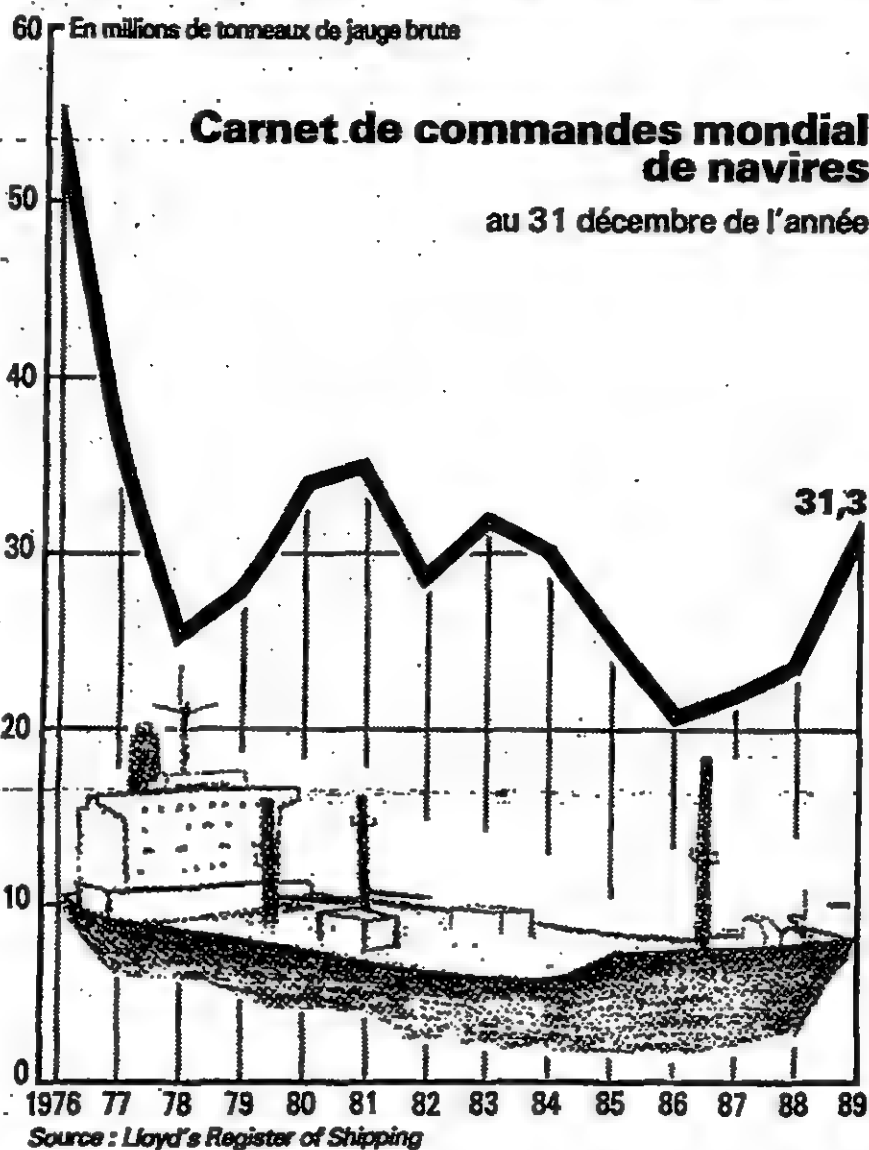
De même, des entreprises françaises, allemandes et néerlandaises ont présenté des offres conjointes aux grandes compagnies comme la CGM, Hapag Lloyd ou Nedlloyd, dans le but de renouveler leurs Doots. Mais, pour le moment, l'expansionnisme japonais, l'agressivité coréenne ou les pratiques protectionnistes ou intégrées (le groupe danois Maersk commande dans ses propres chantiers navals) ont fait échouer ces tentatives.

Sur neuf navires en commande ou sur cale, le groupe public français CGM n'en a que deux exécutés dans des chantiers nationaux, et Delmas-Vieljeux a annoncé il y a quelques jours un contrat pour trois gros navires en Yougoslavie. Bref, il serait illusoire de croire à une solidarité commerciale entre armateurs français et chantiers. Leurs intérêts sont même divergents et ils dépendent de deux ministères différents.

Aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire (4 500 salariés), aucun navire n'est en construction pour un armateur français, sauf la marine nationale. Renouant avec une tradition prestigieuse, Alstom construit en effet quatre frégates de surveillance (et peut-être six à dix autres commandes sont prochainement confirmées) pour la « Royale », ainsi que le Mogue, un très grand bâtiment d'essai et de mesures qui suivra les tirs des missiles et qui remplacera à la fin de 1992 le Henri-Poincaré.

Une évolution qui écorne le quasi-monopole des arsenaux, dont la productivité laisse à désirer, ouvre la voie à l'exportation de matériels navals de guerre, sur les modèles allemands, néerlandais ou britanniques, et dont presque tout le monde, y compris au ministère de la défense, se réjouit.

FRANÇOIS GROSCHARD



Les chômeurs et les rentiers

Privileges des diplômés et rigidité des statuts bloquent la régression du chômage

par Michel Godet

L'évolution très différente du chômage en Europe et aux Etats-Unis (entre 1975 et 1987, les Etats-Unis ont créé vingt-huit millions d'emplois, soit quatorze fois plus que l'Europe avec deux millions seulement) (1) révèle que le chômage n'est pas le produit fatal de certaines évolutions (croissance faible, restructurations industrielles, changements techniques...), mais un produit lié au contexte socio-économique dans lequel ces évolutions s'inscrivent.

En Europe, et tout particulièrement en France, on a acheté la paix sociale en augmentant les salaires réels de ceux qui avaient déjà un emploi (en 1988, le taux de chômage, exprimé en pourcentage de la population active, était toujours de 10 % en France contre 6,1 % en RFA, et seulement de 5,4 % aux Etats-Unis) (2).

En Europe, le chômage se perpétue car trop d'acteurs puissants (Etat, entreprises, particuliers) y trouvent leur compte. De multiples rigidités (fiscales, pratiques patro-

nales et syndicales restrictives, protections sociales) poussent les entreprises à substituer le capital au travail : le capital se met facilement au rebut et ne fait jamais grève. Elles favorisent aussi l'émergence d'un secteur informel, plus flexible, plus autonome où ces contraintes sont moindres (production pour soi mais aussi travail au noir).

Les effets pervers des réglementations sont bien connus : il suffit de citer l'exemple des entreprises qui n'embauchent pas par crainte de ne pouvoir déboucher. Mais toute rigidité (fiscale, par exemple, en l'espèce, le développement du travail temporaire. Dans ce contexte, les primes spéciales pour l'emploi et le recrutement des jeunes doivent en partie être insérées comme des mesures visant à lever les obstacles en matière de salaire minimum légal.

Enfin, certains syndicats se comportent comme des associations de quasi-propriétaires de l'emploi qui défendent les statuts et les privilèges corporatistes de leurs mandataires avant toute autre considération. Ainsi, le chômage ne peut être compris que comme la partie apparente d'un iceberg de rigidités dont les quatre cinquièmes sont immergés dans les profondeurs du jeu social.

Dans une société centralisée et à chômage élevé, les mieux placés pour changer la répartition des revenus à leur profit sont ceux qui contrôlent les secteurs-clés (énergie, transports, communications) et

qui bénéficient, par leur statut, de la sécurité de l'emploi. Or le temps n'est plus où ce qui était obtenu par les uns finissait par être accordé aux autres. En période de croissance faible, l'effet d'entraînement disparaît. Les avantages acquis se transforment en privilèges abusifs : réclamer pour ceux qui travaillent des augmentations ou une plus grande sécurité d'emploi, c'est signifier pour ceux qui sont à la recherche d'un emploi une chance moindre d'en trouver un.

Le jeu des quatre coins

Dès lors, ce qui est gagné par ceux qui sont dans un rapport de force favorable est perdu par d'autres, plus exposés aux lois du marché et par conséquent moins bien placés. La sécurité des uns se nourrit de l'insécurité des autres. Dans ces conditions, plus on accroît les effets et les avantages du secteur protégé, plus on augmente l'insécurité et l'inégalité nouvelle qui pèsent sur les travailleurs du secteur exposé et sur les chômeurs.

Pour illustrer ce propos, il suffit de prendre l'image du jeu des quatre coins dans une cour de récréation. Cela signifierait une personne sur cinq au chômage (soit un taux de chômage quasi double de celui d'aujourd'hui), mais ce n'est pas un problème si chacun tourne autour des quatre coins d'emploi, car ce n'est pas toujours le même qui est au milieu : le passage au milieu peut être mis à profit pour

se consacrer à une autre activité (formation, éducation d'enfants, loisirs...).

Mais le marché du travail est figé par des statuts trop protecteurs pour certains et pas assez pour d'autres. Les entreprises et les syndicats entendent avant tout ne rien lâcher des positions acquises et les gouvernements, par tradition ou par manque de courage politique, se refusent à imposer la négociation ou le changement des règles du jeu social. Bref, à court terme, il est plus facile de se réfugier dans le statu quo. Tel est l'accord non écrit, qui équivaut à un consensus implicite sur le chômage.

A l'automne 1959, avait été constituée, à la demande du général de Gaulle, un comité chargé d'examiner les situations de fait ou de droit qui constituent d'une manière injustifiée un obstacle à l'expansion. Ce comité, présidé par Jacques Rueff et Louis Armand, remit son rapport en juillet 1960. En France, trente ans après, le diagnostic du rapport Rueff-Armand reste d'une étonnante actualité. Rien ou presque n'a changé. Ce qui montre que les auteurs ont eu à la fois raison (l'inventaire des rigidités s'est avéré très complet) et tort (ces rigidités n'ont pas empêché la croissance forte des années 60).

Lire la suite page 30

(1) Source : EUROSTAT.
(2) Taux de chômage standardisé. Perspectives économiques de l'OCDE, n° 46, décembre 1989.

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle

Adresse : Code postal Ville

Niveau d'études actuelles : Age

désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion <input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale <input type="checkbox"/> Préparer un MBA <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion <input type="checkbox"/> Architecture <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur <input type="checkbox"/> Arts Graphiques <input type="checkbox"/> Art Textile et Impression <input type="checkbox"/> Assurances <input type="checkbox"/> Cinéma <input type="checkbox"/> Communication et Culture <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise <input type="checkbox"/> Communication, Publicité <input type="checkbox"/> Communication Visuelle <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle <input type="checkbox"/> Comptabilité <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Comptabilité <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po <input type="checkbox"/> Danse <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel <input type="checkbox"/> Electronique <input type="checkbox"/> Ecriture Comptable	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance <input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées <input type="checkbox"/> Formation Continue <input type="checkbox"/> Gestion Financière <input type="checkbox"/> Gestion de Personnel <input type="checkbox"/> Information, Informatique <input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste <input type="checkbox"/> Journalisme <input type="checkbox"/> Logistique Production <input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs <input type="checkbox"/> Management Hôtelier <input type="checkbox"/> Marketing de l'Art <input type="checkbox"/> Paramédical <input type="checkbox"/> Prépa Ecoles de Journalisme <input type="checkbox"/> Prépa Saint-Omer <input type="checkbox"/> Prépa Sciences Po <input type="checkbox"/> Probabilités Centrales <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique <input type="checkbox"/> Relations Internationales <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique <input type="checkbox"/> Sciences Humaines <input type="checkbox"/> Stylisme de Mode <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil <input type="checkbox"/> Transports
---	---

Adresses ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémolle 75968 Paris (réponse par courrier uniquement) ou compétez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

CHAMPS ECONOMIQUES

CONJONCTURE

La croissance à la recherche d'un second souffle

Un retournement en douceur est prévisible,
et la réunification allemande n'aura d'effet dynamique qu'à moyen terme

par Claude Levant

La croissance est toujours là. Une Allemagne en plein boom rassure sur les perspectives de l'économie réelle. En France, la publication récente de l'estimation de la progression du PIB en 1989 (+ 3,8 %) a remis un peu d'optimisme dans un climat fragilisé par les incertitudes boursières. Pourtant la question de la poursuite de cette croissance, tant en France qu'en Europe continentale, semble se poser avec plus en plus d'acuité. Les signes de ralentissement s'accroissent. Le ressort de l'expansion est-il cassé ?

Les enquêtes de conjoncture publiées par la Commission des Communautés européennes montrent bien qu'une inflexion s'est produite au milieu de l'année passée.

Ainsi l'indicateur de confiance dans l'industrie, par lequel les conjoncturistes de Bruxelles résument la situation dans l'économie européenne, est passé par un maximum au deuxième trimestre 1989 et baisse depuis.

A l'origine de cette évolution se trouve une moindre croissance des commandes reçues. Bien entendu les mouvements ne sont pas identiques d'un pays à l'autre : le retournement des indicateurs est très marqué en Grande-Bretagne alors qu'aucune inflexion n'est perceptible en République fédérale d'Allemagne ; il n'est pas inutile de noter que la France est dans une position intermédiaire et plutôt du côté des pays qui connaissent un inféchissement de tendance.

L'évolution de l'indice de la production industrielle en France confirme ce diagnostic : cet indicateur plafonne depuis l'été. Une analyse des composantes de l'indice

montre que cette stagnation est due à une réduction de la production de biens intermédiaires, qu'on peut croire temporaire, et que, par contre, l'activité continue d'augmenter dans les industries de biens de consommation et surtout de biens d'équipement.

Une croissance de la production industrielle est donc encore possible dans l'année en cours, mais on ne retrouvera pas les progressions des deux dernières années, d'autant que l'on peut avoir quelques craintes pour la construction automobile : le marché a été exceptionnellement porteur au cours des trois dernières années et l'on peut maintenant redouter l'apparition d'un phénomène de saturation.

Des soubresauts accidentels

A première vue, la légère remontée du chômage au mois de février n'est pas à mettre au compte du ralentissement de l'économie. La série des demandeurs d'emploi a toujours eu quelques soubresauts accidentels. Fondamentalement, la tendance reste à une diminution du chômage : compte tenu de l'accroissement de la population active potentielle, cela traduit l'existence d'un haut niveau de créations d'emplois parce que la croissance se maintient dans les secteurs non industriels et, notamment, dans les services, secteur qui a connu le plus fort développement en 1988 et 1989.

Les moteurs de la croissance en 1989 ont été les échanges internationaux et l'investissement. Le premier de ces moteurs subit actuellement une nette baisse de régime. La cause en est le ralentissement conjoncturel observé tant aux Etats-Unis qu'au Royaume-Uni.

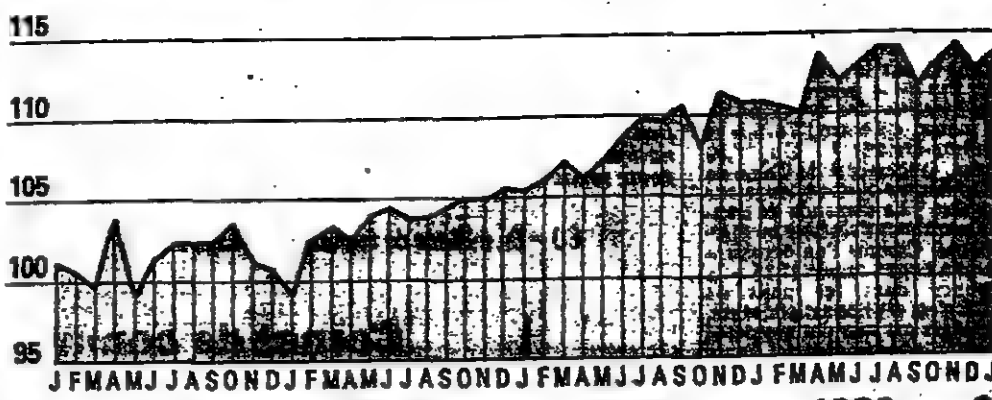
Outre-Atlantique, la croissance ne devrait pas dépasser 2 % cette année, en raison de l'inféchissement de la demande intérieure. Certes, les Etats-Unis ne constituent pas un marché très important pour le commerce extérieur français ; mais le ralentissement de la demande américaine affecte aussi nos partenaires européens, et ainsi, par le cumul des effets directs et indirects, le refroidissement de la conjoncture américaine réduit la croissance française quelque de façon difficile à quantifier.

Au Royaume-Uni, les difficultés que rencontrent les autorités britanniques à maîtriser les tensions inflationnistes et les déséquilibres extérieurs font craindre une poursuite de la hausse des taux d'intérêt, qui ne pourrait déboucher que sur une accentuation du ralentissement, voire sur une récession.

Le deuxième moteur de la croissance, l'investissement, semble

FRANCE : un palier pour la production industrielle

120 (base 100 en 1980)



encore bien tourner. L'augmentation attendue des investissements en 1990 dans la Communauté européenne est, selon les enquêtes menées par la Commission, de 10 % (dans l'industrie).

Les intentions d'investissement sont fortes dans tous les pays à l'exception du Royaume-Uni. Il est vrai que le taux d'utilisation des capacités de production reste très élevé : 86 %, c'est-à-dire un niveau comparable au record de 1973 et nettement supérieur à la situation avant le second choc pétrolier (83 %). Mais ce taux d'utilisation n'augmente plus, et les déterminants de l'investissement pourraient s'affaiblir. Comme on l'a vu, les anticipations des chefs d'entreprise se sont infléchies vers le bas.

Par ailleurs, le développement des investissements a considérablement

bénéficié de l'amélioration des résultats financiers des entreprises. Il semble que sur ce plan également on soit arrivé à un palier, en particulier en France : le taux de marge des entreprises (excédent brut d'exploitation sur valeur ajoutée) n'y progresse plus : il a été, selon les estimations actuelles, de 41,9 % en 1984, contre 42 % en 1988 et 41,5 % en 1987, alors qu'il s'améliorait régulièrement depuis son point bas de 1983 (38 %).

Un cycliste en roue libre

De ce fait, le taux d'autofinancement des investissements a baissé (77,1 % en 1989 contre 84,6 % en 1988). Les entreprises doivent de plus en plus recourir aux emprunts pour financer leurs investissements. Dans le contexte haussier des taux

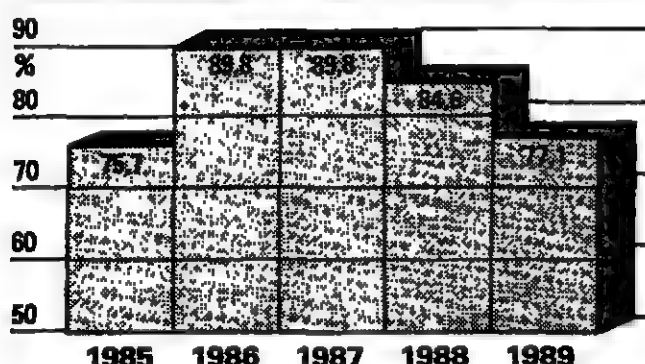
d'intérêt, on peut craindre que cela devienne un frein à l'investissement.

On voit qu'au total l'analyse macroéconomique traditionnelle conduit à la possibilité d'un retournement de cycle d'ici à la fin de cette année. La phase d'expansion aurait duré un peu plus de sept années, ce qui est tout à fait honorable au regard des cycles habituels de l'analyse cyclique. De plus il y aurait rien de brutal dans cette évolution, l'arrêt de la croissance serait très progressif, comme pour un cycliste en roue libre.

La croissance européenne peut-elle trouver un second souffle ? Seul à envisager une (improbable) reprise américaine, il faudrait tabler sur la poursuite des effets d'entraînement de la réunification allemande. Actuellement, la forte croissance de la République fédérale nous évite un ralentissement conjoncturel plus prononcé parce que nous bénéficions du gonflement provoqué dans la partie occidentale de l'Allemagne par l'arrivée massive de citoyens de l'Est et que nous ne sommes pas influencés par les effets dépressifs de ces mêmes mouvements de personnes sur la partie orientale de l'Allemagne.

En fait, nous bénéficions d'une asymétrie car, si l'on considère l'Allemagne dans son ensemble, l'effet global des mouvements de population est vraisemblablement négatif. Or nous savons que cette asymétrie n'est pas durable. A moyen terme, le développement de la partie orientale de l'Allemagne réunifiée, qui va certainement rattraper les niveaux de productivité du reste de la Communauté européenne, sera un soutien à la croissance. Mais à l'horizon d'un an ou dix-huit mois, les effets d'entraînement de l'Allemagne sont plus incertains.

FRANCE : l'autofinancement des sociétés diminue



L'ouvrage en français
Toutes les données linguistiques pour les professionnels des médias et les régions d'édition

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ECRIT

Christiane TROUOT

correspondant-rédacteur au 3ème

membres de l'European Association of Science Editors (EASE)

280 F chez l'éditeur

320 F par correspondance

et franc de port

à l'ordre des Editions François-Robert

COFORMA et Editions François-Robert

18, rue Théodore-Deek, 75015 PARIS

Téléphone : 40-60-05-01

Téléphone : 46-67-23-41

Revue d'Economie

Financière

L'ASSURANCE EUROPEENNE

LA GRANDE TRANSFORMATION

Débat

Michel ALBERT □ Claude REBEAR □ Duncan FERGUSON □
Felix MANCILLA GARCIA □ Felix PADDA □ Patrick PEUGEOT □
Jean PETRELEVADE □ Georges PLESKOFF □ Delfin VON DER BURG □

Articles

Jean-Louis BELLAND □ Michel BERTHELEME □ Eric BRYS □
Armand CHENET □ Charles COSSALTER □ Pierre DARRAS □
René DESSAL □ Peter FALUSH □ Jörg FINSINGER □ Otto GARNER □
Claude GRAUD □ Patrick GOUGEON □ Benoît JOLIVET □ Denis KESSLER □
Jean-Marc LAHAYE □ Florence LEGROS □ Irving LEVISON □ Henri LOUBERGE □
Takashi OTSU □ Sergio PERELMAN □ Pierre PESTIEAU □
Gilles PESTRE □ Patrick PEUGEOT □ Chantal PIRARD □ Paul REANDON □
Robert TEYSSEIER □ Jean-Marie THEYEAUD □ Patrick THOURNOT □
Gérard VALIN □ Denis VILAIN □

puf

Revue éditée avec la participation de :
Banque de France, Caisse des Dépôts et Consignations, Société des Bourses Françaises,
Association Française des Banquiers, Commission des Opérations de Bourse,
Ministère de l'Economie et des Finances, Groupement des Instituts Financiers Spécialisés,
Comité Européen des Assurances, Société Française des Analyses Financières,
Banque Nationale de Paris, Cédit Lyonnais, Banque Paribas, Banque Lazard,
Assomément (4 numéros) : France 500 FF, Europe 600 FF, PUF, BP 30, 91203 Evry Courcouronnes

Le Monde

VOTRE PROCHAIN
RENDEZ-VOUS AVEC
L'EMPLOI

MARDI 3 AVRIL

PLUS DE 10 PAGES
D'ANNONCES CLASSEES
► Le Monde des cadres
► La fonction commerciale

ET

UN SUPPLEMENT SPECIAL DE 20 PAGES

► Les informaticiens
► Secteurs de pointe
UN SUPPLEMENT SPECIAL

LE MONDE
point de
rencontre
des grandes
ambitions

DYNASTEURS

Le mensuel des Echos

Patrons et journalistes

LES LIAISONS
DANGEREUSES

Et aussi

- Quand l'écologie tire la croissance
- Le marketing électrise EDF

DYNASTEURS

L'économie sans ménagement.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صوتك من الامل

CHAMPS ECONOMIQUES

POINT DE VUE

Les deux marks

par Emil-Maria Claassen

A première vue, la politique allemande en matière d'intégration monétaire semble assez contradictoire. Sur le plan européen, elle a souvent résisté à l'accélération vers une monnaie européenne unique. En revanche, sur le plan interallemand, elle montre une telle précipitation qu'elle brûle toutes les étapes intermédiaires pour arriver rapidement à une union monétaire avec la RDA.

Comme c'est souvent le cas, un paradoxe n'est qu'apparent. Le fait est que les uns, ceux de la RDA, veulent implanter le deutschemark sur leur propre territoire monétaire, tandis que les autres, les Européens, ne le veulent pas.

Le système monétaire européen tel qu'il fonctionne actuellement peut être interprété déjà comme une zone monétaire allemande. La Bundesbank s'occupe principalement du taux de change de sa monnaie par rapport au dollar tandis que les autres pays de la CEE défendent leur parité vis-à-vis du deutschemark. Si la Bundesbank relève le taux d'escompte, les autres suivent par crainte d'une dévaluation. La politique monétaire allemande dicte donc celle des autres. La logique économique consisterait à fonder la future union monétaire européenne sur le deutschemark. Mais c'est précisément cette « deutschemarkisation » (analogue au terme de dollarisation), à laquelle les Européens s'opposent, qui est revendiquée par une majorité écrasante des citoyens de la RDA.

Une réforme radicale

La plupart des économistes allemands s'irritent de la rapidité avec laquelle le chancelier et les partis d'opposition - à l'exception des Verts - veulent réaliser l'union économique et monétaire. Beaucoup d'entre eux proposent une intégration graduelle. L'établissement d'une monnaie commune devrait avoir lieu à la fin du processus d'intégration. Cependant, deux arguments ne laissent pratiquement aucun autre choix aux politiciens que celui d'une réforme monétaire radicale pour accélérer l'union économique.

Tout d'abord, la situation devient critique et, dans un proche avenir, catastrophique, sur le marché du travail en RFA (et aussi sur le marché du logement). On assiste à un phénomène historiquement unique : le marché du travail est unifié institutionnellement (mobilité parfaite du travail), mais des différences de salaires écrasantes existent et persisteront. Dans une économie de marché, la migration du travail de l'Est vers l'Ouest et celle du capital de l'Ouest vers l'Est continueraient jusqu'à ce que la différence de salaires ait atteint son seuil critique.

Cependant, ce nivellement des salaires n'aura pas lieu en RFA. Les syndicats ouest-allemands s'opposent unanimement à une baisse du salaire réel qui pourrait absorber en partie le chômage croissant à la suite du flux continu de migration. Cette résistance sera d'autant plus farouche que le salaire réel après impôt diminuera, selon toute vraisemblance, après les élections de décembre prochain : la charge fiscale augmen-

tera inéluctablement pour financer au profit de la RDA les versements de transfert (établissement d'un système d'allocation-chômage et d'un régime d'assurance-vieillesse) et les investissements d'infrastructure.

La seule voie qui reste aux responsables politiques de la RFA consiste à réduire le plus rapidement possible la période de transition pendant laquelle elle connaîtra une augmentation gigantesque de son taux de chômage. Etant donné qu'on ne peut remplacer le mur physique par un mur économique, l'union économique devra être réalisée le plus rapidement possible.

La deuxième raison d'une union forcée réside dans la crédibilité du programme proposé : celle-ci peut dépendre du temps d'ajustement que le programme envisage. Prenons le cas de la lutte contre l'inflation. Ces dix dernières années, tous les pays industriels ont choisi une politique anti-inflationniste du type graduel et ils y ont réussi parfaitement. En revanche, si ces pays avaient été confrontés à une situation exceptionnelle d'hyperinflation, des mesures anti-inflationnistes graduelles n'auraient guère été crédibles et il y aurait eu une forte chance d'échec d'une telle politique. De nombreux exemples en Amérique latine nous le démontrent.

La crédibilité est liée à la notion de confiance et de motivation. Dans quelle mesure peut-on inciter les citoyens de la RDA à rester chez eux ? Des politiques économiques graduelles sont toujours réversibles, donc moins crédibles. Les gens ne sont pas dupes et ils savent que la charge d'ajustement est énorme. Etant donné qu'ils ont déjà vécu quarante ans dans la misère, ils veulent que la période de transition soit courte et donc radicale.

En plus, ils savent que la charge d'ajustement sera atténuée par l'aide massive de la part de la RFA. Le slogan entendu dans les rues de Leipzig, qu'une situation révolutionnaire exige des moyens révolutionnaires, doit être réinterprété dans le sens que seul un pro-

gramme radical peut créer la base de confiance et la certitude que le régime économique changera fondamentalement en RDA.

Il est actuellement impossible de déduire un taux de change pour le mark Est qui correspondrait à une valeur d'équilibre. Un deutschemark vaut-il un mark Est, cinq ou dix marks Est ? Pour le moment, aucun taux de change ne pourrait être adéquat dans la mesure où est maintenue la structure actuelle des prix qui est quasiment l'inverse de celle des pays occidentaux.

La distorsion des prix

Les prix des biens dits essentiels sont fortement subventionnés et parfois dix fois moins chers que chez nous ; en revanche, les prix des autres biens sont cinq ou dix fois plus élevés. Donc les termes de l'échange interne sont en déséquilibre complet par rapport aux véritables relations de rareté ou de coût. Une condition pour la réalisation de la convertibilité interne et externe du mark de la RDA réside précisément dans l'ajustement des prix relatifs à ceux des pays occidentaux.

Le projet d'union monétaire prévoit que les prix des biens de la RDA (mais pas nécessairement sa masse monétaire) pourraient être convertis dans une relation d'un à un. Cette technique simple implique que la réforme de la structure des prix se réalisera presque immédiatement. Etant donné que le deutschemark introduit en RDA est complètement convertible, la structure des prix pour les biens qui sont exposés à la concurrence internationale devrait refléter celle de l'Allemagne fédérale et celle des autres pays industrialisés. Dans le cas contraire, il y aurait des exportations de masse des biens à prix bas et des importations également en masse des biens à prix élevés.

L'ajustement quasi immédiat des prix relatifs à leur structure internationale implique une hausse importante de l'indice des prix à la consommation entraînant une baisse importante du salaire réel. Etant donné que les biens de

consommation « essentiels » constituent la majeure partie de l'indice pondéré, ce dernier pourrait augmenter de plus de 100 %. Nous assistons actuellement à un phénomène analogue en Pologne. Ce fait apparemment « inflationniste » n'est pas dû à la masse monétaire, mais il résulte de l'élimination de la distorsion dans la structure des prix.

Le salaire réel de la RDA devrait s'orienter au niveau de sa productivité. Admettons que la productivité en RDA est la moitié de celle en RFA : si cette estimation officielle est correcte, le salaire réel devrait être également la moitié de celui payé en RFA et la migration continuerait. Le gouvernement fédéral doit donc envisager de réduire le différentiel des salaires « après impôt » en taxant plus fortement les salaires de la RFA et en levant un impôt négatif sur les salaires de la RDA.

Avec l'introduction du deutschemark comme unique moyen de paiement légal, la RDA abandonne un élément important de sa souveraineté. Cet *Anschluss* monétaire ne serait pas grave si l'idée de l'existence de deux États allemands était également abandonnée, maintenant ou dans quelques mois. Cependant, ce type d'union monétaire - qui n'est rien d'autre qu'une « dollarisation » de l'économie de la RDA, mais sous le bannier du deutschemark - établit immédiatement la base définitive pour l'unification allemande.

Un danger d'inflation limité

La technique selon laquelle le deutschemark sera implanté en RDA est inconnue, mais on peut supposer que la Bundesbank sera certainement prudente pour éviter un foyer inflationniste qui se transmettrait en Allemagne fédérale. Les choix devant lesquels se trouve la banque centrale sont multiples : distribution d'un montant fixe par tête des ménages et par salaires des entreprises ; conversion partielle ou totale de la masse monétaire fiduciaire ; conversion partielle ou gel total des dépôts d'épargne.

Le danger inflationniste pour la RFA est relativement limité. Prenons un exemple numérique. En général, le produit national de la RDA est évalué à un dixième du produit national de la RFA. Dans la mesure où les estimations de la Bundesbank sur la demande de monnaie est-allemande sont dépassées de 10 % du produit national de la RDA, le potentiel inflationniste pour l'ensemble des deux pays ne représente que 1 % de la somme des deux produits nationaux.

Les marchés financiers semblent avoir tenu compte déjà de cette éventualité : après l'annonce du projet d'union monétaire, le taux de change du deutschemark par rapport au dollar est resté stable. En revanche, les taux d'intérêt sur les marchés internationaux ont augmenté considérablement, prévoyant un déficit budgétaire important en RFA.

L'augmentation supplémentaire de la masse de deutschemarks n'appelle aucune charge fiscale supplémentaire pour les Allemands de l'Ouest. Il n'y a qu'une extension du bilan de la Bundesbank. Il est même concevable que les bénéfices de la Bundesbank augmentent dans la mesure où elle acquiert des actifs de la Staatsbank de la RDA.

Si ces actifs apportent un rendement, les bénéfices augmentent. L'union monétaire est conçue comme l'étape décisive de l'union économique consistant, entre autres, en la généralisation des droits de propriété privée, en l'établissement d'un système fiscal, encore embryonnaire, et d'un système d'assurances sociales.

Les implications de l'union monétaire interallemande pour la future union monétaire européenne commencent également à devenir plus précises : les perspectives sont devenues plus sereines, tout au moins du point de vue allemand. Soixante et un plus seize (1) n'est pas nécessairement égal à soixante-dix-sept dans le contexte de l'Europe monétaire. Il est tout à fait concevable que la Bundesbank puisse obtenir un poids d'un tiers à l'intérieur du futur système fédéral des banques centrales européennes. Une telle prépondérance pourrait garantir une politique monétaire européenne qui est essentiellement orientée vers la stabilité monétaire.

(1) Les populations respectives des deux États, en millions d'habitants.
► Professeur à l'université Paris-Dauphine.

BIBLIOGRAPHIE

« Richesse des besoins » de Mokhtar Lakehal

Chacun sa vérité ?

« Il ne faut jamais cesser de désirer », écrivait Rainer Maria Rilke. Le contraire de la sagesse. On son comble. Tout dépend de la couleur que chacun donne à sa vie. Le « besoin », lui, est plus terre à terre, surtout pour l'économiste, puisqu'il le relie à l'utilité. Ce qui ne veut pas dire qu'il échappe à une diversification de plus en plus intense.

Cette « richesse des besoins » est le thème d'un nouveau livre du professeur Mokhtar Lakehal. On sort un peu étourdi de la première partie, car, se prenant au jeu, notre auteur a voulu faire le tour du concept à travers les multiples analyses, qu'ils soient économistes, psychologues ou sociologues.

Aucune des disciplines

n'échappe à la tentation de dériver lorsqu'elle entend serrer de trop près cette notion de « besoin », tellement celle-ci est fuyante. Pour l'économiste, la confusion la plus redoutable consiste à prendre la « demande » pour le besoin, ou à l'enserrer dans des comptes car il est par définition « inquantifiable, parce qu'il est du domaine de la bivalence ».

La psychologue a tendance à assimiler besoin et désir ou besoin et manque, mais notre auteur a raison de reprocher aux théories psychologiques d'extrapoler trop rapidement au groupe social les phénomènes observés au niveau de l'individu. Les sociologues ne s'accordent guère non plus sur le thème, que l'on passe des mar-

xistes à Halbwachs, Veblen, Paul-Henri Chombard de Lauze ou Baudrillard, le plus radical, pour qui, « il n'y a de besoin que parce que le système en a besoin ».

Mokhtar Lakehal essaie à son tour de tailler dans cette jungle et distingue à l'origine de la création des besoins des facteurs d'ordre physiologique, d'ordre psychologique et d'ordre organisationnel, c'est-à-dire tenant au régime économique et social. Du coup, les besoins à la satisfaction desquels les besoins fondamentaux sont de trois ordres : 1) un manque de ressources naturelles ; 2) une disproportion importante entre les moyens de production disponibles et la population en âge de créer ; 3) une gestion étatique fondée sur le privilège et la discrimination sociale.

Si l'auteur n'apporte pas grand-chose de neuf sur le thème d'expression des besoins individuels ou collectifs, il porte en revanche un éclairage original sur ce qu'il appelle les « risques-besoins ». Sa thèse est celle-ci : l'expression « risques sociaux » est un abus de langage. La Sécurité sociale ne couvre à proprement parler plus de risques, mais assure contre les situations imprévues, génératrices de « besoins impératifs » et de « besoins-attentes ».

La natalité n'est plus un « risque » depuis l'invention de la pilule et la libéralisation de l'avortement. De même, la vieillesse « est un statut social réservé à une fraction croissante de la population puisqu'elle ne surprend plus grand-monde, comme au dix-neuvième siècle où très peu de gens vivaient au-delà de cinquante-cinq ans ».

Cette « richesse des besoins » donnera de plus en plus de fil à retordre aux économistes. Les rendre conscients n'est pas le plus mince mérite de l'entreprise de Mokhtar Lakehal.

PIERRE DROUIN

► Richesse des besoins de Mokhtar Lakehal. Préface de Henri Guillemin, de l'Institut. Ed. Larrière, 10, rue Enard, 75012 Paris. 180 p., 90 F.

Le Monde

HABITAT 90 LE LOGEMENT EN FRANCE

Le Monde consacre ce supplément spécial à la situation du logement en France. Un dossier indispensable pour s'informer sur les évolutions de l'immobilier en 1990.

au sommaire

- Le marché du logement à Paris et en province.
- L'actualité des prix immobiliers.
- Les stratégies européennes des promoteurs.
- Les nouvelles dispositions législatives.
- La réhabilitation des logements sociaux.
- Les tendances architecturales de l'année.
- La décoration d'intérieur.
- Et de nombreuses informations sur le financement immobilier, la construction et l'urbanisme.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL GRATUIT - 24 PAGES

MARDI 3 AVRIL 1990 (daté mercredi 4)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT :

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE



Une formation au plus haut niveau de professeurs, de chercheurs et d'experts en gestion, conduisant au titre de Docteur des Hautes Etudes Commerciales. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de grande école d'ingénieurs ou de gestion, d'un DEA, d'un MBA, ou équivalent. Des aides financières peuvent être accordées sous forme de bourses d'excellence et de fonctions d'assistant. Date limite de candidature : 16 mai 1990. Pour toute information, s'adresser à :

DOCTORAT HEC - Groupe HEC - 78350 JOUY-EN-JOSAS
TEL : (1) 39 56 72 39

Pour recevoir une documentation et un dossier de candidature, retourner ce coupon à : Doctorat HEC - 78350 Jouy-en-Josas - France

Nom _____
Adresse _____
Diplôme _____
Université/Ecole _____

itec
C'EST AUSSI L'ECONOMIE

Collection dirigée par Alain REDSLOB

26 rue Soufflot 75005 PARIS

STEURS

Journalistes

ELAISONS
GEREUSES

écologie
croissance

Marketing
EDF

STEURS

AND DE JOURNALISTES

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

LEUROFED, c'est le nom de guerre que la commission de Bruxelles voudrait donner à l'institution communautaire nouvelle que les Douze devraient fonder pour gérer leur future union monétaire s'ils suivent la voie indiquée par le rapport Delors (voir l'article de Philippe Lemaitre dans nos éditions du 22 mars). Le choix de ce néologisme n'est ni fortuit ni innocent. Au vu des ambitions et des références qu'il sous-entend, est-il judicieux ?

Le goût américain pour les abréviations a depuis longtemps imposé le diminutif « Fed » pour désigner l'Institut d'émission des Etats-Unis d'Amérique, plus lourdement appelé officiellement « Système de réserve fédéral ». Comme le rapport Delors préconise la formation d'un « Système européen des banques centrales » (SEBC) à l'usage des Etats d'Europe qu'on espère voir un jour unis, on comprend que le mot « Eurofed » soit venu spontanément sous une plume habile.

S'il ne s'agissait que d'une affaire de vocabulaire, on s'empresserait d'applaudir à cet effet heureux de symétrie. Mais s'il s'agit de suggérer que l'Europe en quête d'unification monétaire doit prendre pour modèle le dollar et ses institutions, la question, pour le moins, mérite réflexion. Henning Christophersen, vice-président de la Commission, qui a exposé la semaine dernière devant le « comité monétaire » de la Communauté les vues de la Commission sur les suites à donner au rapport Delors (révisé pour sa majeure partie par les gouvernements de banques centrales et quelques experts indépendants) ne s'est évidemment pas exprimé ouvertement sur ce thème. C'est pourtant de la réponse qui sera apportée à cette question que dépendra le sens de l'entreprise européenne. Il est possible même que le fond du débat porte sur elle.

En tête des avantages qu'elle voit dans l'union économique et moné-

taire, la Commission cite « la stabilité permanente des prix ».

Pour elle, cet engagement de stabilité « rend nécessaire un degré élevé d'indépendance du nouveau système monétaire par rapport aux gouvernements nationaux comme vis-à-vis des institutions communautaires ».

Personne ne s'étonnera que le gouverneur de la Banque de France, un des principaux artisans (avec Karl Otto Poehl) du rapport Delors, ait, dans une intervention récente (faite à Lyon le 26 février dernier) enfoncé le clou. Par la bouche de Jacques de Larosière, le lien entre l'objectif de stabilité et l'autonomie est exprimé de façon encore plus saisissante puisque le premier « n'est réalisable » que si la seconde est assurée. Dans le contexte français, une telle proposition représente un total changement de perspective.

A la lumière de l'expérience américaine, on est tenté de conclure que si l'autonomie de l'Institut d'émission est très probablement, et sur la longue durée, une condition nécessaire de la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie, elle est loin d'en être une condition suffisante (voir notre chronique publiée dans le Monde du 18 janvier sous le titre : « Monnaie : précédent américain »). Sous la présidence de Richard Nixon, républicain, pendant les années 1971-1973, puis sous celle de Jimmy Carter, démocrate, pendant les années 1977-1979, les autorités monétaires américaines laissent se développer une inflation d'une violence qu'on n'avait encore jamais connue en temps de paix (sans doute les historiens futurs s'étonneront-ils qu'avec la complicité de pratiquement tout ce que le monde compte de politiciens et d'économistes, les « chocs pétroliers » aient été présentés comme responsables

L'Eurofed et la Fed

des conséquences de ces deux crises majeures du dollar).

L'homme qui était à la tête de la Fed au cours de ces épisodes dramatiques, le très orthodoxe (en paroles) et parfois très scrupuleux économiste Arthur Burns a reconnu dans un discours-testament, prononcé une fois qu'il avait quitté son poste (pour devenir ambassadeur à Bonn) que lui et ses collègues du conseil d'administration indépendant de la Fed disposaient, sur le papier, de tous les pouvoirs nécessaires pour arrêter net l'inflation, avaient, la mort dans l'âme, qu'il n'en avait guère usé. A peine ses paroles avaient-elles été prononcées (en septembre 1979) que Paul Volcker pouvait par ses actes qu'effectivement un président de la Fed, pour peu qu'il veuille s'en servir, avait tout en main pour briser le monstre. Mais peut-être fallait-il, pour qu'il pût se résoudre à tenir fermement les rênes du crédit et de l'émission monétaire que les marchés fussent saisis de panique devant l'ampleur du désastre (troisième trimestre 1979 jusqu'à fin 1979 et début 1980).

Pour se préserver de telles mésaventures, la commission européenne entend faire adopter les règles strictes recommandées par le rapport Delors, quitte, toutefois, à atténuer celles qu'on a depuis quelques mois critiquées pour leur « irréalisme ». Tel est le cas en particulier pour les contraintes communautaires que les auteurs du rapport voulaient édicter pour limiter autoritairement les déficits budgétaires. L'idée est maintenant de laisser à chaque Etat le soin de fixer ses propres règles de discipline, tout en interdisant, par des dispositions dûment consignées dans un traité de Rome amendé à cet effet, à l'Eurofed de renflouer — par la cré-

tion monétaire — les caisses vides de tel ou tel Etat membre.

Sur ce chapitre évidemment essentiel, ni les auteurs du rapport Delors ni à leur suite la Commission ne sont d'humeur à badiner. Leur intention — inlassablement exprimée — est que l'Eurofed ne pourra pas se prêter au « financement monétaire des déficits publics », même en l'absence d'une crise aiguë. Cependant, il est devenu rare dans les pays monétairement civilisés (dont la France fait partie depuis peu) qu'une banque centrale se livre à pareilles opérations.

Il suffit, pour soulager les Trésors publics que ceux-ci puissent faire souscrire leurs émissions de titres par les banques commerciales. Simultanément, via les interventions dites d'open market — une technique dont les modes opératoires en vigueur ne sont nullement remis en question par la commission, au contraire — la banque centrale fournit au marché les liquidités dont il a « besoin ». Or, en vertu du principe de « subsidiarité » (selon lequel la règle est la compétence des instances nationales et l'exception la compétence des instances communautaires) hautement proclamé pour ne pas effrayer les Parlements locaux, tout ce qui concerne le fonctionnement des relations avec les banques privées continuera de relever de la surveillance, en France, de la Banque de France (la chère maison subsistait), en Allemagne, de la Bundesbank, etc.

Consistent des contradictions qui pourraient en résulter, Jacques de Larosière, dans son discours de Lyon, faisait allusion à cette faculté ouverte aux banques commerciales de « souscrire elles-mêmes, en procédant à la création monétaire, aux instruments courts émis par les Trésors ». Il ajoutait, pudiquement : « On peut même

imaginer que les banques financent les déficits budgétaires de manière « non-monnaire » en souscrivant des titres longs. » Précisons, pour notre part, que cette dernière pratique est si loin d'être une simple hypothèse d'école que c'est pour permettre aux banques de se garantir contre les risques de taux inhérents à la détention d'obligations qu'on a créé le Matif.

COMBIEN de Paul Volcker faudrait-il à l'Europe unifiée pour garder le cap de la stabilité ? La question vaut d'autant plus d'être posée qu'un autre mal est déjà à l'œuvre pour saper, si les hommes politiques n'y prennent garde, la future construction européenne. Le piège est d'autant plus dangereux qu'il est paré de tous les attraits de l'ambition. « L'écu aura également un rôle important à jouer dans le système monétaire international », a dit Henning Christophersen. L'Europe n'est pas une grenouille : elle a le droit de rêver d'égaliser le boeuf américain.

Cependant une des conséquences techniques des interventions des banques centrales sur les marchés des changes pour faire baisser artificiellement le dollar est d'accroître à vitesse accélérée le rôle international du deutschemark, la principale composante de l'écu. Les banques centrales intervenant vendent leurs dollars contre achat de marks. D'où le doublement, voire le triplement, récent des avoirs accumulés à l'étranger en cette dernière monnaie à titre de « réserves ». Au grand dam de la Bundesbank, ces sommes figurent à son passif à titre de dettes. La menace sur la stabilité monétaire en RFA et sur les taux d'intérêt allemands est antérieure aux événements de la RDA. Elle a pour origine principale ce fardeau qui pèse de plus en plus lourd sur la gestion de l'Institut d'émission de Francfort (235 milliards de deutschemarks au 30 juin dernier, sans doute bien davantage aujourd'hui). L'Europe communautaire est-elle prête, au nom du rôle international de l'écu, à le prendre à son compte ?

Les chômeurs et les rentiers

Suite de la page 27

Il semble d'ailleurs que c'est précisément cette croissance qui a permis de s'offrir le luxe de créer de nouvelles rigidités tout en conservant les anciennes bascules.

Le consensus sur le chômage et le partage du butin entre les acteurs les plus puissants de l'oligopole social a été trop longtemps masqué par la crise. Il est temps de mettre les chiffres sur la place publique : entre 1975 et 1990, le gâteau du revenu national (PIB) a augmenté en France de 40 % en termes réels. Entre-temps, la population n'a crû que faiblement et le chômage a plus que doublé. Où est la crise sinon dans la mauvaise gestion d'une abondance toujours plus forte ? Ce sont donc bien les gérants du système, qu'il faut accuser. Le monde change, mais ce sont, presque toujours, les mêmes régimes qui détiennent les clés du pouvoir, de l'argent et de l'information. Ainsi, la classe sociale dominante, la « noblesse d'Etat » dont parle Pierre Bourdieu,

légitime sa reproduction par la méritocratie scolaire. Au départ, la course est en principe ouverte à tous, mais certains reçoivent un meilleur entraînement et connaissent mieux les règles du jeu que d'autres. Pour déclarer ses enfants champions olympiques de l'intelligence, la noblesse républicaine n'hésite pas à plonger une grande partie de la jeunesse française dans le sentiment d'échec et à la dégoûter définitivement du sport.

Ainsi se perpétue l'élite des grandes écoles, dont le nombre artificiellement limité garantit la valeur sur le marché : la France produit deux fois moins d'ingénieurs que l'Allemagne ou la Grande-Bretagne ! Résultat de cette pénurie : un diplômé de grande école de vingt-trois ans se voit sans difficulté proposer plusieurs postes de débutants - entre 150 000 F et 200 000 F par an !

La course aux diplômés crée à un extrême des rentiers et à l'autre des laissés-pour-compte, quasi exclus du marché du travail parce qu'ils sont

sans parchemin. Paradoxalement, moins un diplôme vaut, plus il est nécessaire de l'acquiescer : ne pas l'avoir ferme beaucoup de portes et présente des risques. Aussi, en bonne logique, chacun cherche à se prémunir du chômage par des études de plus en plus longues.

L'augmentation générale du niveau éducatif, évidemment souhaitable, conduit à renforcer l'exclusion de ceux qui, faute des diplômes nécessaires, se voient interdire tout espoir de promotion professionnelle. Pour être plus précis, le premier problème posé par l'objectif de 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat est bien le sort des 20 % restants.

Les métiers du banquet

Les chômeurs, le plus souvent démunis de diplômes, n'ont plus que les métiers du banquet de la croissance, une grande table où ils n'ont pas leur place, comme en témoigne la proportion croissante de chômeurs de longue durée (plus d'un sur deux sans travail depuis plus de deux ans) et un quart depuis plus de deux ans). Dans une société malade du diplôme, l'échec scolaire précède le chômage mais ne l'explique pas. Ainsi, la société française est capable, d'un côté, de payer grassement ses régisseurs, et de l'autre, incapable d'assurer à plusieurs centaines de milliers de citoyens le travail et le revenu minimum nécessaires à leur dignité.

Il se pourrait fort bien que les emplois de demain ne soient pas, dans l'ensemble, plus qualifiés que ceux d'aujourd'hui : si les employeurs recrutent des gens de plus en plus diplômés, c'est qu'ils s'adaptent à « l'inflation » de l'offre de diplômés (voir encadré : « Les emplois de demain »). Selon certains analystes, le changement technique dans l'industrie se traduira à la fois par un besoin accru, mais limité en nombre, de spécialistes de haut niveau et par un besoin encore plus massif de travailleurs assez peu qualifiés pour surveiller les machines. Quant aux services, c'est-à-dire les deux tiers des emplois de demain, ils ne nécessiteront pas, en général, un haut niveau de formation. Faut-il rappeler que les trois quarts des emplois créés ces dernières années aux Etats-Unis concernent la restauration, le gardiennage ou le personnel de soins ?

Ce que l'entreprise demande à l'école, ce n'est pas nécessairement de produire des gens plus formés mais de faire en sorte que tous les producteurs et consommateurs de demain soient capables de lire, écrire et compter correctement, ce qui est loin d'être le cas.

Les qualités individuelles requises par la croissance et la compétitivité

des entreprises, dans un contexte de changement technique rapide, ne seront pas nécessairement plus élevées en termes de savoir, mais certainement plus exigeantes du point de vue des attitudes et des comportements : capacité d'apprendre à apprendre, comportement ouvert au travail en équipe, esprit de créativité et d'innovation, sens de qualité dans l'application des savoirs et des savoir-faire. Le tout pourrait être résumé par un seul mot : professionnalisme.

La maladie du diplôme a un coût économique et social très élevé, gaspillage de ressources éducatives d'un côté, développement de frustrations multiples de l'autre. Le diplôme initial ne devrait pas être indispensable pour la réussite dans la vie. On sait les chances inégales, et elles le sont d'autant plus qu'il s'agit d'un fusil à un coup : la sélection-exclusion. A contrario, la sélection permanente signifierait la fin des rentes éducatives et multiplierait pour chacun les possibilités d'une nouvelle donne au vu des performances professionnelles réelles.

C'est bien cette « multiplication des chances » que préconise le rapport du Collège de France au président de la République (le Monde du 29 mars 1985) pour éliminer les échecs irréversibles et les rentes éducatives de la société française où « un incapable socialement garanti et un compétent socialement démuné sont séparés à vie les nobles et le roturier ».

Si les inégalités sont vitales pour le dynamisme social, elles ne doivent pas se reproduire à l'identique ou rester figées en fonction de la course au diplôme gâchée ou perdue dès l'âge de vingt ans. Sans mobilité sociale, permanente, ascendante et descendante, une société se sclérose et prépare des révolutions. Il a manqué au bicentenaire de la Révolution française la nuit du 4 août qui aurait mis fin aux privilèges de l'âge, du diplôme, des statuts et de l'information. Qui s'attaquera à ces nouvelles formes de discriminations sociales légales qui frappent de plein fouet les chômeurs ?

Chaque corporation de l'oligopole social prend, tour à tour, en orage une partie de la population pour améliorer sa position relative. Il suffit de quelques taxis, ambulanciers ou routiers pour bloquer la circulation et faire céder le pouvoir. Faudra-t-il attendre que les chômeurs s'organisent en groupes de pression (3) et prennent à leur tour la population en orage pour que cesse leur exclusion du banquet ?

MICHEL GODET

(3) Les 6 et 7 avril auront lieu à Paris des « Etats généraux du chômage » et de l'emploi », organisés par l'association « Partage » et du syndicat des chômeurs.

Les emplois de demain

Où sont les emplois de demain ? La première réponse qui vient à l'esprit est la suivante : dans les services qualifiés, sous-entendu à haute intensité de matière grise - ingénieurs, techniciens, analystes programmeurs, etc. Ce cliché est d'autant plus justifié qu'un pourcentage du « taux de croissance des emplois » par métier (établi pour les Etats-Unis pour la période 1982-1995, d'après une étude du New York Stock Exchange), les analystes programmeurs arrivent en tête et les ingénieurs au cinquième rang (voir ci-dessous). Selon le même critère, les métiers qui progressent le moins sont ceux de secrétaire, d'aide soignante, d'employé de bureau et, dans une moindre mesure, de mécanicien auto et de cuisinier.

Faut-il en conclure que les métiers les moins qualifiés de l'ère industrielle vont régresser au profit de nouveaux métiers de la société post-industrielle ? Loïn de là ! Pour l'emploi de demain, le vrai critère à prendre en compte est celui du nombre effectif d'emplois créés dans les métiers (la tendance devant être relativisée par le niveau). De ce point de vue, le classement est sans ambiguïté : cuisiniers, services de soins, caissiers, secrétaires, employés de bureau, représentants de commerce, constitutionnent, et de loin, la masse des nouveaux emplois de demain.

De plus, les écarts sont plus accusés : le nombre d'emplois créés est six fois plus élevé pour les cuisiniers que pour les gardiens, alors que les emplois d'analystes programmeurs ne croissent que deux fois plus vite que ceux des secrétaires.

Il faudra former plus de garçons de café et de secrétaires que d'ingénieurs et d'analystes programmeurs. Conclusion : les emplois de demain ne seront pas globalement plus qualifiés. D'autant que, par ailleurs, figurant aussi parmi les métiers créant le plus d'emplois, les caissiers, les gardiens, les mécaniciens autos respectivement au deuxième, troisième et quatrième rang, juste derrière les analystes programmeurs.

Les perspectives aux Etats-Unis (1982-1995)

Classement par taux de croissance des emplois	Classement par nombre d'emplois créés
1 analystes programmeurs	1 cuisiniers
2 caissiers (banques et commerces)	2 médecins et infirmiers
3 gardiens	3 caissiers (banques et commerces)
4 mécaniciens auto	4 secrétaires
5 ingénieurs	5 employés de bureau
6 représentants de commerce	6 représentants de commerce
7 serveurs (cafés-restaurants)	7 serveurs (cafés-restaurants)
8 cuisiniers	8 ingénieurs
9 médecins et infirmiers	9 mécaniciens auto
10 employés de bureau	10 analystes-programmeurs
11 personnel de soins	11 personnel de soins
12 secrétaires	12 gardiens

L'inégalité des chances

Nombreux sont ceux qui considèrent le mérite comme un facteur d'ascension sociale, et de multiples exemples sont là pour leur donner raison. Malheureusement, les statistiques montrent que l'accès au diplôme est largement conditionné par des critères sociaux. Résultat : pour les enfants des milieux modestes, le mérite scolaire fait peu d'appels et encore moins d'élus.

Ce constat préoccupant n'est pas propre à la France. Les experts de l'OCDE observent que dans la totalité des pays membres « les résultats scolaires sont en grande mesure infériorisés par l'origine et le milieu social des élèves ». Ils évoquent « la loi d'airain qui veut que les catégories sociales privilégiées cherchent sans cesse à conserver ce privilège. Lorsque les structures s'ouvrent, l'attente d'une égalisation des chances est souvent déçue par les mauvais résultats s'inscrivant à mettre en œuvre, et par des stratégies qui cherchent à

contourner les dispositions en faveur de l'égalité » (l'Enseignement dans la société moderne, Paris, 1985).

Dans ces conditions, il y a tout lieu de penser que la méritocratie n'est qu'apparence et sert de déguisement pour légitimer « démocratiquement » le pouvoir des classes sociales favorisées et assurer leur reproduction.

Il serait illusoire et injustifié de refuser aux parents le droit de chercher à donner à leurs enfants la meilleure éducation possible. Mais le libre exercice de ce droit pose deux questions essentielles. La première concerne ceux qui ne bénéficient pas du même privilège : certains, moins doués peut-être, doivent subir la sanction de l'échec pour se voir attribuer la position sociale qui n'a cessé d'être la leur, alors que les plus doués, sauf exception, doivent se corseter du fruit amer de l'illusion. La seconde est plus fondamentale : les inégalités sont vitales pour le dynamisme social, mais une société se sclérose si elle les reproduit à l'identique.

صلى الله عليه وسلم

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

Banque française d'envergure internationale recherche dans le cadre de son développement son

Responsable du Risque International

500 KF +

Rattaché au directeur des engagements et en relation avec le réseau international ou avec l'interface du réseau domestique, vous contrôlez et validez les engagements de la banque sur les opérations internationales.

Agé de 35 à 45 ans, de formation supérieure (HEC-ESSEC-ESCP ou équivalent) complétée par un MBA, vous avez acquis dans une fonction équivalente ou d'exploitation, en France et à l'étranger, une très bonne connaissance des opérations bancaires commerciales et financières internationales.

Parfaitement bilingue Anglais, vos qualités relationnelles, humaines et professionnelles vous permettront d'évoluer à court terme dans un cadre dynamique performant et exigeant qui vous offrira aussi la possibilité de développer de nouvelles activités.

Contactez Yves le Levreur au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + rémunération actuelle + lettre de motivation à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris en rappelant la réf. YLL5461MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

Groupe de services industriels
1 milliard de Chiffre d'affaires
3000 Collaborateurs recherche un

DIRECTEUR INDUSTRIEL

pour développer une politique de marketing industriel et piloter, coordonner, contrôler les différents secteurs d'activité.

Ce poste basé à Paris s'adresse à un ingénieur grande école dont l'expérience industrielle lui aura permis d'acquies autorité et savoir-faire dans l'exercice de responsabilités globales.

Prière d'adresser lettre et CV sous référence 1242/M à : PUBLIPANEL - 145, rue de Vaugirard 75015 PARIS, qui transmettra. Discretion absolue.

Pour créer une nouvelle filiale d'Assurance Vie.
Nous recherchons un :

Directeur général

500 KF +

De formation supérieure, à 35 ans environ, vous êtes un professionnel avisé de l'assurance et/ou de la banque. Excellent négociateur, gestionnaire rigoureux, vous possédez de solides connaissances juridiques.

Une compétence actuarielle serait un atout majeur. Vous souhaitez relever un challenge motivant. Aussi, nous vous confierons le développement de cette société en création :

- Conception et mise en œuvre des stratégies,
- Elaboration des contrats,
- Négociations techniques et commerciales auprès d'institutionnels de haut niveau,
- Constitution et management de votre équipe.

Les candidatures seront traitées en toute discrétion par notre Conseil.

Merci d'envoyer lettre manuscrite - C.V. photo sous réf. 2700 à Ourlin Conseils - BP 10 92162 ANTONY CEDEX.



Ourlin Conseils

SECRETAIRE GENERAL

Fédération du bâtiment en Ile-de-France Ouest, nous souhaitons rencontrer un homme de formation littéraire/droit.

Vous possédez une expérience professionnelle réussie et une bonne connaissance des PME/PMI, qui vous ont permis de mettre en pratique vos qualités d'animation, d'organisation et votre sens de la communication.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Madame Crémont - FIDORGA - 18 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET.

DIRECTEUR FINANCIER

LE NUMÉRO 1 DE LA LOCATION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES EN FRANCE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de gestion) et vous parlez impérativement l'anglais (la connaissance d'une autre langue européenne serait un plus).

Sept à dix ans d'expériences professionnelles comme cadre financier, avec probablement un passé bancaire et/ou international vous ont permis d'acquies des compétences dans le domaine du financement, des engagements, de la gestion de trésorerie tant en franc qu'en devises. Vous avez aussi fait vos preuves d'animateur d'équipes. Vous souhaitez aujourd'hui accéder à une Direction financière et vous y investirez durablement.

Sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, en étroite relation avec les autres Directeurs de la Société, et en liaison permanente avec la Direction Générale du groupe auquel nous appartenons, vous dirigerez et animerez les services de la Direction financière : études des risques, recouvrement et contentieux, trésorerie, financement (en particulier au sein de nos filiales en Europe).

Vous serez un interlocuteur privilégié des équipes commerciales, vis à vis desquelles vous assurerez la responsabilité "achat des ressources financières" tant en France qu'à l'international.

Nous sommes numéro 1 dans notre secteur en France, nous nous développons en Europe (plusieurs filiales) et nous appartenons à un groupe de tout premier plan. La rémunération offerte sera à la hauteur des responsabilités proposées, mais nous serons très exigeants sur vos qualités personnelles, sur votre éthique et sur votre engagement.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 5356 M, à Sécifs, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.



Membre de Syntec

GRUPE Saint Gatien

Notre groupe de cliniques (600 salariés, 555 lits) est résolument novateur dans le monde de la santé et de la communication médicale. Pour faire face à notre développement et à notre diversification (rachats d'établissements en France et à l'étranger, création de sociétés de services...), nous recherchons notre

Directeur Général

Directement rattaché au P.D.G. de la holding, vous êtes chargé de :

- mettre en place les outils de gestion du groupe (contrôle des achats, choix des investissements, consolidation des résultats),
- renforcer notre image de qualité auprès de la clientèle,
- motiver nos équipes (médecins et soignants) dans une démarche d'entreprise.

A 35 ans environ, vous êtes issu d'une grande école (ECP, HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) et avez déjà fait la preuve

de vos capacités à gérer un centre de profit (industriel ou commercial) et d'encadrer le développement d'une entreprise.

Comme nous, vous êtes convaincu que le monde de la santé se prépare à de sérieux changements et vous souhaitez y être associé. Ce poste nécessite de résider à Tours.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil P.G. Consultants - 9 rue Benoît Malon - Tour Suresnes 2000 - 92150 Suresnes.



ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS RENNES TOULOUSE TOURS

Nous sommes un des leaders du BTP en France qui connaît une très forte croissance sur les marchés étrangers, particulièrement au sein des pays de l'Est. Pour faire face à notre développement, nous renforçons notre structure de gestion en créant le poste de :

RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION

- Outre un évident savoir-faire technique et professionnel qui s'appuie de préférence sur un double vécu de 7 à 8 ans en Entreprise et en Cabinet, vous saurez faire reconnaître votre autorité auprès de vos interlocuteurs opérationnels (plus de 50 filiales) en vous appuyant sur une forte dimension relationnelle, où souplesse, discrétion et convivialité se conjuguent naturellement avec pragmatisme, rigueur et une forte capacité d'implication personnelle.

- Ce poste basé à Paris s'adresse à un candidat à fort potentiel de 35 ans environ, diplômé d'études supérieures, désireux de se mouvoir dans un environnement responsabilisant et très décentralisé qui devrait lui permettre de prendre rapidement des responsabilités plus larges dans le domaine comptable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée), sous référence LM/176 à notre Conseil :

François PELLETIER - 16 avenue Hoche - 75008 PARIS



Directeur du Développement

Une histoire de salons où il est question de croissance, d'humour et de réussite.

L'organisation de salons professionnels, manifestations économiques de toutes sortes est une des formes modernes de la communication promise à un bel avenir.

Déjà tête de file sur ce marché, nous observons avec intérêt son évolution rapide et avons décidé de créer une nouvelle entité tout entière tournée vers le développement. Il s'agit de conquies de nouveaux créneaux et de profiter de notre formidable know-how pour prendre les places tant en France qu'à l'étranger.

Une toute petite équipe assure les contacts commerciaux : imaginez la communication, garantit la logistique. L'intendance est sous-traitée. A la tête de ce commando, un chef, l'un des meilleurs professionnels de la place, qui a 3 objectifs : gagner, aller vite et vous former pour lui succéder. Il vous a décrit vif, très pratique, d'une forte culture générale et économique, peu conformiste et pratiquant l'humour au quotidien. Il pense que vous avez tout juste 35 ans et que, si vous avez un grand diplôme, il ne vous a pas handicapé pour retrousser les manches. Il vous rappelle que ce métier est fait de contacts, d'intelligence des autres et d'une quantité raisonnable d'ennuis à gérer au mieux. On y peut gagner très bien sa vie.

Adressez donc votre dossier sous réf. LDD 433 à SEFOP, qui connaît bien le projet et vous dira si vous avez de bonnes chances d'y adhérer.



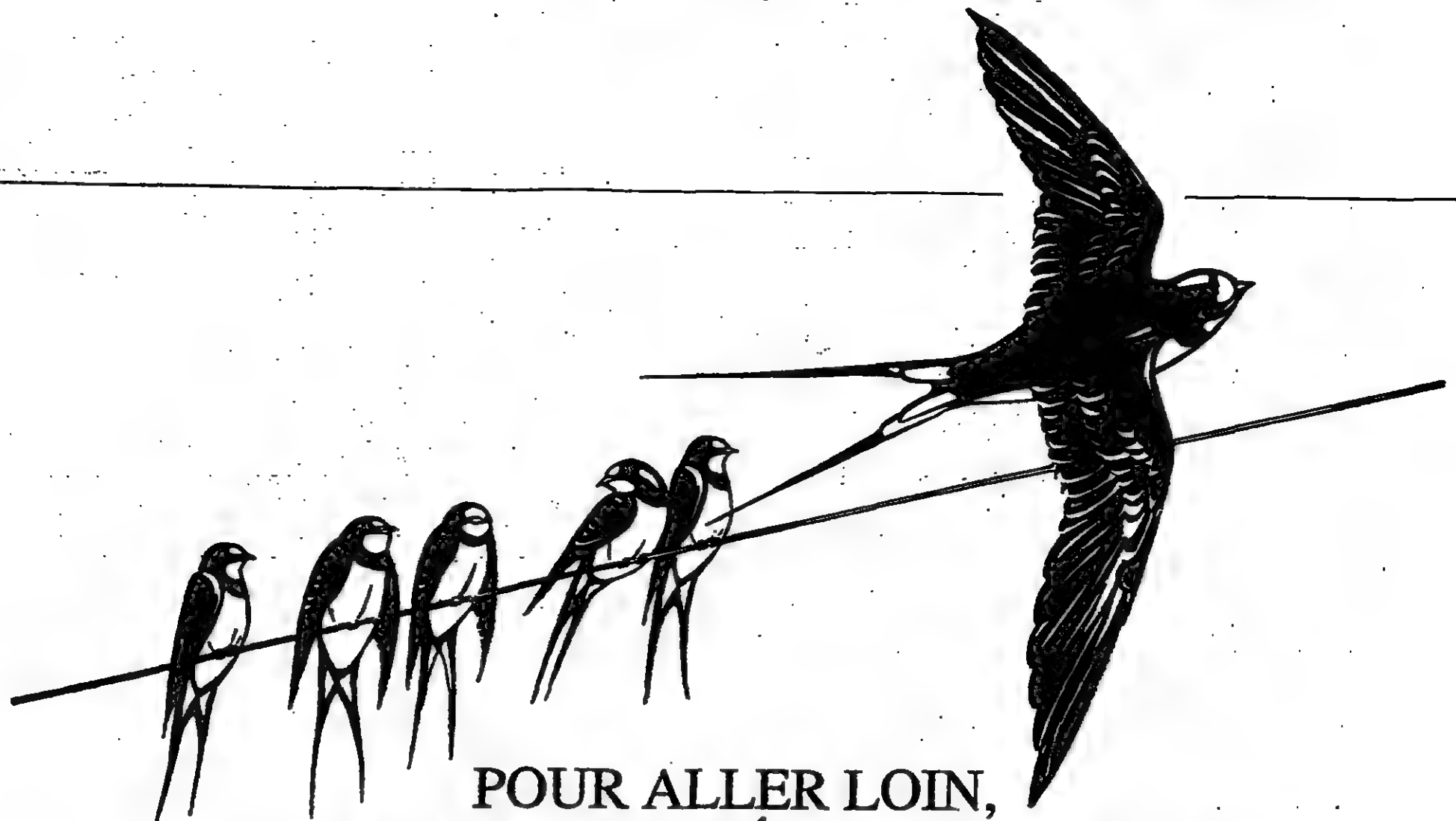
11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTec



Toute la France

صلى الله عليه وسلم



POUR ALLER LOIN, IL FAUT SAVOIR GÉRER SON ESSOR.

Sopra est un acteur majeur de l'ingénierie informatique.
La reconnaissance de son savoir-faire, Sopra la doit aux hommes
de talent qui l'ont rejointe pour créer, construire, imaginer,
développer, conquérir... et partager les valeurs de rigueur,
d'exigence méthodologique, de qualité, d'excellence
professionnelle.

Si ce sont vos valeurs, ne restez pas spectateurs.
La technique, la stratégie, le marketing, le commerce national et
international dans le monde de la banque, de l'industrie ou de
l'administration sont vos métiers ; contactez-nous.

SOPRA - Direction des Ressources Humaines -
3, rue Lauriston 75116 Paris.



Toute la rigueur que l'on attend d'une SSII

SOPRA.
Ingénierie informatique

ILLUSTRATION DE P. L. COMMUNICATION

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Hay Reward

Activité en plein développement au sein de l'un des leaders mondiaux
du Conseil en Stratégie, Organisation et Ressources Humaines, souhaite intégrer

Consultants haut niveau Politiques de rémunération et gestion des carrières

Votre formation grande école (X, HEC, IEP...) et
votre expérience de l'entreprise à des postes clefs
vous permettront d'être les interlocuteurs privilégiés
des Directions Générales et des Directions des
Ressources Humaines des plus grandes sociétés
françaises et internationales.

Vous disposerez d'une grande autonomie dans une
profession de caractère semi-libéral, tout en
bénéficiant de la notoriété de la méthode HAY et des
outils informatisés les plus modernes.

Vos aptitudes à la communication, votre goût pour
la performance et votre capacité à manager des
équipes de projet garantiront votre réussite.

La forte croissance de notre Cabinet et son caractère
international (30 pays) favoriseront votre évolution
tant en France qu'à l'étranger.

Votre dossier (lettre manuscrite, CV et rémunération
actuelle), sous la référence R 409, sera examiné en
toute confidentialité.

Hay Group

13, rue Alphonse de Neville - 75017 PARIS

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Si vous êtes capable de regarder ce qui n'est pas
encore visible et d'écouter ce qui n'est pas tou-
jours dit.

Si vous savez discerner l'essentiel sans négliger d'utili-
ser les outils usuels de votre profession.

Si vous vous demandez ce que vous pouvez faire
pour votre Entreprise avant de vous soucier de ce
qu'elle peut faire pour vous.

Alors vous êtes peut-être le DIRECTEUR des RES-
SOURCES HUMAINES que recherche une grande société indus-
trielle dont le siège est à Paris.

Ecrire à PUBLIPANEL - 145, rue de Vaugirard -
75015 PARIS sous référence 1243/M pour parler de vous, de
votre métier et des projets auxquels vous oseriez contribuer



Ce symbole représente l'univers numérique intelligent, la structure imaginée par Northern Telecom pour une société de l'information où les télécommunications deviendront le cadre universel de toutes les interactions humaines.

Juriste d'affaires : devenez notre Responsable Juridique et associez vous à notre croissance

Spécialisée dans la télécommunication d'entreprise, NT MERIDIAN, forte de sa maîtrise des technologies les plus avancées, poursuit son expansion dans un secteur en plein développement.

Basé au siège, son RESPONSABLE JURIDIQUE, sous l'autorité du Directeur financier et en liaison avec les services Commercial et Achat, participe à la négociation des grands contrats, coordonne, rédige et suit les conditions générales de vente et d'achat.

Il assure le secrétariat général des différentes sociétés du groupe, en liaison avec les cabinets

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. RJ24/LM à Monsieur Marc Caron - NT MERIDIAN - 16, place de l'Isis Cedex 13 - 92082 Paris La Défense.

juridiques. Enfin, il intervient dans les études d'assurances et règle les litiges.

Suivre l'évolution rapide de NT MERIDIAN est votre opportunité si, titulaire d'un DEA ou DESS de droit des affaires, vous avez une expérience de 4 à 6 ans en entreprise ou en cabinet en tant que juriste d'affaires.

Votre parfaite maîtrise de l'anglais, votre rigueur et votre professionnalisme sont des qualités indispensables.

ntm

Juriste Droit européen /Droit des affaires

Possédant une très forte notoriété, nous sommes l'une des toutes premières sociétés de services en France.

Au sein du département gérant les activités de Secrétariat général, et sous la responsabilité de son Directeur, vous aurez pour mission l'analyse, le traitement et le suivi des dossiers relatifs à l'application du Droit communautaire (application des règlements, liaisons avec les dispositions nationales, contentieux...). Vous serez également amené à une pratique régulière du Droit des affaires : élaboration et formalisation des contrats, conseil aux Directions de l'entreprise...

De formation juridique supérieure, vous possédez une expérience de 5 ans environ, acquise en cabinet ou au sein d'une Direction juridique de grande entreprise française.

Méthode, esprit de synthèse et sens pratique seront les atouts de votre réussite dans ce poste très complet basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la réf. 038/M à notre Conseil ORBE - 41, avenue George V - 75008 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité.

ORBE

Un grand Groupe agro-alimentaire français recherche son

Directeur Juridique

Paris

Intégré dans la principale société du Groupe (CA 89 : 5,4 Mds de francs), il a pour mission : de traiter les dossiers juridiques de la société en matière de droit des affaires (contrats, sociétés, concurrence France et CEE...); de gérer le portefeuille de marques et le patrimoine immobilier de la société; de suivre les dossiers de contentieux commercial et social, en liaison avec des Cabinets extérieurs.

Assurant un rôle de conseil juridique interne au niveau de la holding du Groupe, il peut être amené à intervenir sur des montages liés à des opérations financières pour en étudier les aspects juridiques et fiscaux. Répondant au Directeur Administratif et Financier, il anime son service et travaille

en étroite relation avec les directions opérationnelles de la Société.

A 35 ans ou plus, doté d'une solide formation juridique et nanti d'une expérience d'au moins 8 ans, de préférence dans le secteur des biens de consommation, vous souhaitez exprimer votre sens des responsabilités et vos qualités relationnelles dans l'environnement d'un Groupe dynamique et puissant. L'anglais est souhaité pour ce poste. Rémunération adaptée au profil du candidat retenu.

Contactez Frédéric Foucard au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + n° tél à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. FF5451MO.

MP

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

GTM ENTREPOSE recherche pour sa filiale GTM-Entrepose International, Holding de ses activités internationales, un

Juriste international

Au sein d'une équipe dynamique, placé sous la responsabilité du Secrétaire Général du Holding et en liaison directe avec les principaux responsables des filiales internationales du Groupe, vous prendrez en charge l'ensemble des aspects juridiques de nos projets et contrats internationaux (études, rédactions, négociations avec les clients, contentieux...).

Profil : 30/35 ans, une formation juridique de haut niveau en droit, DESS minimum, complétée par une spécialisation en Droit des Affaires et en Commerce International. Vous devez justifier d'une expérience significative dans le domaine des affaires

internationales, en cabinet ou entreprise. Vous parlez et écrivez couramment l'anglais et possédez de préférence une bonne pratique d'une autre langue. Vous êtes motivé pour des voyages fréquents à l'étranger. Nombreuses possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 74455 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

GTM-ENTREPOSE

IMAGINER POUR ENTREPRENDRE

ALCATEL
ISR

30 ans, anglais courant, juriste N°1 d'une S.S.I.I. chargée en matière grise.

400 personnes dont 300 ingénieurs, 240 MF de CA uniquement en "matière grise", 30% de croissance annuelle, âge moyen de 31 ans, des clients dans tous les secteurs, un style très direct et un management très impliquant. Voilà notre société, filiale d'un des premiers groupes industriels français.

Nous créons le poste de responsable des affaires juridiques. Il ou elle prendra en charge notamment tous les problèmes de contrats (avec la possibilité de s'appuyer sur les experts du groupe).

30 ans, Magistère ou DEA de Droit, l'anglais courant, vous avez 4 à 6 ans d'expérience dans une entreprise ouverte sur l'international. Bon relationnel, vous savez travailler "en conseil" pour les opérationnels et trouver des solutions à leurs problèmes. Pour un premier contact, adressez votre dossier complet sous la référence 088 214 M à Jean-Louis Marques, associé du cabinet Sirca - 140, Boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Assurer la fonction de Juriste Social Participer aux actions de progrès 3 à 5 ans d'expérience

La DRH d'un établissement bancaire de forte notoriété (2700 personnes) qui développe un management des ressources humaines efficace, moderne et fortement évolutif offre au sein de son équipe un poste de

JURISTE SOCIAL

Sa mission implique trois axes principaux :

- Assurer l'application de la législation sociale (contrats, accords collectifs, ...)
- Participer à la mise en place des projets de développement social ou niveau des études de conception et de leur mise en œuvre (accord d'intéressement, aménagement du temps de travail ...)
- Assister le DRH et les dirigeants de l'entreprise dans les relations avec les représentants du personnel.

Son profil :

Agé de 30 ans environ, le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure : Maîtrise de Droit, DESS droit social, CELSA... Son expérience sera acquise au sein d'une grande entreprise ou d'un cabinet spécialisé. Sa réussite nécessite des qualités de rigueur et de dialogue.

Poste grande ville Ouest.

Ecrire sous réf. 14 A 17940 M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Responsable du service juridique

Nous sommes un établissement public à vocation culturelle et commerciale en forte expansion. Avec 850 personnes aujourd'hui, notre chiffre d'affaires a triplé en sept ans.

Vous veillerez à la légalité des actes de l'établissement en définissant le cadre juridique des actes de gestion, en participant aux négociations, en prenant en charge la protection des marques. Vous intervenerez dans toutes les autres activités : contrats avec les fournisseurs, co-productions, développement du mécénat, concessions d'activités, gestion du patrimoine immobilier, etc... Dans vos recommandations vous saurez tenir compte de tous les aspects financiers.

De formation juridique supérieure, vous avez une expérience d'environ cinq ans de juriste polyvalent. Une connaissance des problèmes de propriété intellectuelle et des contrats internationaux sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, rémunération sous référence 172 à notre sur couvrir et enveloppe 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles



ARC UNION important groupe financier et immobilier recherche pour son secrétariat juridique UNE ASSISTANTE JURIDIQUE

Nous souhaitons recruter une jeune femme âgée de 30 ans environ, de formation Bac + 2, possédant des connaissances en droit des sociétés et des affaires.

Cette assistante aura en charge notamment :

- la collecte des données nécessaires à l'établissement des dossiers de conseils et d'assemblées générales;
- la préparation et le suivi de ces dossiers; l'accomplissement des formalités légales;
- et plus généralement le suivi de toutes les obligations liées à la vie sociale des entreprises.

Ses qualités d'organisation, de rigueur, mais également son excellente présentation indispensables pour ce poste, lui offriront de réelles perspectives d'avenir.

La pratique du Macintosh constituera un atout supplémentaire.

Ce poste est à pourvoir à Paris 2°

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

Mme Yvonne DAVID
Groupe ARC UNION

Direction des ressources humaines
108, rue de Richelieu 75002 Paris

GROUPE IMMOBILIER PARIS
recherche

JURISTE

10 ans expériences dans le métier

Connaissances obligatoires :

- Montage financier - Eviction commerciale et habitations
- Capacités + diplômes pour situation exceptionnelle.

COGER
LA MOUVEMENT SAU MEURE

Envoyez lettre manuscrite, CV + réf. 30809 à :
COGER : 63, rue de Paris
93310 Le Pré St Gervais.

L'UNAPEI, grande cause nationale 1990
recherche

1 JURISTE

titulaire d'une maîtrise, ayant d'excellentes capacités rédactionnelles, de synthèse, et l'esprit d'équipe, souhaitant s'investir dans une association du secteur sanitaire et social.

Adressez CV + photo et motivations à UNAPEI,
15, rue Coysevox, 75018 Paris

صديقا من الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Juristes



ARC UNION
important groupe
financier et immobilier
recherche
pour son secrétariat général

UNE JURISTE

Au sein de ce département, vous participerez à la vie sociale des entreprises :

- préparation des conseils et des assemblées,
- analyse des problèmes juridiques et fiscaux,
- réponses aux demandes ponctuelles des services opérationnels.

Vous êtes titulaire d'une maîtrise en droit des affaires et diplômé de Science Po (ou équivalent) et possédez 3 à 5 ans d'expérience acquise de préférence dans un poste similaire ou dans un cabinet de consultant.

Vous êtes rigoureux, vous faites preuve d'esprit d'analyse et de synthèse, de réflexion mais également d'imagination : ces qualités et votre compétence vous assureront une évolution de carrière certaine.

Ce poste est à pourvoir à Paris 2°

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
Mme Yvonne DAVID
Direction des ressources humaines
ARC UNION
108, rue de Richelieu 75002 Paris

BANQUE D'AFFAIRES DE TAILLE MOYENNE recherche

3 REDACTEURS JURIDIQUES ET CONTENTIEUX

Vous serez chargés de la gestion de dossiers contentieux, de la rédaction d'actes de prêts et de la prise de garanties.

De formation supérieure Maîtrise de droit privé. Une première expérience juridique d'un an serait un atout.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 2554 par Fax N° (1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES - BP 80
92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier.
Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE EUROMESSAGES

ORGANISATION PROFESSIONNELLE SITUÉE EN RHONE-ALPES recherche

JURISTE EN DROIT SOCIAL

Il sera chargé du conseil auprès des entreprises dans le service des affaires sociales.

Ce poste nécessite :

- une maîtrise en Droit Privé ou D.E.A., Droit du Travail,
- un goût des contacts,
- une aptitude à la communication et à la rédaction.

Première expérience professionnelle souhaitée.

Poste à pourvoir rapidement.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
au journal, annonce n° 8853
LE MONDE PUBLICITE
5, RUE DE MONTTESSUY
75007 PARIS

ORGANISME PROFESSIONNEL recherche

praticiens de la technique notariale

pour étoffer une équipe intervenant sur l'ensemble du territoire français.

Ces postes s'adressent à des candidats d'une grande compétence, expérimentés, autonomes, disponibles et mobiles géographiquement.

Rémunération motivante pour candidats de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
Marie Claude LAFFON - Conseil en Recherche
de Cadres - 16, rue Victor Dab - 92200 Neuilly.

**Société de Conseil en forte croissance
affiliée à un important groupe bancaire
et une société financière internationale**
recherche

JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Directement rattaché au Secrétaire Général, il sera en charge des questions juridiques liées aux filiales, françaises et étrangères, vie sociale (secrétariat juridique), création de sociétés « ad hoc », contrats entre les filiales, participations aux opérations d'acquisition et de restructuration... Le ou la candidate, âgée de 27 ans minimum, est titulaire d'une maîtrise de droit des affaires, a 3 à 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet ou d'un groupe. Anglais nécessaire. Espagnol serait apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV + photo + prétentions sous référence AM à :
AIM Département juridique - 6, rue Paul-Baudry 75008 Paris

Le Monde de la Gestion

La Monde • Mardi 3 avril 1990 35

Accompagner la transformation des Banques et Institutions Financières

Peat Marwick

Consultants est

membre du réseau

mondial KPMG.

A Paris,

200 professionnels

de haut niveau

accompagnent les

entreprises dans leur

évolution.



Le fort développement de Peat Marwick Consultants, qui réalise un tiers de son activité dans la Banque et les Services financiers nous conduit à rechercher :

des responsables de mission

Une expérience variée d'environ 10 ans au sein d'une banque, d'une institution financière ou dans un cabinet de conseil, vous permettra d'encadrer nos équipes de Consultants chez nos clients.

Réf. 93149

des consultants

Vous avez acquis une expérience réussie de 3 à 5 ans dans un des domaines suivants : Contrôle de gestion, Inspection, Organisation, Salle de marchés, Informatique, soit dans la banque, soit dans le conseil.

Réf. 93148

De formation supérieure, vous souhaitez maintenant valoriser votre expérience. Vous pourrez l'enrichir au sein de notre cabinet en participant à des missions de type : étude stratégique et plan de développement, fusion d'établissements financiers, planification et contrôle de gestion, gestion des opérations de marchés, ALM, amélioration de la performance des structures.

Peat Marwick Consultants, par ses méthodes éprouvées, par la variété de ses missions et par son environnement international, vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Isabelle Régier vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence choisie à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Codex 18 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

Peat Marwick Consultants

SI VOUS SAVIEZ CE QU'EST LE CONSEIL CHEZ PEAT MARWICK VOUS SERIEZ DÉJÀ

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE...

Les hommes ouverts, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous sommes ouverts. Notre situation est tout à fait enviable, d'ex vus (25.000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidés dont près de 25 % à l'international, 1.600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

Chargé d'études en organisation

Important groupe Français d'assurances recherche un chargé d'études en organisation.

Vous serez responsable de projets d'amélioration de l'organisation administrative et commerciale de nos services.

Votre mission consistera à :

- Analyser les méthodes de travail et circuits administratifs actuels.
- Proposer des solutions correctives ou nouvelles et en assurer la mise en place.

Vous intervenirez à différents niveaux et dans différents secteurs IARD. Pour ce poste où, à la créativité et à la diplomatie, doit s'ajouter un sens inné de la rigueur, nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'un DUT de gestion ou titulaire d'un DEUG ou d'une Licence Sciences Economiques ou MASS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence IE 49 M, à Danielle RUBIALTA - Département Gestion de l'Emploi - AGF 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



Leader dans le domaine du matériel
consommable Médico-Chirurgical
recherche pour Palaiseau (91)

CONTROLEUR DE GESTION

Directement rattaché à la Direction Générale et en liaison avec les services du Groupe (Comptabilité, Finances et Contrôle de Gestion, il devra notamment :

- mettre sur pied les différents plans et procédures budgétaires,
- vérifier la cohérence économique des plans marketing,
- superviser le contrôle de gestion de l'activité industrielle,
- intervenir dans la mise au point des nouveaux systèmes d'information de gestion,
- définir une stratégie économique des plans de développement de l'activité.

Les candidats intéressés auront une formation supérieure Ecole de Commerce et justifieront d'une expérience minimale de 5 ans.

L'anglais et la pratique de l'informatique (LOTUS, SQL) sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 90/30 MO.

à l'attention de D. VOLZ
SYNTHELABO - BP 72/22, avenue Gallée
92350 LE PLESSIS ROBINSON.

fnac

Rattaché à la Direction Comptabilité et Gestion Province et en collaboration avec un autre contrôleur de gestion, vous centralisez et analysez les informations de gestion en provenance des magasins (reportings mensuels, budgets...). Vous participez à l'amélioration des procédures. Vous assistez les responsables du contrôle de gestion des magasins dans la mise en place de toute nouvelle procédure comptable et de gestion.

CONTROLEUR DE GESTION H/F

De niveau DECS, maîtrise de gestion, école supérieure de commerce ou équivalent, vous avez une première expérience (1 à 2 ans) en entreprise ou en cabinet d'audit.

Doté d'un excellent esprit d'analyse et de synthèse, du sens de la communication, vous avez également acquis une bonne pratique de la micro-informatique.

Ce poste est basé à Paris 6°.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence M 041 à FNAC, Direction des Affaires Sociales Province, 73 rue de Vaugirard, 75006 Paris.

CEGF : Compagnie des Entrepôts et Gares Frigorifiques

Filière de la Compagnie Industrielle Maritime (Groupe SUEZ), nous sommes, avec 40 % de part de marché, leader dans le domaine de la logistique du froid. Dans un environnement en pleine évolution, nous savons aussi faire progresser nos collaborateurs : c'est la raison pour laquelle notre Secrétaire Général est amené à rechercher un nouveau :

Directeur Administratif et Financier adjoint

Superviser la fonction comptable et financière avec une équipe de 15 personnes, effectuer les consolidations, s'impliquer dans la vie juridique de la société, prendre en charge des études spécifiques lors d'achats, de ventes de filiales ou de prises de participation : telle sera votre mission globale.

A 28-30 ans, votre formation de type E.S.C. + DECS et votre expérience de 5 ans environ vous ont permis de prouver une large compétence technique en matière comptable, financière et de gestion. Vous parlez l'anglais et êtes prêt à évoluer maintenant vers des responsabilités plus élargies dans un poste évolutif et basé à Paris.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, Curriculum Vitae et prétentions) à notre Conseil Marion de SANDERVAL - COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS sous la référence ADMILM

COR'EX**Contrôleur de gestion international**

PARIS

320-360 KF

LA SOCIÉTÉ : L'une des premières branches (3 500 personnes) d'un important groupe industriel français de renommée mondiale.

LE POSTE : Bras droit du Directeur Financier et responsable de l'analyse du reporting d'une vingtaine de divisions, de l'assistance auprès des opérationnels en France et à l'étranger, de la coordination des plans et budgets, de la mise en place de nouveaux systèmes de gestion industrielle et des études ponctuelles dans le cadre des acquisitions et accords.

LE CANDIDAT : Diplômé d'une grande école de commerce et fort d'une expérience de 4 à 6 ans en audit et/ou contrôle de gestion (de préférence en milieu industriel), vous souhaitez évoluer vers une carrière plus internationale dans un environnement véritablement dynamique.

Les candidats intéressés sont priés de contacter Ivor ALEX au (1) 42 89 09 17 ou lui envoyer un CV complet avec photo sous référence 1227/IAN à : NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT**serete**

Premier groupe privé d'ingénierie en France (1200 personnes ; 1 milliard F de CA), notre haute technicité, notre solide maîtrise des coûts et des délais nous permettent de franchir une nouvelle étape dans notre expansion. Pour notre siège, nous recherchons un :

DIRECTEUR FINANCIER

Directement rattaché à la Direction générale, vous prenez en charge la direction financière du groupe en assistant et conseillant étroitement les filiales : montages financiers, prises de participation, évaluation d'entreprises...

Vos solides compétences en contrôle de gestion, en gestion de trésorerie et votre sens des relations humaines vous permettent de manager une équipe comptable de 9 personnes.

De formation supérieure (École de commerce, École d'ingénieur option finance/gestion, expertise comptable), vous avez 10 ans d'expérience minimum dans des fonctions similaires ou en cabinet d'audit. Autonome, parfaitement responsable, vous maîtrisez la langue anglaise.

Pour ce poste de haut niveau, adressez votre dossier complet de candidature et vos prétentions sous réf. AMB/DF à :

Groupe Serete
80, rue Régnault - 75013 Paris

Lyon

Notre société de production (430 personnes) est filiale d'un groupe international, leader mondial dans le matériel médical de haut de gamme. Pour optimiser encore la gestion de notre croissance, nous souhaitons rencontrer un

Contrôleur de gestion
320 KF +

Membre du Comité de Direction, animateur d'une équipe de 15 personnes, votre premier rôle est de dynamiser et de renforcer le contrôle de gestion.

En parallèle, vous avez, bien sûr, la responsabilité de la comptabilité générale et analytique, de la trésorerie, du reporting et de l'informatique.

Ce poste de très bon niveau offre de réelles possibilités d'épanouissement à un diplômé de l'enseignement supérieur (ES, DECS...). Vous avez 35 ans environ et votre expérience d'une fonction similaire en milieu industriel doit vous permettre d'être très vite opérationnel et d'être reconnu pour votre incontestable autorité de compétence.

L'anglais, langue véhiculaire de notre groupe, est tout à fait indispensable.

Notre Conseil, Monique LAURENT, lira avec intérêt le dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo) que vous lui enverrez sous réf. 879 A et elle vous recevra en toute confidentialité à Lyon ou à Paris.

75 bis, rue de Sèze - 69006 LYON

ADMA**ATTACHE DE DIRECTION
AUPRES DU PRESIDENT**

Le PDG d'une importante société industrielle du secteur Produits de Linx souhaite s'adjoindre un Attaché de Direction auprès du Président, pour assurer l'interface avec les unités opérationnelles.

Une expérience en milieu industriel d'environ deux ans est nécessaire pour comprendre les rouages de l'entreprise.

Basé dans une ville moyenne du Sud de la France, ce poste convient à un diplômé d'ETUDES SUPERIEURES (EP PARIS par exemple) à dominante JURIDIQUE ou GESTION.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 6671 à **MEDIA PA** 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX qui transmettra, en respectant vos consignes de confidentialité. Vous serez reçu par un Collaborateur de l'Entreprise.

**SOREFI Nord-Pas de Calais
Société Régionale de Financement****Échanges Inter-bancaires :
un pro, un créatif, un organisateur**

Aujourd'hui, au sein d'une Direction Organisation et Projets ou d'une Direction Comptable, Financière ou Administrative, vous participez activement à la gestion des échanges inter-bancaires : vous avez tous les atouts pour participer au développement de nos méthodes de travail et de nos procédures, pour concevoir les outils et les systèmes, pour prendre totalement en charge nos échanges inter-bancaires.

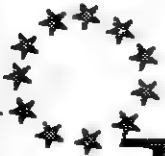
Au-delà de la technicité que vous avez acquise tant dans l'organisation que dans les systèmes d'information, c'est avant tout votre rigueur, votre clarté de réflexion et vos capacités de synthèse qui seront déterminantes dans un poste où votre créativité sera mise à profit.

L'importance des responsabilités qui vous seront confiées, en particulier dans les systèmes d'organisation et leur décentralisation au niveau du réseau justifie une expérience professionnelle d'au minimum 4 ans dans un environnement bancaire.

Brigitte BACHELET traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. 2353 LM - Société ARGOS - 1001, avenue de la République - 59700 MARCQ EN BAROEUL

**BERNARD JULHIET**
argos

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

**Société de Service en forte expansion, leader Européen dans son domaine et présente dans 30 pays recherche pour la France son****Jeune responsable
administratif et comptable**

De formation ESSEC, SUP de CO, DECS ou équivalent, vous avez à votre actif une première expérience réussie d'au moins 2 ans dans une fonction similaire.

DOMAINES CLES

Gestion - Comptabilité - mise en place d'un outil de gestion en temps réel. Informatique (IBM) évoluant vers APPLE. Mise en place d'une comptabilité analytique.

Votre fort potentiel et votre réelle implication vous permettront d'évoluer vers une fonction d'Office Manager incluant progressivement une compétence financière et la participation à la gestion d'un groupe.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo et rémunération actuelle) sous réf. 6729 à Levi Tournay Asscom 31 bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra.

ORGANISATEUR

Nous sommes un GROUPE FINANCIER diversifié et décentralisé.

Nous préparons la mutation de la BANQUE de demain...

Notre schéma directeur nous oriente vers le développement d'une BASE D'INFORMATIONS COMPTABLES.

Dans ce cadre, nous recherchons un

Vous intégrerez l'équipe de projet chargée de l'étude du nouveau système, au sein du département comptabilité et budget.

Vous participerez à sa mise en œuvre avec nos équipes d'informaticiens et assurerez l'interface avec les utilisateurs.

Votre formation supérieure et une première expérience significative vous ont confirmé dans la conduite de projets importants et si possible dans les domaines comptables et bancaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1046 à CONTESSÉ - 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

صكتا من الامل

Filiale Française (CA : 70 MF) d'un groupe américain leader de l'électronique, recherche dans le cadre de son démarrage un

Financial Controller

Paris

Rattaché au Directeur Général de la filiale, vous serez en charge de la totalité de la fonction : finance, fiscalité, trésorerie, comptabilité, reporting, administration des ventes et du secrétariat général etc.

A la tête d'une équipe, vous devrez conduire la très forte évolution de cette entreprise. Une expérience de trois années minimum en cabinet d'audit ou en entreprise est souhaitée. Agé de 27 à 32 ans, de formation Ecole

Supérieure de Commerce et/ou DECS, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et êtes familiarisé au secteur industriel.

250/350 KF environ
Contacter Gilles de Mentque, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 Paris, sous réf. GDM5517MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

FISHER

Fisher Controls

9000 Personnes dans le monde, parmi les leaders du matériel de régulation pneumatique et électronique recherche, pour accompagner son développement, son

Contrôleur de Gestion

Vichy

Rattaché au Directeur Financier, vous avez la responsabilité du contrôle budgétaire de l'ensemble de la division P.I. 150 personnes (Elaboration du budget, analyse des performances, et des écarts). En collaboration étroite avec le département Opération, vous effectuez le reporting France et Europe (optimisation de la circulation d'informations et des délais).

Agé de 28/30 ans, de formation Ecole de Commerce, avec un niveau DESCF, vous avez une expérience

réussie de 3/5 ans en cabinet d'audit et/ou en milieu industriel. Vous maîtrisez l'anglais ainsi que la micro-informatique. Votre dynamisme et votre rigueur vous permettront d'évoluer vers des fonctions élargies au sein du groupe.

Contacter Hervé Barlat au 78.28.16.04 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON, sous réf. HB405MO.



Michael Page Rhône-Alpes
Spécialiste en recrutement Financier

Financiers/Banquiers Consultant

(H/F)

Paris

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans une fonction financière ou bancaire en cabinet ou en entreprise. Vous souhaitez élargir vos compétences : commercial, marketing, management, gestion...

Le Groupe Michael Page coté à la Bourse de Londres, l'un des leaders européens en matière de recrutement, vous propose d'intégrer son équipe spécialisée dans le recrutement de financiers et de banquiers. Notre forte expansion en France et en Europe permet d'envisager de fortes possibilités d'évolution à Paris, dans d'importantes villes de province ou à l'étranger pour des candidats à fort potentiel. Adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Charles-Henri Dumou, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. CHDS9MO.



Michael Page

Grande banque française recherche un

Chargé d'Engagements Internationaux

350 KF +

Au sein du département des engagements internationaux vous devrez, après étude et analyse, porter un jugement sur la qualité des risques encourus sur certaines opérations financières internationales.

Agé de 30 à 35 ans, de formation supérieure HEC/ESSEC/ESCP ou équivalent complétée si possible par un MBA, vous avez une première expérience qui vous a permis d'acquies une culture financière anglo-saxonne très complète.

Evolutif, et parfaitement bilingue Anglais, vos qualités humaines et professionnelles vous amèneront à prendre de réelles responsabilités dans une structure ambitieuse et exigeante.

Contacter Yves le Levreur au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + rémunération actuelle + lettre de motivation à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris en rappelant la réf. YLL3462MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

Nous sommes une banque privée, filiale d'un important groupe bancaire européen. Nous recherchons un

RESPONSABLE CLIENTELE PRIVEE

A 35 ans environ, de formation BAC+5, vous avez acquis une expérience identique de 5 ans au sein d'une banque.

En relation étroite avec notre Direction Générale, vous serez chargé d'une double mission :

- développer, gérer et conseiller une clientèle haut de gamme sur sa politique de gestion de patrimoine,
- animer une petite équipe de chargés de clientèle.

Nous misons sur vos qualités de manager, votre sens du contact et votre dynamisme.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous référence 6688 à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

Groupe Français de dimension internationale, parmi les leaders mondiaux de l'Agro-Alimentaire (CA > à 2 Mds de Francs, 2300 personnes), recherche pour sa holding un

Auditeur Interne

Grand Rhône-Alpes

Rattaché à la Direction Organisation et Contrôle, il aura pour mission de réaliser des audits comptables et financiers dans les différents filiales du groupe, tant en France qu'à l'étranger. Outre les tâches opérationnelles, des dossiers variés lui seront confiés par la Direction Générale : Audit d'Acquisition, Projet de Fusion, Expertise Juridique et Fiscale.

Ce poste conviendra à un candidat dynamique et rigoureux, de formation supérieure (Borde

Supérieure de Commerce, MSTCF ...) ayant 3 à 4 ans d'expérience en cabinet et/ou en entreprise. L'Anglais opérationnel est impératif. L'Allemand serait un plus.

Soit potentiel et ses qualités lui permettront d'évoluer au sein du groupe vers des fonctions élargies.

Contacter Eric Isabey au 78.28.16.04 ou adresser CV + photo + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON, sous réf. EIA406MO.



Michael Page Rhône-Alpes
Spécialiste en recrutement Financier



HAMBROS

Cross-border Corporate Finance Mergers & Acquisitions

HAMBROS is one of the leading traditional Merchant Banks in the City of London. Over the last three years HAMBROS has successfully established a European M & A Department and is now seeking to add to its French M & A team, based in London.

The successful candidate, in his or her mid to late 20s, is likely to be a graduate with both a successful academic record and a strong financial background, and at least one year's experience in either the corporate development department of an expanding European company or having had relevant experience within a leading European bank.

Self-motivation and high standards of professionalism are essential, as is the ability to work within a team. Prospects for progression are excellent. Remuneration package open to negotiation.

Please write with full personal and career details to A.R.B., 15 rue d'Astorg 75008 PARIS (FRANCE) quoting reference 174 LM.

A.R.B.

PARIS - SOPHIA-ANTIPOLIS

Chef comptable très impliqué dans la gestion.

Leader mondial du stockage souterrain, notre société, Géostock, filiale commune de quatre grands groupes pétroliers, partage à égalité son chiffre d'affaires entre la gestion de centres de stockage à l'étranger.

Rattaché au secrétariat général et directement responsable de huit personnes, vous prendrez en charge la comptabilité du siège et d'une douzaine de sociétés - dont certaines anglo-saxonnes -, superviserez la paye et gèrerez notre trésorerie. Vous préparerez les budgets et serez le garant de la fiabilité des documents transmis aux maisons mères. Vous participerez à l'analyse des coûts et des tarifs résultants de la comptabilité analytique et serez le pivot de l'informatique de gestion.

Une formation de niveau DECS minimum, une expérience de près de 10 années : autant d'atouts qui vont vous permettre de prendre rapidement la hauteur nécessaire à la maîtrise de situations parfois complexes. Vous trouverez ainsi facilement vos marques dans un environnement intellectuel de haut niveau qui a largement privilégié un bon climat social. Claude des Reis, associé du cabinet Sirca, vous confirmera que nous apprécierons des connaissances fiscales sérieuses et un bon niveau en anglais. Adressez-lui un résumé de carrière et une lettre de motivation sous la référence 079 712 LM au 140, Boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

AUGUSTE-THOUARD
IMMOBILIER D'ENTREPRISE

JEUNE AUDIT, FINANCIER OU JURISTE PASSEZ AU MONDE DES AFFAIRES.

A 25-27 ans, doté d'une formation supérieure : ESSEC, Sciences-Po, Sup de Co... et après une première expérience d'AUDIT, de FINANCIER ou de JURISTE... vous souhaitez aujourd'hui prendre une orientation qui corresponde mieux à votre PERSONNALITE : Plus d'ouvertures... des négociations à haut niveau, une responsabilité totale sur vos dossiers...

Devenez CHARGE D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU auprès des grands investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, caisses de retraite, SCPI...)

Pour faire de vous de véritables conseils en investissement et hommes d'affaires, nous vous initierons à des méthodes rigoureuses pour analyser les besoins de nos clients, négocier jusqu'à leurs conclusions des opérations de vente. Dès la 2ème année, rémunération exceptionnelle possible.

POUR CES POSTES A NANTES, MARSEILLE ou MONTPELLIER, merci d'adresser CV, PHOTO et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous référence 56.1857 LM, en précisant la région qui vous intéresse.

Mercuri Urval

CONSEILLER CLIENTELE PRIVEE

Nous sommes une banque privée, filiale d'un important groupe bancaire européen. Nous renforçons notre équipe commerciale et recherchons un conseiller clientèle privée.

A 30 ans environ, vous avez acquis une formation supérieure BAC + 5. Une expérience identique de 2 à 3 ans vous a permis de maîtriser parfaitement les relations clientèle et d'acquérir de solides connaissances en gestion de patrimoine.

Bien sûr, une connaissance de la langue anglaise est nécessaire pour réussir dans la mission que nous vous proposons : vous développerez, gèrerez et conseillerez une clientèle de particuliers haut de gamme sur sa politique d'investissement.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous référence 6689 à MEDIA PA 50/54 rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX



Institut Français de Gestion

Contrôleur de gestion : dynamiser la fonction

Sous l'autorité du directeur administratif et financier, vous faites évoluer le système et participez à la mise en place du nouvel outil informatique. Vous êtes l'interlocuteur de tous les services de l'entreprise.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez de 4 à 6 ans d'expérience en audit et contrôle de gestion.

Leader sur le marché de la formation des cadres et dirigeants (170 MF de CA), nos résultats sont bons et nos objectifs ambitieux.

Merci d'envoyer votre CV, sous la référence 20-064, à notre Conseil.



26 rue de Berri - 75008 Paris.
Pour plus d'informations,
consultez le 3616, code UGE QNOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

CAMPAGNE DE RECRUTEMENT 1990 - 1991

CONCORDE EUROPEENNE AUDIT
Commissariat aux comptes, audit, révision

Le développement rapide de nos activités à Paris, et en province, nous conduit à poursuivre l'intégration régulière, sur 12 mois, de cadres à fort potentiel. Nous recherchons

CHEFS DE GROUPE (réf. B4)

Vous êtes expert-comptable diplômé. Votre expérience (5 ans environ) acquise de préférence en cabinet français ou en entreprise a fait de vous un excellent technicien. Vous êtes apte à diriger une équipe et à prendre en charge vous-même des opérations classiques importantes d'expertise comptable.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels aguerris intéressés par une carrière en cabinet offrant de larges perspectives, association par exemple. Anglais souhaités.

ASSISTANTS (réf. B5)

Vous êtes titulaire d'un diplôme de gestion comptable ou d'école de commerce qui, selon sa nature vous prédispose à des développements de carrière ultérieurs.

Vous bénéficiez d'une expérience réussie en cabinet ou en entreprise d'environ trois ans. Au sein de petites équipes jeunes et performantes, il vous sera confié des travaux d'expertise comptable variés et significatifs.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en rappelant la référence du poste choisi, à notre conseil.



Scribe
4, avenue Hoche
75008 Paris

Groupe Hoche Consultants



de la première banque... pour son développement... un

Responsable d'études économiques et statistiques

Pour :
- réaliser des études économiques, statistiques et financières sur l'évolution des moyens de paiement destinées à l'ensemble du CREDIT AGRICOLE
- participer à la conception des supports de communication des études
- identifier les sources d'information nécessaires et maintenir des relations suivies.

Formation exigée : BAC + 5. Première expérience appréciée.

Lieu de travail : St Quentin en Yvelines.

Adressez lettre, CV, photo et prêt. safrét.GMP/ST au CEDICAM - M. ALLOUF Jean-Louis, Les Quadrants, 3 avenue du Centre, 78182 ST QUENTIN EN YVELINES CEDEX.



UN RESPONSABLE COMMERCIAL GRANDES ENTREPRISES

Au sein de la Direction Bancaire, vous ferez partie d'une équipe d'Exploitation chargée de la gestion et du développement d'un fonds de commerce d'Entreprises dans un secteur ou un groupe de secteurs industriels.

Vous aurez à promouvoir l'ensemble des produits et services de la Banque en relation et avec l'appui des autres Départements de la Direction et des autres Directions.

Agé de 30 à 35 ans, vous avez une formation supérieure : Grande Ecole Scientifique ou Commerciale ou Universitaire, 3ème cycle.

Vous bénéficiez d'une expérience de plusieurs années des relations avec les grandes et les moyennes entreprises.

Vous connaissez l'ensemble des produits bancaires y compris les opérations liées au commerce international, les produits de marchés boursiers et monétaires, les produits de placements collectifs.

Vous avez le sens du risque, un goût réel pour la négociation, l'aptitude au travail en équipe.

Si cette offre vous intéresse, envoyez lettre de candidature manuscrite, CV et photo sous référence 4267 à SOURCES - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS qui transmettra.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Vous aimez :
- Développer vos qualités d'initiative dans un poste en création.
- Participer au développement d'une entreprise et y évoluer professionnellement.

Nous vous proposons :
- D'être responsable du montage des budgets, des prix de revient et de l'analyse des écarts de production en collaboration avec le Responsable de l'Administration et de la Comptabilité.

- D'assurer les services pour l'établissement des demandes d'investissements et l'utilisation des moyens micro-informatiques.

- D'assurer la bonne application des procédures de contrôle interne du Groupe.

Vous disposez de :
- Une formation Ecole de Commerce + DECS.

- Une première expérience de gestion industrielle ou d'audit.

- Une maîtrise de l'anglais.

Pour rejoindre notre équipe, merci d'adresser lettre + CV + prétentions sous réf. M/3001 à SANDOZ - BP 313 - 92504 RUEIL MAUDISSON Cedex.



Nous sommes la plus importante filiale d'Europe continentale (CA 550 MF, 700 personnes) d'un grand groupe international coté en Bourse. leader sur le marché des systèmes de protection contre l'incendie (CA 5 milliards). Nos acquisitions récentes (3 sociétés) et notre développement nous conduisent à rechercher un :

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

POUR ANIMER NOS OUTILS DE GESTION DÉCENTRALISÉE

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, et assisté de deux personnes, intervenant privilégié des filiales et départements, vous aurez une large mission très opérationnelle d'animation et de préparation des budgets et des rapports mensuels, d'analyse des résultats et des écarts, d'harmonisation des procédures internes et contribuer, plus généralement à l'optimisation de nos résultats.

A 28/30 ans environ, de formation supérieure (ESG ou équivalent et DEC), vous avez acquis une solide maîtrise des techniques et des procédures comptables françaises et anglo-saxonnes au travers de l'audit au sein d'un cabinet élu d'une filiale d'un groupe international. Pragmatique et mobile, vous avez le sens de la rigueur et de l'analyse, de bonnes capacités d'organisation et d'écoute, une qualité relationnelle. La connaissance du suivi des contrats d'ingénierie serait un atout supplémentaire. L'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle, sous réf. H946 M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Tolbiac 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil



MOTOROLA *Stereo*

Radiocommunications
360 personnes - CA 550 millions de F. recherche 200

Responsable Crédit Recouvrement

A la tête d'une équipe de 5 personnes et rattaché à la Direction Financière, vous serez responsable de l'application des règles et procédures de crédit vis-à-vis de nos clients distributeurs et revendeurs : définition des lignes de crédit, des conditions de règlement, suivi des en-cours.

Vous serez le principal interlocuteur de l'équipe commerciale tant en région parisienne que pour la province. Diplômé d'une école de commerce, vous aurez au minimum 3 ans d'expérience dans une fonction analogue acquise dans une entreprise anglo-saxonne.

Ce poste est basé à Antony.

Veuillez adresser une lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel - MOTOROLA STORNO - 1, rue Jacques Rueff - 92182 Antony Cedex.

CONTROLEUR DE GESTION

HAUTE-SAVOIE

Chargé d'études Marketing international

صكنا من الامل

Groupe français de dimension internationale recherche pour ses activités

Directement rattaché au directeur de la filiale, vous interviendrez dans tous les domaines de la fonction (contrôle de gestion, budget, trésorerie, planification, aspects juridiques, formation du personnel administratif et comptable...). Dans le cadre d'acquisition ou de création de nouvelles activités vous participerez aux différentes phases de négociation, montage et intégration.

Agé d'environ 30 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou avec une double formation ingénieur-gestion, vous parlez anglais couramment et vous maîtrisez l'utilisation des tableaux.

Vous souhaitez aujourd'hui valoriser une première expérience de la fonction administrative et financière, assortie, si possible d'une expérience de consolidation.

Rigueur, méthode, esprit d'équipe et aptitudes relationnelles vous permettront de réussir au sein d'une filiale en pleine expansion.

Merci d'adresser Lettre + CV + prétentions sous réf. 71472 à CONTESSÉ - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret Cadez qui transmettra.

LA PERFORMANCE DES INSTITUTIONS FINANCIERES TELLE QUE VOUS L'IMAGINEZ

CONSULTANTS SENIORS X. CENTRALE, HEC, MBA

Groupe de Conseil en management (100 consultants), nous mettons notre imagination au service des Directions Générales de grands groupes financiers et industriels.

Notre objectif est d'accroître leurs performances en les assistant dans la définition et la réalisation de leurs choix essentiels.

Si vous possédez une expérience réussie de 3 à 7 ans en Cabinet Conseil ou dans une institution financière...

Si la performance des institutions financières, banques, sociétés de bourse ou compagnies d'assurances, dans les domaines du contrôle de gestion, des systèmes d'information, de l'organi-

sation de back-office ou de la gestion de trésorerie, n'a plus de secret pour vous.

Si face à des problématiques précises et variées, vous imaginez des solutions créatives, pertinentes et réalisables rapidement...

Si vous vous investissez totalement dans un projet, de sa conception à sa mise en œuvre, avec un sens aigu des résultats et dans le respect des objectifs...

Si vous vous épanouissez dans le travail en équipe, la réflexion, l'autonomie et l'initiative...

Alors nous sommes faits pour nous rencontrer! Nous relèverons ensemble des défis à la hauteur de votre imagination.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Jean-Marie Nagaro, 17 rue Louis Rouquier, 92300 Levallois-Perret.



Groupe Diac Financements

Le financement au service de l'Entreprise, un métier passionnant sur un marché en forte progression.

Filiale du groupe RENAULT, DIAC ENTREPRISES, 620 personnes, continue à conquérir de nouveaux marchés dans le financement des investissements d'entreprises : véhicules industriels et particuliers, matériels agricoles, BTP, machines-outils, informatique... Pour son siège en région parisienne, DIAC ENTREPRISES souhaite intégrer :

1 Contrôleur de Gestion Junior H/F

Chargé d'analyser les performances en liaison avec les autres entités du service et de l'entreprise. Il participera à l'élaboration de nouveaux outils de suivi et devra dialoguer avec le Réseau Commercial décentralisé sur ses analyses. Outre l'aspect technique, cette fonction nécessite des qualités évidentes de contact et de communication.

Réf. F0471MO

2 Analystes Financiers Senior H/F

Ils auront la responsabilité d'étudier et de présenter au Comité des Engagements, les différents dossiers de financement en provenance du Réseau Commercial et de transmettre les décisions qu'ils auront prises. La réussite dans ce poste implique des capacités d'analyse comptable (bilans, engagements de l'entreprise...), un grand sens relationnel et un réel intérêt pour la vie des entreprises.

Réf. F0481MO

De formation supérieure (BAC + 4) en gestion et finance, les candidats seront issus d'une E.S.C. ou de l'Université. Des bases solides en comptabilité leur permettront d'être rapidement efficaces. Outre l'aspect technique, ces fonctions nécessitent des qualités évidentes de contact et de communication. Le développement du Groupe DIAC offre de réelles opportunités d'évolution à des candidats de valeur décidés à s'investir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.



Métropole Lilloise

CONTROLLER HF

EURO CENTRE (100 personnes, 450 millions de CA), est la nouvelle unité de distribution européenne des parfums et cosmétiques de luxe du groupe ELIZABETH ARDEN Europe. Pour faire face au développement de ses activités, elle crée le poste de CONTROLLER.

Rattaché au Directeur du site, sa mission consistera en la mise en place des outils de gestion nécessaires au suivi et au contrôle de ces nouvelles activités. Supervisant le service comptable (10 personnes), il prendra en charge l'ensemble des procédures budgétaires et comptables ainsi que les instruments de reporting. Il sera en contact avec les services financiers du siège européen de Londres et du siège mondial de New York.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co...) âgé d'au moins 30 ans, bilingue anglais, maîtrisant les mécanismes comptables. La connaissance des techniques de gestion anglo-saxonnes serait appréciée. Rigueur et esprit de synthèse mais aussi sens de la communication sont ses principales qualités.

Les perspectives de développement de l'entreprise ainsi que les conditions offertes sont de nature à intéresser un candidat ambitieux.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 423577 A à :

EGOR REGION NORD
98, rue Solérino - 59600 LILLE



PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

saic elcorex

CONTROLEUR DE GESTION

Mulhouse

Filiale du Groupe DMC, nous sommes leader européen du velours et des tissus sportswear (CA annuel supérieur à 1 milliard de F).

Nous recherchons un contrôleur de gestion. Rattaché au contrôleur de gestion branche SAIC, il devra prendre en charge tout le contrôle commercial de cette activité. Outre le suivi des tableaux de bord, il assurera l'analyse de l'activité commerciale, des stocks, élaborera les budgets commerciaux et assurera l'interface entre contrôle de gestion commercial et contrôle de gestion industriel.

Ce poste conviendrait à un candidat de haut niveau, dynamique et efficace. De formation supérieure (HEC/ESSEC/ESC, Maîtrise de gestion...) il devra avoir réussi de manière significative une première expérience dans un groupe employeur.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence CCG/M à Catherine MANGET, DMC, 88, rue de Rivoli 75004 Paris.



LA CAISSE D'EPARGNE de la VALLEE du RHONE en VAUCLUSE
Acteur dynamique de l'économie locale
recherche pour participer à son développement

L'ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Réf. 2341C/M

De formation supérieure (+ DECS) avec une expérience d'au moins 5 ans dans un établissement financier ou bancaire, vous maîtrisez le Contrôle de Gestion et les Opérations financières.

Votre formation comptable vous permet de mener à bien les opérations du bilan.

Poste basé à AVIGNON

Merci de nous adresser votre dossier en précisant la référence du poste choisi ou transmettre-le à CVCADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE PONTIHEL - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

LE CONTROLEUR GENERAL

Réf. 2348C/M

Rattaché au Directeur Général vous avez comme mission de vérifier les activités de la Banque en terme de respect de la réglementation et des procédures.

De formation supérieure, votre expérience du Contrôle et de l'Animation d'Equipe vous permet, à partir des missions qui vous seront confiées, d'agir en tant que Conseil auprès de la Direction Générale.

ÉVOLUEZ DE LA COMPTABILITÉ VERS LE CONTRÔLE DE GESTION

Filiale française d'un groupe international, nous fabriquons et distribuons du matériel médical de pointe. La récente acquisition d'une nouvelle entité (120 M.F. de chiffre d'affaires), nous conduit à étoffer notre Direction Financière en recrutant un collaborateur.

En liaison avec vos interlocuteurs (Direction Financière, Direction de l'usine et actuel centre de traitement informatique), vous participez à la conception d'un nouveau système de contrôle de gestion informatisé, en harmonie avec les normes du groupe. Vous en assurez la mise en place sur le site de production et vous animez une équipe de deux personnes.

Agé(e) de 28 ans environ, vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur, (ESC, DECS, Maîtrise de Gestion...). Vous avez une première expérience de la comptabilité analytique ou du contrôle budgétaire dans un environnement industriel et international. Vous parlez couramment l'anglais. Vous désirez aujourd'hui rejoindre un groupe où la communication est moteur de réussite et dans lequel vous aurez des responsabilités passionnantes et évolutives.

Merci d'adresser votre candidature et votre rémunération actuelle sous réf. 014.03 à notre conseil qui vous assure de sa totale discrétion : Sandrine FENOY - COFROR 20, place de l'Iris - La Défense 2 - 92400 Courbevoie.



HAUTE-SAVOIE

Groupe français de 800 personnes, leader mondial dans la motorisation et l'automatisation de l'habitat, exportant 75 % de sa production à travers des filiales en Europe, USA, Japon... avec une croissance de 25 % par an, crée une fonction

Chargé d'études marketing international

En prise directe avec les filiales et les chefs de produits, il recueille et analyse les informations sur les différents segments, conduit des études de marchés qualitatives ou quantitatives et procède à des statistiques aboutissant à des synthèses par produit et/ou par pays.

Ce poste appelle un(e) jeune diplômé(e) d'études supérieures commerciales, avec une première expérience, si possible dans les biens de consommation durables. La pratique de l'anglais va de soi, l'allemand serait apprécié.

Il évoluera avec une grande autonomie dans une entreprise offrant de multiples perspectives de carrières dans le domaine international. Les personnes sélectionnées seront reçues dans l'entreprise le 25 avril après une première étude des candidatures par

josette vanden borre

Chamandre - 01340 Fossiat

COMMERCIAL PRISES

Le Groupe en recherche de personnes dynamiques et motivées pour occuper des postes de commercial dans les domaines de la construction, de l'équipement de la maison, de la décoration d'intérieur.

Les candidats doivent être âgés de 25 à 40 ans, avoir une formation commerciale ou une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le secteur de la vente.

Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier (lettre de motivation, CV, 3 photos récentes) à :

Direction des Ressources Humaines, 15 rue de la République, 92100 Nanterre.

MOTOROLA

Motorola est un groupe international de 100 000 personnes, leader mondial dans la téléphonie mobile. Nous recherchons des personnes motivées et dynamiques pour occuper des postes de commercial dans les domaines de la téléphonie mobile, de l'équipement de la maison, de la décoration d'intérieur.

Les candidats doivent être âgés de 25 à 40 ans, avoir une formation commerciale ou une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le secteur de la vente.

Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier (lettre de motivation, CV, 3 photos récentes) à :

Direction des Ressources Humaines, 15 rue de la République, 92100 Nanterre.

Motorola est un groupe international de 100 000 personnes, leader mondial dans la téléphonie mobile. Nous recherchons des personnes motivées et dynamiques pour occuper des postes de commercial dans les domaines de la téléphonie mobile, de l'équipement de la maison, de la décoration d'intérieur.

DSM France

Notre Société, multinationale pétrochimique hollandaise (30 000 personnes, 30 milliards Francs C.A.) recherche pour ses activités en FRANCE (Résines, transformation de matières plastiques, engrais...), son

RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE

Rattaché fonctionnellement à notre maison mère, il animerait en FRANCE notre équipe d'auditeurs internes ayant pour mission l'analyse et le contrôle des activités comptables, financières et administratives de nos filiales françaises. Outre sa mission de conseil, il sera l'interlocuteur privilégié des commissaires aux comptes.

Pour ce poste, nous souhaitons intégrer, un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC...), et/ou expert comptable, possédant une solide expérience de l'audit acquise en entreprise ou cabinet.

Une pratique courante de l'anglais ainsi qu'une aptitude aux déplacements fréquents sont nécessaires dans cette fonction évolutive.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 2347/RM ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

DIRECTION FINANCIERE recherche pour son siège de CROIX (Métropole Lilloise) un :

FISCALISTE

FUTUR CHEF DE SON SERVICE FISCAL A TRES COURT TERME

Agé d'environ 35 ans, diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts, après quelques années en vérifications générales et deux à cinq ans dans le privé (en Cabinet de Conseil et/ou Société), vous êtes prêt à affronter, au sein d'une équipe puissante et dynamique, la vie en Entreprise et ses responsabilités de cadre décisionnaire dans son métier.

L'optimisation des coûts fiscaux du Groupe et de chacune des sociétés membres sera votre priorité, dans le cadre des choix stratégiques de la Direction Financière.

Vous êtes le généraliste, doté d'un remarquable esprit de synthèse vous permettant d'analyser un dossier dans toutes ses implications financières, commerciales, sociales, mais vous êtes aussi capable d'être le professionnel pointu qui tient compte de tous les détails tant dans la conception que dans la réalisation.

Cette fonction nécessite une grande capacité relationnelle avec des interlocuteurs à tous les niveaux de la hiérarchie et dans des milieux très variés.

Votre expertise vous autorise à intervenir en tant que conseil, voire de décideur, sur les aspects techniques du métier.

Vous devez aussi, dans votre domaine, proposer des solutions, puis développer et conduire les dossiers que vous aurez ainsi pris en charge.

Une première expérience des relations fiscales internationales constituerait un plus appréciable.

La rémunération annuelle sera au départ de l'ordre de 250 à 300 Kf; plus une rémunération variable, un intéressement et la participation aux résultats.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) à Liliane FLOREK - AUCHAN - 40, avenue de Flandre - B.P. 82 - 59964 CROIX cedex.

Auchan



le Centre d'Echanges de Données et d'Informations du CREDIT AGRICOLE MUTUEL

de la première banque française par son réseau et son bilan, recherche pour son département technique des postes à pourvoir, un

Responsable du système de commande et de personnalisation des cartes de paiement émises par le Crédit Agricole

Il aura à :

- définir en tant que maître d'ouvrage les évolutions du système de commandes du CREDIT AGRICOLE;
- adapter nos spécifications aux normes internationales;
- mener des études sur l'évolution technologique des cartes;
- s'assurer de l'adéquation des processus et des matériels de personnalisation de cartes aux besoins des Caisses Régionales;
- veiller au respect des délais d'acheminement des supports et à leur qualité.

Formation exigée : BAC + 5. Expérience appréciée dans le domaine de la carte de paiement.

Lieu de travail : St Quentin en Yvelines.

Adresser lettre, CV, photo et prêt. as/réf. GMP/TC au CEDICAM - M. ALLOUF Jean-Louis, Les Quadrants, 3 avenue du Centre, 78182 ST QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

Nous sommes le 2ème Groupe d'Assurances en France et le 5ème en Europe. Nous recherchons

UN JEUNE CADRE

pour notre DIRECTION COMPTABILITE

Votre mission :

- Participer à l'élaboration du bilan et des déclarations obligatoires ainsi qu'à différents travaux comptables.
- Procéder à diverses études ponctuelles.

Votre profil :

- Posséder une formation supérieure (école de commerce, MSTCF, DESCF...)
- Avoir le goût du travail en équipe et le sens des contacts humains.

Une première expérience serait un plus.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence. 2556 CE/JL à Mme DUPLAN - Groupe Victoire - 52, rue de la Victoire - 75009 Paris.

Abeille ASSURANCES



Grande Société industrielle recherche pour son siège à Paris

2 CONTROLEURS de GESTION

De formation supérieure, vous avez une expérience dans l'industrie ou les services industriels de

- 2 ans minimum pour l'un,
- 10 ans pour l'autre.

En assistance des responsables opérationnels, vous serez chargé pour la société et ses filiales, du suivi des budgets, de l'analyse des écarts, et de l'élaboration des tableaux de bord.

Merci d'envoyer lettre et CV sous référence 1241/M à : PUBLIPANEL - 145, rue de Vaugrard - 75015 PARIS, qui transmettra. Discretion absolue.

ERNST & YOUNG AUDIT ET CONSEIL

recherche en Région Rhône-Alpes pour ses activités

AUDIT CONSEIL PME

CHEFS DE MISSION

AUDIT : Vous êtes attiré par des missions d'audit et de commissariat aux comptes auprès de moyennes et grandes entreprises internationales, nationales et régionales exerçant des activités diversifiées.

CONSEIL PME : Vous avez un goût prononcé pour la révision et le conseil de gestion auprès de PME performantes.

De formation Grandes Ecoles de Commerce, vous avez une expérience réussie de 3 à 5 ans en Cabinet ou en Entreprise, des qualités de rigueur, des aptitudes à l'animation d'équipe et un sens réel des contacts humains.

Vous souhaitez rejoindre les 150 professionnels exerçant en région Rhône-Alpes et vous impliquer dans un environnement international de haut niveau.

Ecrivez à Pascale MENEAU, lettre manuscrite, CV, photo et faites-lui part de vos ambitions - ERNST & YOUNG - 16, rue Professeur Déperet 69180 Tassin.

Nous sommes une SOCIÉTÉ de BOURSE à Paris, adossée à un groupe Bancaire international. Nous poursuivons le renforcement de nos équipes et recherchons des :

Analystes Financiers

Formation type HEC, ESSEC, ESCP...

Notre projet : figurer parmi les leaders de la profession grâce à des compétences reconnues en matière de recherche.

Nos exigences : un INTERET SPECIFIQUE pour le marché boursier - une forte MOTIVATION pour les contacts à haut niveau - l'AMBITION de devenir "le spécialiste" d'un secteur d'activité - la VOLONTE et la CAPACITE d'être rapidement reconnu compétent par vos interlocuteurs.

Si notre proposition de poste répond à vos objectifs professionnels et que vous ne vous sentez pas suffisamment responsable dans vos fonctions actuelles, alors merci d'envoyer votre lettre de candidature + CV + prétentions sous référence 458 LM à

DICA SELECTION
69, rue Lecourbe
75015 PARIS

FILIALE FRANÇAISE D'UNE MULTINATIONALE AMERICAINE (CA. 13 milliards US \$) spécialisée en périphériques informatiques recrute pour le siège social de Nanterre son

FINANCIAL CONTROLLER

Membre du Comité de Direction et sous la seule autorité du D.G. assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des fonctions :

- financières,
- comptables,
- administratives (gestion du personnel, informatisation interne...),
- trésorerie,
- services généraux.

Vous serez également chargé du contrôle de gestion et du reporting U.S. Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce complétée par un DECS.

Vous maîtrisez la langue anglaise et les normes financières ANGLAIS-SAXONNES. Vous possédez une expérience de 5 à 10 ans acquise de préférence dans une fonction similaire.

La rémunération et les avantages annexes sont en ligne avec les exigences du poste.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. photo et prétentions) sous/réf. F126 à notre Conseil GEF-ESF 36, rue de Wergnies - 75012 PARIS qui traitera votre dossier en toute confidentialité



LE MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT

recherche un assistant technique pour un organisme public de contrôle d'Etat au

SÉNÉGAL

diplômé d'enseignement supérieur

HEC, ESSEC, ESCP et EXPERT-COMPTABLE DIPLOMÉ

avec

expérience de cinq ans minimum de l'audit,

expérience du contrôle de gestion,

pour

direction et animation équipe de 11 réviseurs comptables

sénégalais et français, participation à l'organisation,

supervision et exploitation missions confiées

à des cabinets spécialisés,

contrat de deux ans éventuellement renouvelables,

avec congés annuels de cinquante jours,

logement assuré.

Adresser lettre manuscrite et CV sous n° 8886

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Nous sommes un important Groupe Agro-Industriel de dimension européenne : 2,2 millions de C.A.

Pour notre siège social de PAU (PYRENEES-ATLANTIQUES), nous recherchons notre

Trésorier

Qui aura pour mission :

- de gérer à des conditions de coûts et de risques maîtrisés, les flux et ressources financières du Groupe.
- d'assister les filiales en matière de financement et de trésorerie.

Vous avez :

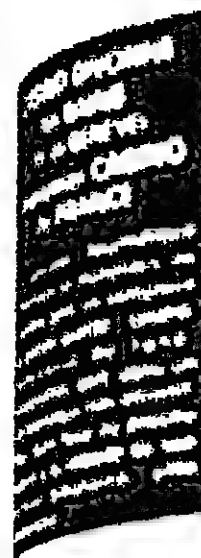
- une formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent
- ou minimum 5 ans d'expérience de la fonction trésorerie soit au sein d'un groupe soit comme Conseil bancaire
- la pratique de l'anglais sera appréciée

Ecrivez avec CV + salaire actuel à :

COOP DE PAU RESSOURCES HUMAINES BP 317

64003 PAU CEDEX

CHEF COMPTABLE



MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

MEDEA

CASINO DIVONNE
les BAINS
(15^{ème} de GENEVE)
Le premier CASINO
de FRANCE

La société Touristique Thermale et Hôtelière de Divonne gère un complexe de grande qualité : casino, hôtellerie de luxe, restauration, golf, dans un site touristique très attractif. Pour faire face au proche départ à la retraite de son directeur, nous recherchons un chef comptable.

PARIS
LILLE
LYON
NANCY

Michel Jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

CHEF COMPTABLE H/F

De formation DECS ou équivalente, 40 à 50 ans, vous justifiez d'une expérience significative de la fonction (de préférence en milieu tertiaire).

Vous aurez en charge la comptabilité générale et analytique, l'élaboration du bilan (liasses incluses), les déclarations sociales, fiscales et réglementaires. Vous bénéficierez d'un environnement informatique très performant et dirigerez une équipe de 4 personnes. Sous l'autorité de la Direction Générale, vous disposerez d'une très grande autonomie dans l'exécution de votre mission.

Vous serez l'interlocuteur privilégié du Directeur Financier, de notre expert comptable, de nos commissaires aux comptes et des Administrations fiscales.

Si à l'attrait de cette fonction s'ajoute celui de la QUALITE de VIE pour vous-même et votre famille, écrivez avec CV + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous référence TT/LM1 à

**RESPONSABLE
DU MARCHE DES PARTICULIERS**

Banque

Rouen - Un établissement financier membre d'un groupe de tout premier plan, et ayant un rôle de conseil auprès du réseau régional recherche son responsable du marché des particuliers. Rattaché au directeur du développement, il prendra en charge la responsabilité de ce segment de clientèle dans le cadre d'une organisation par marché. Il participera à la définition du plan d'action régional, à l'élaboration d'outils et de méthodes, et au suivi des actions commerciales. Il assurera la coordination et le soutien des forces de vente régionales. Ce

poste conviendrait à un cadre bancaire âgé de 35 ans, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (ESG...) ou possédant un niveau équivalent (ITB...) ayant acquis une réelle expérience du marché des particuliers. La rémunération sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9723M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

**ADJOINT DU
DIRECTEUR FINANCIER**

Rouen 300/350 KF

Responsable d'une équipe de 12 personnes, vous superviserez l'ensemble des travaux réalisés par le Service : comptabilité générale et analytique, recouvrement, reporting et serez associé à l'établissement des budgets et au suivi des investissements. Par ailleurs, vous participerez activement à la relance des systèmes d'information comptable et financier.

30 ans environ, de formation supérieure complétée par le DECF, votre expérience significative acquise en milieu industriel vous permet, en outre, de justifier d'une bonne connaissance de la comptabilité analytique, des méthodes de reporting et de la micro-informatique.

Un esprit ouvert et novateur, des qualités de management, un bon niveau d'anglais vous permettront d'évoluer à terme vers de plus larges responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV, sous référence E249 M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris - qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil



METALEUROP

RECHERCHE

UN CONTROLEUR DE GESTION

METALEUROP est le premier producteur mondial de plomb, germanium, indium et le troisième producteur de zinc et réalise un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs. Implantée en Allemagne (2 500 personnes), en Espagne (1 000 personnes), en France (2 000 personnes), METALEUROP, créée en novembre 1988, résulte de la fusion de Penarroya et de la Division Métal du groupe allemand Preussag.

METALEUROP est organisée en divisions par lignes de produits. Nous renforçons la fonction contrôle de gestion et recherchons le contrôleur de la division métaux précieux. En liaison avec les contrôleurs des autres divisions et dépendant directement du contrôleur de METALEUROP, il aura à mettre en place la fonction et les outils au niveau de sa division et des diverses unités la composant (en Allemagne et en France), avec notamment les objectifs suivants :

Coordination du système de contrôle. Intégration des systèmes de comptabilité dans un management information system, participation au développement de la comptabilité analytique.

Situé à Fontenay-sous-Bois, ce poste offre, outre un intérêt immédiat, une excellente opportunité de développement au sein du Groupe.

Le candidat que METALEUROP recherche, diplômé d'une grande école de gestion et titulaire du DECS, doit avoir 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, dont 2 dans un grand cabinet d'audit anglo-saxon. Il est ambitieux, actif et mobile.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe européenne où la langue commune est l'anglais, et participer au développement d'une société jeune et dynamique, écrivez-nous en envoyant votre curriculum vitae à :

Pierre Rogel - METALEUROP - 58, rue Roger-Salengro, 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex

**AUDITEURS ET EXPERTS COMPTABLES
SENIORS**

Votre avenir chez nous est ouvert. Vous trouverez :
- la professionnalisme des anglo-saxons au service d'une clientèle exigeante (groupes cotés en Bourse, Banques, Assurances, Informatique, Immobilier, Industrie Alimentaire, Communication...);
- la polyvalence par des missions allant du commissariat aux comptes, la comptabilité et des prestations valorisantes (de type conseil en structure financière, fiscalité, opérations de fusions-acquisitions...);
- l'accession au statut d'associé grâce à une charte souple permettant différentes formules à la mesure des objectifs de chacun.

MEMBRE DU GROUPE DFK INTERNATIONAL

Nous formons avec nos 50 collaborateurs triés sur le volet une équipe conviviale visant les prestations de haute qualité ou à forte valeur ajoutée. Nous voulons intégrer des jeunes diplômés (ESG + DECS, MSTCF, Expert-Comptables ou mémoralistes) ayant de 2 à 4 ans d'expérience en cabinet.

Notre conseil KEY MEN s'attachera à vous sélectionner pour votre potentiel, votre sens des responsabilités, vos qualités relationnelles. Merci de lui adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous la réf. 21/904 LM - KEY MEN - Tour Winterthur - 92085 PARIS LA DEFENSE - CEDEX 18.

KEY MEN

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSULTEURS

**SECRETAIRE GENERAL
d'un Centre Technique Industriel**

Une centaine d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau, particulièrement dynamiques, a su donner à ses laboratoires d'ORSAY et VILLEURBANNE, une notoriété incontestée.

Le Directeur Général souhaite recruter un secrétaire général, responsable administratif et financier.

Doté de larges responsabilités, vous animeriez les services comptables, financiers, juridiques et du personnel. Vous serez chargé aussi des contacts avec les structures professionnelles et les pouvoirs publics.

De formation supérieure, vous avez une expérience d'un minimum de 5 ans dans un poste similaire et vous savez allier rigueur et aisance relationnelle.

Lieu de travail : ORSAY.

Si vous estimez correspondre au profil de ce poste, veuillez vous adresser votre candidature (CV, photo, en indiquant le montant de votre rémunération actuelle) sous la référence 90/250 à :



ROLAND DERKUM CONSEILS
405, avenue du 8 mai 1945
69442 LYON CALUIRE
qui garantit une totale confidentialité.

chef comptable

GESTION D'OPERATIONS IMMOBILIERES
DANS UN CADRE DE BANQUE D'AFFAIRES

Notre société, à Paris, agit en tant que conseil en immobilier (gestion d'immeubles, promotion...) pour le compte d'une clientèle institutionnelle, française et internationale. Rattaché au secrétaire général et avec le concours d'une petite équipe que vous animez, vous prenez en charge les dossiers des sociétés créées dans le cadre des montages d'opérations immobilières : tenue de la comptabilité générale, suivi de la trésorerie, déclarations fiscales et administration du personnel. Vous vous attachez aussi à l'évolution des logiciels mis à votre disposition. Vous êtes âgé de 30 ans minimum et, de préférence, titulaire du DECS (DECF). Vous avez acquis une solide expérience de la comptabilité, notamment dans un cabinet d'expertise comptable ou dans un holding. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4258, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION - GROUPE GF
66, rue de Pontlieu
75008 PARIS.



Aujourd'hui, notre approche du conseil en gestion dépasse notre mission comptable et propose un service global. Notre ambition : participer au développement du tissu régional des PME/PMI.

**Responsable
des Prestations
Comptables et de Gestion**

An sein de notre structure répartie sur trois sites, vous superviserez, en toute autonomie, votre équipe (10 personnes) et optimiserez sa "production", dans le cadre des objectifs définis avec la Direction. Votre animation et votre organisation auront pour finalité de mieux servir et d'accroître votre clientèle.

De formation supérieure (niveau DECS), vous bénéficierez d'une large expérience sur une clientèle de PME, commerçants et artisans et, en tant que responsable, vous serez privilégié le contact client. Vous chercherez à valoriser votre expérience réussie au sein d'un cabinet d'expertise comptable.

Pour ce poste basé à Rouen, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. RPCM à notre conseil qui vous garantira toute confidentialité.

17, rue Angélique Vézien 92306 NEUILLY.

hébert conseil

Ressources Humaines

membre de syndicat ORCA

Cabinet Conseil en Gestion des Ressources Humaines, nous comptons un peu plus de 40 collaborateurs. Notre progression est en forte croissance (CA X 2 en 3 ans) et nous recherchons de plus de 20 années d'expérience qui nous confèrent notoriété, technicité et crédibilité. Nous recherchons un(e) :

**Jeune Responsable
Comptable et Financier**

En liaison étroite avec la Direction du Cabinet, vous :
- superviserez la comptabilité générale - formaliserez la comptabilité analytique - définirez et validerez nos outils de gestion - participerez à notre développement informatique - assurerez les relations extérieures (juridiques et financières) - encadrerez une petite équipe de collaborateurs.

Nous désirons intégrer un collaborateur âgé de 27/32 ans, diplômé ESC ou Dauphine option gestion, titulaire du DECF, possédant 3/5 ans d'expérience de gestion de la fonction en Société de Services. La culture humaine du Cabinet liée à notre culture nous incite à intégrer une personne polyvalente, ouverte, adaptable et bon négociateur de surcroît, qui désire s'investir et évoluer au sein d'une équipe jeune, dynamique et pleine de projets.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV, prétentions) sous réf. M/1287 au

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSULTEURS
Ressources Humaines
61 rue des Belles Feuilles
75116 Paris.

SERVICES RAPIDES DUCROS

Nîmes au coeur de l'Europe du Sud
Groupe en fort développement, CA 1 MdF + 15% par an, côté au second marché boursier, leader de la messagerie rapide (2000 personnes/43 agences), à l'ambition européenne, recherche pour son siège social à NÎMES un :

**CONTROLEUR
DE GESTION**

Avec l'aide de l'équipe existante et d'une informatique performante, il éclairera la Direction Générale et les Directions Opérationnelles sur la qualité de la gestion, optimisera le système d'informations existant et assiste le terrain dans la maîtrise des coûts.

De formation supérieure gestion, le candidat possède une expérience d'au moins 5 années acquise en Cabinet d'audit et en entreprise. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Ce poste constitue une excellente opportunité pour un candidat ambitieux, ayant le goût des relations humaines et désireux d'allier la réflexion à une présence sur le terrain.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'envoyer dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 106/90/DE à



INNOVATION CONSULTANTS
34 Cours Gouffé
13286 MARSEILLE CEDEX 6

AXONE

Filiale d'IBM France, de Paribas et de Sema Group, spécialiste des systèmes de communication interentreprises, Axone vous propose de participer à son expansion.

ADJOINT AU SERVICE TARIFICATION

Rompus aux études économiques de par votre expérience ou votre formation, vous avez le goût et de bonnes connaissances en informatique et/ou télécommunications. Rattaché à la Direction Administrative et Financière, le Service Tarification a la responsabilité de l'optimisation économique des ressources informatiques et télématiques, des prévisions à moyen terme, de la tarification des services.

Expérience, rigueur et adaptabilité guideront notre choix et votre évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence M à AXONE - Direction du Personnel - Immeuble Central IV - 1 avenue Montaigne - 93167 NOISY-LE-GRAND Cedex.

PARTICIPEZ A LA MISE EN PLACE D'UN

CONTROLE DE GESTION PRODUIT

Dans un groupe **LEADER** dans la **DISTRIBUTION**
(C.A. 7 Milliards)

- Formation : HEC - ESSEC - ESCP
- Une expérience réussie sera un atout
- Lieu de travail : PARIS

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 62403 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Contrôleur de gestion débutant

INSEAD, ESTP + 3ème CYCLE, ESC, ISG...
Voulez-vous évoluer avec nous ?

Vous avez un fort potentiel.
CBC aussi ! CBC, c'est le bâtiment et l'immobilier d'aujourd'hui.
Entreprise jeune (7 ans), fortement informatisée, CBC, c'est 5,7 Mds
de CA en 89, 4000 personnes et une croissance soutenue.

Vous avez des ambitions élevées.
CBC aussi ! CBC a décidé d'investir dans une formation de haut
niveau. Pendant 1 an, le contrôleur de gestion du groupe vous pilotera
en vous confiant des missions précises au sein de nos filiales.

Vous souhaitez évoluer après avoir fait vos preuves.
Familiarisé à l'esprit du groupe et à ses méthodes, vous
rejoindrez une filiale.

Au sein de son équipe contrôle de gestion, vous
prendrez des responsabilités qui vous permet-
tront ensuite d'évoluer dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier avec photo,
sous réf. 350M, à
J.B. Valadon, Res-
ponsable Politique
Jeunes, Cedex 71,
92043 Paris-
La Défense.



NOTRE PREMIERE RICHESSE, VOS SAVOIRS HUMAINS

FACEM MANAGEMENT (GROUPE EFFICACITE)

Société de formation et de conseil
20 ans d'expérience dans les
plus grandes entreprises françaises
et les établissements bancaires
recherche

DEUX CONSULTANTS SENIORS

pour interventions intégrées de conseil et de
formation à haut niveau :

• l'un à dominante
MANAGEMENT DES HOMMES Réf. 1
(développement des compétences de l'encadrement,
accompagnement des changements, management
des performances), avec, en complément, une
ouverture sur la dimension Qualité.

• l'autre à dominante
QUALITE Réf. 2
(Qualité totale, plus particulièrement dans le secteur
tertiaire, mesure et indicateurs de la Qualité, contrats
de service Qualité) avec, en complément, une
ouverture sur la dimension Management.

INTERVENANTS EN VACANCES Réf. 3
sur ces mêmes thèmes de compétence

A 30 ans minimum, vous êtes diplômé d'une grande
école (ou d'un troisième cycle universitaire).
Vous justifiez de 5 ans minimum d'expérience en
formation et en conseil et possédez des capacités
élevées de conception et d'autonomie.

Envoyez C.V., photo et prétentions à
FACEM MANAGEMENT, 76 rue d'Assas - Paris 6°.

belite

Groupe BEFIC
(2 sociétés d'instrumentation - 1 SSII)
230 personnes - C.A. 160 MF
recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER

MISSION :
Basé au Siège de RUNGIS, vous devenez notre Conseil dans le
domaine juridique, exploitez les données de notre Service Comptable
(reporting, consolidation), assurez la gestion de la trésorerie et les
relations avec les banques. Vous élaborez et faites évoluer toutes les
procédures administratives concernant notre personnel.

PROFIL :
H ou F, 27 ans environ, diplômé d'une ESCAE, DECS ou équivalent.
Vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans un Cabinet d'Audit et
avez le goût du challenge. Rigoureux et autonome, vous possédez le
sens du contact, la capacité de convaincre et souhaitez accéder à
terme à des responsabilités plus larges.

REMUNERATION : 260 KFIAN +

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(lettre manuscrite, C.V. et photo) à Marie-France STEPHANN
BEFIC - 18, rue de Villeneuve - Sille 615 - 94623 RUNGIS Cedex.
(Réponse et confidentialité assurées)

Secteur bancaire

CREER la fonction AGEN

une Cadre nancier export

SACER

IMPORTANT GROUPE DE BTP
recherche pour Paris :

AUDITEUR INTERNE

Vous avez une formation supérieure de type Bac + 4 (Maîtrise de gestion,
ESC...), 1 à 2 années d'expérience en audit interne ou externe, ainsi qu'une
bonne connaissance de l'outil informatique.

VOTRE MISSION :

- Participer au développement du service audit,
- Veiller à la mise à jour ainsi qu'au respect des procédures dans nos
différents établissements,
- Intervenir ponctuellement sur des audits d'acquisition de sociétés,
- S'assurer de l'utilisation optimale de notre outil informatique.

A d'excellentes qualités relationnelles, vous assurerez de réelles capacités
pour convaincre et imposer votre savoir faire.
De fréquents déplacements sont à prévoir.

Adresser motivations, CV et photo à : SACER Direction des Ressources Humaines
1 rue Jules Lefebvre 75009 PARIS

IMPORTANT ORGANISME PRESTATAIRE DE SERVICES
DANS LE DOMAINE SOCIAL - dont le siège est basé à PARIS -
recherche pour son centre de gestion décentralisé (Val de Loire)

adjoint du responsable de l'établissement (200 personnes)

Il devra rapidement prendre en charge la supervision et
l'animation de plusieurs services de gestion traitant des
données importantes.

Pour ce poste il est nécessaire d'avoir une solide formation
supérieure (DES Droit, Sciences Eco, Dauphine, ESC), de bien
connaître les procédures informatiques, d'avoir géré et animé
des équipes pendant 5 ans minimum, d'être un bon
opérationnel.

Possibilité d'évolution à moyen terme.

Veuillez écrire en précisant expérience
et prétentions sous référence 1303

INTERCARRIERES
5, rue du Helder - 75008 Paris

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche son (sa)

RESPONSABLE BACK OFFICE (H. ou F.)

Profil : une expérience réussie (2-5 ans) de Back Office (banque,
société de Bourse...).

De par ses activités antérieures, le (la) candidat(e) a acquis
le goût de l'autonomie et de la décision pour s'intégrer dans
une équipe (15 personnes) conviviale et très dynamique.

Poste : il (elle) gère une équipe de 4 personnes dont la principale
activité est le règlement-livraison sur marché obligataire
(secondaire, primaire) et le marché monétaire.

Il (elle) participera activement à l'informatisation complète
de son service.

La maîtrise des OST sur action et la croissance des outils
informatiques Back Office seraient appréciées.

Envoyer CV, photo et prétention sous n° 8861
Le Monde Publicité - 6, rue de Montessuy 75007 Paris

Imaginez un monde
où vous ne pouvez plus
manquer l'offre d'emploi
de votre vie.

36 15
TM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

صكرا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Groupe Banque du Marais
CENTRABAIL
Société de Crédit-Bail Mobilier et de Location Financière
en pleine expansion recherche son
DIRECTEUR
COMMERCIAL ET DE DEVELOPPEMENT

De formation supérieure, il justifiera d'une expérience réussie de quelques années dans le même secteur.
Son dynamisme et son esprit d'entreprise s'appuieront sur une grande rigueur intellectuelle et de réelles qualités de gestionnaire.
Sa motivation, son goût des responsabilités et ses qualités relationnelles lui permettront d'évoluer au sein d'un groupe à taille humaine.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à BICM - Direction du Personnel - 15, rue des Pyramides - 75001 Paris.

Organisme Financier
Régional des Caisses
d'Epargne Ecureuil,
en pleine expansion,
recherche pour
sa Direction
de l'Organisation
et des Systèmes
d'Information
à POITIERS, un

SOREFI
Poitou-Charentes

ORGANISATEUR BANCAIRE

Diplômé de grande école ou d'université, vous avez acquis au cours de quelques années d'expérience, une bonne connaissance de la banque, en menant des missions d'organisation intégrant l'évolution des technologies financières et bancaires.
Votre mission sera de concevoir et mettre en œuvre des outils informatiques de gestion, notamment dans le domaine du crédit. Vous aurez la responsabilité d'améliorer la productivité et d'accroître l'efficacité globale en optimisant les circuits et procédures. Par ailleurs, vous coordonnerez la mise en place des nouveaux systèmes.
Votre personnalité vous permettra de vous adapter à des situations variées. Vous faites preuve de qualité d'écoute, d'un esprit d'analyse et de synthèse lié à une volonté d'entreprendre et de réaliser.
Vous êtes intéressé par ce poste, rencontrons-nous au plus vite !
Pour un premier contact sur Paris, merci d'adresser lettre, CV, photo et prêt. s/réf. 6676/LM à **MEDIA PA** 50/54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Secteur bancaire

Structure régionale en Champagne-Ardenne d'un des plus grands réseaux bancaires français, notre développement nous amène à :

CREER la fonction AUDIT

Vous êtes rattaché au Président du Directoire, et après analyse de l'existant, vous proposez et mettez en œuvre les procédures de contrôle interne, les règles de sécurité et les solutions organisationnelles nécessaires pour l'ensemble des services.

Votre formation Bancaire ou supérieure en finance/gestion vous a permis de réussir dans une fonction similaire exercée en cabinet ou en entreprise, de préférence dans le domaine bancaire.

Pour ce poste basé à Reims, merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite, sous la référence M 8184E, à Christian Bang-Rouhet, OC CONSEIL, 15, rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel: 42.36.10.30.

CONSEIL
RESSOURCES HUMAINES



AUDITEURS

LA DIRECTION DE L'AUDIT DU GROUPE RENAULT

recherche des auditeurs juniors pour effectuer des missions d'audit opérationnel et financier au sein du groupe : siège, succursales, filiales commerciales, financières ou industrielles, usines et sections d'achat. Ces missions les conduiront à se déplacer dans l'ensemble des implantations RENAULT dans le monde : Europe, Afrique, Amérique.
Les candidats devront avoir une formation supérieure solide (université, école de commerce ou d'ingénieur, comptabilité) et maîtriser une, ou de préférence, deux langues étrangères.
Après deux années en tant qu'assistants, les jeunes auditeurs se verront confier l'encadrement des missions ; leur carrière évoluera ensuite, en fonction de leurs goûts et de leurs aptitudes, vers des postes opérationnels ou des fonctions financières au sein du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Florence Dumez - Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous référence AUDITEUR.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

Jeune Cadre Financier export

Au sein d'une équipe de 4 personnes, vous prendrez progressivement en charge le suivi financier et budgétaire de notre filiale de Washington, la gestion des assurances, le suivi des propositions commerciales en terme de prix et de mode de financement, la gestion COFACE et autres assureurs crédits.

Débutant ou possédant une courte expérience (par exemple dans le milieu bancaire), vous êtes de formation supérieure à dominante Finance (Ecole de Commerce) ou Ingénieur avec nécessairement un complément Gestion.

Vous parlez couramment français et anglais et maîtrisez parfaitement l'outil micro-informatique.

Pour ce poste basé à Evry (91), quelques déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) à ArianeSpace, Service des Relations Humaines, bd de l'Europe, 91100 Evry, sous réf. 90.15.M.

ArianeSpace, première société commerciale de transport spatial.

arianespace

Nous sommes une Banque Régionale Italienne (2800 personnes)



BANCA POPOLARE DI BERGAMO
spécialisée PME/PMI, professionnels et ménages. Notre culture est fondée avant tout sur un fort esprit de développement. Pour notre première implantation à l'étranger nous avons choisi

LYON

SOUS-DIRECTEUR DE SUCCURSALE

BANQUE

A 30/40 ans environ, de formation supérieure, vous avez 5 à 10 ans d'expérience confirmée dans les métiers de la Banque.
Un parcours réussi vous permettra de mettre en place, en collaboration avec le Directeur, toute la structure de notre activité.
Vous êtes un bon spécialiste en gestion bancaire et un excellent organisateur sur le plan administratif.
Votre fort tempérament de développeur "commercial" et vos connaissances du marché régional vous permettront de faire progresser le portefeuille clients PME/PMI.
Vous encadrez et entraînez une équipe de 5 à 10 personnes dans toutes les actions auprès des entreprises en optimisant les résultats.
Avant de prendre vos fonctions début 91, une formation de 5/6 mois est prévue à notre siège de BERGAMO en Italie. Pour ce poste, évolutive nous souhaitons rencontrer des candidats parfaitement bilingues Italien, Français, ayant des capacités de management évidentes.

Merci d'adresser dossier de candidature s/réf. 83 M.A. à : CONTESSA RHONE-ALPES - 92 cours Vitton - 69006 LYON.

Yves Rocher

MORBIHAN

RÉUSSIR EN BEAUTÉ

Avec 7000 personnes, 5 milliards de Francs de CA dont 50% à l'export, Yves Rocher est la première marque française de produits de beauté. 30 000 colis expédiés chaque jour en font le premier client de la poste en Bretagne. Pour son unité de Distribution de vente par correspondance (450 personnes, 100 MF), Yves Rocher crée le poste de

Contrôleur de gestion

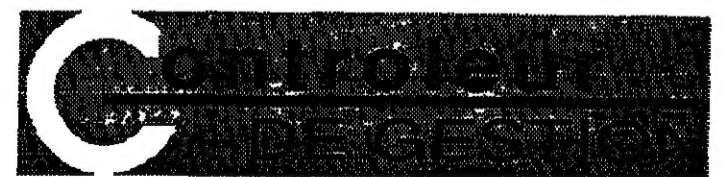
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une première expérience réussie du contrôle de gestion acquise en entreprise industrielle ou en cabinet d'audit. Maîtrisant votre technique, vous voulez maintenant vous investir dans un poste que vous allez développer au sein d'un groupe diversifié et performant. De réelles possibilités d'évolution renforcent cette opportunité située dans un environnement attractif.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV et photo sous réf. CG à Olivier Plesse Conseil d'entreprises - OUEST RESSOURCES HUMAINES 71 Avenue Aristide Briand - 35000 Rennes qui vous garantira discrétion et réponse

TRACEZ VOTRE FUTUR



Le MATIF - Marché à Terme International de France - a connu une croissance de plus de 50% en 1989, ce qui a conforté sa position au premier rang européen des bourses de futures et d'options. En intégrant MATIF SA, l'entreprise de marché qui assure la gestion, le développement et le contrôle du MATIF, tracez votre futur avec le même succès. Pour étoffer son équipe, le responsable du contrôle de gestion recrute son adjoint et recherche un jeune



Votre première mission : définir et mettre en place notre comptabilité analytique sur un support informatique (grand système).

Par la suite vous assurerez le contrôle budgétaire : élaboration, reporting mensuel, analyse et propositions d'actions correctives. Vous réaliserez aussi différentes études de rentabilité.

Votre profil : - diplômé(e) d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), - deux ans d'expérience dans le domaine, acquise si possible en milieu bancaire ou cabinet, - bonne connaissance de l'anglais et maîtrise de l'outil informatique.

Nous comptons surtout rencontrer des candidats à fort potentiel, motivés pour travailler dans un environnement nouveau et très évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence B571 sur l'enveloppe, à notre conseil

Bitnicar

6 rue Halévy 75009 PARIS

MARCHÉS FINANCIERS

Bons résultats pour la filiale de la Lyonnaise des eaux

Le groupe SITA entre l'écologie et le développement

Les écologistes seraient-ils toujours gênés pour les industriels, même quand ceux-ci vivent de l'environnement ? Le groupe SITA, spécialiste de la collecte et du traitement des déchets, filiale à 76 % de la Lyonnaise des eaux, voit ainsi progresser son chiffre d'affaires et ses résultats, mais trouve que la pression écologiste complique sa tâche. En 1989, en effet, le chiffre d'affaires consolidé du groupe a progressé de 15,5 %, atteignant 2,65 milliards de francs. Quant au bénéfice net, 78 millions de francs contre 57,8 en 1988, il a augmenté de 35 %.

La croissance de l'activité a été particulièrement forte pour la collecte et le traitement des déchets industriels, qui suit la reprise de l'industrie en général et la tendance des entreprises à se recueillir sur leur métier, s'adressant à l'extérieur pour les services annexes.

Un plan sévère

Mais les collectivités locales aussi sont de plus en plus soucieuses de services élaborés : elles sont moins réticentes à la privatisation de la collecte des déchets, du nettoyage, la question devenant moins affaire d'idéologie que de commodité, selon M. Philippe Brongniart, président de SITA. Le groupe se développe aussi à l'étranger, où il a fait de nouvelles acquisitions et signé de nouveaux contrats.

Autre élément de satisfaction : sa filiale de construction de véhicules, SMV, victime d'une fusion mal engagée en 1987, a réduit ses pertes en 1989 par un plan sévère (réduction de la gamme, fermeture d'une usine et de deux filiales étrangères, suppression de cent cinquante emplois) et a retrouvé son équilibre au début de 1990. L'autre constructeur français dépendant de... la Générale des eaux, l'adversaire, SITA entend bien conserver cette entreprise, qui détient 25 % du mar-

ché français. Les perspectives seraient donc roses : le groupe table sur une progression annuelle de 15 %, aboutissant à un chiffre d'affaires consolidé de 3 milliards de francs en 1990 et, un résultat net de 100 millions. Il a pu rétablir un dividende (17,50 francs par action), supprimé l'an dernier. Enfin, les « valeurs vertes » étant rares et recherchées, le cours de l'action SITA a plus que doublé en 1989.

Mais rien n'est parfait, dirait le Petit Prince. La concurrence s'accroît avec l'arrivée d'entreprises étrangères, espagnole comme Foz ou américaine comme Waste Management. Surtout, les écologistes, déclare M. Brongniart, ont fait remonter des craintes de pollution de l'air ou de l'eau par les installations de stockage ou de traitement des déchets. Du coup, « nombre de projets sont bloqués, et l'on risque en France une pénurie de moyens de traitement dans trois à cinq ans risquant d'entraîner une prolifération de décharges sauvages », alors que la Commission européenne prépare une réglementation plus stricte.

Cela oblige l'industrie elle-même à rendre ses installations plus « écologiques » et plus sophistiquées. Ainsi SITA tend à présenter des systèmes de collecte, de récupération et de traitement plus élaborés et « modulaires ». Mais cela pourrait entraîner, à moyen terme, un doublement des prix de traitement, par exemple à Paris. D'autre part, le coût des investissements n'est pas toujours récupérable immédiatement sur les prix.

Or les investissements matériels ont été importants en 1989 pour le groupe, puisque le total atteint 340 millions de francs, dépassant de 20 millions la capacité d'autofinancement : du coup, le groupe souhaite plutôt les ralentir, afin de ne pas déséquilibrer son tableau de financement, et pouvoir faire d'autres acquisitions.

GUY HERZLICH

Pour « consolider » ses acquisitions

L'équipementier automobile Valeo va supprimer 4 000 emplois

M. Noël Goutard, le PDG du fabricant d'équipements automobiles Valeo, a annoncé vendredi 30 mars une réduction en 1990 de 4 000 à 5 000 emplois sur 34 000 actuels dans les usines réparties dans le monde entier. Une quinzaine de sites seront fermés en Europe et aux États-Unis, l'année devant être celle de « la consolidation » après la série d'acquisitions des deux ans passés, notamment en 1989 du britannique Delanair (équipementier thermique), du français Cartier (signalisation pour poids lourds) et de

l'américain Blackstone (refroidissement moteur). M. Goutard a indiqué qu'il ne prévoyait aucun nouvel achat cette année, sauf si une opportunité se présente. Le chiffre d'affaires de son groupe devrait atteindre 22 à 23 milliards de francs contre 19,5 milliards en 1989. L'an dernier le groupe a réalisé un bénéfice net de 936 millions en hausse de 14,6 %, mais le résultat d'exploitation a marqué un recul de 10,3 % à 1 713 millions de francs. Cette évolution est due à la hausse du prix des matières premières et à la concurrence accrue.

Crédit à la consommation

La Sovac (groupe Lazard) s'associe avec le Banco di Roma

Alors que le crédit à la consommation ne progresse plus que modérément en France, il démarre très fort en Italie. La Sovac, une filiale du groupe Lazard spécialisée dans le financement des particuliers, est donc partie chercher là-bas un complément d'activité. Avec le Banco di Roma, l'une des toutes premières banques italiennes, la Sovac a créé Romacredit, un joint venture au capital de vingt-cinq millions de francs qui propose de vendre des crédits à la consommation affectés à l'achat de biens et de services (voitures notamment) mais aussi des crédits revolving affectés ou non à l'achat de biens de consommation.

Banco di Roma (majoritaire à 51 % dans Romacredit) apporte à

la société la connaissance du contexte réglementaire et commercial italien ainsi que ses trois cent cinquante guichets. De son côté, la Sovac apporte son expertise du financement des particuliers tant du côté des produits et des méthodes commerciales que de l'informatique et de la gestion des crédits. Les deux partenaires fondent de grands espoirs sur le marché italien qui se révèle être l'un des pays où le taux d'épargne des ménages est parmi les plus élevés et qui, en 1989, s'est signalé comme étant le second marché d'Europe pour l'automobile avec 2,4 millions de véhicules vendus en 1989.

Y. M.

EN BREF

■ M. Carlo De Benedetti crée sa participation dans la compagnie d'assurances GAIC. — M. Carlo De Benedetti, président de la CIR, a cédé à son cousin Camillo De Benedetti, président de Paleocapa, sa participation de 15 % dans la GAIC, une compagnie d'assurances. Cette décision était attendue à la suite de l'accord passé entre M. Rani Gardini, président de Ferruzzi, et M. Camillo De Benedetti, sur la fusion entre les compagnies d'assurances Fonderia et GAIC.

■ La fusion des banques Mitani et Taiyo effective dimanche 1^{er} avril. — Annoncée en août dernier, la fusion entre les deux grandes banques commerciales japonaises Mitani Bank Ltd et Taiyo Kobe Ltd est devenue effective dimanche 1^{er} avril. La nouvelle entité issue de cette fusion, la Taiyo Kobe Mitani Bank, se situe désormais au second rang dans le classement mondial des banques de dépôts, derrière un autre établissement nippon, la Dai-ichi Kangyo Bank. Elle dispose de 611 succursales dans le monde entier.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Indice global	23 mars	30 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	583,3	582,2
Valeurs étrangères	543,5	543,5
Valeurs étrangères	543,5	543,5
Indice global	117,1	118,3
Chimie	50,8	51,5
Métallurgie, mécanique	51	51,3
Électricité, électronique	101,2	101,8
Équipement et matériel	82,2	82,5
Ind. de consommation, non alt.	82,7	82,7
Agro-alimentaire	82,5	82,5
Textile	82,5	82,5
Transport, infrastructures	101,4	102,4
Assurances	52,1	51,8
Crédit banque	103,9	104,5
Immobilier et financier	86,1	86,5
Investissement et portefeuille	86,7	86,1

Indice global	23 mars	30 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	583,3	582,2
Valeurs étrangères	543,5	543,5
Indice global	117,1	118,3
Chimie	50,8	51,5
Métallurgie, mécanique	51	51,3
Électricité, électronique	101,2	101,8
Équipement et matériel	82,2	82,5
Ind. de consommation, non alt.	82,7	82,7
Agro-alimentaire	82,5	82,5
Textile	82,5	82,5
Transport, infrastructures	101,4	102,4
Assurances	52,1	51,8
Crédit banque	103,9	104,5
Immobilier et financier	86,1	86,5
Investissement et portefeuille	86,7	86,1

Indice global	23 mars	30 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	583,3	582,2
Valeurs étrangères	543,5	543,5
Indice global	117,1	118,3
Chimie	50,8	51,5
Métallurgie, mécanique	51	51,3
Électricité, électronique	101,2	101,8
Équipement et matériel	82,2	82,5
Ind. de consommation, non alt.	82,7	82,7
Agro-alimentaire	82,5	82,5
Textile	82,5	82,5
Transport, infrastructures	101,4	102,4
Assurances	52,1	51,8
Crédit banque	103,9	104,5
Immobilier et financier	86,1	86,5
Investissement et portefeuille	86,7	86,1

Indice global	23 mars	30 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	583,3	582,2
Valeurs étrangères	543,5	543,5
Indice global	117,1	118,3
Chimie	50,8	51,5
Métallurgie, mécanique	51	51,3
Électricité, électronique	101,2	101,8
Équipement et matériel	82,2	82,5
Ind. de consommation, non alt.	82,7	82,7
Agro-alimentaire	82,5	82,5
Textile	82,5	82,5
Transport, infrastructures	101,4	102,4
Assurances	52,1	51,8
Crédit banque	103,9	104,5
Immobilier et financier	86,1	86,5
Investissement et portefeuille	86,7	86,1

Indice global	23 mars	30 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	583,3	582,2
Valeurs étrangères	543,5	543,5
Indice global	117,1	118,3
Chimie	50,8	51,5
Métallurgie, mécanique	51	51,3
Électricité, électronique	101,2	101,8
Équipement et matériel	82,2	82,5
Ind. de consommation, non alt.	82,7	82,7
Agro-alimentaire	82,5	82,5
Textile	82,5	82,5
Transport, infrastructures	101,4	102,4
Assurances	52,1	51,8
Crédit banque	103,9	104,5
Immobilier et financier	86,1	86,5
Investissement et portefeuille	86,7	86,1

Indice global	23 mars	30 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	583,3	582,2
Valeurs étrangères	543,5	543,5
Indice global	117,1	118,3
Chimie	50,8	51,5
Métallurgie, mécanique	51	51,3
Électricité, électronique	101,2	101,8
Équipement et matériel	82,2	82,5
Ind. de consommation, non alt.	82,7	82,7
Agro-alimentaire	82,5	82,5
Textile	82,5	82,5
Transport, infrastructures	101,4	102,4
Assurances	52,1	51,8
Crédit banque	103,9	104,5
Immobilier et financier	86,1	86,5
Investissement et portefeuille	86,7	86,1

LONDRES, 2 avril

Changement des horaires de cotation

Les horaires de cotation du London International Stock Exchange ont été modifiés le 26 mars dernier. Pour le Seaq (système informatisé de cotation), les négociations ont lieu de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30.

La période durant laquelle les valeurs de marché sont tenues de faire des cotations (« mandatory quotation period ») a été avancée d'une demi-heure, passant de 9 h 17 à 9 h 30. Les cotations effectuées entre 9 h 30 et 10 h 30, et non plus entre 9 h 30 et 10 h 15, sont donc enregistrées. Les cotations effectuées entre 10 h 30 et 11 h 30, et non plus entre 10 h 30 et 11 h 15, sont donc enregistrées. Cette réforme vise à augmenter la part des cotations réalisées pendant la période de cotation officielle. Jusqu'à présent un volume de transactions appréciable était relevé avant l'ouverture officielle tandis que l'activité se ralentissait à l'approche de la clôture.

VALEURS	Cours du 30 mars	Cours du 2 avril
Alcatel	1200	1100
Bois	420	420
Canon	1890	1890
Carat	2840	2840
Carat	2840	2840
Carat	2840	2840
Carat	2840	2840
Carat	2840	2840
Carat	2840	2840
Carat	2840	2840

FAITS ET RÉSULTATS

■ Progression de 76 % du bénéfice net de la Banque Worms. — La Banque Worms a enregistré un bénéfice net consolidé, part du groupe, de 209 millions de francs contre 119 millions l'an dernier, soit une progression de 76 %. Le résultat net total consolidé s'est élevé à 304 millions de francs contre 144 millions, en hausse de 111 %. Pour sa part, le bénéfice net consolidé s'est élevé à 101 millions de francs, en hausse de 189 millions, qui avait enregistré d'importantes plus-values de cession de titres. Ces activités sont maintenant regroupées dans Actem, qui a connu son véritable premier exercice avec un bénéfice net de 125 millions de francs.

■ Cap Gemini Segret : résultats net en hausse de 30,3 %. — Le groupe Cap Gemini Segret (société de services et d'ingénierie informatique) a enregistré un résultat net consolidé de 525 millions de francs en 1989, en hausse de 30,3 % par rapport à l'exercice précédent (402 millions de francs), selon les comptes définitifs communiqués mercredi 28 mars par la société. A 7,05 milliards de francs, le chiffre d'affaires consolidé progresse de 21,3 % par rapport à 1988. La rentabilité du groupe passe ainsi de 6,9 % à 7,4 % du chiffre d'affaires. La société holding Cap Gemini Segret s., pour sa part, enregistré

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)	30 mars 1990
Total actif	679 113
dont :	
Or	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	72 621
Ecu	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 937
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat français et obligations	25 421
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	526
Effets privés	164 714
Effets en cours de recouvrement	29 954
Total passif	679 113
dont :	
Billets en circulation	239 143
Comptes courants des établissements assésés à la constitution de réserves	82 823
Comptes courants du Trésor public	18 232
Reprises de liquidités	16 828
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	8 213
Ecu à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	55 837
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	226 916

Indice global	23 mars	30 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	583,3	582,2
Valeurs étrangères	543,5	543,5
Indice global	117,1	118,3
Chimie	50,8	51,5
Métallurgie, mécanique	51	51,3
Électricité, électronique	101,2	101,8
Équipement et matériel	82,2	82,5
Ind. de consommation, non alt.	82,7	82,7
Agro-alimentaire	82,5	82,5
Textile	82,5	82,5
Transport, infrastructures	101,4	102,4
Assurances	52,1	51,8
Crédit banque	103,9	104,5
Immobilier et financier	86,1	86,5
Investissement et portefeuille	86,7	86,1

Indice global	23 mars	30 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	583,3	582,2
Valeurs étrangères	543,5	543,5
Indice global	117,1	118,3
Chimie	50,8	51,5
Métallurgie, mécanique	51	51,3
Électricité, électronique	101,2	101,8
Équipement et matériel	82,2	82,5
Ind. de consommation, non alt.	82,7	82,7
Agro-alimentaire	82,5	82,5
Textile	82,5	82,5
Transport, infrastructures	101,4	102,4
Assurances	52,1	51,8
Crédit banque	103,9	104,5
Immobilier et financier	86,1	86,5
Investissement et portefeuille	86,7	86,1

Indice global	23 mars	30 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	583,3	582,2
Valeurs étrangères	543,5	543,5

BOURSE DU 30 MARS

à 18 h 00

Règlement mensuel

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	+ -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	+ -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	+ -
3780	C.A.E. 28	3633	3633	3633	+ 0.98	10	1230	Châ. Foulard	1280	1288	1288	+ 0.62	1170	Labrid	1181	1180	1180	1180	- 0.01	150
1235	B.A.P. 27	1059	1059	1059	+ 0.57	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	- 0.20	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1056	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728	- 0.03	150
1235	C.A.E. 28	1059	1059	1059	+ 0.08	10	1235	C.F. Foulard	1060	1060	1060	+ 0.08	2720	Labrid	2728	2728	2728	2728		

Comptant (selection)

SICAV (selection)

30/3

VALEURS	% du com.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rachet net
Obligations																				
Bsp. 5,00 % 77	117 75	7 488	C.I. Medway	3540	860	Magnat Unipac	185 90	185 90	A.A.A.	1104 25	1077 32	Francs	494 33	479 83	Panvel	861 31	842 05			
5,00 % 78/93	89 25	7 008	Chenon CR		867	Wagnon S.A.	426-10	426-10	Action	224 29	228 02	Francs Franc	118 18	115 20	Panvel Placements	272 22	264 34			
10,00 % 78/94	100 60	6 125	Chenon Lyl		867	Alcatel Parc	353	353	Action adhésives	887 40	882 55	Francs Région	1040 60	1007 60	Panvel Invest.	768 07	783 64			
13,25 % 80/89	100 60	7 100	Cogit	322	728	Mot Unipac	174	174	Adhésif	988 48	944 33	Francs Adhésif	28 36	28 36	Placements A	1207 18	1187 61			
15 10 juil 82	100 60	5 288	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. Action en CP	1185 21	1188 06	Francs Europe	29 48	28 77	Placements ex-terno	2333 00	2306 23			
16 01 juil 82	100 60	5 288	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 5000	701 46	684 34	Francs	34 47	33 76	Placements J	8919 32	8807 50			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6 396	Ch Industriale	3300	242	Neuf. (Prest. de)	242	242	A.S.E. 1000	1028 40	1014 94	Francs	1185 51	1185 51	Placements P	8648 41	8458 33			
13,40 % etc. 83	110 76	6																		

PUBLICITÉ

Renseignements :

45-55-91-82, posta 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

M. Giscard d'Estaing invite M. Mitterrand à instaurer le quinquennat

Invité dimanche 1^{er} avril, une semaine après M. François Mitterrand, de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, M. Valéry Giscard d'Estaing a déploré l'« immobilisme » du chef de l'Etat selon lui « trop analyste et pas assez acteur » : « Face aux grands événements qui se produisent, a-t-il souligné, j'ai peur que la France soit étonnée. Le temps de l'immobilisme est fini. Il faut proposer des axes d'action aux Français. » L'ancien chef de l'Etat s'est dit « choqué par le parallèle » établi par son successeur « entre le communisme qui s'effondre et le libéralisme qui représente pour des millions de gens un espoir. C'est priver, a-t-il dit, la France de son message. » Accusant par ailleurs M. Mitterrand « d'être un diviseur de genre », le président de l'UDF s'est de nouveau déclaré partisan pour l'opposition d'une confédération RPR-UDF, « avant de voir à l'expérience s'il faut aller plus loin. » Se défendant « de toute compromission » avec M. Jean-

Marie Le Pen, soulignant qu'« il ne partage pas les mêmes valeurs », M. Giscard d'Estaing a affirmé : « N'oubliez jamais que M. Le Pen est le fruit de la volonté du pouvoir (...), manœuvre qui a consisté à donner à M. Le Pen un large accès aux lieux de débat politique et médiatique pour tenter de diviser le centre et la droite. Je combattrai la manœuvre et je ne tomberai pas dans le piège. Je n'accepte pas qu'on laisse à la gauche le monopole des valeurs morales et à l'extrême droite le monopole des valeurs patriotiques. » Enfin, M. Giscard d'Estaing s'est déclaré d'accord avec l'extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel au simple citoyen, en souhaitant toutefois que soient ajoutés à cette réforme de la constitution deux sujets : le quinquennat et l'extension du référendum aux sujets de société.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Une onde de choc venue de l'Est » par Raymond Soule 2

Les émeutes contre la loi tax à Londres
Au moins cent trente blessés 3

La lutte contre la drogue en Colombie
La mafia menace de reprendre la « guerre » 8

Le congrès du FN à Nice 10

La convention de l'opposition sur l'immigration 12

SECTION B

La délinquance aux Etats-Unis

Face à la violence urbaine, les maires et les policiers américains sont en quête de solutions. Lors d'un voyage à Washington et à New-York, M. Gilbert Bonnemaison a présenté le « modèle français » de prévention de la délinquance 13

Les « citoyens-instituteurs » de Colombie
Des instituteurs s'adressent au Conseil constitutionnel avant même que la saisine directe du Conseil par les citoyens ne soit autorisée : « la zone, c'est anticonstitutionnel » 14

Incendie de forêt
7000 hectares de pinède ont été détruits dans le Médoc 15

L'environnement en RDA
La CEE s'inquiète du coût de la dépollution du pays le plus souillé d'Europe 16

Négociations autour de Mondadori
Destabilisé dans sa tentative de prise de contrôle de Mondadori, M. Berlusconi choisit de négocier avec son rival, M. Carlo De Benedetti 18

Les euro-pépinières
Des sortes de Villa Médica disséminées dans toute l'Europe vont accueillir des jeunes artistes de toutes disciplines. L'espace européen de la culture se construit 17

Feuilleton Bastille
Samedi 31 mars, une grève surprise annule l'intégrale des Troyens à l'Opéra-Bastille. La représentation est reportée au lundi 2 avril. Jean-

Philippe Saint-Gours précède les conditions dans lesquelles est né l'Opéra-Bastille 18

Coupe du monde de football
Les retards s'accumulent sur les chemins de la Coupe du monde de football organisée au mois de juin en Italie. Pour respecter les délais certaines entreprises ont tendance à négliger les règles de sécurité. Bilan 24 victimes parmi les ouvriers du bâtiment 22

SECTION C

La croissance en RFA
Selon les chefs d'entreprise, une progression de 4 % en 1990 23

La privatisation de l'électricité en Grande-Bretagne
L'ensemble du secteur électrique britannique est mis sur le marché 23

L'union monétaire européenne
Les Allemands restent hostiles à l'écu 24

CHAMPS ECONOMIQUES

Bonne brise sur les chantiers navals
La demande monte, les prix flambent. Mais les Européens, affaiblis, sauront-ils s'unir face à la puissance japonaise 27

La croissance à la recherche d'un second souffle
Un retournement en douceur est prévisible, et la réunification allemande n'aura d'effet dynamique qu'à moyen terme 28

La chronique de Paul Fabre 30

Services

Abonnements 19
Annonces classées 32 à 43
Cartes 19
Echecs 19
Loto et Loto sportif 19
Marchés financiers 44-45
Météorologie 19
Mots croisés 19
Radio-Télévision 21
Spectacles 20

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 1^{er}-2 avril 1990 a été tiré à 541 957 exemplaires.

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES AUX TOURISTES ÉTRANGERS
16, rue de la Paix (Paris 75002) 2^e étage esc.
TEL : 42.61.61.71

PARFUMS, ACCESSOIRES
PRODUITS DE BEAUTÉ
TOUTES LES GRANDES MARQUES

Désavoué par le PCF pour « propos racistes »

Le maire de Clichy-sous-Bois est remplacé par un autre communiste

M. André Déchamps, maire sortant de Clichy-sous-Bois, a perdu son parti. Désavoué par la fédération départementale du PCF, au lendemain de la victoire de la liste d'union de la gauche qu'il conduisait, parce qu'il avait tenu des propos racistes au cours de sa campagne, M. Déchamps avait maintenu sa candidature au poste de maire. Il a été battu. Pour faire place à M. Christian Chapuis, candidat des conseillers communistes et socialistes. M. Déchamps ne pouvait compter sur un vote en sa faveur des 56 « personnalités » élues sur sa liste et d'une partie de l'opposition, représentée par 5 conseillers FN et 4 de droite.

Samedi matin 31 mars, les deux candidats communistes ont mobilisé leurs partisans devant la mairie ceinturée par une compagnie de CRS. A l'intérieur, les prises de parole précédant le vote ont illustré la tension régnant entre les anciens colistiers de M. Déchamps, les uns lui apportant leur soutien comme le vice-président de l'association culturelle israélite de Clichy, les autres le désavouant, comme cette israélite, conseillère sortante qui, des sanglots dans la voix, a raconté l'histoire de sa famille déportée.

Après le vote de l'élection, M. Déchamps n'a recueilli que 10 suffrages, contre 16 à son adversaire communiste. Les candidats présents par le FN et par la droite ont fait quant à eux le plein de leurs voix, respectivement 5 et 4. Au deuxième tour, les quatre conseillers de droite ont déposé un bulletin blanc dans l'urne, ce qui a assuré la victoire de M. Chapuis - à la majorité absolue des suffrages exprimés -, à la surprise, semble-t-il, des quatre conseillers de la droite classique, peu au fait des articles du Code des communes.

L'élection du premier adjoint s'est faite ensuite dans une certaine confusion. M. Déchamps s'est retiré, avec ses partisans, de la salle du conseil municipal, après avoir déclaré que M. Chapuis avait été élu « grâce aux voix de la droite ». M. Bouillier qui menait la liste soutenue par le RPR a convaincu M. Daffos, chef de file local du FN de quitter la salle. M. Gilbert Klein (PCF) a alors été élu par les seize conseillers restés présents. Pendant ce temps, à l'extérieur de la mairie, les deux colistiers de M. Bouillier remontaient le moral des

« déchampsistes » en leur assurant que les élections du maire et du premier adjoint seraient invalidées pour vice de procédure.

M. Chapuis, que l'équipe de dirigeants fédéraux communistes et un impressionnant service d'ordre avaient aidé tout au long de la matinée à rejoindre M. Jean-Claude Gayssot, député communiste de Seine-Saint-Denis, à l'issue de cette séance mouvementée. Il n'est cependant pas au bout de ses peines. L'addition des voix de la droite et de celles de M. Déchamps et de ses amis le place en effet en minorité. Un cas de figure que le vote du budget municipal, impératif avant le 15 avril, pourrait être l'occasion de vérifier.

G. PA.

(Né à Saint-Georges-de-Déon (Charente-Maritime) le 28 septembre 1948, M. Christian Chapuis est cadre commercial dans une entreprise de travaux publics, la SOCOPAR qui traite de nombreux chantiers pour les municipalités communistes. Il a été conseiller municipal de Châtelleraut (Vienne) de 1983 à 1986. Elu au conseil municipal de Clichy-sous-Bois en mars 1989, il était chargé des affaires scolaires.)

Décision mesurée du tribunal de commerce dans l'affaire Gallimard

M. Philippe Grandjean, président du tribunal de commerce de Paris, a statué le lundi 2 avril sur la demande de référé introduite par Christian et Françoise Gallimard de mise sous séquestre des actions cédées par Claude Gallimard à son fils Antoine en 1984 et 1987. Il a décidé d'interdire à ce dernier de procéder à la constitution de la société civile SOPAREL qui détiendrait la majorité dans la maison d'édition.

Ménageant les intérêts des demandeurs, il a en revanche jugé « excessive et inutile » la demande de mise sous séquestre des actions litigieuses, « afin de permettre à l'actuel PDG de Gallimard, d'exercer son pouvoir au sein de la société ».

PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES ÉTRANGÈRES

(USA, JAPON, GDE BRETAGNE) désormais en stock à Paris
TOUS LES LIVRES ÉTRANGERS PAR FRET AÉRIEN HEBDOMADAIRE
LIBRAIRIE WORLD DATA 10, RUE NICOLAS FLAINE PARIS 4e - METRO CHATELET
TEL : 42 78 05 78 FAX : 42 78 14 72
Catalogues sur demande

Société des cadres du Monde

Les associés de la société civile à capital variable Les cadres du Monde sont convoqués à Sirius à 16 heures (livr)

LE JEUDI 5 AVRIL 1990

pour y tenir une assemblée générale ordinaire

Ordre du jour :
● Le déménagement et ses prolongements
● Questions diverses.

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TITRE D'INTEGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS

EUROPÉENNE DE DONNÉES
15, place du Havre, 43.87.54.64. Ouvert le lundi.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Un enfant de Marie

Il était vraiment grandiose, pépé Le Pen, avec sa trogne mussolinienne, s'essayant au profil bas, poings haut dressés en signe de victoire, au congrès du FN, sous sa photo géante de bon pape gâté, son petit-fils dans les bras. Depuis la génération Mitterrand et même avant, tous les conseillers en communication font systématiquement dans le bébé. C'est doux, c'est mignon, c'est déstabilisant, ça rassure, ça se décline au futur, ça donne aux concepts pétaînistes de famille et de patrie le tendre et désarmant écho d'un gosse, moins inquiétant que les balancements des militaires chaque fois que revenait sur le tapis la lutte contre le sida politique. Sida comme socialisme, immigration, démocratie, non, pardon, qu'est-ce que je raconte, drogues et affaires.

C'est pas la première fois qu'il donne dans le genre respectable le Jean-Marie-enfant-de-Marie, mais là paraît que la consigne c'est : sage comme une image. Avec des mots pour le dire.

Voici le nouveau vocabulaire maison rapporté ce matin dans le *Croquant*. On ne parlera plus des masses, on parlera du peuple. Les catégories socioprofessionnelles renvoient

les classes dans le camp des cocos. Et les travailleurs, appréciez la nuance, vont devenir des travailleurs actifs qui travaillent ! La majorité, c'est les sociaux, appelons un loup un loup et la droite RPR-UDF, la fausse droite. La société, out, s'agit de la communauté... de préférence nationale. La bureaucratie remplace l'administration et l'humanité se divise en peuples. L'universelle, c'est quoi ? Cherchez pas, c'est le cosmopolitisme, sous-entendu juif et franco-maçon. Pour rester dans la même note, les pro-immigrés seront regroupés dans le parti de l'étranger.

Enfin, last but not least, excusez ces colères anglicisme, l'individu cède le pas à l'homme. Ce qui n'empêche pas, emporté par des élans racistes toujours aussi habilement incontrôlés, de l'insulter en la personne de Stasi. Qui Stasi ? Qui Stasi ? La France ? ou l'Allemagne ? Le ministre ou la police ? Quand on a un nom pareil, on ferait mieux d'en changer ! Sous les habits neufs du président M. Le Pen, il y a décidément des mots qui ont des noms.

Après douze jours de grève à Radio-France

Consultation du personnel sur les propositions de la direction

Tous les personnels de Radio-France, en grève depuis douze jours consécutifs, étaient appelés, lundi 2 avril, par les syndicats, à se prononcer sur les dernières propositions salariales de la direction (le *Monde* daté 19-20 avril). Le conflit le plus long qu'a connu une radio de service public depuis 1974, date de l'éclatement de l'ORTF, pourrait ainsi se terminer dans la nuit de lundi à mardi. C'est en tout cas ce qu'espèrent dimanche la direction de la société tandis que le per-

sonnel qui continuait d'occuper le studio 105 durant tout le week-end penchait pour un prolongement du mouvement.

Samedi, la direction de Radio-France avait annoncé qu'après une nuit de discussions un « constat de négociations » avait été signé avec les quatre syndicats ayant appelé à la grève (la GGT, la CFDT, la CFTC et la CGC). Les syndicats avaient pour leur part parlé d'une « suspension » des négociations.

SCIENCE & VIE

AIRBUS A 320 :

L'ELECTRONIQUE EN QUESTION

Premier avion au monde à être intégralement « géré » par ordinateur, l'A 320 a-t-il été mis en service avant d'être au point ? Les nombreux incidents techniques intervenus au cours de la première année d'exploitation peuvent le faire penser. A chaque fois, c'est l'électronique qui semble en cause.

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Astronomie : on a découvert le Grand Attracteur de l'Univers
- Madame Einstein : un génie méconnu ?
- L'URSS au crible du recensement : un état de 103 peuples.

Les grandes aventures de notre époque sont devenues scientifiques. Découvrez-les chaque mois dans SCIENCE & VIE.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Israël s'élève des menaces

Le ministre israélien de la Défense, Yitzhak Mordechai, a déclaré dimanche que son pays était prêt à répondre à toute menace d'attaque.

Il a souligné que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Le ministre a également déclaré que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Il a souligné que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Le ministre a également déclaré que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Il a souligné que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Le ministre a également déclaré que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Il a souligné que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Le ministre a également déclaré que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Il a souligné que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Le ministre a également déclaré que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Il a souligné que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Le ministre a également déclaré que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Il a souligné que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.

Le ministre a également déclaré que l'armée israélienne était prête à défendre le territoire du pays contre toute agression.